

# **DOCUMENT**

**PROGRAMME DE RECHERCHE  
ET D' ACTIONS SUR L'ÉVOLUTION  
DU MARCHÉ DE L'EMPLOI**

**LE MARCHÉ DE L'EMPLOI  
AU PORTUGAL**

|



**COMMISSION  
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**

Le présent document a été établi pour l'usage interne des services de la Commission. Il est mis à la disposition du public, mais il ne peut être considéré comme constituant une prise de position officielle de la Commission.

Cette publication est éditée aussi dans la langue suivante :

PT ISBN 92-825-7169-6

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes,  
1987

ISBN 92-825-7168-8

N° de catalogue : CB-48-87-993-FR-C

© CECA-CEE-CEEA, Bruxelles-Luxembourg, 1987  
Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

*Printed in Belgium*

Commission des Communautés européennes

**PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'ACTIONS SUR L'EVOLUTION DU MARCHE DE L'EMPLOI**

**LE MARCHE DE L'EMPLOI AU PORTUGAL**

**Auteur: PROECONOMIA/Lisbonne**

**Document**

Le présent document a été établi pour l'usage interne des services de la Commission. Il est mis à la disposition du public, mais il ne peut être considéré comme constituant une prise de position officielle de la Commission.

Copyright CECA-CEE-CEEA, Bruxelles - Luxembourg, 1987  
Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

La présente étude (85/3) a été financée par la Commission des Communautés Européennes dans le cadre de son programme de recherche et d'actions sur le développement du marché du travail.

L'analyse et les résultats présentés ne correspondent pas nécessairement aux vues de la Commission sur le marché du travail ou sur d'autres questions, abordées dans cette recherche.



## RAPPORT SOMMAIRE

### 1. SITUATION ET EVOLUTION DE LA POPULATION

La Population en résidence au Portugal en 1984 (Continent, Açores et Madère) a été estimée à 10 129 mille habitants, dont 9 613 mille dans le Continent. La croissance effective annuelle a été de .8% en 1984. Les taux de natalité et de mortalité totale et infantile ont été, respectivement, de 14.2%, 9.6% et 16.7%.

Par rapport à l'Europe du Nord, il s'agit d'une population plus jeune, ayant des indicateurs de mouvement naturel (mortalité, natalité, descendance moyenne) en retard par rapport à l'expression de ces pays-là. Au cours des dernières décennies, la dynamique de la population portugaise a été commandée essentiellement par les effets de la forte émigration et par le retour massif des colons d'Afrique. Entre 1964 et 1973 environ 1.3 millions d'émigrants sont sortis. En 1975 près de 600 mille ex-colons sont retournés.

Les projections de la population indique que la population totale en l'an 2000 sera probablement de l'ordre de 9 800 milliers, un peu au-dessous de la population en 1980 et, encore plus de la population actuelle. Il faut signaler que la structure par âge de la population sera modifiée de façon significative. La population jeune (0-14 ans) diminuera de façon accentuée, en termes proportionnels et en termes absolus, tandis que la population âgée augmentera, de façon non moins significative, en termes relatifs et en termes absolus aussi.

### 2. POPULATION ACTIVE, EMPLOI ET CHOMAGE

La population active, au total 4 546 milliers, correspond à un taux d'activité de 47%. Les actifs masculins correspondent à 57.8% du total, leur taux d'activité étant de 56.3%. Les indicateurs correspondants pour le sexe féminin sont de 42.2% et 38.2%, respectivement. Les chômeurs, près de 500 mille en nombre, correspondent à un taux de chômage (sens large) de 10.9%. Dans ce groupe, les hommes et les femmes sont distribués dans la proportion 40%/60%. Le taux de chômage masculin est de 7.5% et le féminin de 15.5%.

La population employée est répartie par grands secteurs d'activité, en accord avec les proportions suivantes: 23% dans le primaire; 35% dans le secondaire; et 42% dans le tertiaire. L'agriculture a toujours un grand poids dans l'emploi, en particulier en ce qui concerne l'emploi féminin. Dans le secteur secondaire il faut faire ressortir les Industries Textiles, Habillement et Chaussures et de l'Habillement, 8.5% de l'emploi total, et le Bâtiment, 8.3%. Le Commerce occupe 10.8% de l'emploi total, suivi des Autres Services, 8.5%, et de l'Administration Publique, 6.5%.

À la fin de l'année 1985, les travailleurs salariés représentaient 68.3% de la population ayant un emploi, dont 38% avaient un contrat permanent. En contrepartir, les travailleurs indépendants sans salariés, catégorie qui est en train de croître au cours des dernières années, étaient 22.3% de la population totale.

Du point de vue de la dimension, 73% des entreprises avaient moins de 10 personnes mais elles comprenaient seulement 15% de l'emploi. Si l'on considère les entreprises ayant plus de 50 personnes, elles représentaient 95% des entreprises et 40% du personnel. Sur la pôle opposé, 0.5% des entreprises (348 en nombre) avaient plus de 500 personnes, 29% de l'emploi, au total.

L'Enquête à l'Emploi donne une estimation de 223 mille employés, ayant une seconde activité, dont 78% du sexe masculin. Ainsi, la seconde activité serait pratiquée par 5.5% de la population ayant un emploi. Cet indicateur sous-estime, probablement, de façon significative l'étendue du pluriemploi. L'attraction exercée par l'Agriculture, en tant qu'activité secondaire, est évidente. Le maintien du modèle d'industrialisation des régions du littoral nord et centre est très liée à la réglementation du marché du travail à travers la pluriactivité. Etant donnée la répercussion de ce processus sur le volume de l'emploi, le niveau des salaires et la compétitivité de la plupart de l'industrie légère portugaise, ce sujet méritera un long développement au siège de l'analyse régionale, en particulier en ce qui concerne la Région Nord.

Les demandes d'emploi enregistrées au Ministère du Travail en février 1986 sont 376 mille pour le Continent et les Régions Autonomes, ou 365 mille pour le seul Continent. La plupart des demandes concernent des chômeurs à la recherche d'un nouvel emploi. Le chômage subsidié comprend seulement 28% du total des chômeurs. Les candidats à un placement extérieur ou à l'émigration se trouvent près de 110 mille, ce nombre ayant légèrement diminué au cours des derniers mois. L'offre d'emploi à travers le Ministère du Travail est peu significative par rapport au nombre des demandes qui s'y trouvent pendantes: près ou au-dessous de 1%.

Il faut noter qu'en 1984 il y a eu une augmentation massive, non seulement des chômeurs mais aussi des inactifs. Dans une première grande vague, la crise a détruit 76 mille postes de travail, dont 2/3 occupés par des hommes, et elle a fait augmenter le nombre d'inactifs de 12 ans ou plus en 246 mille, dont environ 60% de femmes. En correspondance, le chômage masculin a augmenté en 38 mille et le féminin a diminué de 29 mille. C'est-à-dire, en termes relatifs, les variations des hommes sont réparties entre le chômage et l'inactivité, tandis que les femmes étaient surtout dirigées vers l'inactivité.

### 3. PRINCIPALES SITUATIONS DE VULNERABILITE FACE AU MARCHE DU TRAVAIL

Au cours du 4<sup>e</sup> trimestre de 1983, 46% des chômeurs avaient un temps de recherche égal ou inférieur à 12 mois. 37% avaient plus de 12 mois. Deux ans plus tard, les pourcentages respectifs étaient de 53.7% et 44.6%.

Les femmes sont aussi particulièrement lésées par le chômage. En constituant environ 42% de la population active, elles correspondent à 60% des chômeurs. Par ailleurs, les femmes sont particulièrement martirisées par le chômage de longue durée. 64% de ceux qui sont chômeurs depuis plus de 12 mois et 72% de ceux qui se trouvent en cette situation depuis plus de 24 mois sont des femmes.



Une autre caractéristique de l'évolution récente est l'intensification d'incidences particulièrement négatives dans les phases initiale et finale de la vie active. Cette incidence négative a, cependant, une réaction positive qu'il faut noter: l'augmentation du taux de scolarisation, surtout en ce qui concerne le groupe d'âge de 15 à 19 ans. Ce taux est monté de 32.8% en 1983 à 37.6% en 1985. Un autre type d'ajustement concerne l'incidence de l'inactivité due à la retraite. Ainsi, par exemple, dans le groupe de 65 ans ou plus, la proportion de retraités /actifs est passée de 2.33 dans le 4<sup>e</sup> trimestre de 1983 à 3.52 deux ans plus tard.

Pour des taux de chômage globaux de l'ordre de 10 à 11%, au cours des deux dernières années des taux de chômage des jeunes de l'ordre de 22 à 25% ont été vérifiés, contrastant avec 6 à 6.5% en ce qui concerne les adultes. En tout cas, les taux féminins sont toujours nettement plus élevés: environ 16% dans le plan global et au-dessus de 30% pour les femmes jeunes.

La situation difficile du marché a été la cause du maintien ou de la croissance de situations d'augmentation de la précarité, ou même de marginalisation structurale, de nombreux postes de travail. Ce phénomène est notamment indiqué par la croissance des travailleurs indépendants sans salariés. Au début de 1986 (1<sup>er</sup> trimestre) le nombre de travailleurs indépendants était de 1 024 milliers: 22.3% de la population active. L'importance croissante des contrats à terme est un autre facteur qu'il faut retenir. En 1985, 64% des entrées de personnel étaient faites par de nouveaux contrats à termes et 10% seulement par de nouveaux contrats permanents. On a aussi vérifié que des centaines d'entreprises ont cessé de payer les salaires, subsides ou retraits dus selon les termes contractuels qui régissent légalement le travail salarié. La dimension de l'économie souterraine ou parallèle est liée aux défauts du marché du travail et de son encadrement réglementaire. L'économie souterraine a été estimée, récemment, à 16% du PIB, l'équivalent à la production de 660 mille actifs lui correspondant.

En juin 1986 il y avait 362 mille chômeurs enregistrés dans le Continent, dont 22.6% à Lisbonne, 13.6% à Porto et 12.7% à Setúbal, Braga étant aussi digne de note, avec 7.5%. Ces districts, qui correspondent aux régions les plus industrialisées du pays, sont aussi ceux qui ont des taux de chômage supérieurs à la moyenne nationale.

La chute de l'émigration, le retour et l'insertion de la 2<sup>e</sup> génération dans le pays d'accueil menacent de diminuer le volume des remises à moyen/long terme. Les remises représentaient, en 1979, environ 30% des revenus totaux des Ménages dans les districts de Viana do Castelo, de Bragança et de Guarda, et environ 25% à Vila Real, 20% à Castelo Branco et à Viseu. L'éventuelle diminution significative des remises, sans l'élargissement correspondant des possibilités d'obtenir des revenus par une voie intérieure, notamment par la voie du travail indépendant, aura de lourdes conséquences sur l'inégalité inter-régionale et à l'intérieur des régions.

#### 4. ANALYSE REGIONALE DE L'EVOLUTION DU TRAVAIL AGRICOLE DANS LE CONTINENT EN 1968/1979

Entre 1968 et 1979, un déclin global de la quantité de travail agricole a eu lieu, bien que son évolution ait été régionalement différenciée, les districts du Nord et Centre Littoral et du Ribatejo Ouest montrant une certaine capacité

de retenir la main-d'oeuvre agricole. L'exode rural atteint surtout la partie de la population agricole qui se trouve dans une situation plus précaire (salariaires éventuels). La main-d'oeuvre familiale a vu son poids s'accroître par rapport à la quantité totale de travail agricole. Dans l'ensemble de ces résultats, le fait le plus marquant est la prédominance structurelle croissante de la main-d'oeuvre familiale.

Les différences de comportement régional observées dans l'évolution de la quantité totale de travail agricole peuvent avoir l'interprétation suivante:

- plus grandes sont les possibilités d'intensification de la culture et d'obtention d'un lien stable avec la terre et d'un complément de revenu non-agricole régulier, plus grande sera la stabilité de la main-d'oeuvre agricole.
- dans la situation contraire à la précédente, l'exode agricole aura tendance à avoir lieu.

Certains facteurs qui caractérisent la structure agraire et les possibilités d'articulation intersectorielle, tels que la pluriactivité et les transferts (pensions sociales, remises des émigrants, etc.) conditionnent fort la réponse de la main-d'oeuvre agricole à l'offre d'emploi non-agricole.

Le rôle de la petite exploitation agricole familiale en tant qu'instrument de réglementation de l'équilibre de revenus et d'occupation ne pourra être convenablement compris que si l'on tient compte de la pluralité des sources de revenu qui a lieu dans la plupart des ménages associés à ce type d'exploitation agricole.

##### 5. ANALYSE REGIONALE DE L'OFFRE D'EMPLOI NON-AGRICOLE

L'un des principaux problèmes auxquels l'analyste du marché du travail doit faire face est celui de la qualité de l'information statistique respective. Il y a plusieurs sources statistiques disponibles concernant les personnes en service par branche d'activité, dans le Continent et par district:

- a) Recensement Industriel (1977)
- b) Recensements de la Population
- c) Cadres du Personnel (Ministère du Travail)
- d) Enquêtes à l'Emploi (Ministère du Travail) I.N.E.)

Les deux premières sources sont considérées comme étant relativement dignes de foi, à l'exception du Recensement de 1970, bien que les Cadres du Personnel constituent une bonne source en ce qui concerne l'emploi par branches d'activité et par districts, compte tenu de la périodicité de leur publication depuis 1979.

Des séries d'emploi sectoriel et régional ont été construites, pour une période de temps relativement longue, depuis 1971 jusqu'à 1984. Au cours de la période 1971-84 le taux de variation annuelle de l'emploi non-agricole a été de 0.2%, une évolution négative ayant eu lieu pour l'ensemble du pays en ce qui concerne la Pêche (-5.4%), les Industries (-0.4%) et les Services Person-

nels (-0.2%). Dans l'Industrie de Transformation il y a stagnation de l'emploi. Par contre, au niveau des secteurs du Tertiaire l'évolution de l'emploi a été plus favorable. À cette évolution de l'emploi n'est pas étranger le rôle des entités publiques et des entreprises de l'Etat.

Les variations de l'emploi non-agricole en 1971/84 pour chaque districts du Continent permettent d'organiser les districts en 4 groupes:

- Groupe I - Variation positive de l'emploi non-agricole; variation positive ou nulle de l'emploi dans l'Industrie de Transformation.
- Groupe II - Variation positive de l'emploi non-agricole; variation négative de l'emploi dans l'Industrie de Transformation.
- Groupe III - Variation négative modérée de l'emploi non-agricole; variation fortement négative de l'emploi dans l'Industrie de Transformation.
- Groupe IV - Variation fortement négative de l'emploi non-agricole.

D'après cette classification, les groupes de districts seraient constitués comme suit:

- Groupe I - V. Castelo; Braga; Porto et Aveiro
- Groupe II - Baragança; Guarda; Coimbra; Leiria et Lisbonne
- Groupe III - Vila Real; Viseu; C. Branco et Faro
- Groupe IV - Santarém; Portalegre, Setúbal; Évora et Beja

La tendance attendue est positive pour les districts du Littoral jusqu'à Setúbal, à l'exception du district de Braga, de Viana do Castelo et de Coimbra, où elle est légèrement négative. Par contre, elle est fortement négative ou négative dans la plupart des districts de l'intérieur (Vila Real est une exception).

En ce qui concerne la sensibilité conjoncturale de l'emploi dans l'Industrie de Transformation dans chaque district, on voit qu'elle prend des valeurs beaucoup plus élevées en des régions pauvres. Il faut mettre en relief l'exception, dans le bon sens du Centro Interior et, dans le mauvais sens, de Lisbonne. Les districts de Beja, Braga, Bragança, Castelo Branco, Évora, Faro, Guarda, Portalegre et Santarém ont un élément cyclique attendu positif au cours de la période 1980-84. À l'exception de Braga, de Santarém et de Faro, ces districts correspondent à la partie la plus à l'intérieur du Pays.

En comparant le dynamisme montré par chaque région en 1975-79 et en 1980-84, il est évident que les districts de l'intérieur ont un comportement plus favorable au cours de la première période, tandis que pour les districts du Littoral (à l'exception de Lisbonne et de Viana do Castelo) ceci a lieu au cours de la deuxième période. Le retour des portugais venus des anciennes colonies peut avoir contribué au plus grand dynamisme de l'emploi dans les districts de l'intérieur en 1975-79. L'amélioration accentuée du comportement des districts les plus développés au cours de la période 1980-84 peut être associée aux conditions socio-politiques en vigueur, d'une part, l'Etat se bornant à

un rôle moins interventif et les classes ouvrières ayant un pouvoir revendicatif très résuit. D'autre part, l'avènement d'une classe d'entrepreneurs plus moderne et plus dynamique, le phénomène de la sous-contractation en des secteurs tournés vers l'exportation et l'existence de "know-how" en des secteurs exportateurs, rendant possible la naissance de nouvelles entreprises, peuvent avoir contribué aussi à cette amélioration.

Un but important de cette étude est l'explication des conditions déterminantes des dynamismes locaux. Nous avons construit un modèle économétrique qui a été estimé en ayant recours à des données provenant de deux sources statistiques alternatives, pour tester la signification de l'association entre des variables qui captent la capacité endogène de l'économie de chaque district et leur élément différentiel. La capacité explicative du modèle est très bonne pour l'élément différentiel calculé en prenant pour base les Cadres du Personnel et l'Enquête Industrielle 1971, et relativement mauvaise en ce qui concerne l'élément différentiel déterminé par la voie de l'Enquête à l'Emploi. Le résultat obtenu pour l'élément différentiel calculé en prenant pour base les Cadres du Personnel - 1982 et l'Enquête Industrielle de 1971 a confirmé que la pluriactivité Industrie/Agriculture peut constituer un facteur assez favorable à la croissance de l'emploi dans l'industrie. Cette complémentarité rend le marché du travail flexible, diminue les tensions et permet des niveaux de salaires plus bas, ayant un reflet positif dans le secteurs industriel.

## 6. LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET LE SYSTEME SOCIO-ECONOMIQUE DANS LE NORD DU PORTUGAL

L'analyse de la situation dans le Nord du Portugal concerne les 9 districts au Nord du Mondego. Nous considererons les groupes de districts suivants:

- A - Zone sous l'Influence de l'"Industrialisation": Porto, Braga, Aveiro et Coimbra
- B - Zone Essentiellement Rurale: Viana do Castelo, Vila Real, Bragança, Viseu et Guarda

Le Nord a environ 50% de la population du Continent. À la zone sous l'influence de l'industrialisation correspondent 36% et 14% aux autres districts. Le district le plus peuplé est celui de Porto (16.7% de la population du Continent) suivi de celui de Braga (7.6%), d'Aveiro (6.7%) et de Coimbra (4.7%).

Entre 1960 et 1980 les districts du Groupe A ont connu des accroissements supérieurs à ceux du Continent (12.6%) à l'exception de Coimbra. Le district de Porto, comme il fallait s'y attendre, a connu le plus grand accroissement - 30.9%. Dans les districts du Groupe B, qui ont une population décroissante, c'est surtout dans ceux de Guarda (-27%), de Bragança (-21.1%) et de Vila Real (-18.7%) que la répulsion démographique est la plus grande.

Le groupe A est caractérisé, de façon générique, par:

- plus grand dynamisme démographique; plus grande capacité d'attraction; moindre émigration relative

- plus grand poids de la population jeune que celui du Continent et que celui du groupe B, et plus grand potentiel de natalité (à l'exception de Coimbra)
- valeurs manifestement supérieures du poids de la population entre 10 et 29 ans
- valeurs légèrement inférieures à celles du Continent, dans les Groupes de 25 à 60 ans (résultat, surtout à Braga, de l'émigration des années 60)
- rythmes de vieillissement de la population moins élevés
- taux de dépendance des gens âgés plus élevé (à l'exception, encore une fois, de Coimbra)

Le Groupe B est caractérisé ainsi:

- moindre dynamisme démographique; répulsion démographique; plus grande émigration relative
- dans les groupes de 10 à 20 ans, les valeurs sont supérieures à celles du Continent
- dans les groupes de 25 à 50 ans, les poids sont inférieurs à ceux du Continent, dû à l'émigration
- à partir de 50 ans, et surtout de 65 ans, fort vieillissement de la population

La croissante participation de la femme à la "vie active" est un point commun à tous les districts, bien que cette participation soit faite en des scénarios socio-économiques parfaitement différents. Dans les districts ruraux, il s'agit surtout d'un remplacement de l'homme (émigré) dans l'exploitation agricole. La femme joint à sa situation de "maîtresse de maison" celle de "membre non-rémunéré de la famille" ou celle d'"isolée", ayant maintenant une existence statistique dans la population active. Dans les districts de Porto, de Braga et d'Aveiro, il ne s'agit plus exclusivement du remplacement de la force de travail dans l'agriculture, mais aussi de la demande de force de travail fé minime de la part de branches industrielles en franche croissance et qui demandent une "main-d'oeuvre abondante, peu exigeante et dont les coûts de reproduction se trouve, d'une certaine façon, intériorisés par les groupe domestique (paysan)".

Quant aux structures par âge de la population active, dans les districts du Groupe A, à l'exception de Coimbra, ceux qui offrent un plus grand volume relatif et absolu d'emploi non-agricole, surtout dans l'industrie de transformation, la mobilisation de la population très jeune, qui serait normalement en âge de formation scolaire, est grande. Dans les districts du Groupe B - en déclin démographique, fortement ruralisés et "ébranlés" par l'émigration presque structurale - sur-utilisent une population active vieillie dans l'agriculture, ainsi qu'une population très jeune. En termes d'évolution (1970/81) le poids croissant de la population active jeune est confirmé, ainsi que la diminution des groupes d'âge intermédiaires, cette dernière situation ayant lieu seulement dans les districts du Groupe B.

En tenant compte des valeurs du Continent, les profils de spécialisation districtale de Porto, d'Aveiro et de Coimbra sont diversifiés, en particulier en ce qui concerne les industries de transformation. Braga, bien qu'étant fortement industrialisé, montre un profil peu diversifié où les textiles et l'habillement et les produits métalliques prédominent. Dans les autres districts le grand poids de l'agriculture rend complètement nul l' (peu) (d')importance de l'industrie de transformation qui a lieu seulement en des secteurs en aval de la production agricole et, de façon sporadique, dans les textiles (Guarda).

Sectoriellement, l'agriculture occupe un rôle très important dans l'occupation de la population, non seulement dans les districts où les possibilités locales d'emploi non-agricole sont rares, mais aussi dans ceux qui sont déjà fortement industrialisés: Porto excepté, nous constatons facilement que la forte industrialisation des districts d'Aveiro et de Braga n'a pas "expulsé" l'activité agricole non-capitaliste. Dans ces districts, l'articulation Industrie/Agriculture est forte, ce qui montre des politiques d'emploi ou de gestion du territoire intégrées. Dans les autres districts, dû au manque de possibilités locales d'emploi, la complémentarité est faite moyennant l'émigration et les revenus qui en proviennent.

Le Bâtiment et Travaux Publics est un secteur toujours présent. Le rôle qu'il a en tant qu'absorbant d'une main-d'oeuvre locale peu spécialisée est indéniable. Cette main-d'oeuvre possède, outre le bâtiment, d'autres formes de revenu ou de travail dans la famille agricole où elle est généralement encadrée.

Les services rendus aux entreprises et des Services tels que les Services Récréatifs et Culturels sont des éléments "absents" même en des districts fortement industrialisés, tels que Braga et Aveiro, ce qui est expliqué par le caractère dépendant d'un modèle que ne développe pas le tertiaire du secondaire et qui ne permet pas des augmentations substantielles du niveau de vie des ouvriers.

Où, et dans quelles branches, croît davantage, en général, l'emploi industriel et en particulier l'emploi féminin? En tenant compte des Industries de Transformation et en analysant seulement les districts les plus industrialisés (Porto, Braga et Aveiro), la croissance des branches les plus représentatives - Textiles, Chaussures, Mobilier, Habillement, Bois et Liège et Produits Métalliques - est accompagnée d'une participation croissante de la main-d'oeuvre féminine. La seule exception se trouve dans les Textiles dont la reconversion technologique paraît promouvoir une demande intensive de main-d'oeuvre masculine, plus chère mais aussi plus productive.

Le poids des travailleurs indépendants par rapport au total de la population active ayant une profession, dans chaque branche, é une mesure de l'intensité de l'organisation capitaliste dans la production. Globalement, la pénétration de formes capitalistes d'encadrement du travail est d'autant moins représentée que le poids des Industries de Transformation est moindre et plus grand celui de l'Agriculture, du Bâtiment et Travaux Publics et des branches non-étatisées du Commerce et des Services. En particulier, ces clivages ont lieu entre le district de Porto, ceux de Braga et d'Aveiro, ayant une forte articulation agriculture/industrie, mais sans la création locale du tertiaire à laquelle on s'attendait, et les districts de Viana, de Vila Real, de Viseu,

de Bragança et de Guarda où le poids de l'Agriculture et l'importance des revenus de l'émigration sont forts.

## 7. PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION DE BEIRA INTERIOR

Beira Interior est une région formée par les districts de Guarda et de Castelo Branco et c'est la principal centre de l'industrie des lainages. Beira Interior est une région où a lieu un déclin de la population, sous une forte émigration vers l'étranger et vers le littoral, vieillie simultanément à la base et au sommet. Des projections effectuées jusqu'à l'an 2000 montrent qu'il faudra s'attendre, dans l'avenir, à une croissance naturelle sans signification; à la poursuite du vieillissement à la base et au sommet; et à des taux d'activité dépendant surtout des possibilités d'emploi féminin.

La population active ayant une profession à Beira Interior représentait, en 1970, 5.5% de celle du Continent, mais 4.2% seulement en 1981. Une chute identique a eu lieu en ce qui concerne l'emploi rémunéré, 4.6% à 3.4%. Le déclin a été plus accentué dans le district de Castelo Branco que dans celui de Guarda. D'autre part, Beira Interior a une proportion significative de travailleurs indépendants.

Dans les années 70 l'emploi à Beira Interior a diminué (-3.2%), allant dans le sens contraire à la tendance observée dans le Continent (+23%). À l'intérieur de la région, un léger accroissement a eu lieu à Guarda (+3.9%) un une diminution prononcée à Castelo Branco (-8.6%). C'est précisément dans le district où le travail indépendant a une moins grande expression qu'a eu lieu un recul plus accentué de l'emploi total.

La base productive régionale, par rapport à la moyenne du Continent, montre une spécialisation accentuée dans l'Agriculture, les Textiles et l'Habillement.

La structure du Produit Agricole, au sens large, est dominée par la production végétale, mais à Castelo Branco la forêt prend une expression significative. À Beira Interior 63% de la surface sont exploités par des agriculteurs autonomes; 22.5% par des entrepreneurs agricoles; 3.5% par des sociétés non-coopératives; 5.5% par l'Etat; le reste par d'autres agents. L'exploitation autonome sert, avant tout, au ravitaillement de la famille et, subsidiairement, au marché. L'agriculture de Guarda est plus caractéristiquement familiale (92% des exploitations et 76% de la surface) que celle de Castelo Branco (94% des exploitations et 54% de la surface). Ainsi qu'en d'autres régions, le vieillissement et le niveau très faible d'éducation des agriculteurs sont des entraves à la transformation structurale de ce secteur.

Un grand projet existe, concernant l'irrigation à Cova da Beira (district de Castelo Branco). Cependant, les plans ont souffert plusieurs distorsions, et ils devront être approfondis de façon à garantir les aides adéquates à la commercialisation et à la transformation dans la région d'une partie de la production agricole. L'élevage aussi (brebis et chèvres) et surtout la forêt, en accord avec l'étude sur l'évolution du travail, devraient être l'objet de programmes spéciaux de dynamisation et d'aide technique.

L'activité minière a une expression relativement élevée dans le District de Castelo Branco. À présent, les conditions du marché international ne sont pas favorables et plusieurs centaines de milliers de postes de travail sont en danger.

Le Textile et Habillement a 14% du PIB régional. Dans les districts de Guarda et de Castelo Branco est situé environ 2/3 de la production et des effectifs des industries des lainages du Pays. Au niveau national, les lainages employaient 20 000 actifs et ils représentaient 10% de la production nationale du Textile et Habillement. L'exportation comprend 5% de cette production. Le secteur est en train de traverser une crise grave et les perspectives que lui font face sont sombres, surtout sur le plan de l'emploi.

Une étude récente de Direcção-Geral da Indústria a classifié les entreprises de la région en quatre groupes: Pires Entreprises; Difficilement Récupérables; Récupérables; et Meilleures Entreprises. Les pires entreprises et les entreprises difficilement récupérables représentent 57% de l'emploi total du textile dans la région; les récupérables 32% et les meilleures entreprises 11%. Les postes de travail considérés excédents sont 5 256, soit 42% de l'emploi total dans l'industrie de la région. En ce total, 1 268 proviennent des pires entreprises qui ont besoin de perdre 60% de leurs effectifs, comme condition nécessaire, mais pas suffisante, de viabilité; 2 144 seraient rendus chômeurs par les entreprises à récupération difficile (45% de leurs effectifs); 1 785 par les récupérables (45% de leur emploi); et 59 par les meilleures entreprises (4% de l'emploi respectif).

Une autre source de préoccupation est l'arrêt de l'émigration. Les districts de Castelo Branco et de Guarda, ce dernier surtout, sont des zones à forte émigration. En réalité, le district de Guarda a été, de tous les districts du Continent, celui qui a eu des taux d'émigration plus élevés dans les années 60, le district de Castelo Branco se trouvant en quatrième place.

Outre le besoin de trouver dans le développement de l'économie régionale des possibilités de création de postes de travail en quantité et en qualité compatibles avec les aspirations naturelles des jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail, il faut faire attention aux conséquences du presque arrêt de l'émigration sur les revenus des ménages de la région. À la fin des années 70, les remises des émigrants représentaient 1/4 des revenus des ménages de la Région. Leur éventuelle diminution aurait de fortes implications déflationnistes sur les économies locales.

Les perspectives que se prévoient pour Beira Interior ne sont pas favorables. En l'absence d'un effort programmé et considérable, quatre facteurs de crise seront conjugués, ayant de graves incidences sur le marché du travail régional:

- stagnation de l'agriculture, fugue continue aux occupations agricoles et débilite d'autres possibilités d'emploi en milieu rural;
- chute de l'emploi dans les mines;
- licenciements par faillite et par reconversion d'entreprises de Lainages;
- affaiblissement progressif de l'impact des remises sur les économies locales



## 8. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ALGARVE

Le Programa de Desenvolvimento Regional do Algarve (PDR) (Programme de Développement Régional de l'Algarve) 1986/90 analyse avec clarté les problèmes de cette région et propose un ensemble d'actions prioritaires destinées à leur faire face.

Les caractéristiques de l'Algarve sont propres au développement touristique explosif, dans le littoral, à partir de la fin des années 60. D'après les données de 1979, le produit régional de l'Algarve était environ 3.5% du PIB national (en 1970 il était seulement de 2.3%). Le secteur tertiaire était dominant, 51% du PIB régional, suivi du primaire, 29%, et du secondaire, 20%. Le Produit Agricole Brut (PAB) Régional, dominé par les fruits et les produits horticoles, correspondait à 6% du total national. Le PIB per capita approchait de la moyenne du Continent. Le Produit Interne Brut régional a connu, pendant les dernières années, un accroissement en pourcentage deux fois et demie supérieur à celui du Continent.

La pêche est une activité qui a une représentativité non seulement régionale, mais aussi nationale. En 1983 21% de la valeur de la production du Continent lui correspondaient. L'industrie est exercée par de petites et moyennes entreprises tournées vers des activités traditionnelles (alimentaires, bois, liège et, plus récemment, matériaux de construction, celle-ci suscitée par le développement de constructions pour le Tourisme). Le secteur tertiaire emploie 47% des actifs, le Tourisme représentant 10% de l'emploi de la région. Un peu moins de la moitié des recettes touristiques de tout le Pays sont dues à l'Algarve.

La programmation financière du PDR est étudiée en détail jusqu'en 1990. Le financement des dépenses du secteur public est provenu des sources suivantes: Fonds Communautaires (52); Administration Centrale (34%); Autarchies (8%); et Entreprises Publiques (6%). Quant aux Fonds Communautaires, on suppose que la source principale sera le FEDER ( $36 \times 10^9$  Esc.) suivi du FEOJA ( $3.4 \times 10^9$  Esc.), le FSE ayant une part de  $1.4 \times 10^9$  Esc.

Dans le total des investissements programmés, les dépenses publiques atteignent 62%.

Le PDR donne un relief particulier à trois types d'actions:

- investissement public accru pour la réalisation de projets d'infrastructures;
- aide à la valorisation des ressources humaines (éducation, santé et formation professionnelle);
- aide à la diversification de la base productive (en particulier l'agriculture et l'élevage, à la reconversion de la pêche et des industries traditionnelles, à l'amélioration qualitative de l'offre touristique).

Du point de vue du marché du travail, il s'agit non seulement de créer de nouveaux postes de travail, mais aussi de consolider l'emploi existant, en élevant les niveaux de qualification et de productivité dans les activités en général.

En ce qui concerne la création/consolidation de postes de travail, le principal pari du PDR ne se trouve pas dans le tourisme mais plutôt dans l'agriculture et élevage. On attend des actions y incluses la création d'un équivalent à 10 000 postes de travail, selon les technologies actuelles. Dans le tourisme, les nombreuses activités de services induites par lui inclusivement, les estimations du PDR se trouvent dans la création de 2 600 postes de travail directs. Les besoins de formation doivent prendre comme référence un univers beaucoup plus vaste pour des raisons d'un effort intense de recyclage, de up-grading et de développement des emplois directs. Le troisième vecteur de création/développement de postes de travail est lié au Bâtiment et Travaux Publics et aux Industries de Matériaux de Construction. Le quatrième vecteur d'intervention se tourne vers la diversification industrielle. L'estimation globale du PDR est d'environ 1 400 nouveaux emplois. C'est une estimation qu'il faut prendre avec une certaine réserve. Dans la pêche et dans l'aquaculture l'impact prévu ne dépassera pas de beaucoup la demi centaine de nouveaux postes de travail. Pour terminer, il faut prévoir la croissance de l'emploi dans la prestation de services collectifs, notamment santé, enseignement et Administration Publique.

#### 9. LA PENINSULE DE SETUBAL: UNE REGION INDUSTRIALISEE EN CRISE

Il existe, dans le District de Setúbal, 45 mille chômeurs et environ 15 mille travailleurs qui ont leurs salaires, retroactifs ou subsides en retard. Près d'un travailleur sur cinq se trouve dans une des situation décrites. L'on prévoit la réalisation d'un programme spécial de création de 45 mille nouveaux postes de travail, avec l'aide de la Communauté. Les caractéristiques de la région sont très spécifiques.

Les Communes qui composent la Péninsule de Setúbal ont environ 600 mille habitants, c'est-à-dire près de 6% de la population du Pays. Cette région est celle qui, dans tout le pays, a eu une plus grande croissance de la population au cours des trois dernières décennies. Cette dynamique est due à deux facteurs: installation de nouvelles industries, en particulier des industries métallurgiques et métallomécaniques, avant le choc pétrolier, et expansion de la zone métropolitaine de Lisbonne. 2/3 de la population de la Péninsule de Setúbal habitent des zones riveraines très polarisées par la capitale, sur l'autre rive du Tage. Setúbal, sur l'estuaire du Sado, ayant près de 100 000 habitants, est le pôle de la région le moins dépendant de l'expansion de Lisbonne.

En 1981 le taux d'activité de la population de 15 à 64 ans, dans le district de Setúbal, était de 64.4%. L'évolution observée a les caractéristiques attendues: grand nombre de taux d'activité féminine; diminution des taux d'activité de la population au-dessus de 55 ans, particulièrement dans le cas des hommes.

Entre 1960 et 1981 les actifs ayant une profession, résidant dans la Péninsule de Setúbal, ont doublé en ligne avec la croissance de la population. L'évolution de la structure de la population active ayant une profession, habitant la Péninsule de Setúbal, rend évidentes les tendances de fond suivantes:

- chute accentuée dans l'agriculture et dans la pêche, de 23.7% en 1960 à 6.4% en 1981;

- maintient de l'importance de l'industrie de transformation, un peu au-dessus de 1/3 du total;
- grande expansion des professions liées au tertiaire, notamment au commerce (de 8.9% à 14.5%) et aux services rendus à la collectivité (de 12.8% à 22.3%);
- bonne position du bâtiment (8.9% en 1960 et 10.0% en 1981) et des Transports et Communications (au-dessus de 7%).

La commune de Lisbonne et le principal centre d'emploi des actifs de la Péninsule de Setúbal: 1/5 des actifs de la région. La Commune de Setúbal, 10% de l'emploi des actifs, é le second centre d'emploi, originant seulement des mouvements pendulaires de faible expression. Almada (17.5%), Barreiro (10.3%) et Seixal (9.5%) sont aussi des communes ayant une contribution significative dans l'emploi des habitants de la région.

La structure de l'emploi par secteurs montre la spécialisation de la Péninsule de Setúbal dans l'Industrie de Transformation. Le poids de l'emploi agricole est d'environ 35% du poids à l'échelle du Continent. Dans les autres secteurs l'alignement des régions sur la moyenne du Continent est la norme, à l'exception des Banques et Assurances où a lieu une pondération inférieure dans la région. Le nombre de postes de travail existant dans la Péninsule de Setúbal est seulement équivalent à .82% des actifs ayant une profession qui y habitent. La seule commune où cette relation est supérieure à 1 est celle de Setúbal (1.20). Ces indicateurs confirment, d'une part, la polarisation de la région dans le cadre de la zone métropolitaine de Lisbonne et, d'autre part, l'autonomie de la commune de Setúbal par rapport à ce processus.

Le processus de croissance de la population n'a pas été accompagné de l'installation d'un réseau équilibré d'activités et de postes de travail en correspondance avec les disponibilités de main-d'oeuvre attirée par la région. Cette situation est compréhensible en fonction de la métropolisation de la région. Cependant, son effort dans l'avenir impliquera des coûts sociaux et individuels élevés.

L'étendue du régime de travail salarié (86% des actifs), bien qu'elle soit normalement considérée comme facteur positif dans le sens de la "modernisation" des structures de balisage du marché du travail, a, dans la réalité, fait augmenter doublement la vulnérabilité des travailleurs face à la crise prolongée du modèle d'industrialisation précédant le premier choc pétrolier.

D'une part, le chômage s'est étendu et des pratiques de dégradation du régime salarial ont été diffusées, telles que les salaires en retard dans les unités industrielles de la région. D'autre part, les industries qui requièrent une main-d'oeuvre peu qualifiée et facile à former, telles que les conserves et le liège, ont émigré vers le Nord du Pays, en bénéficiant d'une main-d'oeuvre moins exigeante en matière de salaires et de régime légal de contractation.

L'engagement, à court terme, de fonds communautaires en des programmes affectant cette région est prévisible. Deux initiatives dans ce sens sont en cours. En premier lieu se trouve la présentation d'un projet destiné à établir un programme intégré pour le développement de la région de Setúbal. Deuxièmement, la restructuration de Siderurgia Nacional, E.P. étant prévue, avec l'éli

mination d'environ 2 000 postes de travail, on compte sur l'appui de CECA, non seulement pour la réalisation de la restructuration de l'entreprise, mais aussi pour faciliter le réajustement des travailleurs qui perdront leurs emplois.

#### 10. RESSOURCES HUMAINES: SYSTEMES D'EDUCATION ET EFFORT DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Le problème de l'éducation a, au Portugal, des caractéristiques souvent sous-estimées dans leurs conséquences sur l'état de l'organisation et de l'efficacité des activités nationales, tant sur le plan économique que sur le plan social, ou dans le domaine de la stratégie de mobilisation des ressources civiques nécessaires à l'accomplissement des tâches les plus profondes de transformation de la société portugaise.

La population scolarisée, dans les différents degrés d'enseignement, public et privé, a atteint environ 2 050 mille élèves, dont 1 810 dans l'enseignement public. Par degrés d'enseignement, l'enseignement pro-secondaire a compris seulement 106 mille élèves, un peu plus de 5% du total. La scolarité obligatoire n'était pas accomplie par environ 20% de la population scolaire en référence. Le taux de scolarisation apparente du cours général unifié a été de 66.7% en 1984/85. Cependant on estime à 62% la population scolarisée du groupe d'âge 12-18 ans qui fréquentait encore l'enseignement préparatoire ou l'enseignement primaire. Quant à l'enseignement secondaire complémentaire le taux de scolarisation apparente respectif a été estimé à 31%.

Dans l'enseignement secondaire public, les cours suivants donnent une qualification professionnelle:

- complémentaires nocturnes de l'enseignement technique
- technico-professionnels
- professionnels
- 12<sup>e</sup> année - voie professionnelle

L'accès à l'enseignement supérieur est conditionné par la pratique du "numerus clausus". Le nombre initial de places a diminué de 14.8 milliers en 1981 à 13.8 milliers en 1985. Les centres d'enseignement de Lisbonne, de Porto et de Coimbra ont évolué de 91% à 82.5% des effectifs, dû à la croissance des nouvelles universités et polytechniques situés hors des centres universitaires traditionnels. L'enseignement non-universitaire comprend seulement environ 19% de l'enseignement supérieur.

Les grands changements structuraux dans l'offre et dans la demande de l'enseignement supérieur ont eu lieu pendant les années 70, ayant aujourd'hui besoin d'un nouvel élan, plus sélectif, de consolidation et d'expansion. Par rapport au total de l'enseignement supérieur, la fréquentation en Lettres et en Sciences Humaines est tombée de 26% en 1969/70 à 19% en 1974/80, aussi bien que celle des sciences médicales (de 16.5% à 14.2%). Les étudiants en Sciences Sociales ont augmenté, de 17.3% à 20.7%, ainsi que ceux en Technologies, de 16.7% à 19.4%.

La distribution du stock d'éducation montre un état de carence intense dans les régions de l'intérieur, allant de pair avec les indices de sous-développement global et d'éducation. Les districts de Beja, de Bragança, de Castelo Branco, d'Évora et de Portalegra ont des taux d'analphabétisme supérieurs en au moins 50% par rapport à la moyenne du Pays. Ayant des valeurs inférieures

à cette moyenne, nous avons seulement Aveiro, Lisbonne, Porto et Setúbal, qui sont tous des districts polarisés par les deux régions métropolitaines du Pays. C'est aussi dans ces deux régions qu'est concentré l'essentiel des stocks d'éducation moyenne supérieure ou même secondaire.

Le grand problème auquel le Pays fait face est le bas niveau d'éducation globale, dans l'ensemble de la population portugaise. D'après le Recensement de la Population de 1981, la population ayant 10 ans ou plus, seulement 15.5% savaient lire et écrire. 15% d'autres n'avaient pas terminé l'enseignement primaire. Ce poids mort élevé est dû surtout aux groupes d'âge ayant 45 ans ou plus. Par rapport à la population totale, les personnes ayant 10 ans ou plus qui avaient terminé l'enseignement primaire (4 ans scolaires) étaient environ 28%; ceux qui fréquentaient le secondaire ou qui l'avaient de façon incomplète 13%; ayant le secondaire ou un cours moyen complet 12%; et ceux qui possédaient un cours supérieur 1.6%. L'analyse par groupes d'âge montre qu'il y a eu une certaine récupération au niveau de l'accès à l'éducation. Malgré l'intensité de cet effort, il est évident que le Portugal a une position très négative par rapport à l'Europe des 12, même par rapport à la Grèce. Dans ce dernier pays, le problème de l'analphabétisme est franchement moins grave et le niveau moyen d'éducation féminelle plus élevé.

La distribution de la population active par degré d'instruction en 1985 montre que 8.5% des actifs ne savent pas lire. La scolarité obligatoire concerne 78% de la population. Les proportions correspondantes à l'enseignement secondaire, à l'enseignement moyen et à l'enseignement supérieur sont, respectivement, 7.0%, 2.1% et 3.2%.

Le simple fait que 12% seulement de la population active sont arrivés à dépasser la scolarité obligatoire rend évidents les problèmes de fond causés par le stock d'éducation existant. Il faut observer que le nombre d'actifs ayant un cours moyen est manifestement inférieur à celui de personnes ayant un cours supérieur.

100 mille personnes environ qui travaillaient en 1985 étudiaient. Parmi ceux-ci, 12.6% fréquentaient la scolarité obligatoire, 56.4% le secondaire, 3% l'enseignement moyen et 23% l'enseignement supérieur.

Le système d'apprentissage a été créé par le Decreto-Lei 102/84. En accord avec le plan initial, il devrait comprendre, en 1985, environ 20 000 jeunes. La priorité a été donnée à l'apprentissage en Agro-alimentaires, Electronique, Informatique, Métallomécanique et Services.

Le Ministère de l'Agriculture est en train de conclure la première phase d'installation de nouveaux centres, financée avec l'aide de la Banque Mondiale. D'autre part, avec le financement de la Communauté Economique Européenne, de nouvelles actions sont prévues, dans le cadre du Programa de Apoio ao Desenvolvimento Regional (PADAR). Le coût total de ce projet est de l'ordre de 375 mille contos et la participation de la Communauté atteint environ 210 mille contos (56%).

Le Ministère du Travail a en cours un programme de création de 25 centres de formation professionnelle, dont 5 co-financés par la Banque Mondiale, 10 par la Communauté Economique Européenne (aides pré-adhésion) et 10 par le Conseil d'Europe. Si le programme est complètement mis à exécution, la structure de la formation professionnelle disposera alors de 36 centres, avec une capacité

de formation annuelle de 12 600 stagiaires.

L'Instituto do Emprego e Formação Profissional intervient moyennant:

- Centres de Formation Professionnelle sous sa responsabilité directe;
- Centres de Formation Protocolaire en association avec des entités représentatives de secteurs d'activité ou de régions;
- Accord de coopération avec des entreprises et avec d'autres entités publiques et privées.

Par ailleurs, l'IEFP développe des programmes d'aide technico-financière à des actions de formation ponctuelles.

L'IEFP traverse une période de réorganisation et de redirection stratégique. De ses buts pour 1987 il faut mentionner, par leur importance, la rentabilisation des Centres Intégrés (Programme n° 4), celle des 13 Centres de Formation Professionnelles qui existent (Programme n° 12), la promotion de 10 nouveaux centres de Formation Professionnelle co-financés par les Communautés Européennes (Programme n° 13), la formation de 500 formateurs pour le Système d'Apprentissage (Programme n° 14) et l'aide aux 20 Centres de Formation en Collaboration avec des entités représentatives du secteur privé (Programme n° 15).

Le programme d'action d'Instituto Nacional de Formação Turística, pour la période 1985-1989 prévoit la construction de nouvelles Ecoles d'Hotellerie et de Tourisme. Le total des dépenses d'investissement atteindra 2.1 millions de contos dans la période mentionnée.

L'Instituto de Apoio às Pequenas e Médias Empresas Industrial met en marche un programme de formation en collaboration avec les associations professionnelles de l'industrie, des cabinets de consultants et des institutions spécialisées dans ce domaine, qui est concentré sur trois niveaux de gestion:

- Dirigeants et Cadres Supérieurs
- Cadres Intermédiaires et Spécialisés
- Cadres récemment formés, sans expérience d'entreprise et futurs éléments de dynamisation des structures existantes (FIEQ)

Les politiques d'aide à la population active ont souffert une transformation radicale avec l'adhésion à la CEE. Pour pouvoir mettre en perspective la transformation mentionnée, nous notons la typification et les niveaux d'activités d'aide, avant la conclusion de l'Accord d'Adhésion, et au cours de la première année après l'Accord d'Adhésion, en ce qui concerne l'engagement du Fonds Social Européen.

En 1983 et 1984 ont été dépensés, respectivement, 6.4 et 4.6 x 10<sup>9</sup> Esc. dans l'aide financière au maintien et à la création de nouveaux postes de travail. La presque totalité de ces montants a été destinée à la concession de subsides à des entreprises, ayant en vue d'éviter leur fermeture, ou des licenciements collectifs significatifs.

La politique de formation professionnelle jusqu'à l'Adhésion était véhiculée surtout par Instituto do Emprego e Formação Profissional. Le nombre total de stagiaires pendant cette dernière année n'a pas dépassé 8.5 milliers. Les autres interventions outre celles d'IEFP ressortissent davantage par leur caractère exemplaire et qualitatif que par l'étendue de la population active comprise.

On estime qu'en 1984 le coût total de formation a été de l'ordre de  $3.10^9$  Escudos, montant très peu significatif face tant aux besoins qu'au saut qui a eu lieu au cours de la première année d'Adhésion à la CEE.

L'accès au Fonds Social Européen (FSE) est venu modifier de façon radicale le panorama décrit plus haut. En 1986 ont été présentés à FSE plus de 500 demandes, quelquesunes comprenant de nombreuses activités similaires et de petite dimension. Les projets approuvés atteindront 155 mille personnes, leur coût étant estimé à environ  $95 \times 10^9$  Esc, dont  $31 \times 10^9$  Esc. de la part de FSE. Une augmentation aussi extraordinaire, accompagnée de l'introduction de nouvelles politiques et de nouveaux processus et agents opérateurs, pose des problèmes complexes d'organisation, sectorielle et régionale, dans le cadre du pouvoir souverain réservé au Portugal en qualité d'Etat Membre.

## 11. REMUNERATIONS ET CONDITIONS DE TRAVAIL

En nombre, la classe de rémunérations la plus représentative pour les hommes et celle de 28 à 30 mille escudos, 9.2% du total respectif, et celle des femmes est entre 20 et 22 mille, 22.9%. D'autre part, 16% des hommes ont des salaires supérieurs à 50 mille escudos, tandis que 8.5% seulement des femmes sont en une telle situation. Les revenus les plus élevés ont lieu dans les Assurances, Banques, Transports et Communications, Electricité, Gaz et Eau; les plus bas ont lieu dans les Services de Restauration et d'Hebergement, dans les Textiles, Habillement, Cuirs, Bois, Liège et Mobilier.

Outre l'intervention du Gouvernement par voie de fixation du salaire minimum et de la rémunération des Fonctionnaires, il faut noter le rôle des Instruments de Reglementation Collective du Travail (IRCT) concernant les activités les plus différentes. Le nombre d'IRCT en vigueur dépasse 350, dont un peu moins de la moitié dans l'Industrie. Il y a des désajustement significatifs entre les salaires effectifs et les salaires fixés par les IRCT. À la mi-1985 ces ajustements étaient de 20.9% à Lisbonne et de 6.8% à Porto. La désarticulation des IRCT est un autre facteur dont il faut tenir compte. À la fin de 1984 65% seulement des URCT avait une désarticulation inférieure à 1 an. 11% ayant un quart ou plus d'écart.

Les différenciations de salaires entre activités non-agricoles se sont accrues entre 1982 et 1984, bien que de façon plus accélérée en 1983 qu'en 1984. L'aggravement s'est vérifié dans la dispersion brute et dans la dispersion nette de la qualification et de la qualification par sexe. Les différences entre les activités selon les sexes ont aussi connu un aggravement entre 1982 et 1984. Dans les différenciations salariales entre activités selon les niveaux de qualification, le degré de dispersion le plus élevé concerne les "Praticants et apprentis" et le plus bas les "cadres moyens", respectivement 31.7% et 19.9% en mars 1984.

En ce qui concerne les différenciations entre qualification, le fait le plus remarquable de l'évolution récente est l'écart des salaires moyens par rapport aux niveaux qualificarifs relativement au salaire moyen du travailleur non-qualifié.

Le gain moyen des femmes en 1984 a été de 73.1% du gain moyen des hommes. Le pourcentage net de la qualification a été de 81.5%. On vérifie une approche des salaires moyens des deux sexes.

Les années 1982 et 1984 ont été des années d'intense perte du pouvoir d'achat des travailleurs. La chute des salaires réels a été généralisée, en particulier l'intensité de la diminution en 1984. En 1985 et 1986 les gains ont été, ou seront, positifs, surtout en 1986. Cependant, la perte de position des revenus du travail dans le revenu national aura lieu même pendant les deux dernières années. Les charges totales avec les travailleurs salariés ont représenté en 1973 49.2% du Revenu Interne Brut au coût des facteurs. En 1975, avec la Révolution du 25 Avril, ils sont passés à 65.5% et on les estime à 47.7% pour 1984.

Les conditions et le milieu du travail au Portugal souffrent d'insuffisances qui dépassent de beaucoup ce qui pourrait être justifié par des raisons de pauvreté de ressources matérielles au niveau des entreprises ou des structures sectorielles et nationales. La modernisation des activités portugaises a, dans ce domaine, un champ privilégié d'action, pouvant combiner harmonieusement l'intérêt social et économique d'une vaste gamme d'initiatives à mettre en marche dans les entreprises.

Les suggestions et recommandations de la mission récente du PIACT du BIT à ce sujet sont dirigées vers quatre zones:

- implantation d'une politique nationale intégrée pour l'amélioration des conditions et du milieu de travail;
- réorganisation structurale de l'Administration du Travail;
- amélioration des statistiques du travail;
- développement de la formation et de la recherche.

La base de tout cet effort à faire serait précisément l'implantation d'une politique nationale intégrée, selon les lignes développées dans le rapport principal.



## I N D E X

	Page
INTRODUCTION .....	1
1. SITUATION ET EVOLUTION DE LA POPULATION .....	1
1.1. Situation de la Population en 1984 .....	1
1.2. Evolution au Cours de la Période 1950/81 .....	4
1.2.1. Rythmes de Croissance .....	4
1.2.2. Structures Démographiques par Age .....	8
1.2.3. Mortalité et Natalité .....	10
1.2.4. Mouvements Migratoires .....	11
1.3. Projection de la Population pour l'An 2000 .....	15
1.4. Synthèse .....	17
2. POPULATION ACTIVE, EMPLOI ET CHOMAGE .....	19
2.1. Situation de la Population Face au Travail .....	19
2.2. Structure de la Population Employée par Activités et par Professions .....	19
2.3. Structure de la Population Employée par Situation dans la Profession .....	22
2.4. Distribution des Personnes au Service Selon la Dimension de l'Entreprise .....	25
2.5. Structure de l'Emploi par Niveaux de Qualification .....	25
2.6. La Pluriactivité d'Après l'Enquête à l'Emploi .....	27
2.7. Demande et Offre d'Emploi à Travers le Ministère du Travail .....	31
2.8. Etendue et Caractéristiques du Chômage Saisonnier .....	37
2.9. Sens de l'Evolution Récente .....	40
2.9.1. Grandes Tendances .....	40
2.9.2. Variation Absolue de la Population Active et Inactive en 1984 et 1985 .....	42
3. PRINCIPALES SITUATIONS DE VULNERABILITE FACE AU MARCHE DU TRAVAIL .....	46
3.1. Groupes Spécifiques en Situation Difficile .....	46
3.1.1. Chômeurs de Moyenne et de Longue Durée .....	46
3.1.2. Femmes .....	47
3.1.3. Actifs au Début et à la Fin de Leur Vie Active .....	49
3.2. Augmentation de la Précarité des Postes de Travail .....	51
3.2.1. Chute du Taux de Salariés et Desindustrialisation Primitive .....	51
3.2.2. Importance Croissante des Contrats à Terme .....	52
3.3. Le Problème des Salaires, des Subsidés et des Retroactifs en Retard .....	52
3.4. Dimension de l'Economie Souterraine .....	56
3.5. Distribution Districtale du Chômage Enregistré et des Salaires en Retard .....	57
3.6. Impact Local et Régional des Remises des Emigrants .....	59

4.	ANALYSE REGIONALE DE L'EVOLUTION AGRICOLE DANS LE CONTINENT - - 1968/79 .....	62
4.1.	Objectifs de l'Analyse .....	62
4.2.	Résultats .....	62
4.3.	Interprétation Analytique des Résultats .....	65
4.4.	Test Econométrique de l'Interprétation des Résultats .....	70
5.	ANALYSE REGIONALE DE L'OFFRE D'EMPLOI NON-AGRICOLE .....	74
5.1.	Objectifs .....	74
5.2.	Conditionnements de la Variation Spatiale de l'Offre d'Emploi: Quelques Considérations .....	74
5.3.	Analyse Critique des Sources Statistiques .....	76
5.4.	Evolution de l'Emploi Non-Agricole au Cours de la Période 1971-1984: Une Vision Non-Régionalisée .....	82
5.5.	Variations de l'Emploi Non-Agricole par Districts en 1971-1984 .....	83
5.6.	Conditionnantes de l'Evolution de l'Emploi dans l'Industrie de Transformation par Districts .....	97
5.6.1.	Méthodologie .....	97
5.6.2.	Tendances Attendues .....	98
5.6.3.	Variabilité Conjoncturale .....	98
5.6.4.	Elément Différentiel .....	107
5.6.5.	Dynamisme Local et Elément Différentiel .....	115
5.7.	Le Besoin d'Incorporer l'Emploi Non-Structuré dans Cette Analyse .....	122
6.	LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET LE SYSTEME SOCIO-ECONOMIQUE DANS LE NORD DU PORTUGAL .....	124
6.1.	Groupements des Districts du Nord .....	124
6.2.	Evolution Démographique .....	124
6.2.1.	Evolution de la Population en Résidence .....	124
6.2.2.	Structure par Age .....	128
6.2.3.	Mobilité .....	134
6.3.	Population Active .....	137
6.3.1.	Structure par Age/Taux d'Activité/Sexes .....	139
6.3.2.	Distribution/Evolution des Branches d'Activité .....	149
6.4.	Situation dans la Profession - Poids de la Relation Salariale .....	168
7.	PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION DE BEIRA INTERIOR .....	175
7.1.	Introduction .....	175
7.2.	Encadrement Démographique .....	175
7.3.	Evolution Récente de l'Emploi Régional .....	176
7.4.	Spécialisation Productive Régionale dans une Perspective d'Avenir .....	177
7.4.1.	PIB Régional .....	177
7.4.2.	Activités d'Extraction .....	182
7.4.3.	Industrie de Lainages .....	182
7.5.	Diminution du Mouvement Migratoire .....	186
7.6.	Synthèse Conclusive .....	187

8.	PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ALGARVE .....	189
8.1.	Introduction .....	189
8.2.	Structure Economique de la Région .....	189
8.3.	Projections de la Population et de l'Emploi .....	190
8.3.1.	Population .....	190
8.3.2.	Emploi .....	191
8.4.	Perspectives Sectorielles de Développement et d'Amélioration de la Situation de l'Emploi Régional .....	192
8.4.1.	Agriculture .....	193
8.4.2.	Pêche .....	195
8.4.3.	Industrie .....	195
8.4.4.	Tourisme .....	195
8.5.	Développements des Ressources Humaines .....	198
8.6.	Développement d'Infrastructures .....	199
8.7.	Plans Intégrés pour le Développement du Nordeste et de Ria Formosa .....	200
8.8.	Participation des Fonds Communautaires à la Programmation Financière des Investissements Publics .....	201
8.9.	Synthèse de l'Orientation du PDR .....	201
9.	LA PENINSULE DE SETUBAL: UNE REGION INDUSTRIALISEE EN CRISE .....	205
9.1.	Introduction .....	205
9.2.	Dynamique de la Population de la Région .....	205
9.2.1.	Processus de Croissance .....	205
9.2.2.	Structures et Indicateurs de la Démographie Régionale .....	208
9.3.	Population Active .....	210
9.4.	Le Déséquilibre Population Active/Emploi Local .....	213
9.5.	Crise de l'Emploi et Crise du Modèle d'Industrialisation ....	215
9.6.	Participation de la Communauté à des Programmes Affectant la Région de Setúbal .....	216
10.	RESSOURCES HUMAINES: SYSTEMES D'EDUCATION ET EFFORT DE FORMATION PROFESSIONNELLE .....	217
10.1.	Introduction .....	217
10.2.	Système d'Education .....	217
10.2.1.	Enseignement Secondaire Public Donnant une Qualification Professionnelle .....	220
10.2.2.	Enseignement Supérieur .....	221
10.3.	Disparités Régionales dans l'Accessibilité à l'Education ...	222
10.4.	Niveau d'Education de la Population .....	224
10.4.1.	Education Formelle de la Population par Age .....	224
10.4.2.	Niveau d'Education de la Population Active .....	227
10.5.	Action de Formation Professionnelle .....	228
10.5.1.	Apprentissage .....	228
10.5.2.	Ecoles Techniques de Santé .....	228
10.5.3.	Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation .....	229
10.5.4.	Secrétariat d'Etat pour la Pêche .....	229
10.5.5.	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale ....	229
10.5.6.	Tourisme .....	233

10.5.7. Ministère de l'Industrie et du Commerce - - IAPMEI .....	234
10.6. Politique d'Aide à la Population Active Avant et Après l'Adhésion .....	234
10.6.1. Aspects Institutionnels et Financement .....	234
10.6.2. Aspects Quantitatifs Avant l'Adhésion .....	237
10.6.3. Aides Après l'Adhésion .....	238
11. REMUNERATIONS ET CONDITIONS DE TRAVAIL .....	240
11.1. Rémunérations .....	240
11.1.1. Sommaire de l'Enquête des Classes de Rémunérations en 1985 .....	240
11.1.2. Réglementation Salariale à Travers les IRCT .....	242
11.1.3. Inégalités Salariales .....	242
11.1.4. Evolution des Gains Réels .....	243
11.2. Conditions et Milieu de Travail .....	244
11.2.1. Sécurité et Hygiène du Travail .....	245
11.2.2. Notes Sélectionnées sur les Conditions Générales de Travail .....	247
11.2.3. Etat de l'Organisation et du Comportement de l'Administration du Travail .....	250
11.2.4. Suggestions et Recommandations de la Mission du BIT .....	253
ANNEXES .....	255
Annexe 1 : Méthode de calcul U.T.A.	
Annexe 2 : Econométrie	
Annexe 3 : Complément de statistiques de l'éducation	
Annexe 4 : Principales mesures concernant l'emploi et la formation professionnelle.	

## INTRODUCTION

Cette étude a pour objet l'analyse du marché de l'emploi au Portugal, dans ces aspects les plus importants. L'abordage adopté privilégie les facteurs démographiques et les structures d'inter-relation socio-économique en des sous-systèmes régionaux définis.

La réalisation de cette étude a été entreprise par une équipe dont João Cravinho a été le coordinateur global. Le Prof. José Costa (1), aidé du Dr. Carlos S. Costa (2) a orienté l'élaboration des Chapitres 4, 5 et 6. L'auteur du premier de ces chapitres a été le Dr. Américo Mendes (3). Le chapitre 5 est dû à Dr. S. Costa et au Prof. José Costa. L'auteur du Chapitre 5 a été Dr. Álvaro Domingues (4). Le Dr. Américo Cavalheiro (5) a collaboré à l'élaboration des sujets concernant la politique de l'emploi et de la formation professionnelle.

L'une des idées fondamentales qui a présidé à cette étude a été l'intérêt qu'il y a à développer, à un certain degré, des aspects qui sont habituellement les moins abordés, tels que ceux qui règlent le fonctionnement du marché du travail, en des zones ayant une industrialisation diffuse, ou en des zones à prédominance agricole, sans influence de l'industrialisation, dans le nord de notre Pays.

Une autre préoccupation a été celle de concrétiser des situations de crise ouverte, comme c'est le cas de Setúbal et de Beira Interior, ou des situations de possibilités de développement établies, comme c'est le cas de l'Algarve.

Etant donnée l'ampleur du sujet, des aspects importants ne seront pas développés. Cependant, la limitation budgétaire ne nous a pas permis d'aller plus loin. Nous avons dû choisir. Et nous avons choisi les éléments qui pourraient contribuer à situer suffisamment des réalités, des structures et des comportements ayant de l'influence sur des développements futurs du marché du travail.

Au cours de la réalisation de cette étude, l'équipe de consultants a toujours pu compter sur le conseil du Dr. José Manuel Miranda Relvas, ce dont il faut le remercier.

- 
- (1) Professeur Auxiliaire à la Faculté d'Economie de Porto (FEP)
  - (2) Professeur Assistant invité de la FEP et directeur du Centro de Estudos de Economia Portuguesa du Gabinete de Estudos de la B.P.A.
  - (3) Chargé de Recherche à la Comissão Coordenadora da Região Norte
  - (4) Géographe Assistant à la Faculté de Lettres de l'Université de Porto
  - (5) Professeur Assistant à l'Institut Supérieur d'Economia de l'Université Technique de Lisbonne.



## 1. SITUATION ET EVOLUTION DE LA POPULATION

L'encadrement de la population est la base d'une politique du travail, à moyen et à long terme. Il n'est donc nécessaire de justifier ni le relief, ni la place initiale destinée à l'analyse démographique dans un rapport sur les traits et les conditionnements du marché portugais du travail.

Nous allons ensuite développer l'orientation adoptée. Ce Chapitre commence par décrire, de manière synthétique, la situation démographique en 1984. Les développements qui suivent cherchent à montrer les tendances principales vérifiées dans l'après-guerre, en terminant par une brève note concernant les projections de la population à moyen/long terme.

En tenant compte, d'une part, des changements profonds qui ont eu lieu au cours des dernières décennies, dont les plus importants sont associés à l'émigration massive vers l'Europe et, d'autre part, des disparités marquées des situations démographiques régionales, il est essentiel de fixer une image claire de la dynamique de la population dans ses dimensions territoriales. C'est seulement ainsi que l'on pourra contribuer à la compréhension de la diversité des situations et des problèmes des marchés du travail au niveau régional. Pour pouvoir maintenir, dans le temps, une base de comparaison inter-régionale autant que possible uniforme, on utilisera essentiellement les Recensements de la Population, en rapportant les principaux indicateurs aux années d'occurrence.

### 1.1. Situation de la Population en 1984

La population en résidence au Portugal en 1984 (Continent, Açores et Madère) a été estimée à 10 129 mille, en comptant que rien que dans le Continent la population était de 9 613 mille. Les ratios de masculinité correspondants (relation hommes/femmes) étaient similaires: .93. Pour le Portugal, cette relation descend de 1.05 pour la population jeune (0-14 ans) à .68 pour les gens âgés (65 ans ou plus).

La décomposition de la population en trois groupes d'âge - jeunes, âge actif et gens âgés - peut être décrite moyennant les ratios dits de dépendance. Le ratio de dépendance totale (jeunes + gens âgés/actifs) pour le Portugal est de 554. À la dépendance des jeunes correspond la valeur de 369 et à celle des gens âgés 184.

La variation de la population en 1984 a été, pour le Portugal (Continent) de 79.2 mille (73.7 mille), dont 58% (57%) par surplus de vie et le restant par solde migratoire. La croissance effective est proche de .8%.

Parmi les indicateurs de croissance de la population du Portugal (Continent) les taux de natalité: 14.2 (13.9); de mortalité totale: 9.6 (9.6); et de mortalité infantile: 16.7 (16.4) occupent une place importante. L'émigration a été, dans le passé, un facteur important de croissance, mais à présent elle a un impact faible, à l'exception des Açores où son taux a été de 5.1.

Tableau 1.1

Population en Résidence selon le Sexe en 1984<sup>\*)</sup>

(milliers)

Désignation	Continent Açores Madère	Continent	Groupes d'Âge		
			0 - 14	15 - 64	65 ou +
Total	10 129	9 613	2 140	6 158	1 210
H	4 887	4 641	1 234	3 165	488
F	5 242	4 972	1 176	3 353	713

\*) Le 31 Décembre

Source: INE, Estatísticas Demográficas

Tableau 1.2

Variation de la Population - Valeur Absolue et Taux  
en 1984

	Croiss. de la Population	Surplus de Vie	Solde Migratoire	par 1 000 Habitants		
				Croiss Pop.	Surplus Vie	Solde Migrat.
Açores et Madère	72.2	45.8	33.4	7.9	4.6	3.3
Continent	73.7	42.0	31.7	7.7	4.3	3.3

Source: INE, Estatísticas Demográficas



Tableau 1.3

Taux de Natalité, de Mortalité et d'Emigration en  
1984

	Natalité	Mortalité		Emigration
		Totale	Infantile	
Continent, Açores et Madère	14.2	9.6	16.7	.7
Continent	13.9	9.6	16.4	.5

Tableau 1.4

Amplitude de Variation Inter-Districts des Principaux Taux  
- 1984 -

TAUX	Continent	Maximum		Minimum	
		Valeur	District	Valeur	District
Croissance Population	7.7	28.8	Setúbal	- 9.2	Beja
Surplus de Vie	4.3	10.8	Braga	- 2.7	Portalegre
Solde Migratoire et Emigration	3.3	23.6	Setúbal	- 5.6	Évora
Emigration	.5	1.1	Aveiro	.1	Beja
Natalité	13.9	18.2	V.Castelo		Évora
Mortalité Totale	9.6	14.0	V.Real		Portalegre
Mortalité Infantile	16.4	26.3	Braga	11.3	Portalegre
			Portalegre	7.4	Braga
			V.Real	12.3	Leiria

Source: INE, Estatísticas Demográficas

Du point de vue spatial, les Açores ont 248 mille habitants, Madère 261 mille, les autres étant distribués par les 18 districts du Continent. Parmi ceux-ci, les plus peuplés sont ceux de Lisbonne (environ 2 112 mille habitants) et de Porto (près de 1 630 mille). On doit encore mentionner Braga (748 mille), Setúbal (722 mille) et Aveiro (649 mille). Les deux villes, Lisbonne et Porto, la première ayant plus de 800 mille habitants et la seconde 330 mille, polarisent deux régions métropolitaines de grande dimension. La région métropolitaine de Lisbonne est proche de 2.5 millions d'habitants et celle de Porto n'est pas très loin de ce chiffre. Les autres polarisations urbaines n'ont pas un grand relief, les plus importantes (Coimbra) étant au-dessous de deux centaines de milliers.

Les grandes lignes de division spatiale de la population correspondent aux partitions Littoral/Intérieur et Nord/Sud. À peu près 3 résidents sur 4 habitent le Littoral, et 1 sur 2 habite au Nord du Mondego.

Les sections suivantes font une description de la dynamique de la population au cours des dernières années, en particulier en ce qui concerne sa configuration spatiale à l'échelle du Continent. Pour des raisons déjà expliquées, la base de comparaison est donnée par les Recensements de la Population.

## 1.2. Evolution au cours de la Période 1950/81

### 1.2.1. Rythmes de Croissance

Les rythmes de croissance de la population portugaise au cours des dernières décennies ont été caractérisés par les traits essentiels suivants:

- taux moyens peu élevés;
- irrégularité inter-décennies due au fort impact des mouvements migratoires;
- large variabilité inter-régionale;

Tableau 1.5

Evolution de la Population Portugaise au cours de la Période 1950/1981

	1950	1960	1970	1981
Population (milliers)	8 441	8 851	8 663	9 833
Variation décennale (%)	9.3	4.9	-2.1	13.5

Source: Recenseamento da População, I.N.E.

Dans les années 1940/50, le taux moyen de croissance annuelle a été un peu au-dessous de 1%. Dans les dix années suivantes, le rythme de croissance est descendu jusqu'à la moitié de cette valeur.

Fig. 1.1

TAUX DE CROISSANCE TOTALE ANNUELLE MOYENNE, PAR DISTRICTS  
DE 1900 À 1980  
(en pourcentage)

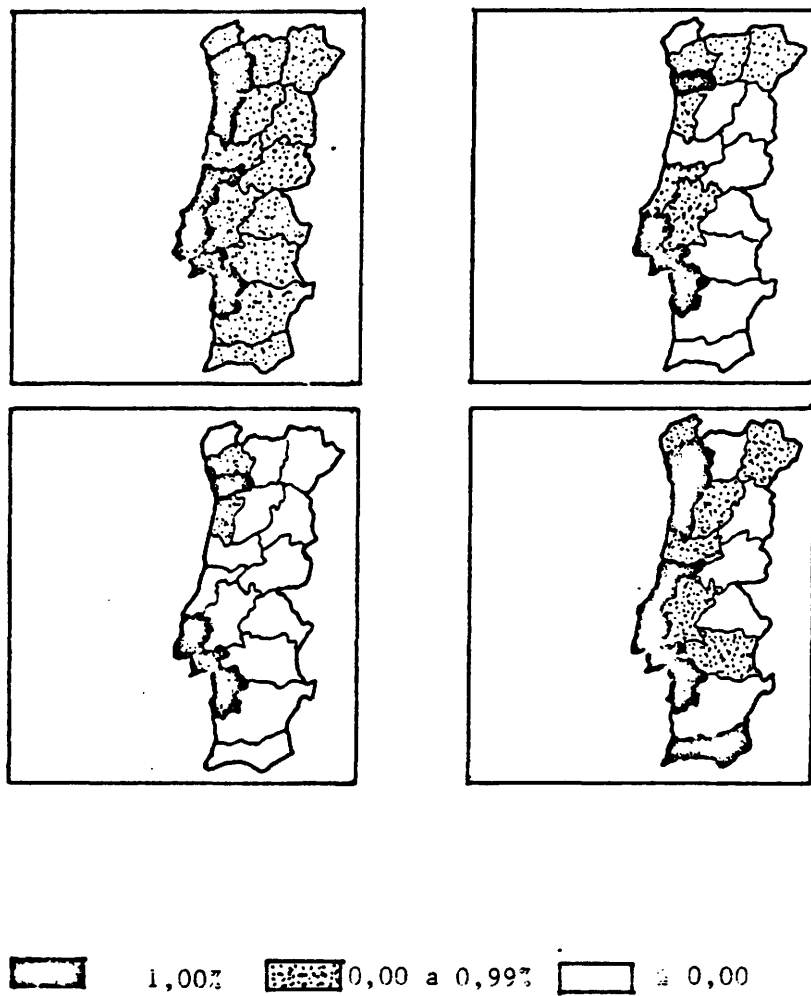
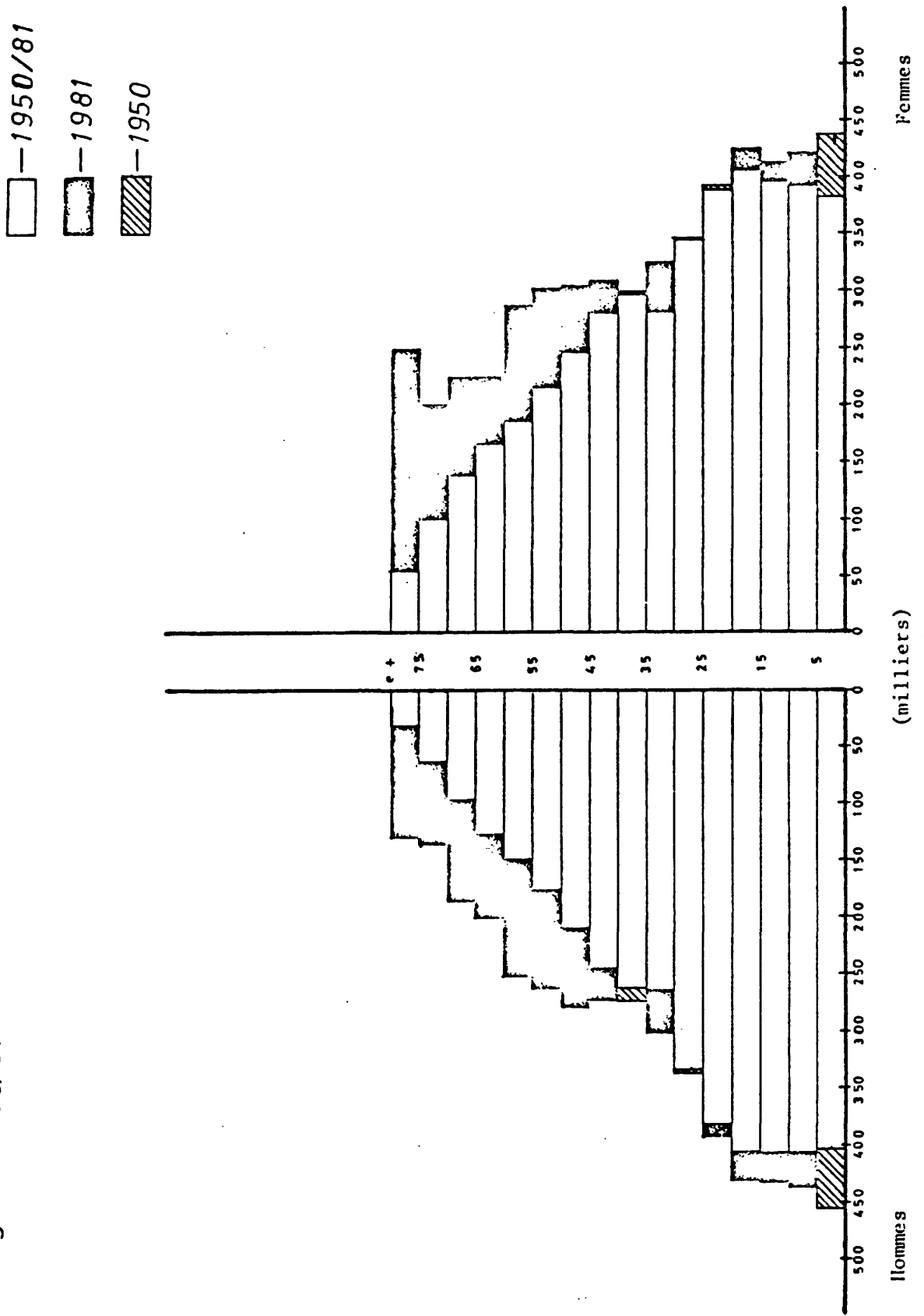


Fig. 1.2  
PYRAMIDES D'ÂGE

Portugal — 1950/81



Hommes

(milliers)

Femmes

En 1960/70 la population a diminué en valeur absolue, les dix années suivantes montrant une claire inversion de cette tendance, avec une croissance moyenne annuelle un peu supérieure à 12%. Le déclin des années 60 est dû, comme on sait, à l'émigration massive qui a eu lieu alors, surtout vers l'Europe, tandis que la croissance des années 70 s'explique par les retours d'Afrique et même d'Europe.

L'évolution globale qui a déjà été résumée a été le résultat de dynamiques régionales assez différenciées. La Fig. 1.2 illustre la large variabilité des rythmes de croissance des divers districts du Continent.

Dans les années 40/50 tous les districts ont connu des taux de croissance moyens annuels positifs. Les districts de Porto, de Braga, d'Aveiro de Leiria, de Lisbonne et de Setúbal se distinguaient, ayant des rythmes de croissance supérieurs à 1%. La croissance dans le littoral a alors été évidente, mais il n'y a pas eu de régression de la population de l'intérieur.

Au cours des dix années suivantes, une diminution de la population a eu lieu dans tous les districts de l'intérieur au Sud du Douro, et même en des districts tels que Viana do Castelo, Coimbra et Faro.

Au cours de la période 1960/70 le déclin de la population s'est étendu à d'autres districts, à l'exclusion seulement de Porto, de Lisbonne et de Setúbal, zones de croissance nette, et de Braga et Aveiro, districts à croissance modérée de la population.

Les dix dernières années ont apporté un changement très sensible des tendances précédentes. D'une part, la population a décru seulement dans les districts de Beja, de Beira Interior et de Vila Real. D'autre part, des vecteurs de croissance supérieurs à 1% se sont vérifiés à Braga, Porto, Aveiro, Leiria, Lisbonne, Setúbal et Faro. Les croissances les plus fortes ont eu lieu à Setúbal (+3.38%), Lisbonne (+2.65%), Faro (+1.92%) et Porto (+1.73%). L'assymétrie littoral/intérieur est, ainsi, restée assez marquée, bien qu'ayant une structure de rythmes de croissance différente. Quand il y a eu croissance à l'intérieur, celle-ci a toujours été peu élevée, mais en ayant, dans les cas d'Évora, de Bragança et de Viseu, des taux moyens annuels inférieurs à +0.25%. (1)

Les facteurs essentiels de l'évolution décrite ci-dessus ont pour centre, de 1940 à 1980, les mouvements migratoires intenses observés à l'échelle nationale. Jusqu'au début des années 70, la migration et l'attraction de la population de la part des régions métropolitaines de Lisbonne et de Porto ont

---

(1) Voir NAZARETH, J.M., "População, emigração e retorno", in Portugal Contemporâneo - problemas e perspectivas, INA - Instituto Nacional de Administração, 1986.

commandé la dynamique de l'évolution de la population. Depuis lors, la réduction de l'émigration vers l'Europe et le retour d'Afrique de 600 mille Portugais ont mené au changement radical des tendances vérifiées pendant les décennies précédentes.

### 1.2.2. Structures Démographiques par Age

Les structures démographiques par âge peuvent être observées à partir des pyramides d'âge ou à partir des structures concernant trois grands groupes: jeunes, actifs et gens âgés. La comparaison des structures par âge en deux années de recensement, 1950/1981, montre clairement le vieillissement de la population au cours des dernières décennies (Fig. 1.2).

Cependant, le vieillissement au sommet a été bien plus accentué. Le processus a été fortement influencé par l'énorme émigration des années 60, comme on peut voir dans la Fig. 1.3. L'émigration, attirant les actifs les plus jeunes, a beaucoup déséquilibré la structure par âge de la population, originant de profondes diminutions dans les groupes de 20 à 40 ans. Le retour d'Afrique et l'arrêt de l'émigration vers l'Europe dans les années 70 ont inversé ce mouvement relatif.

Tableau 1.6

Ratios de Dépendance dans le Continent en 1960, 1970 et 1981

Années	Total <sup>a)</sup>	Jeunes <sup>b)</sup>	Gens Âgés <sup>c)</sup>
1960	585	456	128
1970	609	452	158
1981	585	400	184

$$a) \frac{\text{Population (65 +)} + (0.14)}{\text{Population 15-64}} \times 1\ 000$$

$$b) \frac{\text{Population 0 - 14}}{\text{Population 15-64}} \times 1\ 000$$

$$c) \frac{\text{Population 65 +}}{\text{Population 15-64}} \times 1\ 000$$

Du point de vue de la composition par sexe, il est important de noter que, bien que le vieillissement à la base ait été plus grand pour le sexe masculin, il a été sensiblement identique au sommet. La structure par âge de la population peut encore être facilement comprise dans sa signification économique et sociale moyennant une série de ratios calculés à partir des propor-

Fig. 1.3

VIEILLISSEMENT A LA BASE, PAR DISTRICTS, DE 1970 A 1980 (EN POURCENTAGE)  
% de personnes de 0-19 ans

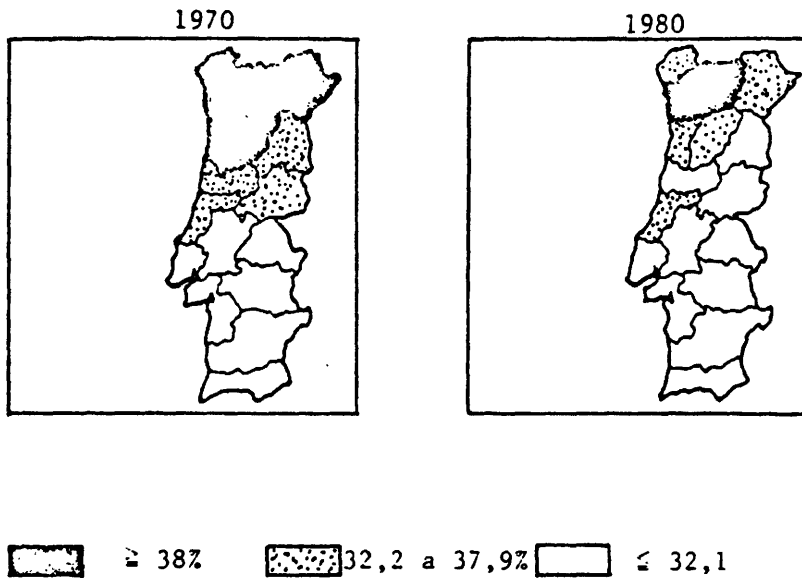
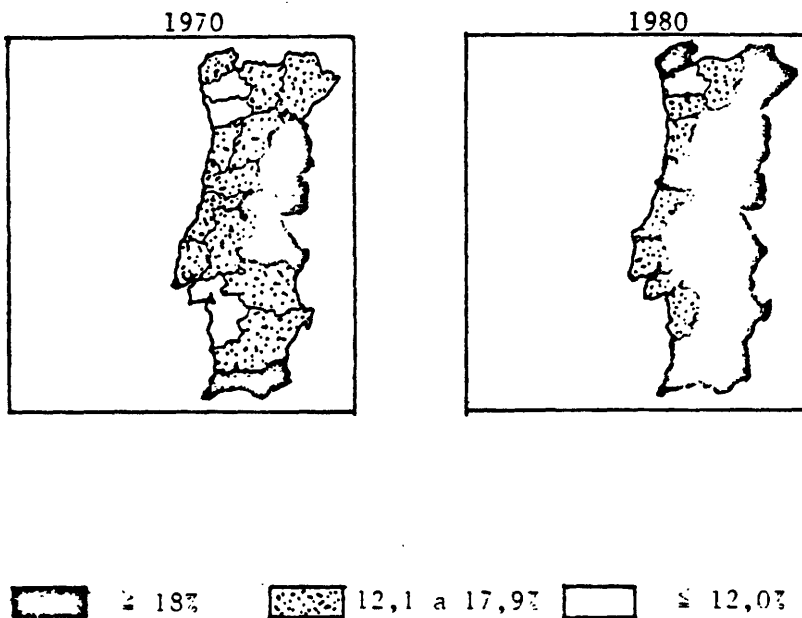


Fig. 1.4

VIEILLISSEMENT AU SOMMET, PAR DISTRICTS, DE 1970 A 1980 (EN POURCENTAGE)  
% de gens âgés ayant 60 ans ou plus



tions, dans le total de la population, de jeunes, d'actifs et de gens âgés. Pour chaque millier d'actifs dans le Continent, le nombre de gens âgés a continuellement augmenté, de 128 en 1960 à 182 en 1981, soit un accroissement de 42%. En prenant la même base, le nombre de jeunes s'est maintenu un peu au-dessus de 450 entre 1960 et 1970, diminuant jusqu'à 400 en 1981. Soit, un déclin d'environ 15%. La conjugaison de ces deux évolutions a causé une augmentation du nombre de dépendants par mille actifs dans les années 60, de 585 à 609, suivie d'une diminution jusqu'à 581 en 1981. Le vieillissement plus accentué au sommet a été la cause du passage de l'indice de vitalité, nombre de gens âgés par mille jeunes, de 281 en 1960 à 454 en 1981.

La Fig. 1.3(1) indique que le vieillissement à la base est moins accentué dans le Sud que dans le Nord, et à l'Intérieur plus que dans le Littoral. Dans les districts au Nord du Douro, surtout à Porto, Braga et Vila Real, il y a une proportion de jeunes plus expressive. La tendance historique au vieillissement est également mise en évidence par la Figure.

La Fig. 1.4(2) illustre le vieillissement au sommet. D'une situation caractérisée, en 1970, par une proportion élevée de gens âgés à Beira Interior et en Algarve, on passe à une autre, en 1980, caractérisée par une tache plus grande de vieillissement relatif, qui s'étend à tous les districts de l'Intérieur, à l'exception de Vila Real qui a une position intermédiaire. Parallèlement, entre 1970 et 1981, le district de Braga seulement est resté dans le groupe inférieur de l'indicateur de vieillissement au sommet. Le vieillissement au sommet étant un phénomène associé à la répulsion de la population, la Fig. 1.6 montre aussi un patron historique de distribution spatiale de la population dû à des transférences considérables d'effectifs en faveur du Littoral.

### 1.2.3. Mortalité et Natalité

Le Taux Brut de Mortalité au Portugal a diminué de 12.2% en 1950 à 9.7% en 1980.

Il est particulièrement intéressant d'analyser l'évolution et la distribution des taux de mortalité infantile, en ayant conscience de combien cet indicateur est révélateur des conditions de vie et d'équipement d'un pays ou d'une région. Dans la moyenne du Pays, le taux de mortalité infantile est passé de 98% en 1950 à 51% en 1970 et à 24% en 1980. Bien que le déclin de la mortalité infantile ait été généralisé, le Nord a toujours des taux assez élevés (Fig. 1.5). Dans l'évolution 1970-1980, Vila Real se trouve dans la pire position, bien que la valeur respective soit passée de 71% à 42%. Coimbra et Beja occupent la première place avec des diminutions de l'ordre de 40% à 17%. Il est intéressant de noter que même Porto présente des valeurs supérieures à la moyenne nationale: 61% et 28%, respectivement.

---

(1) Dans ces Figures, dues à Nazareth, les jeunes sont définis, respectivement par l'intervalle d'âges 0-19 ans et les gens âgés par les classes de 60 ans ou plus.

(2) Idem.



Les Taux Bruts de Natalité ont passé d'environ 25% en 1950 et 1960 à 16% en 1980. L'hétérogénéité spatiale de cet indicateur est claire aussi, comme on peut conclure d'après la Fig. 1.6. La natalité est aussi plus grande dans le Nord que dans le Sud, mais pas de manière uniforme. Braga, Vila Real et Porto ont des valeurs supérieures à la moyenne, ce qui n'est pas le cas pour Bragança.

La descendance moyenne, indice standardisé qui donne le nombre moyen d'enfants que chaque femme a, permet de compléter les informations précédentes. Cet indice est passé de 3.0 en 1970 à 2.2 en 1980. Etant donnés les niveaux actuels de mortalité, il faut que chaque femme ait, en moyenne, 1.1 enfants pour que les générations soient remplacées. La presque totalité des Districts du Continent se trouve soit légèrement au-dessus, soit même au-dessous de ce niveau. En effet, même dans les districts du Nord, qui en 1970 étaient au-dessus de 3.0, des valeurs qui tendent vers 2 se vérifient à présent. Les exceptions sont Vila Real, Bragança et Viseu. Lisbonne en était déjà, en 1980, à 1.9 (Fig. 1.7).

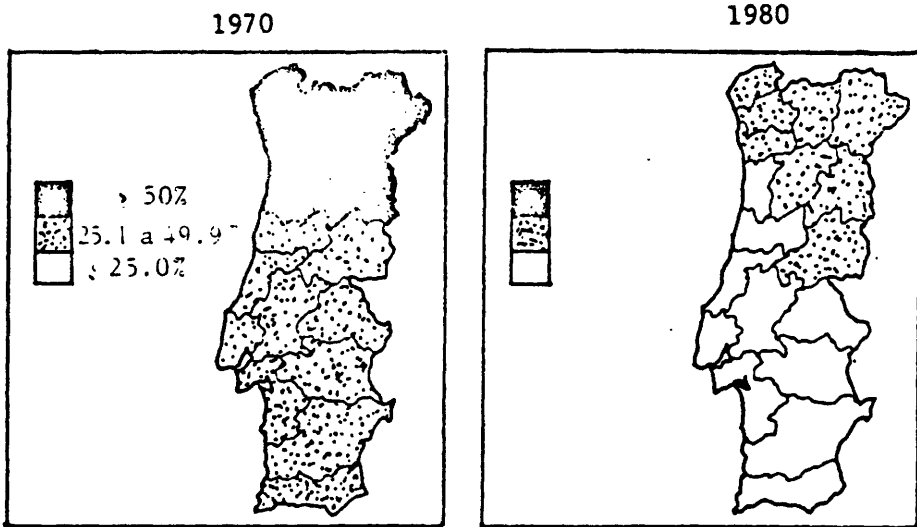
#### 1.2.4. Mouvements Migratoires

Les mouvements migratoires ont eu une énorme influence sur la dynamique de la population portugaise. Historiquement, le Portugal est caractéristiquement un pays d'émigration. Dans le domaine intérieur, au cours des dernières décennies on a aussi observé une forte croissance de la région Lisbonne-Setúbal et, à un moindre degré, de celle de Porto, aux dépens surtout des districts de l'intérieur. Dans cette section nous allons donner quelques indicateurs de l'ampleur de ces phénomènes.

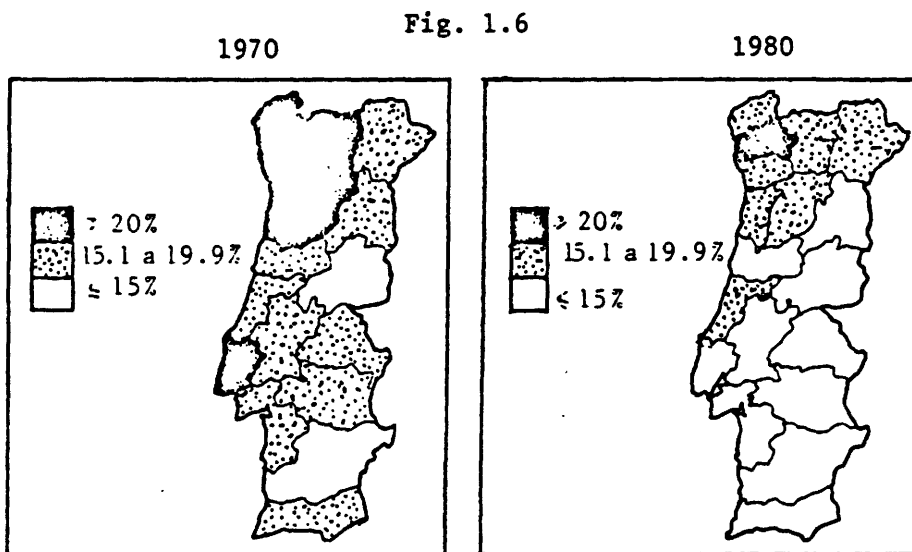
Dans les années 60, la population du pays a diminué de 2% (voir Tableau 1.1). Les taux d'émigration moyenne annuelle les plus forts ont eu lieu dans le Nord, sans exclusion de certaines zones littorales (Fig. 1.8). Les districts de la frontière intérieure ont, eux aussi, connu une forte émigration. Ainsi, Guarda, Viana do Castelo, Leiria, Castelo Branco, Bragança et Braga ont connu des taux de supérieurs à 1%. À l'autre extrémité, Setúbal, Évora et Portalegre seulement ont connu des valeurs inférieures à 0.30%. La valeur moyenne nationale observée a été de 0.78%.

Dans les dix dernières années, le taux moyen d'émigration est tombé à 0.35%, les différentes valeurs districtales étant beaucoup plus évidentes. La valeur maximum est maintenant celle de Lisbonne (.74%), fait qui mérite d'être noté, d'autant plus que celui-ci a été le seul district où le taux d'émigration a augmenté par rapport aux dix années précédentes (de 0.40% à 0.74%). Dans tous les autres cas il y a eu une diminution accentuée de ce taux: les trois districts suivants ont été, par ordre d'intensité émigratoire, Leiria (.55%), Vila Real (.50%) et

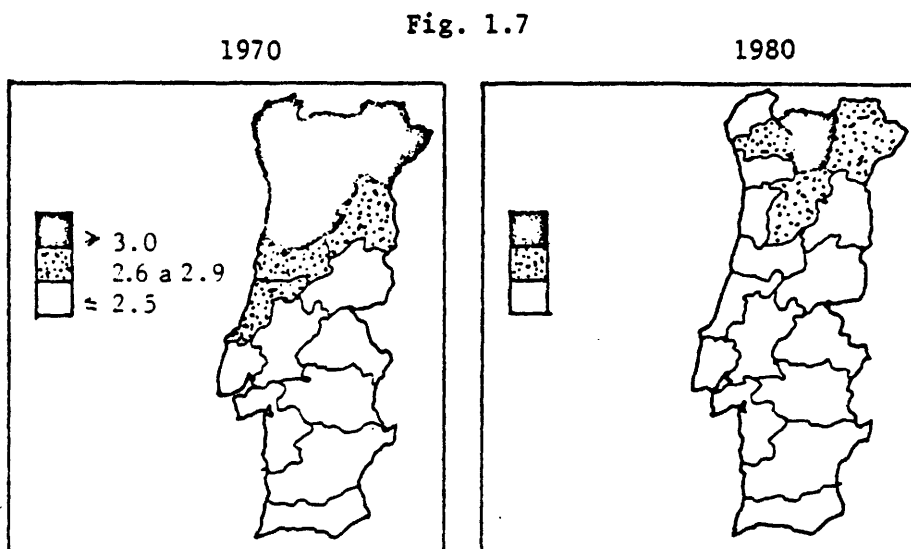
En considérant l'ensemble de l'émigration intérieure et extérieure, nous pouvons obtenir les taux de croissance migratoire annuelle (Fig. 1.9). Dans les années 1960/70 deux districts seulement ont eu des taux positifs: Lisbonne (+ .37%) et Setúbal (+ 1.40%). Porto se trouve en troisième place, en montrant déjà un déclin (-0.74%). Les pertes les plus élevées concernent Beja, Bragança et Guarda, avec des valeurs entre -3.5% et 3.3%.



Taux de Mortalité Infantile, par districts, en 1970 et 1980

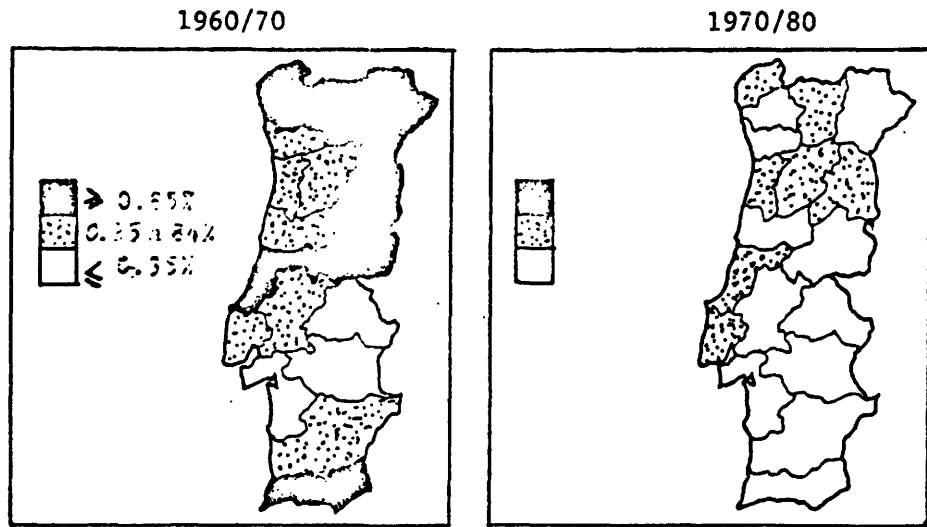


Taux bruts de Natalité, par districts, en 1970 et 1980



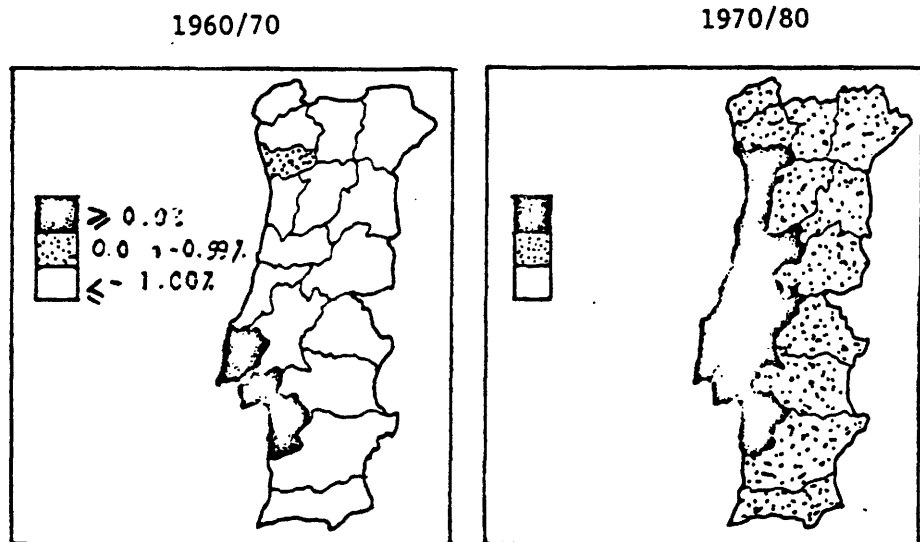
Descendance moyenne, par districts, en 1970 et 1980

Fig. 1.8



Taux d'Emigration Moyenne Annuelle par districts, en 1960/70 et 1970/80, en pourcentage

Fig. 1.9



Taux de croissance migratoire moyenne annuelle, par districts en 1960/70 et 1970/80, en pourcentage

Dans les années 1970/80 le tableau a radicalement changé à cause des retours d'Afrique, de l'arrêt de l'émigration et de la crise profonde du modèle d'industrialisation installé au Portugal depuis les années 50 et 60. Les districts du littoral, à de rares exceptions près, ont connu des taux positifs, Setúbal (+2.8%) méritant un relief particulier, ainsi que Faro (+1.6%) et Lisbonne (+1.5%). Les valeurs les moins élevées ont été observées à Beja (-1%), Castelo Branco (-0.9%) et Vila Real (0.8%).

En valeur absolue, l'émigration annuelle au début des années 60 a atteint 32 à 34 mille individus, la plupart desquels sont partis hors de l'Europe. Seul 1/5 environ des émigrants prenaient alors cette direction. A partir de 1963 l'émigration vers l'Europe a gagné de l'importance, constituant alors le courant dominant, en même temps que les effectifs annuels de sorties se situaient au-dessus de 100 mille individus. La valeur maximale a eu lieu en 1970: 173 milliers. Pendant les années 1960-71, 478 mille portugais ont émigré, dont 405 mille vers l'Europe (la presque totalité en des pays membres de la CEE, avec une prédominance marquée de la France). Depuis 1972 ce marché de destination est entré en déclin, en particulier à partir de 1974. Au début des années 80 l'émigration absorbait environ une dizaine de milliers de portugais par an.

Jusqu'en 1975, le Continent américain recevait annuellement entre 20 et 25 mille portugais. Leur absorption est aussi, depuis lors, entrée en déclin; dans les premières années de la décennie présente elle en était à moins de la moitié de ce volume.

Entre 1964 et 1973 l'émigration portugaise a pris les proportions d'un exode massif. Pendant ces dix années, le nombre des sorties a été de l'ordre de 1.3 milliers de portugais.

Tableau 1.7

Emigration Totale par Destination 1960-84

Période	Total	dont	
		Europe	Amérique
1960-82 <sup>a)</sup>	1 701 679	1 205 265	156 940
1983 <sup>b)</sup>	13 600	6 650	3 958
1984 <sup>b)</sup>	13 963	6 778	4 324

a) Source: Secretaria de Estado da Emigração (émigration légale et estimation de l'émigration clandestine).

b) Source: INE, Estatísticas Demográficas (émigration légale).

### 1.3. Projection de la Population pour l'an 2000

Parmi les différentes études qui existent sur l'évolution future de la population portugaise, nous avons sélectionné les projections élaborées pour le Projecto Portugal: Ano 2000, mis en marche par la Fondation Calouste Gulbenkian. Ce projet en est encore en voie d'élaboration.(1)

Comme les auteurs de l'étude mentionnée l'accentuent, plus de des prévisions, il importe d'obtenir des projections puisque "le Pays traversant une phase où le déclin de la mortalité est en voie de stabilisation, le déclin de la fécondité a lieu à un rythme accentué, l'émigration a diminué au cours des dernières années, le retour a augmenté, les mouvements migratoires internes sont très importants, il faut admettre plusieurs hypothèses. À partir de la conjugaison des différentes hypothèses, plusieurs modèles peuvent être élaborés sans que, en termes scientifiques, on puisse avoir des certitudes concernant la plausibilité absolue, d'autant plus que l'impact démographique de notre adhésion à la CEE est imprévisible".(2)

Parmi les 9 modèles d'évolution étudiés, J.M. Nazareth et M.F. Mendes sont convaincus que l'évolution démographique du Portugal se situera entre deux modèles qui ont des hypothèses identiques concernant la mortalité et la fécondité mais qui sont différents quant aux mouvements migratoires. L'hypothèse commune de mortalité correspond à une augmentation de l'espérance de vie, jusqu'à ce que l'on obtienne un niveau stabilisé à l'an 2000, en accord avec les valeurs des pays les plus industrialisés d'Europe.

L'hypothèse, commune elle aussi, de fécondité suppose la continuité de la tendance observée entre 1950 et 1980, avec un alignement progressif sur les taux les plus bas observés en Europe au début des années 80. Quant aux mouvements migratoires, l'un des modèles admet un retour fort, combiné avec une émigration relativement peu élevée (1<sup>er</sup> modèle: 20 000 retours/an et 40 000 émigrants/an), tandis que l'autre admet un retour modéré et une émigration peu élevée (2<sup>e</sup> modèle: 10 000 retours/an et 40 000 émigrants/an). La divergence se trouve ainsi centrée sur l'ampleur du retour.

En accord avec les projections obtenues, la population portugaise se trouvera, en l'an 2000, un peu au-dessous de dix millions d'habitants, connaissant, donc, une diminution légère en ce qui concerne l'hypothèse de retour fort, et un peu plus significative si l'on considère l'hypothèse de retour modéré. La comparaison de la situation en 1980 avec les projections pour l'an 2000 explique la signification probable de l'évolution future.

- 
- (1) Les projections de la population du projet mentionné ont été réalisées par J.Manuel Nazareth et par Maria Filomena Mendes. La section présente est basée sur leur étude.
  - (2) La méthode adoptée a consisté en une combinaison d'hypothèses originant plusieurs scénarios. Pour chaque scénario, les auteurs ont projeté la Population, sexes séparés, de cinq en cinq ans, jusqu'à l'an 2000, et d'âge en âge jusqu'à 25 ans, et par groupes de cinq ans à partir de 25 ans.

Tableau 1.8

Projection de la Population de l'An 2000 Par Sexes

(Milliers)

	1 <sup>er</sup> MODELE (RETOUR FORT)	2 <sup>e</sup> MODELE (RETOUR MODERE)
Total	9 827	9 737
H	4 757	4 718
F	5 070	5 019

Source: Nazareth et Mendes

Le Portugal avait, en 1980, 9 833 milliers d'habitants. Même en considérant l'hypothèse de retour fort (1<sup>er</sup> modèle), la population sera, en l'an 2000, du même ordre de grandeur. Entre 1980 et 1990 un accroissement aura lieu, lequel sera contrarié par des déclin absolus identiques en 1990 - 2000. Cependant, dû à l'effet différencié du retour, la population masculine augmenterait en 20 mille unités environ, le contraire ayant lieu en ce qui concerne la population féminine. Dans tous les autres modèles analysés, y compris celui que nous avons nommé 2<sup>e</sup> modèle, il y a une diminution absolue de la population entre 1980 et 2000.

Tableau 1.9

Projection de la Structure de la Population en l'An 2000  
Selon les Groupes d'Age

	1 <sup>er</sup> MODELE (RETOUR FORT)	2 <sup>e</sup> MODELE (RETOUR MODERE)
Groupes d'Age		
0 - 14	16.3%	17.1%
15 - 64	68.6%	67.8%
65 et plus	<u>15.1%</u>	<u>15.1%</u>
	100.0%	100.0%
Indice de Vitalité	928	888
Racio Dépendance Jeunes	237	251
Racio Dépend. Gens Agés	220	223
Racio Dépend. Totale	457	474

Source: Nazareth et Mendes

Il est important de noter que cette stagnation, ou presque stagnation, de la population totale sera accompagnée d'une forte évolution de la composition ou de la structure de la population selon les grands groupes d'âge: jeunes (0-14 ans); actifs (15-64 ans) et gens âgés (65 ans ou plus). Du point de vue du marché du travail, de la préparation à la vie active et de la protection sociale aux gens âgés, cette évolution est très significative. D'une part, les jeunes ont tendance à avoir un poids est des nombres absolus bien moins élevés. En 1980 les jeunes représentaient 25.5% de la population. En l'an 2000 il ne représenteront que 16 à 17%. En valeur absolue, ils pourront passer de 2 509 milliers en 1980 à un nombre entre 1 600 milliers (1<sup>er</sup> modèle) et 1 660 milliers (2<sup>e</sup> modèle).

D'autre part, les gens âgés auront tendance à avoir une plus grande représentativité, comme il fallait s'y attendre. En 1980 ils représentaient 11.5% de la population totale, soit 1 125 milliers. Leur population en l'an 2000 sera de l'ordre de 15% et leur nombre proche de 1 480 milliers.

Quant à la population à l'âge actif, il faut signaler son augmentation, tant en pourcentage qu'en valeur absolue. En 1980 elle représentait 63% du total, comprenant 6 199 milliers d'unités.

En accord avec le 1<sup>er</sup> modèle, nous aurons 68.6% et 6 703 milliers, tandis que en considérant le 2<sup>e</sup> modèle nous aurons 67.8% et 6 603 milliers de personnes à l'âge actif.

L'indice de vitalité - nombre de gens âgés par mille jeunes - sera plus élevé en l'an 2000. La même chose aura lieu en ce qui concerne le nombre de gens âgés par mille personnes à l'âge actif (ratio de dépendance des gens âgés). Cependant, le nombre de jeunes et de gens âgés par mille habitants à l'âge actif diminuera parce que la chute des ratios de dépendance des jeunes sera plus accentuée que l'augmentation du ratio de dépendance des gens âgés. Malgré ceci, les charges que la population active devra supporter auront tendance à augmenter, dû au fait que les charges collectives concernant les gens âgés pourront dépasser de façon significative les coûts de l'aide à la population jeune.

Actuellement, l'émigration est faible, de l'ordre de 14 mille personnes, dont la moitié part en Europe.

#### 1.4. Synthèse

La population portugaise est caractérisée par des indicateurs structuraux comparables à ceux de la plupart des pays de l'Europe du Sud.

Par rapport à l'Europe du Nord, il s'agit d'une population plus jeune, ses indicateurs de mouvement naturel (mortalité, natalité, descendance moyenne) étant en retard par rapport à l'expression de ces pays-là. L'aspect différentiel le plus caractéristique de l'annulation de ce retard concerne les

effets de la forte émigration des années 60 et ceux du retour de Portugais venus d'Afrique en 1974 et 1975.

Les projections de la population montrent qu'en l'an 2000 la population totale sera probablement un peu au-dessous de la population de 1980 et, encore plus, par rapport à la population actuelle. Outre cette note, il faut signaler que la structure de la population par groupes d'âge changera de façon significative. La population jeune (0-14 ans) diminuera de façon accentuée, en proportion et en valeur absolue, tandis que la population âgée augmentera, de façon non moins significative, en termes relatifs et absolus aussi.



## 2. POPULATION ACTIVE, EMPLOI ET CHOMAGE

### 2.1. Situation de la Population Face au Travail

La situation actuelle de la population face au travail est présentée dans le tableau suivant:

Tableau 2.1

Population Totale, par Sexe, Selon sa Condition  
Face au Travail en 1985 (1)

	Population Totale	Population Active			Service Milit. Oblig.	Populat. Inactive Totale
		Total	Employés	Chômeurs (2)		
Total	9 670	4 546	4 049	497	51.7	5 072
H	4 662	2 629	2 431	198	51.7	1 981
F	5 008	1 917	1 618	299		3 091

(1) Milliers

(2) Sens Large

Source: INE - Inquérito ao Emprego, 4<sup>e</sup> Trimestre 1985

La population active, 4 546 milliers au total, correspond à un taux d'activité de 47%. Les actifs masculins correspondent à 57.8% du total, leur taux d'activité étant de 56.3%. Les indicateurs correspondants pour le sexe féminin sont, respectivement, 42.2% et 38.2%. Les chômeurs, dont le nombre est proche de 500 mille, correspondent à un taux de chômage (sens large) de 10.9%. Dans ce groupe, les hommes et les femmes sont distribués dans la proportion de 40%/60%. Le taux de chômage masculin est de 7.5% et celui du chômage féminin de 15.5%.

### 2.2. Structure de la Population Employée Par Activités et Par Professions

La population employée est répartie par grands secteurs d'activité, d'après les proportions suivantes: 23% dans le primaire; 35% dans le secondaire; 42% dans le tertiaire.

L'agriculture a toujours un grands poids dans la structure de l'emploi, en particulier en ce qui concerne l'emploi féminin. 27.7% des femmes employées travaillent dans l'agriculture, tandis que la proportion masculine correspondante est de 18.5%. En termes absolus, le nombre d'hommes et de femmes ayant un emploi dans l'agriculture est sensiblement pareil.

Tableau 2.2

Structure de la Population Employée par Branche d'Activité et  
par Sexe en 1985

(%)

Branche d'Activité	Total	Hômmes	Femmes
Agriculture, Sylviculture et Chasse	22.2	11.1	11.1
Pêche	.9	.8	-
<b>SECTEUR PRIMAIRE</b>	<u>23.1</u>	<u>11.9</u>	<u>11.1</u>
Industries d'Extraction	.3	.3	-
Industries Alimentaires	2.8	1.7	1.1
Industries Textiles	8.5	2.8	5.7
Industries du Bois et du Papier	3.6	2.9	.7
Industries Chimiques et Prod.Minéraux non Métalliques	4.3	3.3	.9
Ind. Métallurgiques de Base et Fabrication	6.3	5.3	1.0
Autres Industries de Transformation	.4	.2	.1
Electricité, Gaz et Eau	.7	.6	.1
Bâtiment	8.3	8.1	.2
<b>SECTEUR SECONDAIRE</b>	<u>35.2</u>	<u>25.3</u>	<u>9.9</u>
Commerce	10.8	6.4	4.4
Transp.Communications et Serv. de Dépôts et Entrepôts	4.0	3.4	.6
Banques, Assurances, etc.	2.9	1.9	1.0
Serv. Restauration et Hébergement	2.8	1.5	1.4
Administration Publique	6.5	4.4	2.2
Education	3.7	.8	3.0
Santé	2.5	.7	1.8
Autres Services	8.5	3.7	4.8
<b>SECTEUR TERCIAIRE</b>	<u>41.6</u>	<u>22.7</u>	<u>19.1</u>
<b>TOTAL GENERAL</b>	100.0	59.9	40.1

Source: Inquérito ao Emprego, 4<sup>e</sup> Trimestre.

Tableau 2.3

Structure de la Population Employée par Profession et par Sexe  
en 1985

PROFESSION	Continent (%)		
	Total	Hommes	Femmes
Professions Scientifiques et Libérales	6.8	3.1	3.7
Directeurs et Cadres Sup. Administ	1.3	1.1	.2
Personnel Administratif	12.5	6.6	5.9
Personnel du Commerce	8.9	5.4	3.5
P.des Services de Protection et Sécurité et Services Personnels et Domestiques	10.7	3.8	7.0
Agriculteurs et Travailleurs Agricoles	22.9	11.8	11.1
Travailleurs de la Production, des Ind. d'Extraction, de Transformation et Con- ducteurs de Machines et Transports	34.0	25.7	8.3
Travailleurs non Classés	2.5	2.2	.3
Forces Armées (Militaires de Carrière)	.5	.5	-
<b>TOTAL</b>	<b>100.0</b>	<b>60.0</b>	<b>40.0</b>

Source: INE, Inquérito ao Emprego (4<sup>e</sup> Trimestre)

Dans le secteur secondaire, il faut mettre en relief les Industries Textiles, l'Habillement et Chaussures, avec 8.5% de l'emploi total. Dans les Industries de Transformation, on doit encore mentionner le poids des Industries Métallurgiques et de Fabrication Mécanique, avec 6.3%, les Industries Chimiques, avec 4.3%, et les Industries du Bois et du Papier, avec 3.6%. Outre ces activités, on doit aussi tenir compte du rôle du Bâtiment dans la structure de l'emploi, avec un poids de 8.3%.

Dans le total du secondaire sont employées 42% des hommes et 25% des femmes. La participation féminine est particulièrement importante dans les Textiles et dans l'Habillement et Chaussures, 60% des femmes qui travaillent dans les industries de transformation et 14% de l'emploi féminin total se trouvant en ces branches.

Parmi les grands secteurs d'activité, le tertiaire est le plus grand employeur, 42% du total. La participation féminine dans les activités tertiaires, en étant aussi élevée que dans le cas de l'agriculture - 50% de l'emploi dans ce secteur - est bien plus élevée que dans le secondaire, comprenant 46% de l'emploi tertiaire.

Le Commerce occupe 10.8% de l'emploi total, suivi des Autres Services, 8.5%, et de l'Administration Publique, 6.5%. La participation féminine dépasse largement celle des hommes dans l'Education, dans la Santé et dans les Autres Services, les deux sexes ayant des représentations équivalentes en ce qui concerne les Services de Restauration et Hébergement.

Le Tableau 2.3 contient la structure de la population employée par profession et par sexe.

Les professions ayant un plus grand poids relatif sont les Travailleurs de la Production, des Industries de Transformation, et les Conducteurs de Machines et de Transports (34%), les Agriculteurs et Travailleurs Agricoles (23%) et le Personnel Administratif (12.5%). Dans l'ensemble, ces professions représentent environ 70% de la population employée.

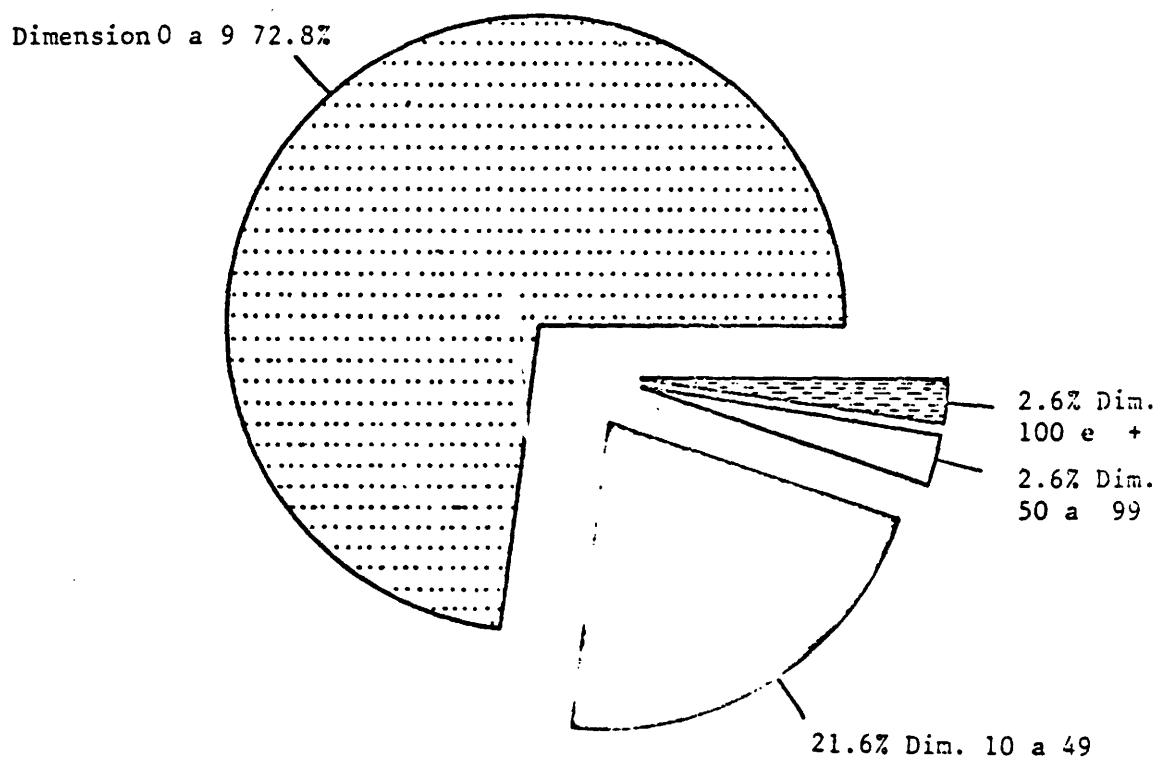
Les femmes ont leur plus grande représentation absolue dans les Agriculteurs et Travailleurs Agricoles (11.1% du total HF), dans les Travailleurs de la Production (8.3%) et dans les Services Personnels et Domestiques (7.0%). Il faut encore noter leur poids relatif élevé dans les Professions Scientifiques et Libérales (54% de la profession), dans le Personnel Administratif (47%), dans les Services Personnels et Domestiques (65%) et dans les Agriculteurs et Travailleurs Agricoles (48%).

### 2.3. Structure de la Population Employée par Situation dans la Profession

À la fin de l'année 1985 les travailleurs salariés représentaient 68.3% de la population employée, dont 88% avaient un contrat permanent. D'autre part, les travailleurs indépendants sans salariés, catégorie qui s'est accrue au cours des dernières années, étaient 22.3% de la population totale.

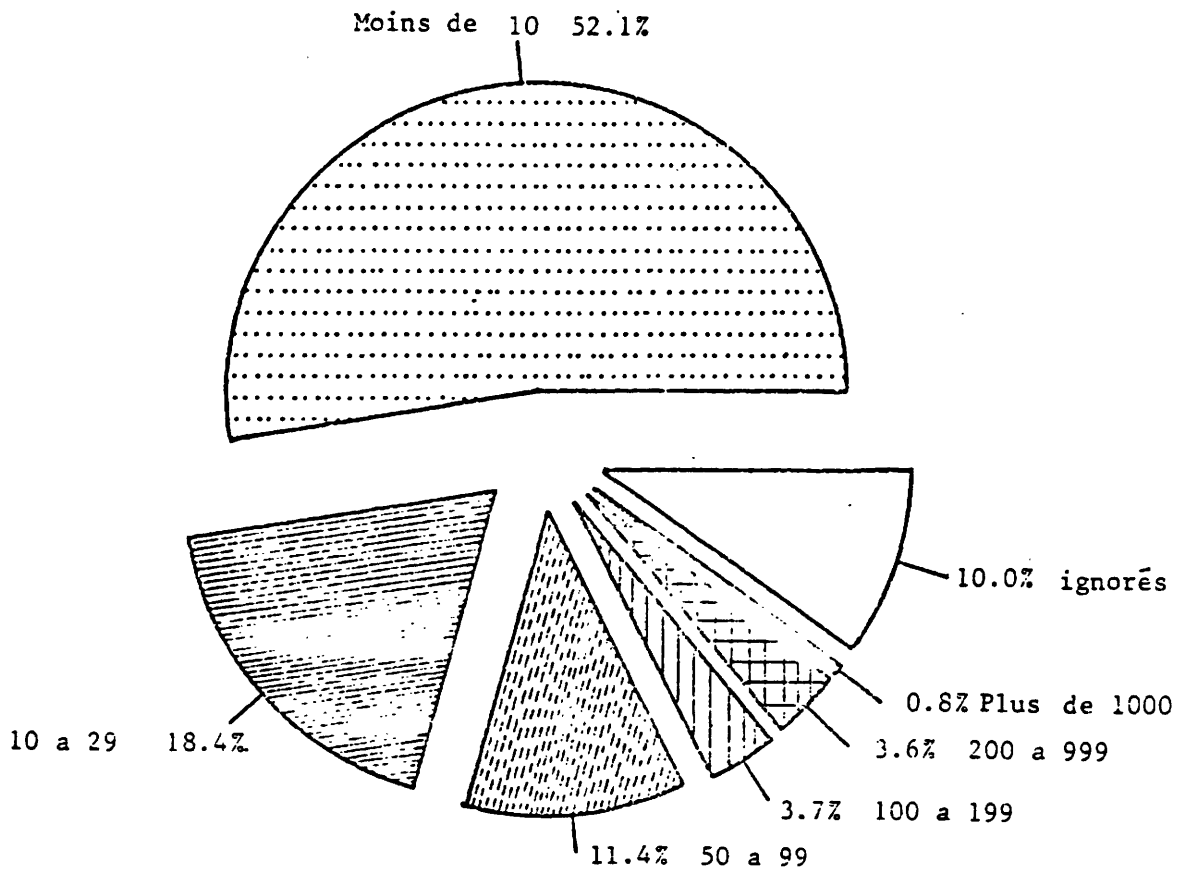
Fig. 2 .1

DISTRIBUTION DES ENTREPRISES / DIMENSION DE L'ENTREPRISE  
CONTIENT - MARS 1985



Source: M.T.S.S. - QUADROS DO PESSOAL

Fig. 2.2  
DISTRIBUTION DES ENTREPRISES / ECHELONS V: VENTES  
CONTINENT - MARS 1985



Source: M.I.S.S. - QUADROS DO PESSOAL

\* Milliers de Contos.

Tableau 2.4

Structure de la Population Totale Employée par Situation  
dans la Profession en 1985

Travailleurs Indépendants sans Salariés	22.3%
" " avec "	3.6%
" Salariés	68.3%
" ayant un Contrat Permanent	58.5%
" " un autre type de contrat	9.8%
" en d'autres conditions	5.8%

Source: INE - Inquérito ao Emprego, 4<sup>e</sup> Trimestre

2.4. Distribution des Personnes au Service Selon la Dimension de l'Entreprise

Les Cadres du Personnel, publiés par le Departamento de Estatística (Département de Statistique) du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale permettent d'obtenir la distribution du personnel au service selon la dimension de l'entreprise.

Les Cadres du Personnel comprennent toutes les entités ayant des travailleurs salariés, à l'exception de l'Administration Publique, des entités qui emploient de travailleurs ruraux non-permanents et le personnel des services domestiques. Les Cadres de 1985 concernent environ 98 mille entreprises, 117 mille établissements et 1 846 mille personnes au service (mars 1985).

Les entreprises qui ont répondu à cette Enquête sont classifiées selon leur situation, leur activité, le nombre de personnes au service, le volume de ventes et leur nature juridique. L'avant-dernier critère de classification, et celui qui le précède, nous donnent des mesures directes de la distribution du personnel selon la dimension des entreprises. Le dernier critère - nature juridique - est très lié à la dimension, bien qu'il reflète aussi d'autres aspects de nature bien différente.

Selon la synthèse publiée par le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, 73% des entreprises avaient moins de 10 personnes mais elles comprenaient seulement 15% de l'emploi. Si l'on considère les entreprises ayant moins de 50 personnes, elles représentaient 95% des entreprises et 40% du personnel. Dans le pôle opposé, 0.5% des entreprises (348 en nombre) avaient plus de 500 personnes et un total de 29% de l'emploi.

2.5. Structure de l'Emploi par Niveaux de Qualification

Depuis 1974 le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale fait, chaque année, une enquête aux niveaux de qualification. Ces enquêtes ont, jusqu'à présent, compris seulement les entreprises ayant plus de 10 personnes au service, l'Agriculture, l'Administration Publique, les Services rendus à la

la Collectivité et aux Entreprises et les Services Récréatifs et Domestiques étant exclus.

Tableau 2.5  
Structure de l'Emploi, par Niveaux de Qualification  
(Septembre 85)

Continent		(esc.)		
Niveaux de Qualification		Structure de l'Emploi		
		HF	H	F
	<b>Total</b>	100.0	100.0	100.0
I	Cadres Supérieurs	3.1	3.9	1.1
II	Cadres Moyens	4.0	4.8	1.8
	Techniciens Administratifs	2.5	2.8	1.5
	Techniciens de Prod. et Autres	1.5	2.0	0.3
III	Contremâîtres, Maîtres et Chefs d'Equipe	5.5	6.8	2.0
IV	Professionnels Très Qualifiés	5.9	6.5	4.2
	Administ., Commerce et Autres	2.9	2.7	3.6
	Production	3.0	3.8	0.6
V	Professionnels Qualifiés	38.9	41.2	32.6
	Administ., Commerce et Autres	16.0	14.3	20.5
	Production	22.9	26.9	12.1
VI	Professionnels Semi-Qualifiés (Esp.)	27.9	22.5	42.1
	Administ., Commerce et Autres	4.6	4.1	5.7
	Production	23.3	18.4	36.4
VII	Professionnels N/Qualifiés (Indif.)	10.7	10.4	11.8
	Administ., Commerce et Autres	2.7	2.4	3.7
	Production	8.0	8.0	8.1
A -	Apprentis et Praticants	4.0	3.9	4.4
	Pratic. Administ. et Commerce	0.4	0.4	0.6
	Pratic. de Production	1.6	1.5	1.9
	Apprentis de Production	2.0	2.0	1.9

SOURCE: DE M.T.S.S. - Inquérito aos Níveis de Qualificação

Selon l'Enquête concernant le mois de septembre 1985, les Cadres Supérieurs re<sup>pr</sup>ésentaient 3.1% de l'emploi compris par l'Enquête (3.9%H et 1.1%F); les Cadres Moyens 4.0% (4.8%H et 1.8%F); les Contremâîtres, Maîtres et Chefs d'Equipe 5.5% (6.8%H et 2.0%F); les Professionnels Très Qualifiés 5.9% (6.5%H et 4.2%F); et les Professionnels Qualifiés 38.9% (41.2%H et 32.6%F).

Les chiffres précédents montrent que la position des hommes est nettement plus favorable. 52.6% des femmes se trouvent dans l'ensemble des professionnels Semi-Qualifiés, Non-Qualifiés et Apprentis. La proportion d'hommes dans ce groupe de qualification est de 36.8%.



## 2.6. La Pluriactivité d'Après l'Enquête à l'Emploi

L'Enquête à l'Emploi donne une estimation de 223 mille employés ayant une deuxième activité, dont 78% du sexe masculin. Ainsi, la deuxième activité serait pratiquée par 5.5% de la population ayant un emploi. Il est probable que cette estimation sous-estime de façon significative l'extension du pluriemploi.

L'analyse par professions indique que l'activité secondaire est plus fréquente que la moyenne en ce qui concerne les Professions Scientifiques et Libérales (7.7%), les Directeurs et Cadres Supérieurs Administratifs (6.1%) et les travailleurs des Industries d'Extraction et de Transformation (6.1%), en étant à peu près semblable à la moyenne entre les agriculteurs et travailleurs agricoles (5.7%).

De l'ensemble de la population ayant un emploi et ayant une deuxième activité, on doit faire ressortir les travailleurs des industries et des transports (38%) et les agriculteurs et travailleurs agricoles (24%). Viennent ensuite les professions scientifiques et libérales (9.4%), suivies des trois autres catégories d'un poids assez proche.

La distribution de l'activité secondaire a trois caractéristiques importantes:

- poids dominant des activités liées aux professions agricoles (67%);
- conservation du poids relatif des activités liées aux professions scientifiques et libérales, et, à un moindre degré, au commerce;
- perte de position très marquée de toutes les autres.

L'attraction exercée par l'agriculture en tant qu'activité secondaire est évidente. Parmi les agriculteurs et travailleurs agricoles ayant une activité secondaire, 69% restent en ce même domaine. Et parmi les travailleurs ayant d'autres professions principales, 67% ont des activités secondaires liées à l'agriculture. Parmi les employés ayant pluriactivité, la moitié, environ, des directeurs, cadres supérieurs et personnel administratif, deux tiers du

Tableau 2.6

Employés Ayant une Seconde Activité Selon leur Profession  
Principale en 1985

Profession	Prof.Principale		Profession Secondaire		
	nº	%	nº	%	égal (%)
Prof. Scientifique et Libérale	21.1	9.4	20.9	9.3	<u>79.6</u>
Directeurs et C.Sup. Administ.	3.1	1.4	1.4	.6	12.9
Personnel Administratif	17.9	8.0	4.6	2.1	15.6
Personnel du Commerce	19.0	8.5	17.9	8.0	12.6
Services de Protection et de Sécurité et Serv. Personnels et Domestiques	17.8	8.0	10.4	4.7	26.4
Agriculteurs et Travailleurs Agricoles	53.0	<u>23.7</u>	150.3	<u>67.3</u>	<u>69.2</u>
Travailleurs de l'Industrie d'Ext. et de l'Ind. de Transf. et Cond. Mach. de Transport	84.1	<u>37.3</u>	17.5	7.8	7.8
Trav. non Classés	6.8	3.0	.4	.2	-
TOTAL	223.3	100.0	223.3	100.0	<u>31.5</u>

SOURCE: INE - Inquérito ao Emprego

Tableau 2.7

Employés Ayant une Seconde Activité Selon leur Situation  
Dans la Profession Principale

SITUATION	Situation Principale (%)	Situation Secondaire	
		(%)	Sit. Principale + Import.
Travailleurs indépendants ayant du personnel à leur service	3.9	3.5	Trav. salariés 52%
Trav. indépendants sans personnel à leur service	22.6	<u>62.9</u>	Trav. indépendants sans pers.en serv. 72%
Travailleurs salariés	<u>69.4</u>	19.1	Trav. salariés 55%
Trav. Familial n/rémunéré	3.8	<u>15.3</u>	Trav. indépendants 81%
Membre Actif d'une Coopéra- tive de Production	.4	.1	Trav. salariés 67%
TOTAL	100.0	100.0	

Source: INE - Inquérito ao Emprego

personnel du commerce et presque 90% des autres travailleurs de l'industrie et des transports ont des activités secondaires agricoles.

La conservation du poids relatif des activités secondaires associées aux professions scientifiques et libérales est le résultat naturel de la qualification élevée de ces professionnels. Environ 80% restent en des champs pareils.

Quant aux professions commerciales, d'une part, la répétition est faible (12.6%). D'autre part, le commerce en tant que 2<sup>e</sup> activité attire des professionnels de toutes origines différentes. Mais il attire surtout des travailleurs ayant des professions agricoles comme profession principale, ce qui correspond à un peu plus de 1/3 des professions commerciales exercées de façon secondaire, dépassant ainsi de loin toute autre origine professionnelle principale.

Em prenant pour base les données disponibles, nous pouvons encore étudier la pluriactivité selon la situation dans la profession. Dans la situation principale, 69% sont des travailleurs salariés et 23% des indépendants sans travailleurs à leur service. Mais dans les activités secondaires les positions sont inversées; 63% d'indépendants sans travailleurs à leur service et 19% de travailleurs salariés.

La prépondérance, dans l'activité secondaire, des travailleurs indépendants qui n'ont pas de personnel à leur service est alimentée, en premier lieu, par les travailleurs salariés comme situation principale. Parmi ceux-ci, 155 mille en nombre, 4 mille exercent des activités secondaires à leur compte, mais ayant du personnel à leur service, 101 mille exercent des activités secondaires à leur compte mais sans personnel à leur service; 23 mille répètent la situation de salariés; et près de 28 mille sont, secondairement, des membres non-rémunérés d'une famille. Les travailleurs qui, dans leur situation initiale, sont des indépendants, ou bien ils répètent la même situation (~ 30%) ou bien ils passent à la situation d'indépendants sans personnel (~ 50%). Ceux qui travaillent à leur compte sans personnel à leur service répètent, de façon prédominante, leur situation en plus de 60% des cas, mais le passage à la situation de travailleurs salariés a une incidence significative (~ 30%).

Le fait dominant est celui d'activités secondaires exercées en tant qu'indépendants sans personnel. 77% de ceux qui les exercent ont des situations principales différentes, en particulier comme salariés (93% des 77%).

La pluriactivité, surtout la pluriactivité agriculture/industrie, est essentielle pour comprendre le système socio-économique de larges zones du Pays, notamment le Littoral Nord et Centre. Le soutien du modèle d'industrialisation de ces régions est très lié à la réglementation du marché du travail, moyennant la pluriactivité. Etant donnée la répercussion de ce processus sur le volume d'emploi, le niveau des salaires et la compétitivité de la plus grande partie de l'industrie légère portugaise, ce thème mériterait un long développement au siège de l'analyse régionale, surtout celle de la Région Nord.

## 2.7. Demande et Offre d'Emploi à Travers le Ministère du Travail

Les demandes d'emploi enregistrées au Ministère du Travail en février 1986 sont 376 mille pour le Continent et les Régions Autonomes, ou 365 mille pour le seul Continent.

La plupart des demandes concerne les chômeurs qui cherchent un nouvel emploi: 308 mille. Ceux qui cherchent un premier emploi sont 59 mille et les autres, presque 9 mille, concernent des gens qui ont un emploi. Par rapport au même mois de 1985, les demandes d'emploi accumulées ont augmenté de 10.5%, dû surtout à l'augmentation du chômage masculin (nouvel emploi) qui a augmenté de 21.2%. Dans l'ensemble, les demandes d'emploi de la part d'hommes appartenant aux différents groupes ont augmenté de 19.8% et celles des femmes de 3.6%. Les femmes détiennent 54% du total des chômeurs, poids relatif qui est en déclin, face à l'augmentation du chômage masculin. Les chômeurs cherchant leur premier emploi représentaient 16% seulement du total du chômage et leur croissance entre février 1985 et février 1986 était réduite: 9.9%.

La plupart des chômeurs (53%) sont des professionnels de la production industrielle et du Bâtiment (grands groupes 7/8/9 de la CNP). C'est aussi cet ensemble professionnel qui a connu la plus grande croissance du chômage (15.3%, dans le total, et 22.9% pour les hommes). Les professions tertiaires (0/1 à 5 de la CNP), correspondant à 4% du chômage, ont évolué selon une dégradation totale modérée (+6.6%), bien qu'assez vive dans le cas des hommes (+16.75%).

Ceux qui ont des professions agricoles cherchent un emploi par cette voie à une échelle dominante, sauf dans les cas où une intervention du Ministère est prévue, pour combattre le chômage saisonnier dans certaines régions. La caractéristique la plus importante des statistiques respectives est le poids relatif élevé que les femmes ont en de tels schémas.

Le chômage subsidié comprend 28% seulement du total des chômeurs. Pendant la période d'un an terminée en février 1986, le nombre d'hommes subsidiés augmente de 38%, et celui des femmes de 23%. À cette date-là, 1/3 environ des hommes chômeurs recevait un subside, ce qui était le cas pour 1/4 seulement des femmes.

Les candidats à un placement extérieur ou à l'émigration sont près de 110 mille, ce nombre ayant légèrement diminué dans les mois les plus récents.

L'offre d'emploi à travers le Ministère du Travail est peu importante, par rapport au nombre de demandes qui s'y trouvent pendantes: proche ou au-dessous de 1%. La disproportion est telle que l'on prévoit immédiatement l'influence limitée exercée par cette voie de placement.

À la faible offre d'emploi communiquée au Ministère du Travail s'ajoutent d'autres facteurs qui dominent aussi la capacité réelle d'intervention de ce Ministère. Même du côté de la demande, il y a des preuves de manque d'intérêt. En général, une bonne partie de la population qui cherche un emploi ignore l'Instituto de Emprego e Formação Profissional. D'après l'enquête à

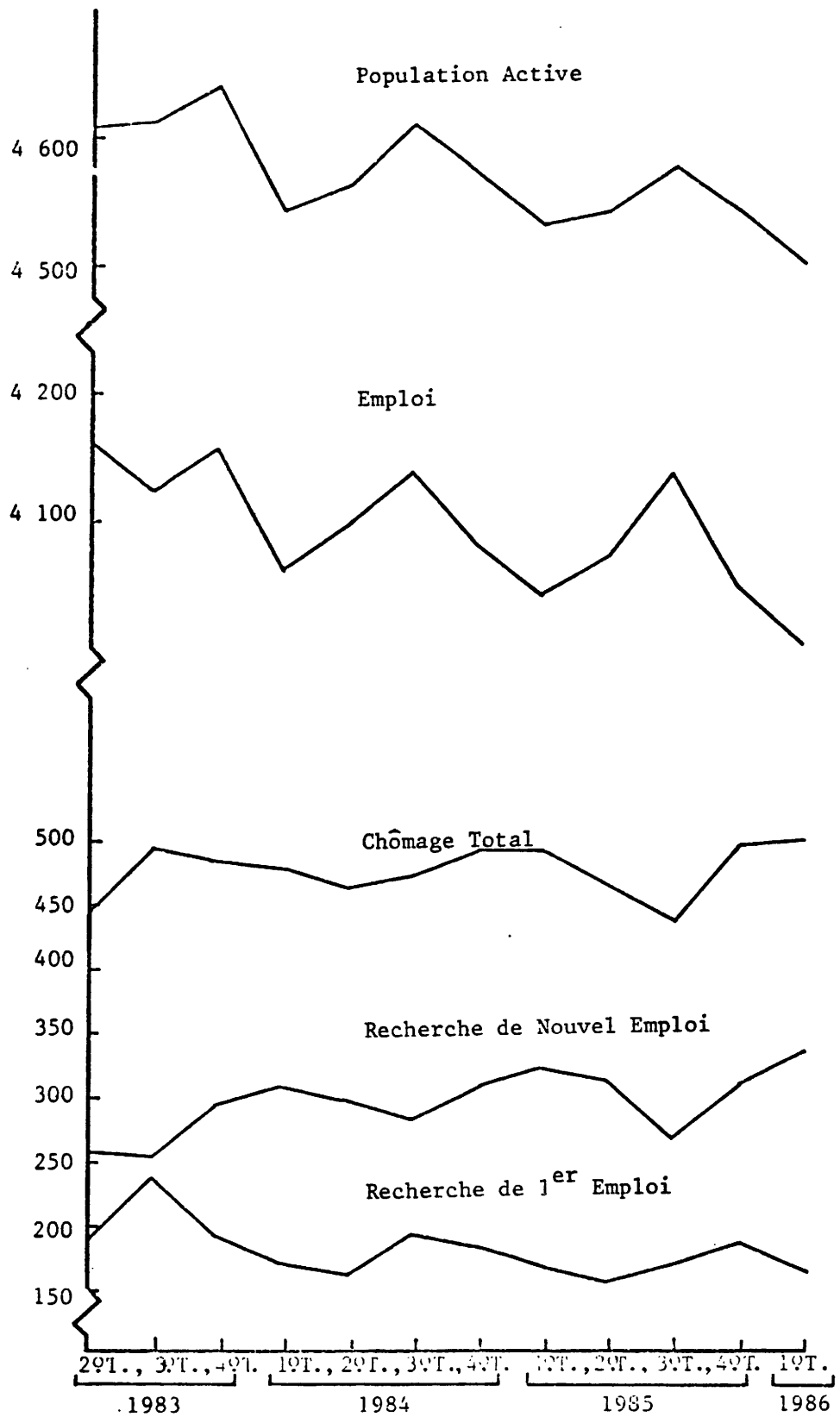
TABLEAU 2.8

Demande et Offre d'Emploi en Février  
1985

Continent + Régions Autonomes		(milliers)				
	CHIFFRES			VARIATION FÉVRIER 1985		
	HF	H	F	HF	H	H
Demandes d'Emploi	376.3	175.1	203.2	10.5	19.8	3.6
1 <sup>er</sup> Emploi	59.1	13.6	45.5	2.9	13.7	-
Nouvel Emploi	308.5	154.8	153.7	12.5	21.2	4.9
Employés	8.7	4.8	3.9	-3.4	-1.0	-6.3
Chômeurs	367.6	168.3	199.2	10.8	20.6	3.8
Prof. Tertiaires	148.6	44.6	104.0	6.6	16.7	2.8
Prof. Agricoles	22.8	9.9	18.9	3.0	-6	3.8
Prof. Ind. et Bâtiment	196.1	119.8	76.3	15.3	22.9	5.1
Chômeurs Subsidiés	102.8	56.7	46.1	29.8	98.0	23.3
Candidats à Placement Extérieur	110.3	100.5	9.8	-2.2	-2.1	-3.2
Offre d'Emploi	3.1			-3.6		
Prof. Tertiaires	.7			14.1		
Prof. Agricoles	.1			-54.1		
Prof. Ind. et Bâtiment	2.3			-5.9		

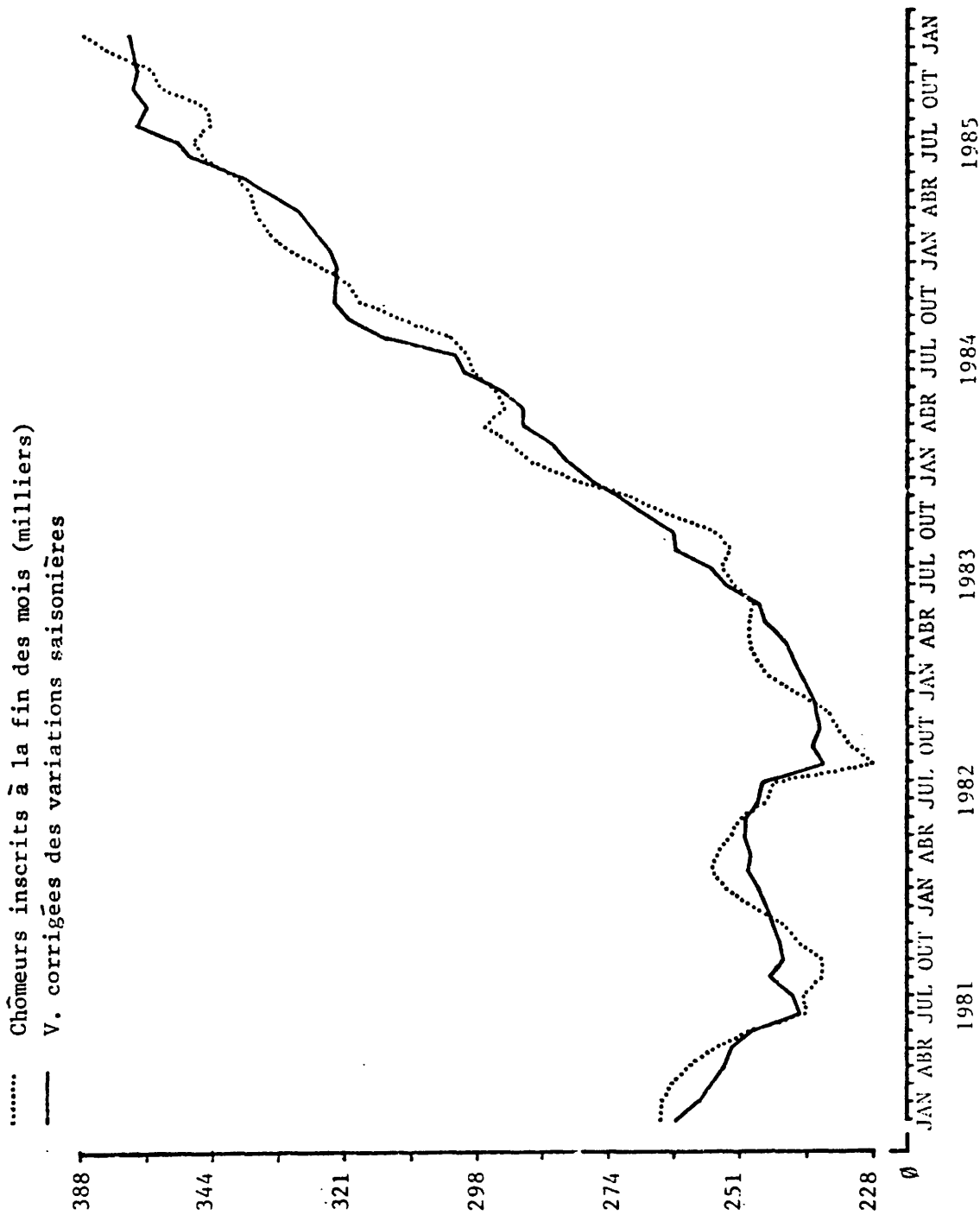
Source: Ministério do Trabalho

Fig. 2.3  
Population Active



SOURCE:IEFP, DENE. Estatísticas Mensais, Fevereiro 1986.

Fig. 2.4  
(JAN./81. - FEV./86)

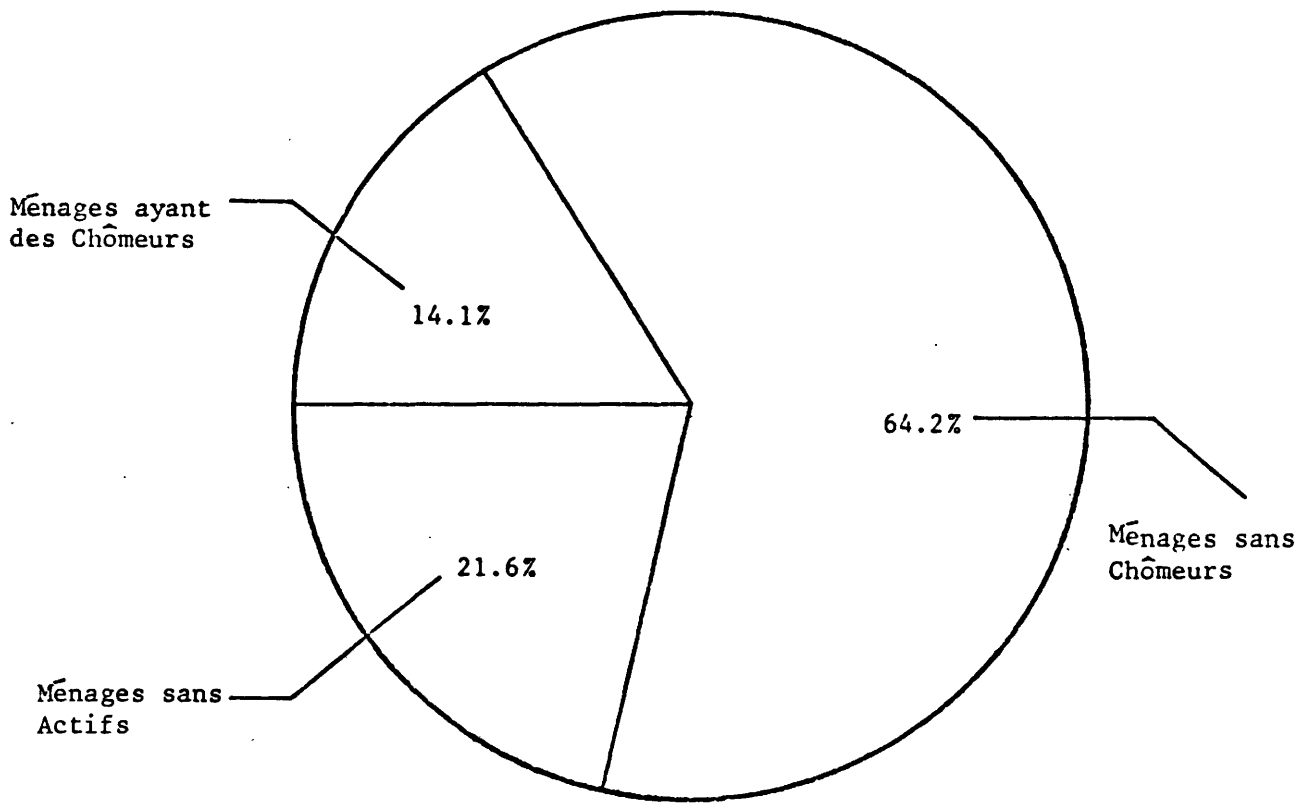


SOURCE: IEFP, DENE - Estatísticas Mensais, Fevereiro de 1986.



Fig. 2.5

Condition Face aux Travail dans les Ménages  
(1<sup>er</sup> Trimestre de 1986)



SOURCE: I.N.E., Inquérito ao Emprego, 1<sup>o</sup> Trimestre de 1986.

Tableau 2.9

Employés et Chômeurs Selon les  
Diligences Effectuées

4<sup>e</sup> Trimestre 1985

	N'a pas Fait Diligences % du Total	A Fait Diligences				
		Total	A	B	C	D
Total	24	100	22	48	70	24
Employés	41	100	17	42	64	20
Chômeurs 1 <sup>er</sup> Emploi	21	100	25	49	74	9
Chômeurs Nouvel Emploi	16	100	23	49	70	34

Source: INE - Inquérito ao Emprego

- A - Ont Répondu à des Annonces
- B - Ont Contacté des Employeurs
- C - Ont Contacté des Amis
- D - Se sont Inscrits à l'IEFP

l'emploi menée par INE (4<sup>e</sup> Trimestre de 1985), parmi les 662 mille employés ou chômeurs du Continent qui cherchent un emploi, 122 mille seulement sont inscrits à l'IEFP. Parmi ceux qui ont entrepris des diligences (76% de ceux qui désirent un emploi), 22.2% ont répondu à des annonces, 48% ont contacté des employeurs, 70% ont contacté des amis, 24% seulement s'étant inscrits.

Le patron de comportement des différents types d'intéressés montre des différences, mais elles sont facilement explicables. Par exemple, les chômeurs qui cherchent un nouvel emploi vont à l'IEFP plutôt en quête d'un subside, tandis que ceux qui cherchent leur premier emploi savent très bien qu'ils n'auront pas droit à des subsides au chômage.

Ce qui est moins explicable c'est la différence entre les chiffres de l'Enquête au Chômage et ceux qui sont enregistrés au Ministère du Travail. En fait, ceux-ci comprennent plus de 360 mille chômeurs dans le Continent, bien que l'on sache que l'INE ne mentionne pas plus de 122 mille individus qui ont déclaré être inscrits à l'IEFP.

La situation décrite plus haut concerne les données disponibles en février 1986. Il y a déjà des données provisoires jusqu'au mois de juin, inclusivement. D'après ces éléments, le nombre total de demandes d'emploi serait monté jusqu'à 381.6 mille, soit une augmentation de 5.3 mille. Les chômeurs proprement dits seraient montés de 367.5 mille en février à 373.6 mille en avril, en restant dans les 371.7 mille en juin. Le pourcentage de femmes au chômage est toujours en train de baisser, sa dernière valeur étant de 53.2%, 2.8 points de moins qu'en juin 1986. Le pourcentage de chômeurs qui cherchent leur 1<sup>er</sup> emploi et celui des chômeurs subsidiés n'auraient pas connu de changements appréciables, le nombre de ces derniers étant de 103.5 mille.

## 2.8. Etendue et Caractéristiques du Chômage Saisonnier

Il est possible de quantifier l'occurrence du chômage saisonnier dans la mesure où les lois en vigueur prévoient la concession de bénéfices aux chômeurs saisonniers(1). La Divisão de Estudos do Mercado do Emprego de l'IEFP a fait la décomposition des séries de demandes de subsides et d'inscrits ayant droit à un subside, en séparant les tendances, les variations cycliques et les variations saisonnières, en prenant pour base la méthode des variables mobiles centrées en 12 mois.(2)

- 
- (1) Decs-Lei n° 183/77, du 5 mai et n° 297/83, du 24 juin, et modifications du Dec-Lei 349-A/83, du 30 juillet. Les rapatriés des anciennes colonies, qui ont aussi bénéficié de ce subside pendant une partie de la période analysée à l'abri d'autres dispositions, n'ont pas été inclus.
  - (2) Voir IEFP, DEME - Estatísticas do Desemprego Sazonal, Caracterização Sazonal do Desemprego Subsidiado por Actividades, Distritos e Regiões Autónomas (1979-1984), Septembre 1985.

Fig. 2.6  
Profil Saisonier du Chômage Subsidie au Cours et à la Fin du Mois  
(Jan 79/Dec 84)

Source: IEFP, DENE Estatísticas do Desemprego Sazonal, Setembro de 1985

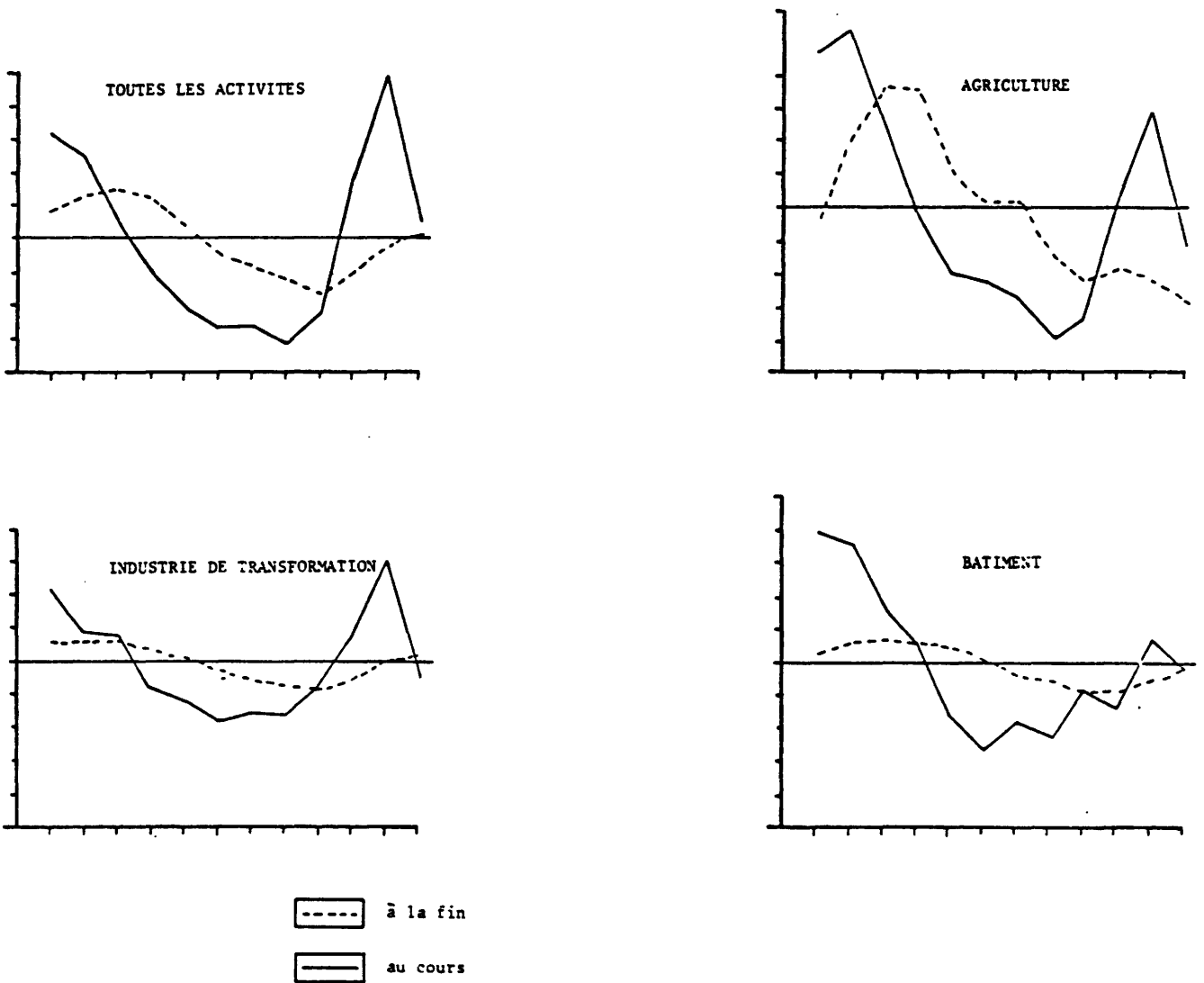


TABLEAU 2.10

Indicateurs de Saisonnalité du Chômage  
Subsidié par Activités

ACTIVITÉS	À LA FIN DU MOIS		AU COURS DU MOIS	
	+ ELEVÉ	+ BAS	+ ELEVÉ	+ BAS
<u>Toutes les Activités</u>				
Valeur Moyenne Mois	47.3 Mars	39.1 Septembre	9.5 Novembre	4.6 Août
<u>Agriculture</u>				
Valeur Moyenne Mois	10.6 Mars	6.6 Décembre	2.7 Février	1.4 Août
<u>Ind.de Transformation</u>				
Valeur Moyenne Mois	15.3 Janvier	14.9 Septembre	2.3 Novembre	.9 Janvier
<u>Bâtiment</u>				
Valeur Moyenne Mois	-	-	1.0 Janvier	.6 Janvier
<u>Restauration et Hébergement</u>				
Valeur Moyenne Mois	5.6 Janvier	2.7 Août	1.8 Novembre	.2 Août

Source: IEFP-DEME - Estatísticas do Desemprego Sazonal, Setembro 1985

En considérant toutes les activités, en 1979/84, la différence entre la moyenne du chômage subsidié pendant le mois de saisonnalité plus élevée (mars) et plus basse (septembre) était de 8 200 travailleurs. En termes relatifs, les plus grandes amplitudes de variation saisonnière ont lieu dans les Services de Restauration et Hébergement et dans l'Agriculture.

La situation des différentes régions dépend, naturellement, de la combinaison d'activités qui a lieu dans chacune d'elles. D'une façon générale, ce sont les districts qui ont une forte spécialisation agricole ou touristique qui ressortissent davantage. Dans le Continent, la première situation a lieu à Viseu, à Santarém, à Portalegre, à Évora et à Beja, et la deuxième à Faro.

## 2.9. Sens de l'Evolution Récente

### 2.9.1. Grandes Tendances

D'après l'Enquête à l'emploi menée par INE, le taux global d'activité a diminué d'un point et demi, de 48.5% à 47%, entre le début de 1983 et le dernier trimestre de 1985. La valeur absolue du taux d'activité a diminué de façon presque identique pour les deux sexes. En termes relatifs, la chute des taux d'activité féminine a été plus accentuée.

La chute des taux d'activité indique le manque de dynamisme du marché du travail, traduit dans l'évolution des indicateurs les plus divers.

Au 4<sup>e</sup> trimestre de 1985, la population a diminué de 2.1% par rapport à la même période de 1983, la diminution des actifs masculins et féminins étant de 1.4% et 3.0%, respectivement. Le nombre des chômeurs (au sens large du mot) a augmenté, selon la même base, de 2.7% dû à l'augmentation significative des chômeurs du sexe masculin (22.5%) qui a eu comme contrepartie une diminution de 7.4% du nombre de chômeurs féminins.

Les chiffres précédents sont le reflet du découragement et de la rétraction qui victiment les femmes, face à un marché du travail advers. En fait, au cours de la période mentionnée, tandis que le nombre de chômeurs masculins à la recherche du 1<sup>er</sup> emploi a augmenté de 25.7%, la variation correspondant aux chômeurs féminins a été réduite de 12%.

Le taux de chômage (au sens restreint) au 4<sup>e</sup> trimestre de 1985 était de 10.9% (9.0%) pour l'ensemble des hommes et des femmes, de 7.5% (6.7%) pour le chômage masculin et de 15.5% (12.0%) pour le chômage féminin. Le nombre de chômeurs, au sens large, est passé de 484 mille à 497 mille entre le 4<sup>e</sup> trimestre de 1983 et le 4<sup>e</sup> trimestre de 1985. Au 4<sup>e</sup> trimestre de 1983, 39.3% des chômeurs cherchaient leur 1<sup>er</sup> emploi. À la fin de 1985, les chômeurs à la recherche de leur 1<sup>er</sup> emploi étaient 37.7% seulement, dû au poids des femmes dans l'évolution.

TABLEAU 2.11

Variations des Conditions Face au Travail dans  
le Continent 1983-85

CONDITIONS FACE AU TRAVAIL	Base 4 <sup>e</sup> Trim. de 1983	
	4 <sup>e</sup> T. 1984	4 <sup>e</sup> T. 1985
Population Active		
H F	.985	.979
H	.995	.986
F	.973	.970
Population Employée		
H F	.983	.974
H	.979	.972
F	.986	.978
Chômeurs (sens large)		
H F	1.010	1.027
H	1.230	1.225
À la Recherche du 1 <sup>er</sup> Emploi		
H F	.963	.984
H	1.093	1.257
À la Recherche d'un Nouvel Emploi		
H F	1.053	1.053
H	1.299	1.208
F	.908	.960

Source: INE, Inquérito ao Emprego

Tableau 2.12

Proportion de Chômeurs<sup>(1)</sup> à la Recherche de leur 1<sup>er</sup> Emploi, d'un  
Nouvel Emploi et Chômeurs

	4 <sup>e</sup> T. 1983	4 <sup>e</sup> T. 1984	4 <sup>e</sup> T. 1985
Premier Emploi	39.3		
H F	39.3	37.2	37.7
H	32.6	29.0	33.5
F	42.7	42.8	40.5
Nouvel Emploi			
H F	60.7	62.8	62.3
H	67.4	71.0	66.5
F	57.3	57.2	59.5
Découragés (ne font pas de diligences)			
H F	16.8	11.2	11.7
H	13.8	8.6	6.4
F	18.3	14.3	15.3

Source: Inquérito ao Emprego

(1) Sens Large.

D'une façon générale, l'évolution observée en 1985 a montré un ralentissement des tendances négatives, par rapport à la détérioration vérifiée en 1984.

Par secteurs, la situation la plus dégradée est celle du Bâtiment et Travaux Publics, qui a connu, en particulier en 1984, une contraction significative de ses effectifs. En prenant pour base les moyennes trimestrielles de l'emploi, la chute vérifiée alors a atteint 14.8%. L'année suivante, le déclin a continué, bien qu'ayant une moindre ampleur (3.8%). Un autre secteur qui a été assez atteint par la crise en 1984 a été celui des Services de Dépôts et Entrepôts, Transports et Communications, qui a eu des pertes de 5.4%. Mais en 1985 on observe une certaine récupération.

#### 2.9.2. Variation Absolue de la Population Active et Inactive en 1984 et 1985

L'analyse des variations de la population selon les différentes catégories d'activité et d'inactivité nous permet d'observer quelques éléments additio-



TABLEAU 2.13

Variations de la Population Active, des Employés,  
des Chômeurs et de la Population Inactive  
par Sexe en 1984

SEXE	ACTIVE			INACTIVE			
	Total	Empl.	Chôm.	Total	- 12 a.	12-64	+ 65 a.
Total	- 67	- 76	9	150	- 96	191	55
H	- 14	- 52	38	44	- 49	56	37
F	- 53	- 24	- 29	106	- 47	135	18

Source: INE, Inquérito ao Emprego

TABLEAU 2.14

Variation de la Population Inactive de 12 Ans ou  
Plus par Sexe en 1984

SEXE	TOTAL	ETUD. DE 12 ANS ET +	RETRAITÉS	AU FOYER	INAPTS	AUTRES
Total	246	85	- 14	58	- 6	123
H	93	24	14	2	1	52
F	153	61	- 28	56	- 7	71

Source: Inquérito ao Emprego

TABLEAU 2.15

Variations de la Population Active, des Employés,  
des Chômeurs et de la Population Inactive  
par Sexe en 1985<sup>1)</sup>

SEXE	ACTIVE			INACTIVE			
	Total	Empl.	Chôm.	Total	- 12 a.	12-64	65 et +
Total	- 27	- 31	4	92	- 111	94	109
H	- 20	- 19	1	63	- 39	45	57
F	- 7	- 12	5	29	- 72	49	52

Source: INE, Inquérito ao Emprego

TABLEAU 2.16

Variations de la Population Inactive de 12 Ans ou  
Plus par Sexe en 1985

(milliers)

SEXE	TOTAL	ETUD. DE 12 ANS ET +	RETRAITÉS AU FOYER	INAPTS	AUTRES	
Total	203	35	109	47	- 6	18
H	102	14	75	-	- 5	18
F	101	21	34	47	- 1	-

Source: Inquérito ao Emprego

(1) Différence entre le 4<sup>e</sup> Trimestre de 1985 et de 4<sup>e</sup> Trimestre  
de 1984

nels concernant l'évolution récente du travail.

Les Tableaux 2.12 et 2.14 montrent les variations de la population active, employés, chômeurs et population inactive, par sexe, en 1984 et 1985. Les Tableaux 2.13 et 2.15 nous donnent les variations de la population inactive, ayant 12 ans ou plus, par sexe, dans les mêmes années, selon des catégories d'inactivité différentes.

En 1984 la population active a diminué de manière plus marquée que pendant l'année suivante. Les pertes respectives ont été de 67 mille et de 27 mille. Aussi, la distribution de ces variations par sexe a connu un changement marqué. En 1984 il y a eu une diminution de 53 milliers de femmes, correspondant à 7 mille seulement en 1985. La diminution des actifs masculins a été de 14 mille en 1984 et de 20 mille en 1985.

L'interprétation de la signification de ces variations doit s'appuyer sur les variations des autres catégories. Il faut noter qu'en 1984 il y a eu une augmentation massive, non seulement des chômeurs mais aussi des inactifs. La crise, en sa première grande vague, a détruit 76 mille postes de travail, dont 2/3 étaient occupés par des hommes, et a fait augmenter le nombre d'inactifs de 12 ans ou plus, en plus de 246 mille, dont 60% environ étaient des femmes. En correspondance, le chômage masculin a augmenté de 38 mille et de féminin a diminué de 29 mille. C'est-à-dire, en termes relatifs, les variations des hommes ont été réparties entre le chômage et l'inactivité, tandis que celles des femmes étaient surtout tournées vers l'inactivité.

Nous allons maintenant mentionner quelques autres variations dignes de note. La variation négative des inactifs ayant moins de 12 ans est le résultat d'une situation démographique bien connue. D'autre part, en ce qui concerne les étudiants ayant 12 ans ou plus, il est naturel que leur grande augmentation en 1984, par rapport à 1985, soit due à l'aggravement des conditions du marché du travail.

Une situations sans                    a eu lieu avec l'augmentation des inactifs ayant entre 12 et 64 ans, particulièrement en ce qui concerne l'augmentation de la participation féminine qui est retournée, en 1985, à des niveaux plus proches du normal. L'évolution observée pour les retraités a été bien différente. En effet, dans le cas de ceux-ci c'est en 1985 qu'a eu lieu une augmentation dramatique de 109 mille, dont 75 mille hommes.



### 3. PRINCIPALES SITUATIONS DE VULNERABILITE FACE AU MARCHE DU TRAVAIL

La crise que notre Pays est en train de traverser n'atteint pas de la même façon les différents groupes d'actifs, ni les différentes régions, et les réactions face à la crise n'ont pas de patron uniforme. Il est donc important de noter brièvement les principales situations de vulnérabilité face au marché du travail. Parmi une large gamme de développement qui sont l'indice de ces situations, nous avons sélectionné ceux qui suscitent de plus grandes préoccupations, concernant des groupes spécifiques en plus grande difficulté, la précarisation des postes de travail, les salaires et d'autres éléments de rémunération en retard, la concentration régionale du chômage et des salaires en retard et le développement de l'économie parallèle.

#### 3.1. Groupes Spécifiques en Situation Difficile

Comme on sait, certains groupes spécifiques - les chômeurs de moyenne et de longue durée, les femmes, les jeunes et, à un moindre degré, les travailleurs les plus âgés - ont des difficultés accrues face à l'évolution négative du marché du travail. Ces catégories ne sont pas nettement exclusives. En fait, les situations les plus graves sont le résultat de l'appartenance simultanée à deux, ou plusieurs, de ces catégories. Ce dernier aspect sera analysé avec plus de détail en ce qui concerne les jeunes.

##### 3.1.1. Chômeurs de Moyenne et de Longue Durée

La vulnérabilité croissante des chômeurs de moyenne et de longue durée ressort clairement de l'évolution de la distribution, en pourcentage, des chômeurs selon le temps de recherche d'un emploi. Au 4<sup>e</sup> trimestre de 1983, 46% des chômeurs avaient un temps de recherche égal ou inférieur à 12 mois. 37% avaient un temps de recherche supérieur à 12 mois. Deux ans plus tard, les pourcentages respectifs étaient de 53.7% et 44.6%.

Tableau 3.1

Distribution en Pourcentage des Chômeurs Selon  
le Temps de Recherche

Temps de Recherche	(%)		
	4 <sup>e</sup> T. 1983	4 <sup>e</sup> T. 1984	4 <sup>e</sup> T. 1985
jusqu'à six mois	30.5	30.4	26.6
de 7 à 12 mois	15.6	19.2	17.1
de 13 à 24 mois	16.6	19.4	22.0
plus de 24 mois	20.4	11.2	11.7
	16.8	11.2	11.7
Total Général	100.0	100.0	100.0

Source: INE, Inquérito ao Emprego.

Il est possible d'obtenir une confirmation additionnelle des difficultés des chômeurs de moyenne et de longue durée, en analysant l'évolution des chômeurs par condition face au marché du travail un an avant. Au 4<sup>e</sup> trimestre de 1983, le nombre de chômeurs qui, un an auparavant, étaient déjà chômeurs était de 229 mille. Au 4<sup>e</sup> trimestre de 1984 ce chiffre est monté jusqu'à 236 mille et il s'est fixé à 252 mille à la fin de 1985. Ce mouvement ascendant a atteint autant ceux qui n'ont jamais eu d'emploi que ceux qui en ont déjà eu. Mais ces derniers sont en pire situation que les premiers. En effet, en deux ans le premier groupe est passé de 80 mille à 98 mille (+22%), tandis que le second groupe est passé de 117 mille à 155 mille (+32%).

Tableau 3.2

Chômeurs par Condition Face au Travail  
Un An Auparavant

	4 <sup>e</sup> Trimestre (milliers)		
	1983	1984	1985
Condition 1 An Auparavant	Total	Total	Total
Employés	104.8	110.9	108.8
Chômeurs (n'ont jamais eu d'emploi)	79.7	94.4	97.6
Chômeurs (on déjà eu un emploi)	116.6	141.4	154.6
Service Militaire Obligatoire	5.8	5.9	7.1
Personnes de moins de 12 ans	4.1	1.4	-
Etudiants	75.9	65.3	68.4
Retraités	2.8	2.0	4.4
Femmes (Hommes) au Foyer	75.4	61.2	48.3
Autres	9.2	10.1	2.9
Total	484.7	493.2	497.1

Source: Inquérito ao Emprego

3.1.2. Femmes

Les femmes sont, elles aussi, particulièrement lésées par le chômage. En constituant environ 42% de la population active, elles correspondent à 60% des chômeurs. Par ailleurs, les femmes sont particulièrement martirisées par le chômage de longue durée. 64% de ceux qui sont au chômage depuis plus de 12 mois et 72% de ceux qui se trouvent en cette situation depuis plus de 24 mois sont des femmes.

Tableau 3.3

Structure du Chômage par Sexe

		4 <sup>e</sup> T. 1983	4 <sup>e</sup> T. 1985
Population Active		100.0	100.0
	H	57.4	57.8
	F	42.6	42.2
<u>Chômeurs</u>		100.0	100.0
	H	33.2	39.8
	F	<u>66.8</u>	<u>60.2</u>
1 <sup>er</sup> Emploi		100.0	100.0
	H	27.4	35.4
	F	<u>72.6</u>	<u>64.6</u>
Nouveaux Emplois		100.0	100.0
	H	37.0	42.5
	F	<u>63.0</u>	<u>57.5</u>
Durée 12 mois		100.0	100.0
	H	46.8	48.7
	F	<u>53.2</u>	<u>51.3</u>
Durée 12 mois		100.0	100.0
	H	24.5	36.0
	F	<u>75.5</u>	<u>64.0</u>
Durée 24 mois		100.0	100.0
	H	18.0	27.9
	F	<u>82.0</u>	<u>72.1</u>

Source: INE - Inquérito ao Emprego

### 3.1.3. Actifs au Début et à la Fin de Leur Vie Active

Une autre caractéristique de l'évolution récente est l'intensification d'incidences particulièrement négatives dans les phases initiale et finale de la vie active.

Une première manifestation de cette incidence est la diminution du taux d'activité dans les groupes d'âge jeunes et âgés. En termes relatifs, la diminution des taux féminins est plus prononcée dans les différents groupes d'âge, à l'exception de celui de 65 ans ou plus. Cette incidence négative a, cependant, une réaction positive qu'il faut noter: l'augmentation du taux de scolarisation, surtout en ce qui concerne le groupe d'âge de 15 à 19 ans. Ce taux est monté de 32.8% en 1983 à 37.6% en 1985. Cet élan ascensionnel a été particulièrement net dans le cas des taux féminins, qui sont montés de 34.9% à 41.2%, tandis que les taux masculins évoluaient seulement de 32.8% à 34.3%.

Tableau 3.4

Taux d'Activité au Début et à la Fin de la Période de Vie Active dans les 4<sup>e</sup> T. de 1983 et de 1985

Groupe d'Âge	Taux Global		Taux Hommes		Taux Femmes	
	1983	1985	1983	1985	1983	1985
<u>Début</u>						
10-14	11.1	8.0	11.8	8.1	10.3	7.9
15-19	61.5	56.2	66.0	62.1	56.5	50.1
20-24	76.3	72.1	75.9	73.9	76.7	70.1
<u>Fin</u>						
55-59	56.6	53.9	77.1	76.9	39.7	36.4
60-64	43.6	39.1	61.7	56.7	28.4	24.7
65 ou plus	18.1	11.8	28.9	18.7	10.4	6.6

Source: INE, Inquérito ao Emprego

Un autre type d'ajustement concerne l'incidence de l'inactivité due à la retraite. Ainsi, par exemple, dans le groupe de 65 ans ou plus, la proportion de retraités/actifs est passée de 2.33 dans le 4<sup>e</sup> trimestre de 1983 à 3.52 deux ans plus tard.

Malgré cette réaction d'ajustement, la distribution en pourcentage des chômeurs par groupes d'âge est toujours en train de se dégrader en ce qui concerne ceux qui sont au début ou à la fin de leur vie active. Dans le 4<sup>e</sup> trimestre de 1983, le groupe d'âge de 15/19 ans représentait 23.8% des chômeurs.



Un an après, ce pourcentage était de 26.0%. La chute du poids relatif au cours de cette période a lieu seulement pour la population de 12 à 14 ans et pour celle de 30 à 39 ans. L'aggravement s'accroît aussi pour le groupe d'âge de 40 ans ou plus qui passe de 15.5% à 16.6%.

À ce propos, il ne faut pas oublier que c'est l'appartenance simultanée à plus d'un groupe spécifique en difficulté qui caractérise les situations personnelles les plus dramatiques. Pour illustrer cette affirmation, le Tableau 3.5 nous montre, d'une part, que pendant le 4<sup>e</sup> trimestre de 1985 les jeunes (12-24 ans) avaient une représentation proportionnelle plus grande dans le chômage de moyenne et longue durée (7 à 24 mois). D'autre part, parmi les jeunes, les femmes sont plus atteintes que les hommes.

Tableau 3.5

Poids Relatif des Jeunes Chômeurs (12-24 ans)

Base: 100.0%	Continent		
	Total H F	Hommes	Femmes
Chômeurs	<u>53.2</u>	<u>53.2</u>	<u>53.1</u>
1 <sup>er</sup> Emploi	80.5	84.6	78.2
Nouvel Emploi	36.6	37.3	36.0
Recherche: 6 mois	55.4	53.0	57.8
7-12 mois	<u>58.8</u>	<u>56.5</u>	<u>60.2</u>
13-24 mois	<u>59.4</u>	<u>53.6</u>	<u>63.9</u>
24 mois	<u>47.0</u>	<u>49.2</u>	<u>46.2</u>

Source: INE, Inquérito ao Emprego

La représentation moins grande des jeunes dans le chômage de longue durée (24 mois) doit être analysée du point de vue de la dynamique qui lui est sous-jacente. C'est-à-dire, la tendance est-elle ascendante ou descendante? En fait, pendant le 4<sup>e</sup> trimestre de 1983 les jeunes qui étaient chômeurs depuis plus de 24 mois représentaient seulement 39% du total des chômeurs dans ces conditions, contre 47% pendant la même période de 1985. Ce mouvement adverse est visible, pour le chômage féminin, sous la forme d'une évolution négative de 36% à 46.2%.

D'une manière plus générale, la situation difficile des jeunes et des femmes peut facilement être comprise en comparant les taux de chômage concernant les différents groupes de la population.

Tableau 3.6

Taux de Chômage Dans les 4<sup>e</sup> Trimestre  
de 1983 et 1985

	Total		Masculin		Féminin	
	1983	1985	1983	1985	1983	1985
Global	10.4	10.9	6.1	7.5	16.3	15.6
Jeunes (15-24 ans)	22.5	25.1	15.3	18.3	31.0	33.1
Adultes ( 24 ans)	6.2	6.5	2.9	4.3	10.7	9.6

Source: INE, Inquérito ao Emprego

Pour des taux de chômage globaux de l'ordre de 10 à 11%, aux cours des deux dernières années des taux de chômage des jeunes de l'ordre de 22 à 25% ont été vérifiés, contrastant avec 6 à 6.5% en ce qui concerne les adultes. En tous cas, les taux féminins sont toujours nettement plus élevés: environ 16% dans le plan global et au-dessus de 30% pour les femmes jeunes. Ce chiffre est près que le double de celui qui concerne les hommes entre 15 et 24 ans et trois fois plus élevé que le taux moyen global ou que celui qui correspond au groupe des femmes ayant plus de 24 ans.

### 3.2. Augmentation de la Précarité des Postes de Travail

#### 3.2.1. Chute du Taux de Salariés et Desindustrialisation Primitive

La situation difficile du marché a été la cause du maintien ou de la croissance de situations d'augmentation de la précarité, ou même de marginalisation structurale, de nombreux postes de travail. Ce phénomène est notamment indiqué par l'évolution du taux de salariés. En fait, le taux de salariés est tombé de 2.5 points entre le 2<sup>e</sup> trimestre de 1983 et la même période de 1985 (de 69.4% à 67.2%). Cette chute a été plus importante pour les hommes (de 72.5% à 69.5%) que pour les femmes (de 64.6% à 63.8%).

La croissance des travailleurs indépendants sans salariés a été particulièrement marquée à partir de la seconde moitié de 1983. La soudaineté de ce mouvement peut être mesurée par le saut entre le 2<sup>e</sup> trimestre de 1983 et le 4<sup>e</sup> trimestre de 1984, 4 points en pourcentage dans la proportion respective dans le total des chômeurs, de 19.1% à 23.2%.

Un autre indicateur de l'augmentation de la précarité relative est la diminution à court terme du poids du secondaire dans la structure de l'emploi. D'après l'Enquête à l'Emploi, le pourcentage correspondant au secondaire a

baissé de 3.9 points entre le 2<sup>e</sup> trimestre de 1982 et le 1<sup>er</sup> trimestre de 1985.(1) Des facteurs d'ordre statistique peuvent avoir influencé l'occurrence d'une différence aussi élevée. Cependant, l'ampleur de cette chute paraît être trop grande pour pouvoir être expliquée essentiellement par ce type de facteurs. Le phénomène touche de façon plus prononcée l'emploi féminin qui présente une diminution de presque 5 points, de 27.1% à 22.3%.

### 3.2.2. Importance Croissante des Contrats à Terme

D'après l'Enquête à l'Emploi de janvier 1985, 64% des entrées de personnel étaient faites par de nouveaux contrats à terme(2) et 10% seulement par de nouveaux contrats permanents. En ce qui concerne les sorties, 47% étaient dues à la cessation de contrats à terme. Pour ce qui est de certaines activités de transformation, ces phénomènes prennent des proportions significatives. En ce qui concerne les entrées, c'est le cas du Caoutchouc (93%), du Bois et Liège (85%), des Meubles (82%), des Industries Alimentaires et de l'Habillement (73%) et des Textiles (78%).

Dans l'Industrie et dans les Services le pourcentage des contrats à terme est resté stable, aux environs de 12%. Les activités qui ont le plus souvent recours aux contrats à terme sont le Bâtiment et Travaux Publiques, avec un pourcentage de 38%, et les Services de Restauration et Hébergement, 27%. Dans l'Industrie de Transformation, les plus grandes incidences ont lieu dans l'Habillement (22%), le Bois (18%), Les Chaussures (17%), les Alimentaires (16%), les Cuirs (15%) et les Textiles (14%). La proportion concernant les Femmes est, d'une certaine façon, supérieure à celle des Hommes. Dans la moyenne des industries de transformation, 17% des femmes et 11% des hommes ont un contrat à terme. Comme il fallait s'y attendre, ce type d'augmentation de la précarité n'est pas neutre; il affecte davantage les femmes.

### 3.3. Le Problème des Salaires, des Subsidés et des Retroactifs en Retard

Le développement, aux cours des dernières années, de nombreuses situations de retard dans le paiement de salaire, de subsidés et de retroactifs a des caractéristiques surprenantes en ce qui concerne les conditions de fonctionnement du marché du travail en des pays européens. Face aux graves problèmes financiers et économiques de plusieurs entreprises, il y en a eu des centaines qui ont cessé de payer les salaires, les subsidés ou les retroactifs dûs selon des termes contractuels qui régissent légalement le travail salarié. Parallèlement, les travailleurs se sont vus forcés à accepter ces situations, dû au manque d'alternatives d'emploi. Ainsi, il y a des entreprises qui, bien qu'elles soient considérablement en retard en ce qui concerne le paiement des salaires, bénéficient toujours du concours des travailleurs comme si la situation était normale.

---

(1). Apparemment, des tendances plus récentes seraient en train de se manifester, dans le sens opposé, le poids du secondaire étant en train de croître depuis mi-1985.

(2) Vers mi-1985 le poids des contrats à terme dans les entrées de personnel dépassait déjà 70%.

Cette situation apparemment paradoxale a des causes multiples, parmi lesquelles se trouvent: la difficulté extrême d'appliquer l'institut juridique de faillite dans un pays où les agents économiques et l'Etat lui-même n'ont pas les instruments, ou l'intérêt, nécessaires au dédommagement des pertes causées par la cessation d'activité par voie juridique définie et définitive. Par exemple, dans le district de Setúbal, seulement 4 des 85 fermetures d'entreprises vérifiées de 1983 à 1985 ont été faites en des conditions juridiques bien définies.

L'inexistence d'une couverture sociale adéquate du risque de chômage, aussi bien que le manque de nouveaux postes de travail, font que les travailleurs s'accrochent avec désespoir à leur emploi, même dans la situation décrite plus haut.

L'évolution de ce problème peut être mesurée par des indicateurs concernant le nombre d'entreprises atteintes, le nombre de travailleurs, les montants en dette, dans le total et par type de prestation en question. Il y a eu une vive controverse quant à l'étendue réelle du phénomène, par le fait que des analystes différents utilisent des indicateurs différents, ainsi que par l'énorme charge politique et émotionnelle dont sont revêtus ces phénomènes et leurs conséquences. Les organisations syndicales présentent, en général, des indicateurs concernant les salaires, les subsides et les retroactifs, bien qu'elles les mentionnent sous la désignation abrégée de salaires en retard. L'explication donnée est celle de la difficulté d'obtention de statistiques selon une ventilation plus appropriée. Du point de vue de cette sous-section, ces statistiques sont suffisantes pour caractériser la gravité réelle des phénomènes en question. Cependant, nous mentionnerons aussi l'étendue des salaires en retard, en tant que réalité distincte du retard des subsides et des retroactifs.

D'après la C.G.T.P. - Intersindical, l'étendue des salaires, subsides et retroactifs en retard était sonnée par les indicateurs suivants:

Tableau 3.7

Nombre d'Entreprises et de Travailleurs ayant des Salaires et/ou des Subsides et Retroactifs en Retard 1984-1986

Continent

Date	Nombre d'Entrep.	Nombre Travailleurs
Janvier 1984	486	134 318
Août 1984	563	86 233
Janvier 1985	752	103 594
Juin 1985	766	104 450
Juin 1986	716	92 687

Source: C.G.T.P.-Intersindical

Comme on peut voir dans le tableau ci-joint, bien que le nombre d'entreprises qui se trouvent dans cette situation ait considérablement augmenté au cours des deux dernières années, le nombre de travailleurs correspondant tend à diminuer. Cependant, leur nombre à mi-1986 serait au-dessus de 90 mille, après avoir atteint 134 mille en janvier 1984. Une partie de l'explication de cette descente peut être trouvée dans le passage de la situation de travailleur ayant son salaire en retard à celle de chômeur ou de retraité par anticipation. En tout cas, il est naturel que la situation ait connu un certain soulagement à partir de mi-1985. En ce qui concerne l'entrée de nouveaux travailleurs en cette situation, elle aurait diminué de rythme.

Les structures existantes font voir un montant de la dette aux travailleurs de l'ordre de 15 millions de contos, fin 1985. En janvier 1985 la CGTP estimait le montant de la dette en 4 districts (Lisbonne, Porto, Santarém et Setúbal) à 11.2 millions de contos. La dette moyenne par travailleur, dans ces 4 districts, serait de l'ordre de 160 mille escudos.

La distinction entre les situations de salaires en retard et d'autres, moins graves, concernant seulement des retards en subsides et retroactifs, peut être analysée par l'estimation suivante de la CGTP, concernant la zone de l'União dos Sindicatos de Lisboa, en juin 1986.

À cette date, et dans la zone de Lisbonne, il y aurait 25 mille travailleurs ayant leurs salaires en retard en 256 entreprises, 3.8 millions de contos leur étant dûs. Soit, une moyenne d'environ 150 mille escudos par travailleur.

Tableau 3.8

Indicateurs Concernant les Salaires, Subsides et Retroactifs en Retard et les Dettes au Moment de Fermeture à Lisbonne - Juin 1986

	Nombre d'Entrep.	Nombre Travail.	Montant en dette (10 <sup>6</sup> c.)
Salaires en Retard	256	24 795	3 815
Subsides et Retroactifs en Retard	54	6 581	190
Fermetures/Faillites non Soldées	73	3 699	856

Source: União dos Sindicatos de Lisboa/CGTP-IN

Les travailleurs ayant seulement leurs subsides et retroactifs en retard seraient 6.5 milliers, environ 1/5 de l'ensemble des travailleurs ayant leurs salaires, subsides et retroactifs en retard, correspondant seulement à 190 mille contos de la dette, soit de l'ordre de 1/20 de la dette totale ou 29 mille escudos par travailleur.

TABLEAU 3.9

"SALAIRES" en Retard

	NOMBRE D'ENTREPRISES	NOMBRE TRAVAILLEURS	REMUNERATIONS EN RETARD (10 <sup>6</sup> ESC.)			
			MENSUELS	TOTAL DE PRESTATIONS PECUNIAIRES (a)	SECURITE SOCIALE ET F. DE CHÔMAGE	TOTAL
31/01/84	633 (b)	92 274		5 012	16 589	21 601
	316	50 552	2 655			
31/03/84	700 (b)	105 017		5 422	17 399	22 821
	345	51 968	2 989			
31/05/84	679 (b)	96 866		4 657	16 824	21 481
	350	45 067	2 947			
31/12/84	798 (b)	84 751		5 469	16 569	22 038
	587	53 829	3 886			

(a) Outre les situations de salaires mensuels en retard, comprend les cas de retard dans le payement de subsides de vacances et de Noël, Retroactifs, Différences Salariales et Autres.

(b) Entreprises ayant des salaires mensuels en retard

Source: Ministério do Trabalho e Segurança Social, Inspeção Geral do Trabalho, citado em DCP, Relatório da Situação Económico-Social em 1984, 1<sup>o</sup> volume pág. 93

Les chiffres reproduits ci-dessus montrent la gravité du problème proprement dit des salaires en retard. Le problème des faillites/fermetures semble aussi préoccupant, en entraînant des dettes envers les travailleurs. Dans la région de Lisbonne, ce problème atteignait 3.7 milliers de travailleurs en 73 entreprises, dont la dette moyenne était de 230 mille escudos par travailleur.

Comme nous l'avons déjà dit, l'expression numérique exacte du phénomène "salaires en retard" est un sujet controversé. Le Ministère du Travail donne des chiffres qui séparent les salaires en retard proprement dits d'autres éléments de rémunération. Le Tableau 3.9 concerne l'année 1984, devant être comparé avec les éléments du Tableau 3.8, en ce qui concerne le nombre d'entreprises et le nombre de travailleurs concernés.

### 3.4. Dimension de l'Economie Souterraine

La dimension de l'économie souterraine ou parallèle est liée aux défauts du marché du travail et de son encadrement réglementaire. En effet, il y a de nombreuses activités frauduleuses et illégales auxquelles correspondent des flux parallèles d'une grande signification, qui ont peu, ou rien, à voir avec les problèmes posés par les défauts du marché du travail ou de son encadrement réglementaire.

Cependant, il est certain que l'augmentation du chômage prolongé, la fermeture d'entreprises ou de sections d'entreprises, la rationalisation de nombreux établissements industriels, font augmenter la demande de revenus en marge de situations parfaitement institutionnalisées. Dans certains cas, comme il arrive dans le cas des fermetures partielles d'usines et de la rationalisation, destinés à externaliser les coûts de fluctuation des charges du travail, les possibilités de travail parallèle ont, elles aussi, augmenté, à travers des liaisons explicites entre l'économie formelle et l'économie parallèle. C'est ce qui est en train de se passer au Portugal, notamment dans la péninsule de Setúbal où l'on signale plusieurs exemples clairs de sous-contractation extérieure comprenant, d'une façon plus ou moins directe, le concours de travailleurs en régime parallèle, ou bien en situation douteuse entre le chômage officiel et le travail au noir.

Dans l'analyse de cette situation il convient, en principe, de faire une distinction entre l'économie de fraude et l'économie parallèle pour des raisons de subsistance et d'auto-défense de ceux qui n'arrivent pas à trouver une autre source de subsistance. Malheureusement, cette distinction n'est pas toujours facile, et il arrive que même des situations nées en légitime auto-défense tendent à évoluer, souvent, vers des formes consolidées d'illégalité organisée et permanente. Tant que le marché est structurellement déséquilibré, ces situations seront toujours difficiles à combattre.

La conséquence de cet état de choses est l'implantation de facteurs d'ambiguïté qui jouent contre une relation de travail équitative et fondée sur la claire assomption des droits et des devoirs prévus par la loi. Les développements des dernières années ont montré qu'il y a une interaction entre ces facteurs, d'une part, et l'augmentation de la précarité d'un nombre significatif de postes de travail, sous les formes les plus diverses, et le non accomplissement

des obligations contractuelles, d'autre part. Par ailleurs, l'incidence de ces facteurs atteint de façon différente les travailleurs selon les différentes dimensions, en aggravant la position des groupes qui sont déjà en difficulté pour d'autres raisons, notamment les jeunes et les travailleurs plus âgés. Il n'est donc pas surprenant que ce soient ces groupes qui alimentent le recours croissant à ce que l'on appelle "biscate" (petits travaux).

Les observations précédentes doivent être interprétée en conjugaison avec l'augmentation non seulement du chômage, mais aussi du nombre de travailleurs indépendants, étant donné que ce dernier aspect est un reflet important de la diminution des offres de postes de travail de la part de structures entrepreneuriales organisées formellement. En effet, on ne doit pas oublier qu'en un peu plus de 4 ans, de la fin de 1981 au 1<sup>er</sup> trimestre de 1986, le nombre de travailleurs indépendants a augmenté, de 630 mille à 1 024, soit un accroissement de presque 2/3. Beaucoup de ces nouveaux travailleurs indépendants, volontaires ou involontaires, sont des agents actifs en des opérations typiques de l'économie parallèle.

Les estimations qui existent sur la dimension de l'économie souterraine sont précaires, comme leurs auteurs eux-mêmes le reconnaissent. Cependant, la dimension globale avancée par ces études n'a pas été mise en question, sauf dans le sens de l'hypothèse d'une sous-estimation.

Albano Santos, (1) l'un des auteurs qui a le plus systématiquement étudié ce sujet, estimait cette dimension à 16% du PIB, l'équivalent à la production de 660 mille actifs lui correspondant.

### 3.5. Distribution Districtale du Chômage Enregistré et des Salaires en Retard

La distribution régionale du chômage enregistré et des salaires en retard au sens large, comprenant les salaires, les subsides et les retroactifs) montre l'existence de régions particulièrement atteintes par la crise.

En juin 1986 il y avait 362 mille chômeurs enregistrés dans le Continent, dont 22.6% à Lisbonne, 13.6% à Porto et 12.7% à Setúbal, Braga, 7.5% étant aussi digne de note. Ces districts, qui correspondent aux régions les plus industrialisées de notre Pays, sont aussi ceux qui ont un plus grand volume de chômage, leur taux de chômage étant supérieur à la moyenne nationale.

Dans le district de Leiria il faut mentionner que la bourse de Marinha Grande, principal centre de l'industrie du verre du Pays, où la non-viabilité de certaines entreprises de grande et de moyenne dimension est en train de causer problèmes des plus graves.

---

(1) J. Albano Santos, dans une déclaration au supplément d'Economie du journal Diário de Notícias du 13/10/1986, voir aussi, du même auteur, A Economia Subterrânea, Ministério do Trabalho e Segurança Social, Coleção Estudos, Série A, nº 4, 1983.



TABLEAU 3.10

Concentrations Districtales Principales de Chômage et  
de Salaires en Retard en Juin 1986

DISTRICTS	CHOMAGE <sup>(1)</sup>			SALAIRES, SUBSIDES ET RETROACTIFS EN RETARD	
	Nº	%	TAUX DIS- <sup>(3)</sup> TRICT %	NOMBRE	POURCENTAGE
AVEIRO	23.6	6.5	11.6	3.1	3.3
BRAGA	27.1	7.5	15.3	10.0	10.8
LEIRIA	13.7	3.8	13.4	6.5	7.0
LISBOA	82.1	22.6	17.6	24.8	26.7
PORTO	49.2	13.6	13.4	17.3	18.6
SANTARÉM	19.3	5.3	-4.1	7.0	7.5
SETÚBAL	46.1	12.7	17.4	15.5	16.7
OUTROS	101.6	28.0		8.4	9.1
T O T A L	362.7	100.0	9.1	92.6	100.0

Source: (1) Informação mensal do Mercado de Emprego, IEFP

(2) CGTP-IN.

(3) Taxa de variação Junho 1986/Junho 1985

À l'exception de Santarém, où le chômage a diminué, entre juin 1984 et 1986 le chômage a augmenté en une moyenne supérieure à la moyenne nationale (9.1%) dans tous les districts mentionnés dans le Tableau de la page précédente. Les taux de croissance les plus élevés ont lieu à Lisbonne, à Setúbal et à Braga, les valeurs respectives étant de 17.6%, 17.4% et 15.3%.

En regardant les situation de salaires, subsides et retroactifs en retard, on doit mettre en relief Lisbonne, Porto et Setúbal, surtout ce dernier district. À Setúbal un travailleur sur 5 se trouve soit au chômage, soit dans une situation de paiements en retard.

### 3.6. Impact Local et Régional des Remises des Emigrants(1)

En 1.2.4 le rôle extraordinaire de l'émigration dans les années 60 et dans les premières années de la décennie suivante a déjà été mentionné. Outre des aspects concernant l'évolution quantitative et qualitative de la structure de la population active en résidence, il faut mettre en relief le rôle que l'émigration joue, à travers l'envoi de remises, dans la dynamisation des économies des régions d'origine.

Ce qui est en discussion aujourd'hui c'est surtout les conséquences du retour et de la diminution des remises, pour cette raison-là ou pour d'autres, et pas autant la reactivation possible de l'émigration, notamment vers la CCE après la période transitoire de restriction. La chute de l'émigration, le retour et l'insertion de la 2<sup>e</sup> génération dans le pays d'accueil menacent de diminuer le volume des remises à moyen/long terme.

Dans la perspective du retour, ce qui ressort davantage c'est l'impact négatif profond que la cessation des remises aura, à court/moyen terme, sur de très nombreuses économies locales. Ce facteur négatif ne doit pas être sous-estimé, et encore moins ignoré, au point de juger qu'il sera possible de dynamiser les zones d'émigration sans un transfert substantiel de ressources extérieures. Même dans l'hypothèse du maintien du niveau des remises, ces transferts seraient nécessaires pour pouvoir lancer une perspective de développement. En prévoyant la diminution accentuée des remises, elles deviennent nécessaires même pour éviter l'écroulement du dynamisme relatif que l'émigration a apporté à tant d'économies locales.

Comme on peut voir dans le Tableau 3.11, les remises représentaient, en 1979, environ 30% des revenus totaux des Ménages dans les districts de Viana do Castelo, de Bragança et de Guarda, et 25% environ à Vila Real, 20% à Castelo Branco et à Viseu. Même en des districts tels que Aveiro et Leiria, cette proportion a été de l'ordre de 17%. Mais plus flagrante encore est l'importance de l'émigration quand on compara les niveaux des revenus du travail et ceux des remises par districts.

---

(1) Voir E. Sousa Ferreira et G. Clause (eds) Closing the Migratory Cycle: The Case of Portugal, Social Science Studies and International Problems, Verlag breitenbach Publishers, 1986. Cette note a pour base le commentaire de João Cravinho compris en ce volume.

TABLEAU 3.11

Contribution des Remises de l'Emigration au Revenu des Ménages

Région et District	% du Revenu Total		% des Revenus du Travail	
	1977	1979	1977	1979
<u>Région Nord</u>	9.5	13.3	20.1	33.1
Braga	10.5	15.0	23.1	36.1
Porto	5.0	7.2	9.4	15.1
V.Castelo	23.6	30.6	79.9	134.3
Bragança	23.3	30.7	88.6	155.2
Vila Real	18.9	25.8	63.3	111.5
<u>Région Centre</u>	12.3	17.7	30.0	51.7
Aveiro	11.5	16.9	26.4	44.8
Coimbra	7.0	10.5	15.2	25.9
Leiria	12.1	17.3	30.4	52.9
C.Branco	13.8	19.4	33.2	56.3
Guarda	22.3	29.0	65.7	112.5
Viseu	15.0	21.1	42.9	79.3
<u>Région Lis-</u> <u>bonne</u>	2.9	4.7	4.8	8.5
Lisboa	2.5	4.1	4.1	7.3
Setúbal	2.1	3.7	3.6	6.3
Santarem	6.6	9.7	14.0	25.5
<u>Région Sud</u>	5.4	8.6	12.2	22.6
Beja	4.9	8.2	12.2	24.4
Évora	2.5	3.9	5.2	8.8
Portalegre	2.8	4.5	6.2	11.4
Faro	8.0	12.8	18.5	35.2
Continent	6.9	10.5	13.6	23.6

Source: Francisco Cordovil e José Santandrê: Sêries Regionalizadas do Produto, Remessas e Excedente para 1977 e 1979 e do Emprego para 1977 (ed. provisória) Setembro de 1981 - GEBEI/IACEP

Calculs élaborés à partir de la source ci-dessus

En 1979 les remises représentaient environ 1/4 des revenus du travail, à l'échelle de tout le Continent. Mais en quatre districts (Bragança, Viana do Castelo, Guarda et Vila Real) elles étaient nettement supérieures aux recettes des ménages provenant du travail. En trois autres districts (Viseu, Castelo Branco et Leiria) les remises étaient équivalentes à plus de 50% des revenus du travail.(1)

Ainsi, l'émigration fonctionne en contrepoint du développement inégal du régime salarial, en atténuant l'inégalité inter-régionale de revenus familiaux ayant pour base le territoire portugais.

Devant ces faits, il est facile de voir que la diminution significative des remises, sans l'élargissement correspondent les possibilités d'obtention de revenus par des voies internes, notamment par la voie du travail salarié, aura de lourdes conséquences sur l'inégalité inter-régionale et à l'intérieur des régions, ainsi que sur le maintien de certaines activités économiques locales et régionales qui sont actuellement stimulées par des dépenses financées à partir des remises.

Dans ces conditions, nous ne pouvons pas être confortés par le fait que les émigrants retournés montrent une tendance à s'insérer de nouveau dans l'économie traditionnelle. Même si le chômage n'augmente pas de façon dramatique, les bas niveaux de consommation et de création de surplus auxquels ce type de réinsertion oblige, parallèlement à la chute des remises, pourront donner origine à une dépression accentuée des zones les plus affectées par l'émigration, dans le cas où des programmes adéquats de développement local et régional ne seraient pas lancés.

---

(1) L'augmentation de l'importance des remises entre 1977 et 1979 montre l'influence possible de facteurs conjoncturels mais, encore plus, le Tableau 3.11 donne une image significative de l'impact régional des recettes originées dans l'émigration.

#### 4. ANALYSE REGIONALE DE L'EVOLUTION AGRICOLE DANS LE CONTINENT - 1968/79

##### 4.1. Objectifs de l'Analyse

Cette section quantifie l'évolution du travail agricole dans le Continent, au cours de la période 1968/79, visant deux objectifs:

- mesurer l'évolution régionalisée(1) de la quantité de travail agricole dans les années 70, en tenant compte de tous les types de prestation de travail dans l'exploitation (travail familial à temps complet ou à mi-temps, travail salarié permanent et travail salarié éventuel);
- proposer une hypothèse d'interprétation des différences de comportement régional observées dans l'évolution de la quantité totale de travail agricole, aussi bien que de sa structure en ce qui concerne les statuts du travail (familial, salarié permanent et salarié éventuel).

Les sources et la méthodologie adoptées pour le calcul se trouvent en Annexe.

##### 4.2. Résultats

L'unité de mesure adoptée pour quantifier le travail agricole sera l'U.T.A. (unité de travail agricole), définie comme étant la quantité de travail qu'une personne valide, entre 15 et 64 ans, est en mesure de faire, pendant un an (300 jours), en des conditions normales.

Le calcul des U.T.A. pour 1968 et 1979 selon la méthodologie décrite en Annexe donne les résultats présentés dans le Tableau 4.2 où l'on peut observer les évolutions suivantes:

- a) Total du Travail: globalement, il y a un déclin de la quantité totale de travail agricole, bien qu'ayant une évolution régionalement différenciée. les districts du Nord et du Centre Littoral et ceux du Ribatejo Ouest montrant une certaine capacité de retenir la main-d'oeuvre agricole, avec de légères diminutions ou même quelques accroissements, tandis que dans le reste du Pays des taux de variation très négatifs ont lieu, à l'exception de la zone d'Alentejo où la Réforme Agraire a eu une plus grande incidence (district d'Évora). Ce nombre d'unités de travail agricole a décru de 1.158 milliers à 908 mille, soit 8%.

---

(1) Dans une première approche, l'étude sera faite moyennant une désaggrégation spatiale au niveau districtal.

TABLEAU 4.1

Quantité de Travail Agricole dans les Districts  
du Continent en 1979

REGIONS AGRAIRES	DISTRICTS	1979			
		Total	Main-d'Oeuvre Familiale	Salaries	
				Permanents	Eventuels
ENTRE- -DOURO- -E-MINHO	VIANA DO CASTELO	67 868	64 155	1 587	2 126
	BRAGA	99 401	90 743	5 069	3 589
	PORTO	90 796	81 738	4 398	2 660
TRÁS OS MONTES	VILA REAL	46 915	37 790	2 623	6 502
	BRAGANÇA	30 463	26 476	1 330	2 657
BEIRA LITORAL	AVEIRO	104 878	98 750	2 959	3 169
	COIMBRA	85 895	81 035	1 956	2 908
	VISEU	102 699	92 238	4 015	6 446
BEIRA INTERIOR	GUARDA	36 685	34 854	1 257	2 574
	CASTELO BRANCO	46 516	42 110	(1) 2 016	(2) 2 390
RIBATEJO OESTE	LEIRIA	78 018	72 461	2 231	3 389
	SANTARÉM	75 372	55 074	(1) 11 256	(2) 9 042
	LISBOA	49 310	37 870	(1) 6 538	(2) 4 902
	SETÚBAL	28 424	16 580	(1) 8 890	(2) 2 954
	PORTALEGRE	25 373	13 836	(1) 8 573	(2) 2 964
ALENTEJO	ÉVORA	28 174	8 789	(1) 15 692	(2) 3 693
	BEJA	30 785	16 097	(1) 10 824	(2) 3 864
ALGARVE	FARO	31 084	25 896	3 181	2 007
CONTINENTE		1 060 723	898 492	94 395	67 836

(1) Comprend les membres effectifs des coopératives de production agricole et des unités collectives de production.

(2) Comprend la main-d'oeuvre éventuelle des coopératives de production agricole et des unités collectives de production.

TABLEAU 4.2

Evolution de la Quantité et de la Structure du Travail Agricole  
dans les Districts du Continent en 1968/79

REGIONS AGRAIRES	DISTRICTS	TAUX DE VARIATION 1968/1979 (%)						% U.T.A. Familiales	
		Total	Main-d'Oeuvre Familiale	Salariés		Eventuels	1968	1979	
				Permanents	Eventuels				
ENTRE- -DOURO E-MINHO	VIANA DO CASTELO	+ 3.0	+ 4.9	+ 19.4	- 37.2	92.8	94.5		
	BRAGA	- 5.1	- 4.3	+ 20.2	- 39.9	90.6	91.2		
	PORTO	- 4.1	- 3.9	+ 1.9	- 17.4	92.0	92.2		
TRÁS OS MONTES	VILA REAL	-28.1	- 9.8	- 36.9	- 66.1	64.2	80.5		
	BRAGANÇA	-24.0	- 8.0	- 44.3	- 70.3	71.7	86.9		
BEIRA LITORAL	AVEIRO	+ 4.9	+ 7.5	+ 42.9	- 47.9	91.8	94.1		
	COIMBRA	- 5.9	- 2.5	+ 62.0	- 58.3	91.0	94.3		
	UISEU	- 3.0	+ 4.9	- 6.0	- 53.2	82.9	89.8		
BEIRA INTERIOR	GUARDA	-26.3	-11.9	- 18.8	- 77.5	75.2	90.1		
	CASTELO BRANCO	-26.9	-16.3	- 35.9	- 76.5	79.0	90.5		
RIBATEJO OESTE	LEIRIA	+ 8.2	+13.7	+ 31.0	- 49.8	88.3	92.8		
	SANTARÉM	+ 3.9	+10.4	+ 83.7	- 49.3	68.7	73.0		
	LISBOA	- 3.2	- 2.2	+ 64.0	- 40.3	76.0	76.8		
	SETÚBAL	-14.9	- 5.2	- 15.4	- 63.9	52.4	58.3		
ALENTEJO	PORTALEGRE	-16.6	- 3.5	- 22.3	- 67.3	44.1	54.5		
	ÉVORA	+ 8.8	+ 0.1	+114.9	- 62.4	33.9	31.2		
	BEJA	-27.0	-11.4	+ 9.3	- 66.1	47.6	52.3		
CONTINENT	FARO	-27.0	-11.4	+ 6.7	- 80.7	68.6	83.3		
		- 8.0	- 1.0	+ 25.7	- 60.0	78.8	84.7		

## b) Structure du Travail Agricole

- les salariés eventuels connaissent des taux de variation très négatifs dans tous les districts, ce qui révèle que l'exode agricole atteint surtout les franges de la population agricole ayant une situation plus précaire; en ce qui concerne les UTA, les salariés eventuels ont diminué de 169 mille à 68 mille (-60%).
- les salariés permanents connaissent des taux de variation positifs dans le Nord et dans le Centre Littoral, dans le Ribatejo Ouest, dans l'Alentejo et dans l'Algarve, et des taux négatifs dans le reste du Pays; dans l'ensemble, les salariés permanents ont augmenté de 75 mille à 94 mille (+25.7%), constituant la seule catégorie en croissance.
- la main-d'oeuvre familiale, qui représente, dans presque tous les districts (à l'exception d'Évora) plus de la moitié de la quantité totale du travail agricole, a évolué, en général, dans le sens de cette dernière, bien que connaissant des taux de variation qui montrent une plus grande "résistance" à l'exode agricole(1) que l'ensemble de la main-d'oeuvre agricole; globalement, la main-d'oeuvre familiale est passée de 908 mille à 894 mille unités de travail agricole (-11%).
- en conséquence de cette évolution différenciée, le poids de la main-d'oeuvre familiale dans la quantité totale du travail agricole s'accroît dans presque tous les districts du Continent (à l'exception d'Évora), de 79% à 85% du travail total; la proportion de salariés eventuels diminue de manière accentuée, de 15% à 6%; et le poids des salariés permanents augmente de 6% à 9%.

Dans l'ensemble de ces résultats, le fait le plus saillant est la prédominance structurale croissante de la main-d'oeuvre familiale. Dans la zone d'Alentejo (en relation à laquelle nous pouvons mentionner le district de Setúbal), elle représente seulement la moitié, environ, du total. Mais son poids atteint, typiquement, 90% ou plus à Viana do Castelo, Braga, Porto, Aveiro, Coimbra, Guarda, Castelo Branco et Leiria, étant d'environ 73% dans les autres districts.

### 4.3. Interprétation Analytique des Résultats

Pour les différences de comportement observées dans l'évolution de la quantité totale du travail agricole, nous proposons l'hypothèse d'interprétation suivante:

---

(1) Dans les districts où la main-d'oeuvre totale a diminué, la main-d'oeuvre familiale a considérablement moins diminué, et il y a eu des cas (Viseu) où son mouvement a pris le sens de l'augmentation; dans les districts où la main-d'oeuvre a augmenté, la main-d'oeuvre familiale a augmenté davantage, à la seule exception d'Évora, où à une augmentation considérable de la main-d'oeuvre totale a correspondu une variation presque nulle de la main-d'oeuvre familiale.



- les disponibilités de travail agricole étant concentrées en des exploitations familiales où la terre est le facteur le plus mince, sa gestion est faite de manière globale, dans l'ensemble de la famille, moyennant une division du travail entre ses membres qui permette, d'une part, d'intensifier l'utilisation du facteur "terre" disponible, et, d'autre part, de profiter, en dehors de l'exploitation, des possibilités d'obtention d'un complément de revenu;
- plus grandes sont les possibilités d'intensification de la culture et d'obtention d'un lien stable avec la terre (indépendant ou salarié permanent) et d'un complément de revenu non-agricole régulier (dans une phase de transferts, de modalités d'industrie à domicile ou d'une relation salariale stable, et non pas dans la situation précaire de salarié éventuel sans terre), plus grande sera la stabilité de la main-d'oeuvre agricole;
- dans une situation contraire à la précédente (agriculture extensive, droit précaire à l'exploitation de la terre, difficultés d'obtention d'un complément de revenu non-agricole) l'exode agricole aura tendance à avoir lieu.

Cette hypothèse implique donc que la main-d'oeuvre agricole, pendant la période sous analyse, n'a pas réagi automatiquement à l'offre d'emploi non-agricole. Il y a des facteurs caractérisant la structure agraire qui sont différenciés de région à région et des possibilités d'articulation intersectorielle qui sont aussi différenciées régionalement, telles que la pluriactivité et les transferts (pensions sociales, remises des émigrants, etc.) qui agissent comme des conditionantes très fortes de la réponse de la main-d'oeuvre agricole à l'offre d'emploi non-agricole qui a, ainsi, des comportements régionalement différenciés.

Cette hypothèse propose d'interpréter les différences de comportement régional de l'évolution de la quantité totale des UTA, mais non pas sa structure, en ce qui concerne les statuts du travail qui la composent. Si elle est vérifiée, elle permet cependant de comprendre une grande partie de l'évolution de la main-d'oeuvre familiale parce que celle-ci est un élément fortement majoritaire de la quantité totale de la UTA.

L'exode généralisée des salariés éventuels peut, elle aussi, être interprétée dans le cadre de l'hypothèse proposée. En effet, il s'agit, en général, de travailleurs qui correspondent à une situation de "proto-pluriactivité" (pluriactivité qui fait l'articulation entre travailleurs sans terre, ou travailleurs d'exploitations ayant très peu de terre, et les grandes exploitations) où l'équilibre du revenu familial est précaire.

L'évolution des salariés permanents, qui a connu des accroissements considérables dans les districts du Nord et du Centre Littoral, du Ribatejo-Ouest, de l'Alentejo et de l'Algarve, est facilement explicable, dans le cas de l'Alentejo, par le phénomène de la Réforme Agraire et par la méthode adoptée pour la compatibilisation des membres effectifs des coopératives agricoles de production et de ceux des unités collectives de production. En effet, ces travailleurs ont été mis en parallèle avec les salariés permanents et ils correspondent, dans les districts de Beja et de Portalegre, à plus de la moitié de ce type d'UTA, comme on peut voir dans l'Annexe.

Dans les autres zones, ces accroissements manquent d'autres hypothèses interprétatives spécifiques, et nous suggérons ici ce qui suit:

- dans ces zones, l'accroissement des salariés permanents peut correspondre à la fixation d'une partie des deux autres types de travail agricole (travail familial et travail salarié éventuel) en des exploitations capitalistes, qui sont l'objet d'un processus d'intensification, ou qui résultent de la substitution du régime de métayage par celui d'indépendants.

Comme support de l'interprétation proposée, on peut mentionner le déclin presque généralisée du métayage qui est probablement lié à l'affaiblissement du pouvoir des propriétaires fonciers absentéistes, dans une situation où il y a de moins en moins d'agriculteurs potentiels ayant peu ou pas de terre et qui n'ont d'autre alternative qui ne soit de la travailler à n'importe quel prix. Cette situation de crise peut conduire à la vente de la terre, soit au métayer qui a accumulé une épargne qui le lui permet, soit à des capitaux qui ne proviennent pas du secteur agricole (industriels, commerçants, émigrants), soit encore au passage à un régime d'exploitation directe indépendante, notamment dans le cas où il y a succession de la part des enfants des propriétaires absentéistes âgés qui s'intéressent à l'activité agricole. Dans ces situations de constitution d'exploitations capitalistes, il peut arriver que le métayer précédent se transforme en salarié permanent, par exemple en tant que "fermier" de la nouvelle exploitation.

Le rôle de la petite exploitation agricole familiale, en tant qu'instrument de réglementation de l'équilibre de revenus et d'occupations, ne pourra être compris qu'en tenant compte de la pluralité des sources de revenus qui a lieu dans la plupart des ménages associés à ce type d'exploitation agricole.

Selon le Recensement Agricole du Continent (RAC) de 1979, la population agricole familiale ayant une activité était d'environ 2 millions de personnes. Parmi celles-ci, 46% seulement consacraient plus de 50% de leur temps à l'exploitation agricole. Parmi les 54% qui restent, 9% environ consacraient plus de 50% de leur temps à des activités agricoles en dehors de l'exploitation.

D'autres indicateurs montrent également l'importance des revenus provenant d'activités étrangères à l'exploitation familiale (Tableau 4.4). Ainsi, dans les Districts de Vila Real et de Bragança, le pourcentage d'unités de travail agricole familiales occupant plus de 50% de leur temps d'activité en dehors de l'exploitation est d'environ 35%. Entre 22% et 28% se trouvent les Districts de Guarda, de Santarém, de Lisbonne, de Setúbal, de Portalegre, d'Évora et de Faro.

Nous savons aussi que les producteurs individuels dont les revenus proviennent en plus de 50% d'en dehors de l'exploitation agricole constituent une nette majorité dans la plupart des districts. Cette classe d'agriculteurs est minoritaire seulement à Vila Real et à Bragança (environ 40%). À Guarda, Lisbonne et Beja ils sont environ la moitié des producteurs individuels. En comparant les deux dernières colonnes du Tableau 4.4, on vérifie que leur pourcentage par rapport à la surface totale des exploitations est systématiquement inférieur par rapport au nombre total d'exploitations. C'est-à-dire, comme il fallait s'y attendre, la dimension de l'exploitation agricole qui est associée

Tableau 4.3

Surface d'Indépendants en Pourcentage de la Surface  
Totale des Exploitations en 1968 et 1979

DISTRICTS	1968 (1)	1979 (2)
VIANA DO CASTELO	80	89
BRAGA	69	75
PORTO	59	63
VILA REAL	87	93
BRAGANÇA	88	92
AVEIRO	86	86
COIMBRA	85	90
VISEU	81	87
GUARDA	79	78
CASTELO BRANCO	71	76
LEIRIA	90	90
SANTARÉM	82	91
LISBOA	70	70
SETÚBAL	73	83
PORTALEGRE	56	83
ÉVORA	60	89
BEJA	54	69
FARO	85	84

(1) IEA, 68

(2) RAC, 79

NOTE En 1979, la surface d'indépendants a été incluse dans la surface totale des coopératives agricoles de production et des Unités Collectives de Production.

TABLEAU 4.4

Participation de l'Agriculture Familiale à des Activités Complémentaires en 1979

DISTRICTS (1)	% d'UTA Familiales ayant plus de 50% de leur Temps d'Activi- té hors de l'Exploitation (2)	Producteurs Individuels dont le Revenu Provient en Plus de 50% de l'Extérieur de l'Exploitation	
		en % du nombre total d'exploitations (3)	en % de la surface totale des exploitations (4)
VIANA DO CASTELO	9	57	47
BRAGA	12	57	37
PORTO	11	65	40
VILA REAL	37	42	23
BRAGANÇA	34	41	23
AVEIRO	12	63	44
COIMBRA	15	68	56
VISEU	15	57	43
GUARDA	23	50	28
CASTELO BRANCO	15	75	39
LEIRIA	17	65	45
SANTARÉM	28	76	39
LISBOA	23	52	28
SETÚBAL	22	63	18
PORTALEGRE	22	67	17
ÉVORA	25	68	20
BEJA	19	51	14
FARO	26	57	31

Source: (2) Calcul d'après méthodologie en Annexe  
(3) et (4) Recenseamento Agrícola do Continente 1979.

à la pluriactivité des sources de revenus est, en général, inférieure.

#### 4.4. Test Econométrique de l'Interprétation des Résultats

Pour tester l'hypothèse d'interprétation des différences de comportement régional de l'évolution de la quantité totale de travail agricole, nous avons fait un essai d'analyse "cross-section", en considérant le taux de variation du total d'UTA dans la période 1968/79 comme variable dépendante, et en ayant recours aux variables indépendantes suivantes, qui correspondent à l'hypothèse d'interprétation proposée, qui peuvent être spécifiées moyennant les données statistiques disponibles:

- le produit agricole brut, végétal et animal, par hectare de surface agricole en 1978/81, indicateur du niveau d'intensité de culture;
- la surface d'indépendants en pourcentage de la surface totale des exploitations en 1979;
- le taux de variation de l'emploi agricole pendant la période 1971/79;
- le pourcentage d'UTA familiales qui consacrent plus de 50% de leur temps à une activité en dehors de l'exploitation, en 1979, indicateur de pluriactivité;
- les producteurs agricoles individuels dont le revenu provient en plus de 50% d'en dehors de l'exploitation, en 1979 (en % du nombre total des exploitations et en % de la surface totale des exploitations).

Outre ces variables, nous avons considéré aussi la population agricole familiale qui consacre plus de 50% de son temps d'activité hors de l'exploitation à des activités agricoles en pourcentage du total de la population agricole familiale qui consacre plus de 50% de son temps d'activité hors de l'exploitation en 1979. Il s'agit d'un indicateur de la proto-pluriactivité, déjà mentionné, qui permettra d'interpréter des différences d'évolution régionale de la structure du travail agricole plus spécifiquement en ce qui concerne les salariés éventuels.

Dans le test statistique, nous avons exclu le district d'Évora, où le phénomène exceptionnel de la Réforme Agraire a eu le plus d'incidence, ce qui peut expliquer l'évolution positive de la quantité de main-d'oeuvre agricole qui y a eu lieu pendant la période analysée.

Le calcul de la matrice de corrélations nous permet d'observer ce qui suit:

- les variations qui sont le plus en rapport avec le taux de variation des UTA sont le PAB par hectare, suivi du % de la surface totale des exploitations correspondant aux producteurs dont le revenu provient en plus de 50% de l'extérieur des exploitations, ayant des coefficients de corrélation positifs de 0.768 et de 0.652, respectivement.

Tableau 4.5  
Matrice de Corrélacion

	1	2	3	4	5	6	7	8
1	1	0.768	0.135	0.436		0.429	0.652	-0.566
2	0.768	1	-0.179	0.558		0.125	0.546	-0.758
3	0.135	-0.179	1	0.051		-0.043	0.251	-0.041
4	0.436	0.558	0.051	1		-0.105	0.599	-0.667
5					1			
6	0.429	0.125	-0.043	-0.105		1	0.459	-0.162
7	0.652	0.546	0.251	0.599		0.459	1	-0.794
8	-0.566	-0.758	-0.041	-0.667		-0.162	-0.794	1

- 1 - taux de variation du total d'UTA entre 1968 et 1979
- 2 - PAB végétal et animal par hectare de surface agricole en 1979/81
- 3 - surface d'indépendants en % de la surface totale des exploitations en 1979
- 4 - taux de variation de l'emploi non-agricole entre 1971 et 1979
- 5 - % d'UTA familiales qui consacrent plus de 50% de leur temps à des activités hors de l'exploitation en 1979
- 6 - producteurs agricoles dont le revenu provient, en plus de 50%, de l'extérieur de l'exploitation en 1979 (en % du total des exploitations)
- 7 - producteurs agricoles individuels dont le revenu provient, en plus de 50%, de l'extérieur de l'exploitation en 1979 (en % de la surface totale des exploitations)
- 8 - proto-pluriactivité en 1979

- pour les autres variables, qui sont moins en rapport avec le taux de variation des UTA, on peut souligner le cas du taux de variation de l'emploi non-agricole, qui non seulement n'a pas de rapport significatif avec la variable dépendante, mais dont le sens de corrélation avec elle est contraire à celui qui est à celui qui est habituellement supposé (corrélation simple positive), ce qui doit avoir comme résultat une certaine corrélation positive avec les deux variables mentionnées plus haut, ayant un plus grand pouvoir explicatif;
- considérée de manière isolée, la surface d'indépendants, en pourcentage de la surface totale des exploitations, ne montre pas de rapport significatif avec le taux de variation des UTA;
- la pluriactivité où l'activité dans l'exploitation est secondaire par rapport à l'activité extérieure est en corrélation négative avec le taux de variation des UTA, ce qui est probablement dû à un certain poids que la "proto-pluriactivité" a encore en de telles situations;
- la proto-pluriactivité est en rapport avec le taux de variation des UTA dans le sens attendu par l'hypothèse d'interprétation (corrélation négative) montrant aussi une certaine corrélation négative avec le taux de variation de l'emploi non-agricole, comme il fallait s'y attendre;
- les variables proposées au départ comme indépendantes n'ont pas, entre elles, des coefficients de corrélation correspondants à des niveaux de co-linéarité, à l'exception des combinaisons de la proto-pluriactivité avec le PAB par hectare ou avec le pourcentage de la surface totale des exploitations correspondant aux problèmes dont le revenu provient en plus de 50% de l'extérieur de l'exploitation, parmi lesquelles il y a des corrélations négatives, comme il fallait s'y attendre d'après l'hypothèse l'interprétation.

Comme on peut voir dans l'Annexe, la combinaison de variables indépendantes, composée du PAB par hectare, du pourcentage de la surface totale des exploitations correspondant à des producteurs dont le revenu provient en plus de 50% de l'extérieur de l'exploitation permet d'obtenir l'équation de régression la plus explicative du taux de variation des UTA, ayant des coefficients considérablement différents de zéro, à un niveau de confiance de 95%, la forme fonctionnelle étant du type linéaire. La valeur du coefficient de détermination de cette équation est, cependant, encore relativement basse ( $r^2 = 0,667$ ).

L'inclusion de la surface d'indépendants, en pourcentage de la surface totale des exploitations rend meilleure la capacité explicative du modèle ( $r^2 = 0,698$ ), mais en ayant des coefficients qui ne sont plus très différents de zéro, dans le cas des deux variables qui sont le moins en rapport avec la variable dépendante (revenus non-agricoles et surface d'indépendants). Le test Durbin-Watson, lui aussi, tout en n'étant pas conclusif, permet de supposer l'existence d'une certaine auto-corrélation positive des résidus.

Cette première approche, ayant pour base une désagrégation spéciale au niveau districtal, suggère, ainsi, seulement un sens d'interprétation de l'évo-

lution de la quantité totale de main-d'oeuvre agricole qu'il faut, cependant, analyser de façon spéciale, plus désagrégée pour obtenir un nombre d'observations qui rende possible la réalisation de tests statistiques significatifs, qui explorent un plus grand nombre de variables indépendantes.



## 5. ANALYSE REGIONALE DE L'OFFRE D'EMPLOI NON-AGRICOLE

### 5.1. Objectifs

Dans ce chapitre nous allons analyser en détail l'évolution de l'emploi dans le secteur formel, d'après les sources statistiques officielles, en ayant aussi recours à quelques indicateurs quantitatifs de l'évolution possible du secteur informel. En effet, dans la perspective de l'offre d'emploi, le secteur agricole fonctionne, au Portugal, étant donné le pourcentage élevé de la population qui s'y occupe, comme secteur-cousin des conditions de fonctionnement des autres secteurs.

Dans la section finale de ce chapitre nous ferons la synthèse de l'analyse faite, en la convertissant en scénarios possibles. L'objectif en est la définition d'un cadre prospectif de la position relative de chaque district en ce qui concerne l'offre d'emploi.

### 5.2. Conditionnements de la Variation Spatiale de l'Offre d'Emploi: Quelques Considérations

Parmi les conditionnantes de l'offre d'emploi dans chaque district, on trouve la composition sectorielle de leur économie. Cette composition a des implications à plusieurs niveaux.

Premièrement, une économie peut avoir une évolution défavorable en ce qui concerne l'offre d'emploi parce que dans sa structure économique des secteurs ayant un potentiel de croissance faible figurent avec un poids relatif élevé. Des secteurs qui sont en voie de restructuration sont supposés avoir un "trend" de croissance plus lent, ou même négatif. Ceci étant, l'estimation du "trend" de croissance de l'emploi pour chaque secteur au niveau national et sa projection au niveau spatial peut donner des résultats qui mettent en évidence la situation différente des districts en ce qui concerne les secteurs où ils se spécialisent. D'une façon indirecte, la valeur escomptée du "trend" de l'emploi donne une indication sur quels sont les districts où le chômage structural peut se faire sentir avec une plus grande incidence. Deuxièmement, la composition sectorielle de chaque district constitue, elle aussi, l'un des mécanismes de propagation spatiale de la conjoncture économique nationale. Par exemple, la restriction de la demande interne et l'expansion du secteur exportateur portugais auront un impact régional asymétrique si les districts ont des poids relatifs différents en ce qui concerne les secteurs exportateurs et les secteurs produisant pour le marché interne.

L'offre d'emploi, au niveau régional, est elle aussi conditionnée par la plus ou moins grande capacité d'adaptation structurale de la part de chaque région. La capacité d'adaptation structurale est liée à la flexibilité des économies de chaque région, face à des changements ayant lieu dans leurs conditions de fonctionnement. La dimension moyenne des entreprises dans chaque district constitue l'une des variables qui peuvent capter la flexibilité des économies districtales. Des entreprises plus grandes pourront être associées à une plus grande difficulté d'adaptation parce que cela peut signifier des

investissements plus grands dans le passé et une plus grande spécificité des infrastructures installées. Cependant, l'existence d'entreprises moyennes bien dimensionnées peut avoir l'avantage d'assurer la permanence de cadres qualifiés et aptes à comprendre le sens des adaptations nécessaires, en plus de permettre des coûts de laboration plus bas. D'autre part, plus grande est la dimension moyenne des entreprises, plus petite est la probabilité que leurs travailleurs ont d'avoir une vision d'ensemble concernant les possibilités du secteur, rendant ainsi plus difficile leur propre entrée dans l'industrie en tant que concurrents. Ce qui peut constituer une exception possible à cette situation sera si les entreprises encouragent leurs travailleurs à créer des entreprises fonctionnant en tant que sous-contractants.

De pair avec la dimension moyenne des entreprises, un climat favorable à l'avènement de nouveaux entrepreneurs est le résultat de la concentration spatiale de quelques industries. Quelques zones du Continent Portugais où cela a été un facteur déterminant de l'avènement de nouveaux entrepreneurs sont bien connues (Águeda et Oliveira de Azeméis dans le District d'Aveiro sont deux bons exemples). La concentration d'une industrie crée des économies de localisation favorables à la création d'entreprises semblables (si le "trend" est favorable pour ce secteur-là). D'autre part, elle permet de constituer une bourse de main-d'oeuvre qualifiée, qui favorise l'innovation dans le secteur, en même temps qu'elle permet des dérivations de l'initiative des entreprises vers de nouveaux secteurs ayant recours à une main-d'oeuvre possédant un profil de spécialisation compatible (ex: la création de l'industrie des moules dépend, en partie, de l'expérience de serruriers ayant de l'expérience de travaux de précision). S'il est vrai que les économies de localisation sont un facteur positif pour la création de nouvelles entreprises, il est aussi vrai que la spécialisation excessive en des secteurs ayant un "trend" défavorable, et qui sont, en même temps, capital intensifs, peut être très nuisible. Dans ces cas-là, la capacité de lancer de nouvelles initiatives, que les travailleurs peuvent avoir, est substantiellement diminuée. D'autre part, la spécialisation excessive des régions peut apporter une plus grande vulnérabilité de leurs économies.

L'investissement au niveau régional, qui est une conditionnante de l'offre d'emploi, dépend, lui aussi, des taux de salaires, de la qualité des infrastructures existantes, des qualités résidentielles de chaque région, de la disponibilité de la main-d'oeuvre, etc. Le secteur agricole, en étant un facteur passif en ce qui concerne l'adaptation de l'emploi dans chaque région, a une importance déterminante pour une analyse de la capacité d'adaptation de chaque région aux nouveaux conditionnements économiques. Premièrement, l'activité agricole a un rôle important, en tant que complément du salaire des ouvriers industriels, en des districts où la pluriactivité est significative, ayant un effet favorable en ce qui concerne les taux de salaires. Ces districts auront tendance, dû à ce facteur, à bénéficier de taux de salaires plus bas. Deuxièmement, en des périodes de croissance plus rapide, l'agriculture libère une main-d'oeuvre nécessaire, tout en n'ayant pas un grand effet négatif sur les taux de salaires. Le secteur agricole pourra donc constituer un coussin important du système économique, surtout pour les districts du Littoral Nord. La disponibilité de main-d'oeuvre féminine fonctionne de la même façon. Les flux migratoires, par contre, peuvent constituer un facteur restrictif de la croissance de l'offre de main-d'oeuvre. Le processus migratoire des années 60 a laissé les districts de l'intérieur dépourvus des plus jeunes, ceux qui courent les plus grands risques. Une population vieillie ne constitue certainement pas un facteur favorable à la localisation de nou-

velles activités économiques ou au développement de capacités d'initiative endogènes.

Il est important aussi de faire une référence introductive au rôle de l'enseignement et de la formation professionnelle. L'existence d'un milieu favorable à l'innovation et au dynamisme de l'économie est très liée à la possibilité de disposer d'institutions d'enseignement et à leur adaptation à la formation professionnelle. Des régions dotées d'Universités et d'écoles de formation professionnelle efficaces auront tendance à être économiquement plus dynamiques. En premier lieu, les universités situées dans la région même tendent à fixer les cadres techniques dans la région. Deuxièmement, de nouveaux secteurs économiques ont de plus en plus recours à une main-d'oeuvre spécialisée. Troisièmement, les écoles sont une des rares voies ouvertes à des régions dépourvues de main-d'oeuvre spécialisée pour pouvoir casser le cercle vicieux (inexistence d'industrie - inexistence de main-d'oeuvre - faible attraction de nouveaux investissements). À ces raisons s'ajoute le fait que les régions dotées d'un bon système d'éducation, aussi bien que d'autres infrastructures sociales, sont la localisation préférée par les personnes qui ont une influence particulière sur la localisation choisie pour des unités productives.

Pour terminer, une note pour mettre en évidence le rôle des économies d'agglomération qui, en termes généraux, lient quelques-uns des aspects mentionnés plus haut (infrastructures, dimension des agglomérations urbaines, nombre et qualité des entreprises implantées dans la région, etc.). Les économies d'agglomération représentent les avantages résultant de la concentration d'activités qui dépassent la dimension uni-sectorielle. Une économie diversifiée est, pour plusieurs raisons, un élément important pour la décision d'implanter une industrie. Le développement diversifié rend moins cher l'approvisionnement en inputs, nécessaire à la production; il rend disponibles de meilleures infrastructures; il encourage le progrès technique et favorise des productivités plus élevées; il permet un meilleur fonctionnement de l'armature urbaine de la région; il influence les décisions des personnes venues d'autres zones, dans le sens de leur migration vers cette région-là. Il est évident que le revers de la médaille aura lieu quand, dû à une concentration excessive d'activités, le congestionnement surgit, ainsi qu'une augmentation substantielle du coût marginal de l'approvisionnement en infrastructures, se reflétant sur le coût de la vie dans la région et sur les coûts de production.

### 5.3. Analyse Critique des Sources Statistiques

L'un des principaux problèmes auxquels l'analyse du marché du travail doit faire face est celui de la qualité de l'information statistique respectives.

Plusieurs sources statistiques concernant les personnes en service par branche d'activité, dans le Continent, et par district, sont disponibles:

- a) Recensement Industriel (1977)
- b) Recensements de la Population
- c) Cadres du Personnel (Ministère du Travail)

TABLEAU 5.1

Emploi par Branches d'Activité (Ind. de Transformation)  
Selon la Source et L'Année

	Recensement 1970	Enquête Industrielle Dec. 1971	Recensement 1981	Cadres du Person nel 1981
Alimentaires, Boissons et Tabac		80 863	90 105	91 095
Textiles	148 630	143 241	178 695	148 609
Habillement	71 750	46 549	93 678	60 360
Cuirs	5 550	7 411	8 163	7 633
Chaussures	17 765	20 786	31 488	25 251
Bois et Liège	103 005	56 970	69 221	51 861
Mobilier	28 230	21 172	47 824	26 494
Papier	10 265	15 152	17 639	18 103
Imprimerie et Publications	20 125	21 981	31 870	25 354
Chaoutchouc	5 140	7 907	7 711	7 764
Prod. Chimiques et Pétrole	34 030	44 213	67 775	65 202
Prod. Minéraux Non Métalliques	47 975	52 966	65 435	65 165
Métallurgie et Métalomécanique	157 220	181 046	250 114	218 282
Autres Industries Ind. de Transformation	<u>24 430</u>	<u>11 753</u>	<u>32 982</u>	<u>10 911</u>
TOTAL IND. DE TRANSF.		712 010	992 700	822 084

TABLEAU 5.2

Personnel en Service dans L'Industrie de  
Transformation par Districts

	Recensement 1970	Recensement Industriel (Dec. 1971)	Cadres du Personnel (Mars 82)	Recensement 1981
AVEIRO	75 265	80 304	100 259	110 086
BEJA	4 920	4 630	2 427	4 355
BRAGA	78 535	76 509	99 229	113 286
BRAGANÇA	2 405	1 969	1 756	3 103
C. BRANCO	17 230	15 717	16 574	18 293
COIMBRA	22 345	22 481	28 301	31 798
ÉVORA	9 395	7 111	6 729	9 728
FARO	15 165	13 069	9 770	13 150
GUARDA	9 820	9 573	10 169	12 093
LEIRIA	32 295	36 818	42 106	47 942
LISBOA	133 695	157 858	181 751	210 079
PORTALEGRE	5 690	6 530	4 459	6 504
PORTO	187 410	183 065	220 948	247 664
SANTARÉM	27 615	31 035	31 274	38 321
SETÚBAL	57 275	58 490	75 691	85 176
V. DO CASTELO	8 495	7 663	9 982	11 801
VILA REAL	4 430	3 467	3 508	5 417
VISEU	10 980	9 125	10 852	15 202

d) Enquêtes à l'Emploi (Min. Travail) (INE)

Les deux premières sources sont considérées comme étant relativement dignes de foi, bien que les Cadres du Personnel constituent une bonne source en ce qui concerne l'emploi par branches d'activité et par districts, compte tenu de la périodicité de leur publication depuis 1979. Les valeurs de l'emploi obtenues dans le recensement industriels concernent des établissements ayant à leur service une personne ou plus. Les Cadres du Personnel (Ministère du Travail) sont obtenus par les déclarations des entreprises publiques et privées, en accomplissement du Decreto-Lei 380/80. En ce qui concerne les Enquêtes à l'Emploi, elles sont menées par le Ministère du Travail et par l'INE - Instituto Nacional de Estatística. Les deux séries ont connu des adaptations, au cours des temps, mais les données publiées par le Ministère du Travail sont considérées par la plupart des utilisateurs comme étant les plus dignes de foi. Cependant, la grande limitation de l'enquête à l'emploi du Ministère du Travail (source utilisée dans cette étude) provient du fait que les établissements enquêtés sont seulement ceux qui ont dix travailleurs, ou plus, aussi bien que du fait qu'elle est obtenue moyennant un échantillon de 9 000 entreprises non-agricoles. Les indices d'emploi (Enq. à l'Emploi) sont publiés chaque trimestre à partir de 1973 (la série commence en 1968). Les Recensements de la Population interrogent les ménages, ce qui permet de déceler les formes de travail précaire. Comme il fallait s'y attendre, il y a des différences sensibles entre les différentes sources. Le Tableau 5.1 transcrit les valeurs de l'emploi par branche d'activité dans l'Industrie de Transformation, obtenues par les Recensements de 1970 et de 1981, par l'Enquête Industrielle de 1981 et par les Cadres du Personnel 81. Il devient évident, après une analyse de ce tableau, que les données du Recensement de 1970 sont peu précises, puisqu'il fallait s'attendre à ce qu'elles fussent supérieures à celles du Recensement Industriel (bien qu'elles correspondent à des années différentes). Ce tableau présente l'emploi dans l'industrie de transformation, par district, pour les mêmes sources. En comparant les taux de croissance moyenne de l'emploi par branche d'activité entre 1970 et 1981 (Recensements), entre 1970 et 1981 (Enquête à l'Emploi) et entre 1972 et 1981 (Recensement Industriel et Cadres du Personnel) on voit que les valeurs de l'emploi fournies par l'Enquête à l'Emploi (M.T.) évoluent à un taux très inférieur aux taux obtenus dans les deux autres cas. Cependant, il y a une plus grande proximité entre la variation obtenue par la comparaison des Cadres du Personnel 82 et de l'Enquête Industrielle 71 que celle obtenue par l'Enquête à l'Emploi du Ministère du Travail. Le recensement de 1970 est considéré comme étant peu digne de foi, raison pour laquelle il nous semble préférable d'utiliser d'autres sources d'information. Il faut, cependant, noter que l'on doit s'attendre à ce que la variation de l'emploi obtenue par les Recensements de la Population soit supérieure à celle obtenue par d'autres sources d'information, parce que dans le cas de la première, des phénomènes d'emploi précaire, qui ont probablement augmenté pendant les dix dernières années, sont décelés, étant donnée la situation de récession de l'économie portugaise.

L'un des objectifs de ce chapitre est celui d'isoler l'élément "trend" et l'élément cyclique de la variation de l'emploi dans l'industrie de transformation et dans les autres secteurs non-agricoles. Pour y arriver, des séries d'emploi sectoriel et régional ont été construites, pour une période de temps relativement longue. Ceci est une autre raison pour laquelle nous avons eu recours à l'Enquête à l'Emploi du Ministère du Travail. Nous avons du faire

Tableau 5.3

Taux de Croissance de l'Emploi par Branches d'Activité  
Selon la Source

	% 1970-1981 (Recensements)	% 1972-1981 (Rec.Ind.,C.Pers.)	% 1970-1981 (Enq. Emp.)
Alimentaires			- 11.8
Boissons et Tabac		12.6	35.9
Textiles	20.2	3.7	- 0.3
Habillement	30.6	29.7	27.5
Cuirs	47.1	3.0	- 16.3
Chaussures	77.2	21.5	35.3
Bois et Liège	- 32.8	- 9.0	- 10.1
Mobilier	69.4	25.1	- 0.1
Papier	71.8	19.5	- 0.6
Imprimerie et Publications	58.4	15.3	- 10.2
Caoutchouc	50.0	- 1.8	- 6.2
Produits Chimiques et Pétrole	99.2	47.4	13.9
Produits Minéraux non Métalliques	36.4	23.0	- 1.1
Métallurgie et Métalomécanique	59.1	20.6	9.6
Autres Ind. de Transf.	35.0	- 7.2	10.5
Industries de Transformation		15.4	3.4

Tableau 5.4

Taux de Croissance de l'Emploi dans l'Industrie de Transformation  
par Districts Selon la Source Statistique

	% 1970-1981 (Recensements)	% 1971-1982 (Enq. Ind., C. Pers.)	% 1971-1982 (Enq. Emp.)
AVEIRO	46.3	24.8	0.3
BEJA	- 11.5	- 47.6	18.5
BRAGA	44.2	29.7	12.6
BRAGANÇA	29.0	- 10.8	- 12.7
C. BRANCO	6.2	5.4	- 11.8
COIMBRA	42.3	25.8	3.5
ÉVORA	3.5	- 5.4	- 6.4
FARO	- 13.3	- 25.2	- 36.2
GUARDA	23.1	6.2	- 0.8
LEIRIA	48.0	14.4	- 4.2
LISBOA	57.1	15.1	1.0
PORTALEGRE	14.3	- 31.7	- 29.3
PORTO	32.2	20.7	2.7
SANTARÉM	38.8	0.7	- 2.1
SETÚBAL	48.7	29.4	6.4
VIANA DO CASTELO	38.9	30.3	- 1.1
VILA REAL	22.3	1.2	- 9.8
UIXEU	38.5	18.9	- 0.1



attention à des ruptures dans la série et nous avons utilisé des valeurs annuelles (moyenne des quatre trimestres) plutôt que des valeurs trimestrielles. Les séries construites nous donnent des indices de l'emploi par branche d'activité et par district depuis 1971. Pour les autres variables définies dans cette étude, nous avons eu recours à des sources diverses, notamment aux statistiques industrielles et à des estimations faites en d'autres études.

#### 5.4. Evolution de l'Emploi Non-Agricole Au Cours de la Période 1971-1984: Une Vision Non-Régionalisée

Nous avons déjà dit que l'évolution de l'emploi non-agricole a été, d'après les données publiées par l'Enquête à l'Emploi menée par le Ministère du Travail, relativement modérée. Au cours de la période 1971-84 le taux de variation annuel a été de 0.2%, une évolution négative ayant eu lieu, pour l'ensemble du pays, dans la Pêche (-5.4%), dans les Industries d'Extraction (-1.2%), dans le Commerce, Services de Restauration et d'Hébergement (-0.1%), dans le Bâtiment (-0.4%) et dans les Services Personnels (-0.2%). Dans l'industrie de transformation il y a stagnation de l'emploi. Par contre, au niveau des secteurs du tertiaire, l'évolution de l'emploi a été plus favorable, en prenant un relief particulier en ce qui concerne les taux de croissance de l'emploi dans l'Electricité, Gaz et Eau (3.7%), dans les Banques, Assurances et Opérations s/biens meubles (5.8%) et dans les Transports et Communications (0.9%). Le rôle des entités publiques et des entreprises d'Etat n'est pas étranger à cette évolution de l'emploi.

La stagnation de l'emploi dans l'Industrie de Transformation cache des situations très diversifiées dans les secteurs dont elle est composée. Parmi ceux-ci on peut distinguer des secteurs ayant une croissance raisonnable de l'emploi (Chaussures, Boissons et Tabac, Habillement, Chimiques et Pétrole, Papier) et des secteurs ayant une forte diminution de l'emploi (Bois et Liège, Caoutchouc, Imprimerie et Publications, Cuirs).

Il est difficile de savoir si la presque stagnation de l'emploi dans l'industrie depuis 1970 est un mouvement durable, ou s'il est seulement le reflet des conditions particulièrement difficiles de l'Economie Portugaise après 1974, par delà les doutes qui proviennent de la divergence entre des sources statistiques alternatives. En effet, la basse productivité moyenne du travail en de nombreuses activités nous donne à penser que, dans l'avenir, la croissance de la productivité industrielle sera essentiellement obtenue par des gains de productivité et non pas par des augmentations de l'emploi. L'emploi dans les services aura probablement un comportement différent de l'emploi and l'industrie de transformation. Le Portugal n'a pas encore atteint la phase de "Tercialisation" de son économie, mais on devine déjà qu'il aura tendance à avancer dans ce sens. Le phénomène de la terciatisation est, en partie, déjà visible dans certaines régions.

### 5.5. Variations de l'Emploi Non-Agricole par Districts en 1971-1984

Dans le Tableau se trouvent transcrites les variations de l'emploi non-agricole pour chaque district du Continent Portugais. Une analyse soignée de ce Tableau permet d'organiser les districts en quatre groupes:

Groupe I: Variation positive de l'emploi non-agricole; variation positive ou nulle de l'emploi dans l'Industrie de Transformation.

Groupe II: Variation positive de l'emploi non-agricole; variation négative de l'emploi dans l'Industrie de Transformation.

Groupe III: Variation négative modérée de l'emploi non-agricole; variation fortement négative de l'emploi dans l'Industrie de Transformation.

Groupe IV: Variation fortement négative de l'emploi non-agricole.

D'après cette classification, les groupes de districts seraient constitués comme suit:

<u>GROUPE I</u>	<u>GROUPE II</u>	<u>GROUPE III</u>	<u>GROUPE IV</u>
V. CASTELO	BRAGANÇA	VILA REAL	SANTARÉM
BRAGA	GUARDA	UISEU	PORTALEGRE
PORTO	COIMBRA	C. BRANCO	SETÚBAL
AVEIRO	LEIRIA	FARO	ÉVORA
	LISBOA		BEJA

Le Groupe I comprend le pôle industriel Porto-Aveiro-Braga, et aussi le district de Viana do Castelo. Il correspond à une zone où se trouve concentré un pourcentage important du secteur exportateur Portugais qui est en train de se révéler, depuis le morcellement des groupes économiques portugais, comme une zone de dynamisme de l'initiative privée. C'est une zone à forte densité de la population (Porto 652 hab/km<sup>2</sup>; Braga 265 hab/km<sup>2</sup>; Aveiro 222 hab/km<sup>2</sup>; Viana do Castelo 114 hab/km<sup>2</sup>). À l'exception de Porto, c'est une zone d'urbanisation diffuse. Le pourcentage de la population habitant des lieux ayant plus de 10 000 habitants est de 35.8 à Porto, 16.3 à Braga, 9.3 à Aveiro et 5.9 à Viana do Castelo. Ces districts comprennent des zones où les activités industrielles et les activités agricoles sont combinées. La dimension moyenne des entreprises de l'industrie de transformation, en ce qui concerne le nombre des travailleurs en 1982, est de 37 à Porto, 46 à Braga, 35 à Aveiro et 23 à Viana do Castelo. Le coefficient de spécialisation dans l'industrie de transformation est relativement accentué à Braga et à Viana do Castelo, et il est bas à Porto et à Aveiro (le coefficient de spécialisation est de 0.53 à Braga, 0.48 à Viana do Castelo, 0.18 à Aveiro et 0.17 à Porto). Dans cet ensemble, on doit noter la spécialisation de Braga dans les secteurs Textile, Habillement et Métallomécanique.

Tableau 5.5

Evolution de l'Emploi Non-Agricole - Taux de Croissance  
(Tendance<sup>(1)</sup>); Période 1971-1984

	<u>Taux de Croissance</u>	
	<u>Annuel</u>	<u>R<sup>2</sup></u>
<u>Total de l'Emploi Non-Agricole</u>	+0.2	0.201
Pêche	-5.5	0.957
Ind. d'Extraction	-1.2	0.91
Industrie de Transformation:	0.01	0.001
Alimentaires	0.9	0.668
Boissons et Tabac	1.6	0.541
Textiles	-0.2	0.35
Habillement	1.4	0.83
Chaussures	2.0	0.96
Bois et Liège	-1.1	0.84
Mobilier	-0.4	0.098
Imprimerie et Publications	-0.9	0.88
Cuirs	-0.7	0.298
Caoutchouc	1.0	0.804
Chimiques et Pétrole	1.3	0.847
Prod. Minéraux Non-Métalliques	-0.3	0.405
Métallurgie, Métallomécanique	0.1	0.01
Autres Ind. de Transformation	0.1	0.011
Bâtiment	-0.4	0.124
Electricité, Gaz et Eau	3.7	0.897
Commerce, Serv.de Restauration et Hébergement	-0.1	0.114
Banques, Assurances, Opérations s/Immeubles	5.8	0.985
Transports et Communications	0.9	0.428
Services Personnels	-0.2	0.07

(1) Voie ajustement d'une fonction exponentielle

TABLEAU 5.6

Variation de l'Emploi par Secteurs (%) Période 1971-1984

	Emploi n/Agricole	Industrie de Transf.	Services Personnels	Bâtiment et Trav.Publ	Elect.Gaz et Eau	Transp. et Communic.	Com. Serv. Rest. et Heberg	Banq., As. Op. s/Immenb.
AVEIRO	- 0.1	- 2.3	+ 10.9	- 47.9	+134.5	- 6.1	- 8.8	+ 46.3
BEJA	- 19.2	+ 3.3	- 42.8	- 32.6	+ 72.1	- 31.7	- 53.3	+ 67.3
BRAGA	+ 14.2	+ 13.1	+ 84.9	+ 2.0	+ 31.3	+ 33.4	+ 31.1	+140.6
BRAGANÇA	+ 5.3	- 24.5	- 37.7	+ 46.3	+107.2	+ 3.3	- 60.0	+138.3
C. BRANCO	- 9.3	- 13.6	+ 4.8	+ 23.3	+ 39.9	+ 5.9	- 31.4	+120.2
COIMBRA	+ 9.0	- 11.0	- 29.1	+ 7.6	+119.1	+ 23.3	+ 21.3	+100.1
ÉVORA	- 24.8	- 14.9	- 12.8	- 87.3	?	+ 7.5	- 22.5	+ 64.2
FARO	- 5.7	- 43.0	+ 2.7	- 7.9	+105.1	+ 84.1	+ 52.8	+114.3
GUARDA	+ 0.9	- 5.3	- 7.8	- 13.6	+ 1.7	+ 13.5	+ 14.4	+226.3
LEIRIA	+ 2.5	- 9.3	- 6.3	+ 4.7	+100.7	+ 85.6	+ 38.0	+154.3
LISBOA	- 0.3	- 6.8	- 2.8	+ 1.1	+ 14.3	+ 0.8	- 8.9	+105.7
PORTALEGRE	- 32.0	- 31.2	- 73.9	- 88.6	+ 61.0	+ 12.7	- 33.7	+142.4
PORTO	+ 2.7	- 1.3	- 9.0	+ 10.5	+ 56.9	+ 4.9	+ 1.7	+ 80.2
SANTARÉM	- 14.1	- 17.6	- 20.4	+ 67.2	+ 53.7	+ 21.1	- 11.0	+120.4
SETÚBAL	- 11.6	- 2.1	+ 14.8	- 66.7	+169.6	+ 64.8	- 4.3	+239.2
V. DO CASTELO	+ 13.5	- 2.8	+133.0	- 11.0	+ 40.3	+ 54.7	- 8.8	+177.2
VILA REAL	- 2.6	- 20.7	+150.4	+ 7.1	+ 2.0	+ 27.1	- 43.6	+161.3
VISEU	- 6.8	- 1.4	- 6.4	- 24.4	+ 4.9	+ 34.7	+ 3.5	+135.6

Contrairement à ce qui a lieu dans le Groupe I, le Groupe II comprend des districts du Littoral et des districts de l'Intérieur. Il est vrai que les districts de Bragança et de Guarda ne figurent dans ce groupe que parce que le phénomène de terciarisation a été suffisamment fort pour inverser l'évolution négative ayant eu lieu dans l'industrie de transformation.

Quant au Groupe III, en analysant la Fig. 5.1, on peut voir que c'est dans les districts de l'Intérieur, Nord et Centre (Faro est un district tourné vers le tourisme et qui doit être considéré à part) que l'émigration est la plus importante et qu'il y a un plus grand contraste entre l'évolution de l'emploi dans l'industrie de transformation et dans le secteur tertiaire. Un plus grand pouvoir d'achat, dû aux remises des émigrants, l'établissement de commerces et d'autres services de la part d'émigrants retournés, la phase d'expansion du secteur des Banques et Assurances et de celui de l'Electricité, Gaz et Eau ne sont certainement pas étrangers à ce fait.

Le Groupe IV comprend, à l'exception de Setúbal, des districts ayant une densité de population faible (Setúbal 130 hab/km<sup>2</sup>; Castelo Branco 35 hab/km<sup>2</sup>; Évora 24 hab/km<sup>2</sup>; Portalegre 24 hab/km<sup>2</sup>; Beja 18 hab/km<sup>2</sup>; Santarém 67 hab/km<sup>2</sup>). Les districts du Groupe IV ont seulement en commun le fait que tous ont connu une variation fortement négative de l'emploi non-agricole.

Setúbal est le seul district industrialisé de ce groupe. Le problème de l'emploi dans ce district prend des caractéristiques très spéciales. En fait, il s'agit d'un district où se trouvent encore des activités lourdes, qui sont en crise structurale, notamment la Sidérurgie, la Construction Navale, les Chimie et Métallomécanique Lourdes. La faible capacité d'adaptation montrée par l'économie de ce district est due à un complexe de facteurs qui seront l'objet d'une analyse détaillée dans un des chapitres de ce rapport. On peut, cependant, déjà dire qu'au centre de cette vulnérabilité se trouve l'absence de sources de revenus complémentaires à l'activité industrielle et à l'effet de dynamisation exercé par les grandes entreprises, fortement capital-intensives qui sont actuellement en crise.

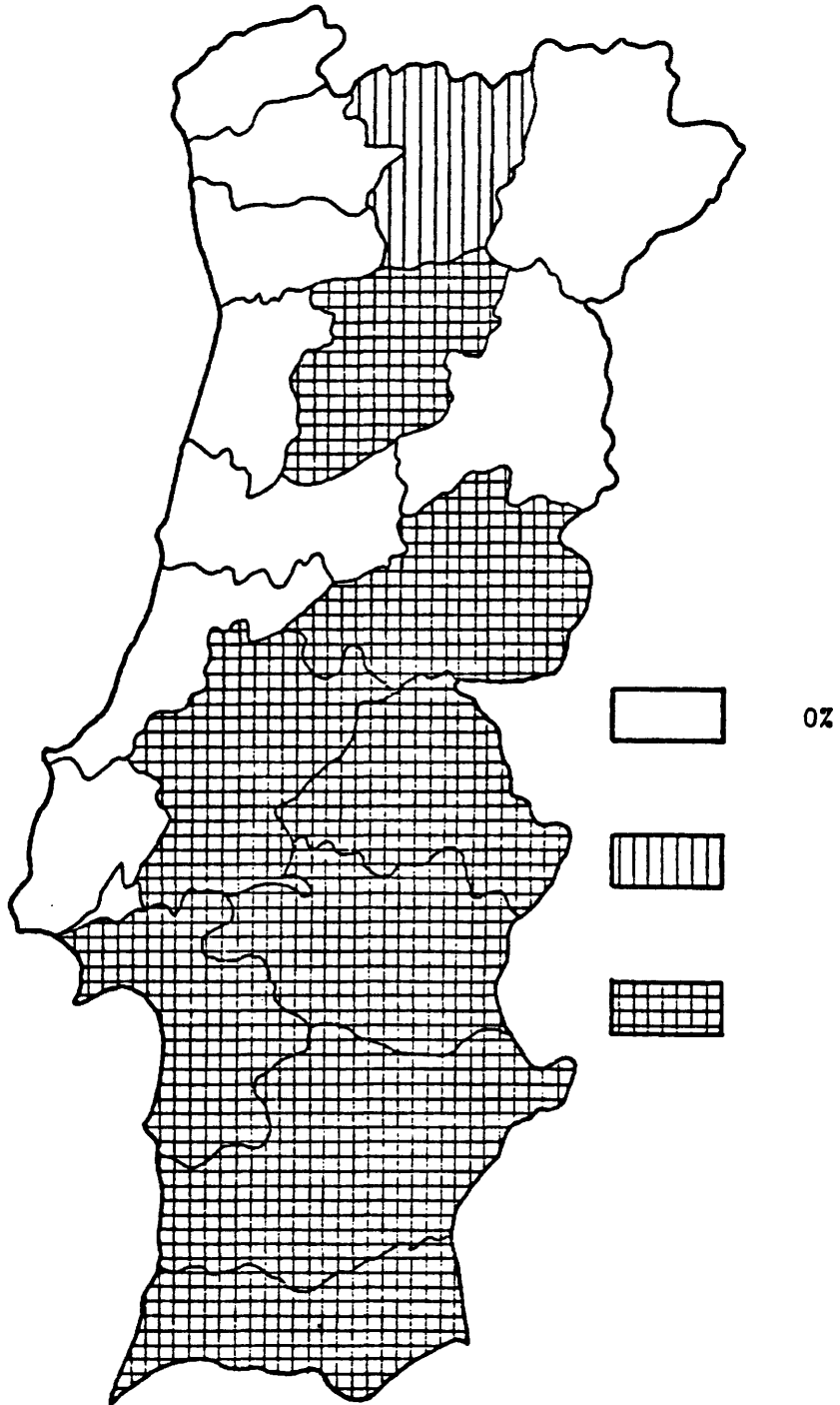
Évora, Beja et une partie du District de Santarém font partie de la Zone d'Intervention de la Réforme Agraire. Santarém et Portalegre sont des zones de transition entre ces districts et le Centre Littoral et le Centre Intérieur, respectivement. Évora et Beja sont des zones où l'émigration n'a pas atteint les proportions vérifiées, par exemple, à Castelo Branco ou dans les districts du Nord Intérieur, tels que Guarda, Vila Real et Bragança.

Les taux de chômage, enregistrés par les statistiques pour ces districts, sont faciles d'expliquer, d'autant plus que la variation de l'emploi agricole ne leur a pas été non plus très favorable, à l'exception possible de Santarém.

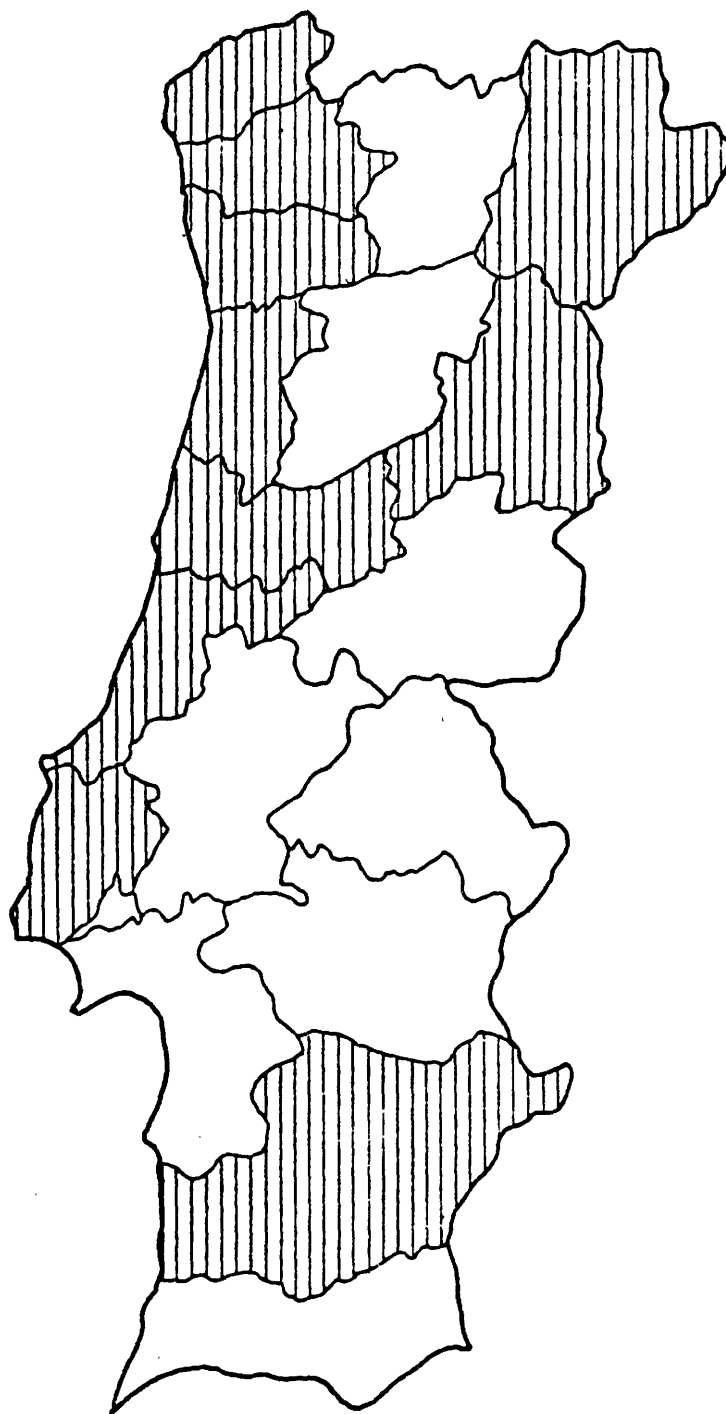
Etant donné que l'on dispose de séries d'emploi par secteurs et par districts pour la période 1971-1984, il est possible de déterminer dans quelle mesure le comportement de l'emploi sectoriel au niveau des districts est plus ou moins favorable qu'au niveau national. Pour cela, nous avons divisé chaque

Fig. 5.1

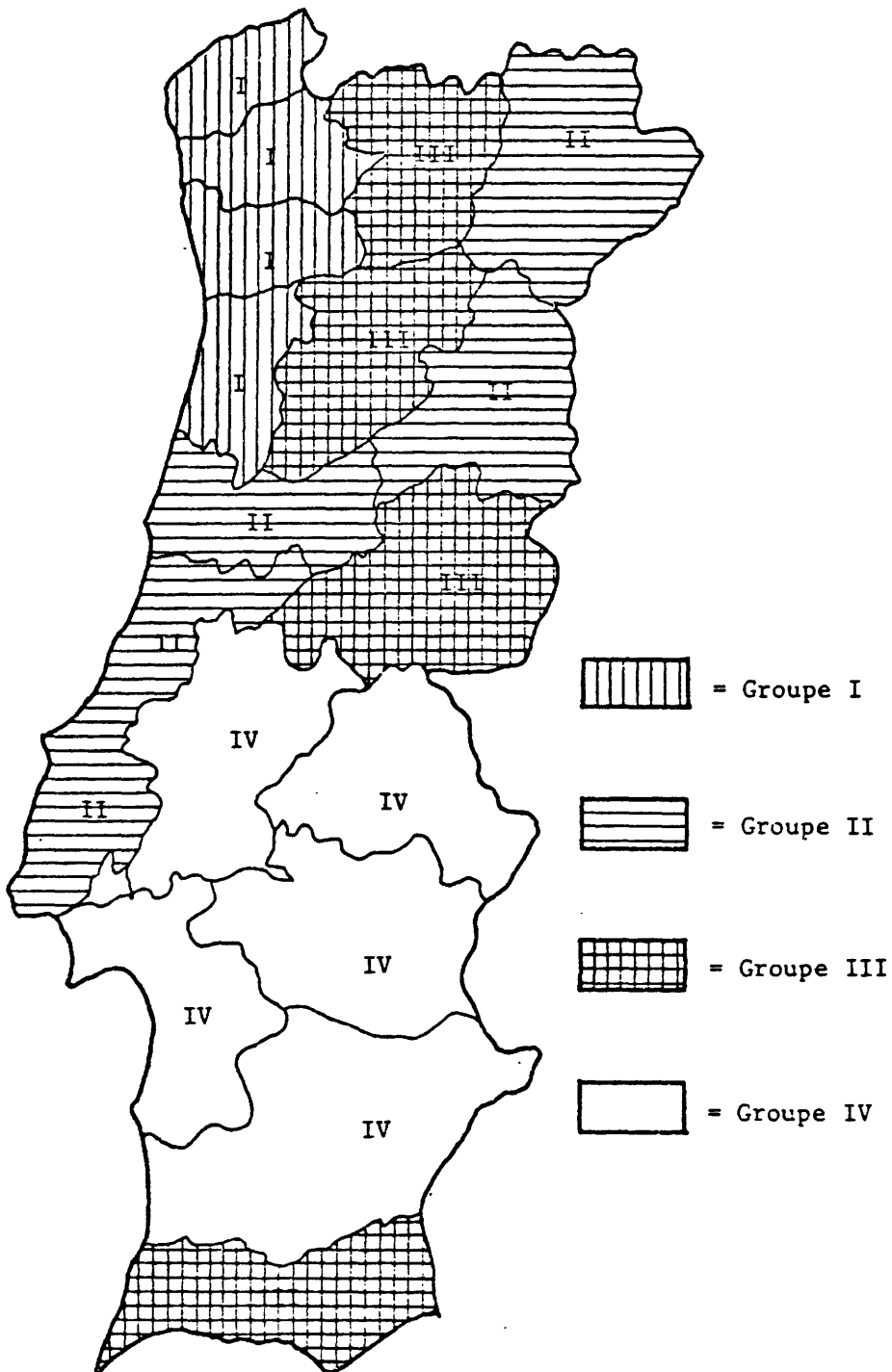
District selon la variation de l'Emploi dans le Secteur Non-Agricole  
(1971-1984)



Districts à Tendance Positive dans l'Evolution de l'Emploi Non-Agricole  
(période 1971-1984)



Districts selon la Classification Proposée





Districts à Tendence Positive dans l'Evolution de l'Emploi  
dans les Services Personnels (signalés avec des traits)

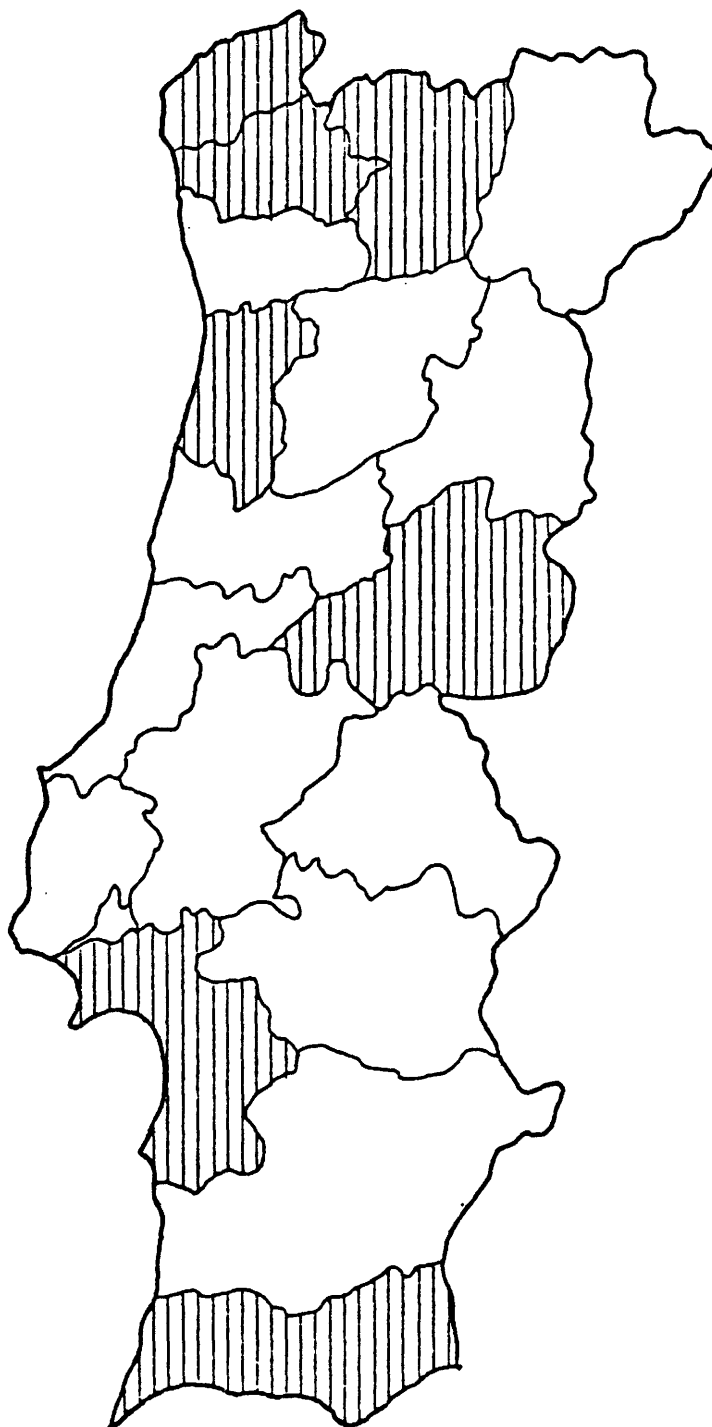
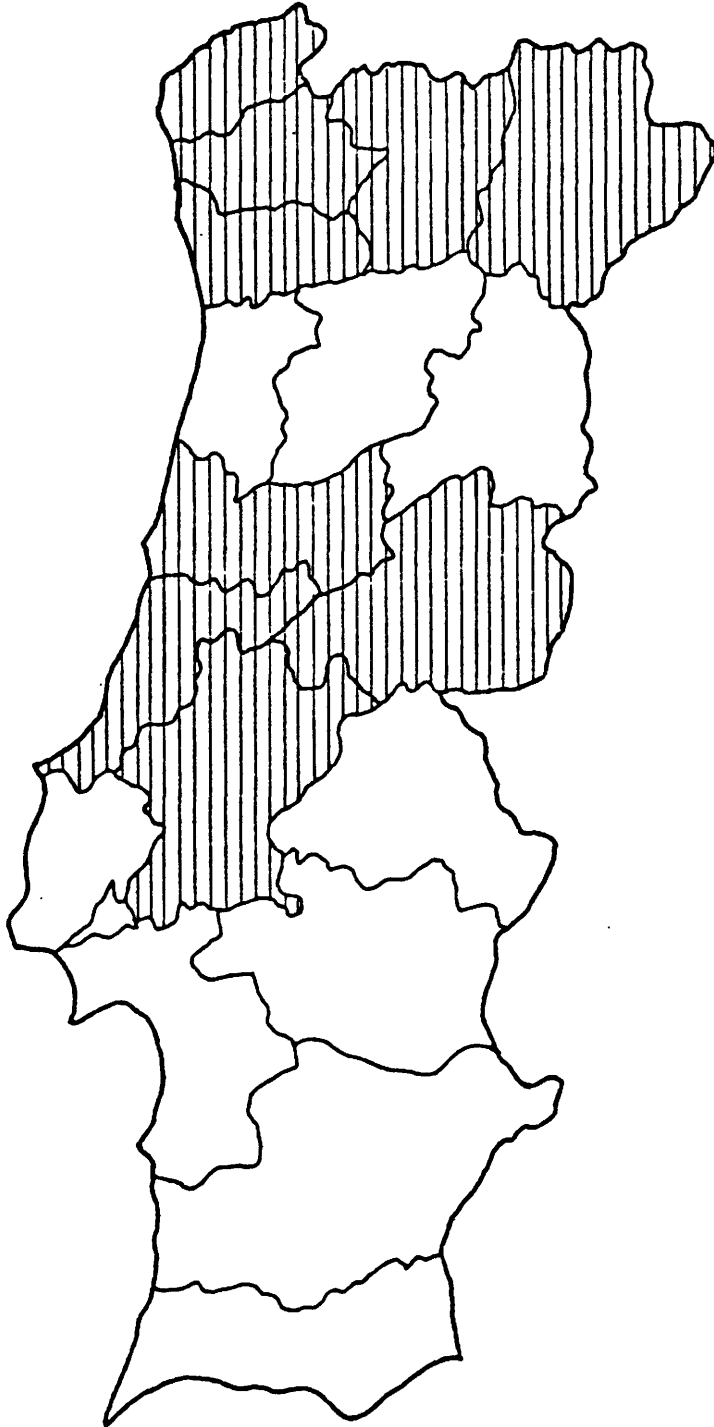


Fig. 5.5

Districts à Tendance Positive dans l'Evolution de l'Emploi  
dans le Bâtiment et Travaux Publics  
(signalés avec des traits)



Districts à Tendance Positive dans l'Evolution de l'Emploi  
dans le Commerce, Serv. de Restauration et Hébergement  
(signalés avec des traits)

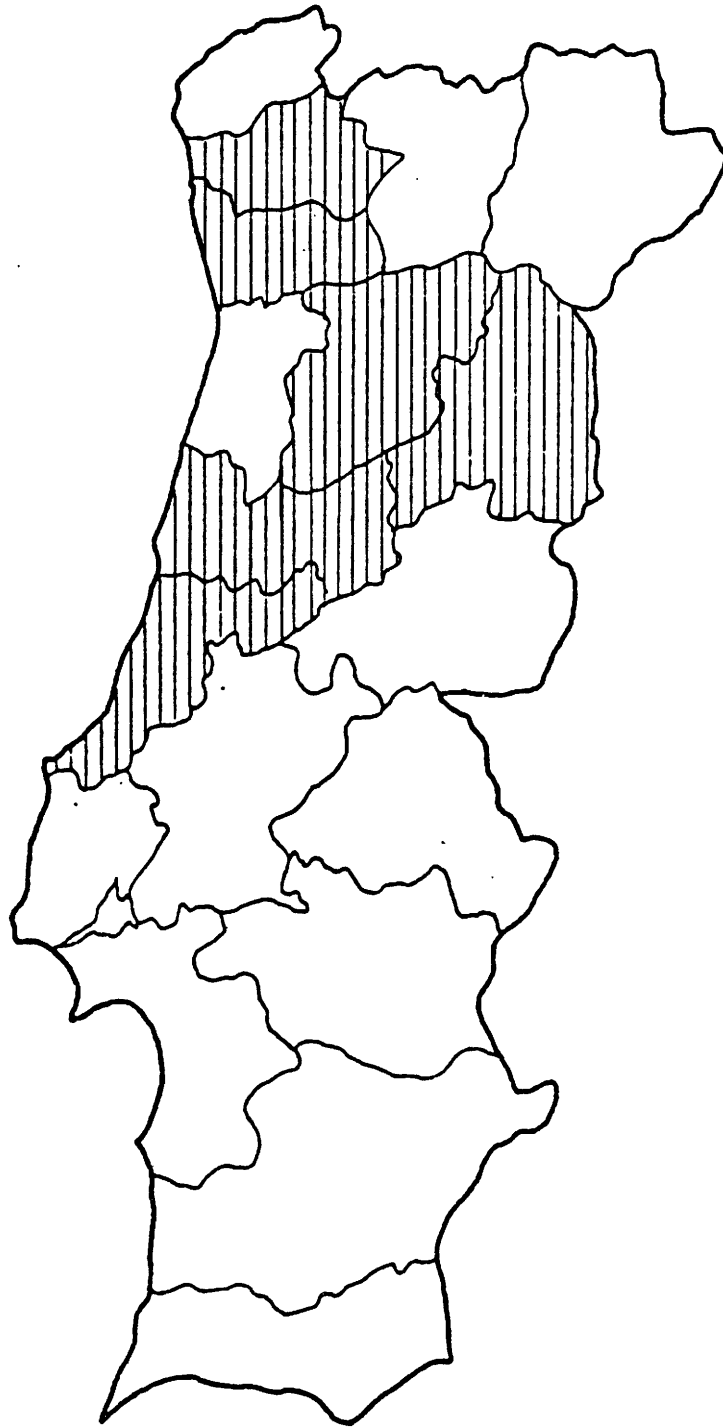
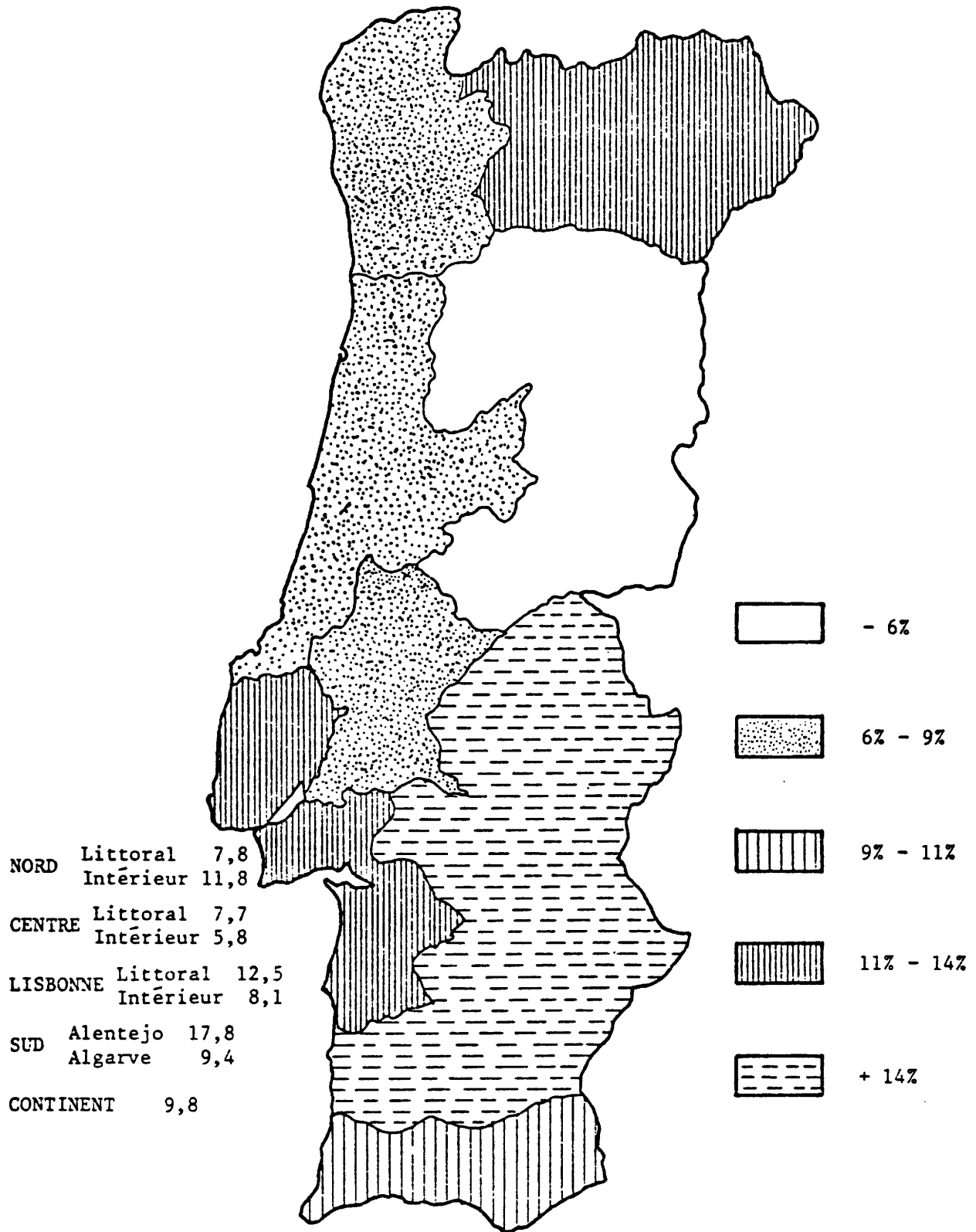


Fig. 5.7

Taux de Chômage par Sous-Régions



Source: Inquérito ao Emprego, 2<sup>e</sup> Trim. 83/INE

Distribution Régionale Selon la Prédominance du Secteur Primaire, Secondaire ou Tertiaire dans l'Emploi Total

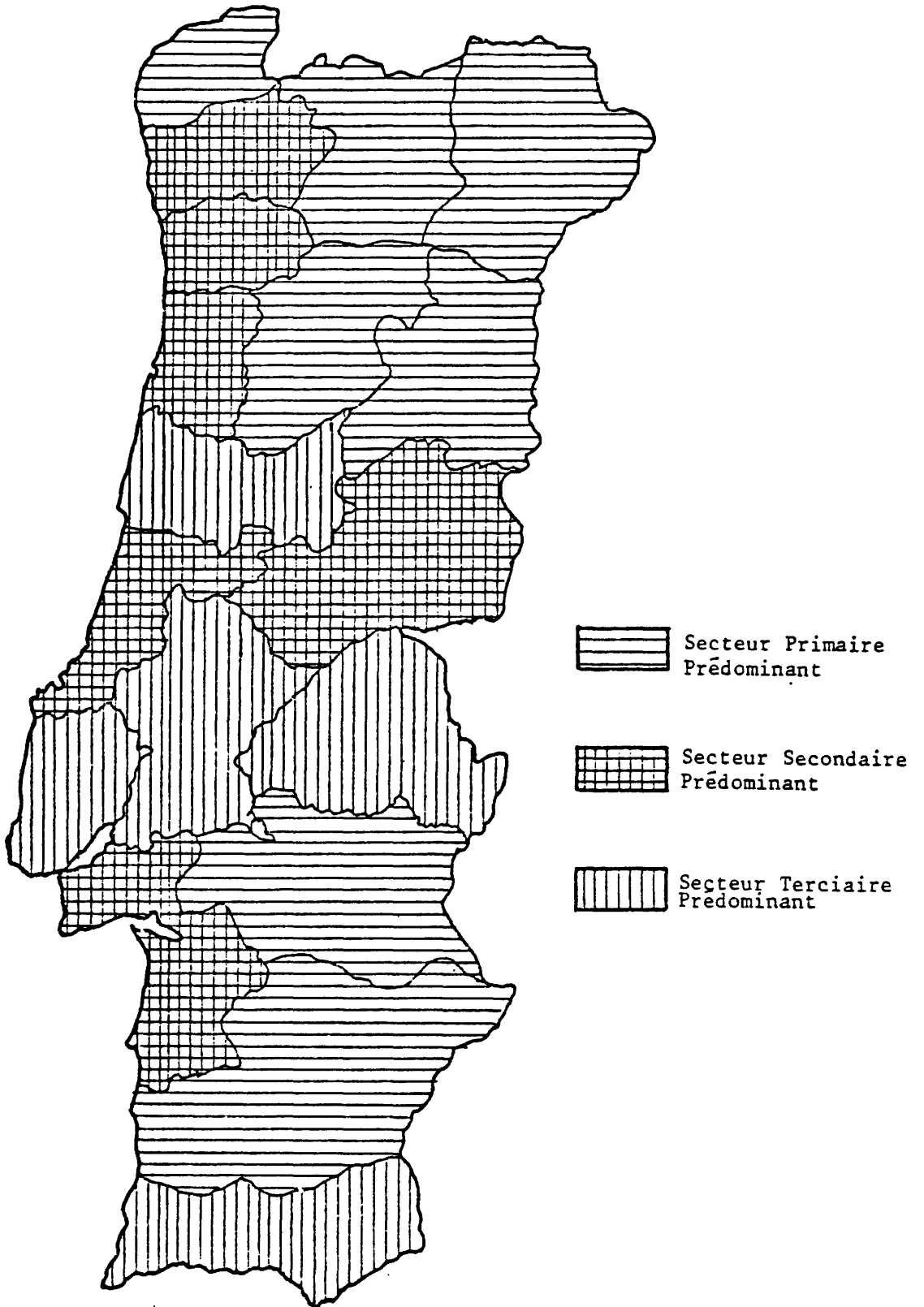


Tableau 5.7

Comportement Sectoriel Favorable par District \*)

AVEIRO	<u>Banques et Assurances; Services Personnels</u>
BEJA	<u>Industrie de Transformation; Electricité, Gaz et Eau</u>
BRAGA	<u>Ind. de Transformation; Bâtiment; Electricité, Gaz et Eau (71-79) Transports et Communications; Services Personnels; Banques et Assurances</u>
BRAGANÇA	<u>Bâtiment (1973-1984); Electricité, Gaz et Eau; Banques et Assurances</u>
C. BRANCO	<u>Bâtiment (1972, 1976, 1977, 1979, 1984); Elect., Gaz et Eau (1971-78, 1981-83); Banques et Assurances (1979-1984); Services Personnels (1974-1984)</u>
COIMBRA	<u>Ind. de Transf. (1971-73, 1981-84); Bâtiment (1971-74, 1976-1984); Elect., Gaz et Eau; Commerce, Serv. Restauration et Hébergement; Transports et Communications</u>
ÉVORA	<u>Services Personnels (1973-1982)</u>
FARO	<u>Bâtiment; Elect., Gaz et Eau; Commerce, Serv. Restauration et Hébergement; Banques et Assurances (1971-79, 1981-84); Transports et Communications; Services Personnels</u>
GUARDA	<u>Bâtiment (1977-1983); Commerce, Serv. Restauration et Hébergement; Banques et Assurances (1973-1984); Services Personnels (1971-78, 1981-1984)</u>
LEIRIA	<u>Bâtiment (1973; 1977; 1984); Elect., Gaz et Eau; Commerce Serv. Restauration et Hébergement; Banques et Assurances (1973-1984); Transports et Communications</u>
LISBOA	<u>Ind. de Transf. (1971-72; 1974; 1976-77); Bâtiment; Banques et Assurances (1971-78; 1980); Transp. et Communications (1974-78); Services Personnels (1971-74; 1977-84)</u>
PORTALEGRE	<u>Elect., Gaz et Eau (1980-84); Transp. et Communications (1971-1980; 1984)</u>

Cont.

---

PORTO	Ind. de Transformation (1981-84); Bâtiment (78, 78-84); Elect., Gaz et Eau (71-75; 78-84); <u>Commerce, Serv. Restauration et Hébergement</u> ; <u>Transports et Communications (71-73; 75-78)</u>
SANTARÉM	Ind. de Transf. (1973-79); <u>Bâtiment</u> ; Elect., Gaz et Eau (1971-1974; 1974-1984); <u>Banques et Assurances (1982-84)</u> ; <u>Transports et Communications (1975-1984)</u>
SETÚBAL	<u>Elect., Gaz et Eau</u> ; <u>Commerce, Serv. Restauration et Hébergement (73, 76, 81-84)</u> ; <u>Banques et Assurances</u> ; <u>Transp. et Communications</u> ; <u>Services Personnels</u>
V. CASTELO	<u>Bâtiment (77-84)</u> ; <u>Elect., Gaz et Eau (71-74; 75-84)</u> ; <u>Banques et Assurances</u> ; <u>Transp. et Commun.</u> ; <u>Serv. Personnels</u>
VILA REAL	<u>Bâtiment (1971-73; 1980-84)</u> ; <u>Elect., Gaz et Eau (1971-74)</u> ; <u>Banques et Assurances</u> ; <u>Transports et Communications</u>
WISEU	Ind. de Transformation (1971-75; 1984); <u>Commerce, Serv. Restauration et Hébergement (1973-76; 1978-1984)</u> ; <u>Banques et Assurances (1974-1984)</u> ; <u>Transports et Communications</u>

---

\*) Evolution plus favorable qu'au niveau national (les périodes les plus significatives ont été isolées). La non-indication de la période de temps signifie toute la période de temps étudiée.

série sectorielle par la série nationale respective et nous avons multiplié le résultat par cent (voir résultats en annexe à cette étude). Dans le tableau 5.7 les aspects les plus marquants de l'évolution sectorielle pour chaque district sont résumés. Comme on peut observer dans ce tableau, l'évolution de l'emploi dans l'industrie de transformation par districts n'a été positive qu'à Beja et à Braga. Le rôle représenté par les secteurs tertiaires dans l'évolution de l'emploi dans les districts mentionnés plus haut, en tant que représentant le Groupe II et le Groupe III, est bien évident dans ce tableau.

## 5.6. Conditionnantes de l'Evolution de l'Emploi dans l'Industrie de Transformation par Districts

### 5.6.1. Méthodologie

L'évolution de l'emploi industriel dans chaque économie districtale dépend du poids et de la composition de l'industrie de transformation dans la région. Parmi les secteurs non-agricoles, c'est au niveau de l'industrie de transformation, et des secteurs liés au tourisme, qu'il aurait fallu s'attendre à une plus grande variation. Ceci étant, nous allons faire, dans ce point de notre étude, une analyse plus détaillée de l'évolution de l'emploi dans l'industrie de transformation. De cette façon, nous projetons pour chaque district le "trend" de croissance de l'Industrie de Transformation, en prenant sa composition en considération. Au fond, nous sommes en train de calculer la "tendance attendue", pour chaque district, dans la croissance de l'emploi dans l'industrie de transformation. Si un district a une composition sectorielle où dominent des secteurs ayant un "trend" favorable, alors il faut s'attendre à ce que le chômage ne puisse pas, dans ces districts, être attribué à des causes structurales ou de long terme.

La méthodologie suivie a compris, en premier lieu, l'estimation du "trend" de croissance de l'emploi dans chaque branche au niveau national, en ajustant une fonction exponentielle. Les branches d'activité considérées sont:

Alimentaires	Imprimerie et Publications
Boissons et Tabac	Cuirs
Textiles	Caoutchouc
Habillement	Chimiques et Pétrole
Bois et Liège	Produits Minéraux non-Métalliques
Mobilier	Métallurgie et Métallomécanique
Papier	Autras Industries de Transformation

Le pas suivant a été celui de projeter les "trends" sectoriels, en prenant en considération le poids relatif de chaque branche d'activité dans l'emploi de l'Industrie de Transformation dans chaque district. Le poids relatif de chaque branche a été obtenu par l'Enquête Industrielle de 1971.



La variation de l'offre d'emploi dépend non seulement du "trend" de croissance de chaque secteur, mais aussi de son évolution conjoncturale. En effet, la composition sectorielle de l'industrie de transformation dans chaque district peut contribuer à l'amplification ou à l'amortissement de l'incidence de la conjoncture nationale au niveau local. Pour être en mesure de déceler l'élément cyclique dans la variation de l'emploi dans chaque district, les indices d'emploi effectif sont projetés, en tenant compte de la structure de l'Industrie de Transformation de chaque district. Pour chaque moment, la différence entre l'indice d'emploi attendu et l'indice de "trend" peut être vue en tant que mesurant, en termes relatifs, la sensibilité conjoncturale de chaque district. Une mesure de la variabilité conjoncturale de l'emploi dans chaque district est donnée par le sommaire des valeurs absolues de ces différences.

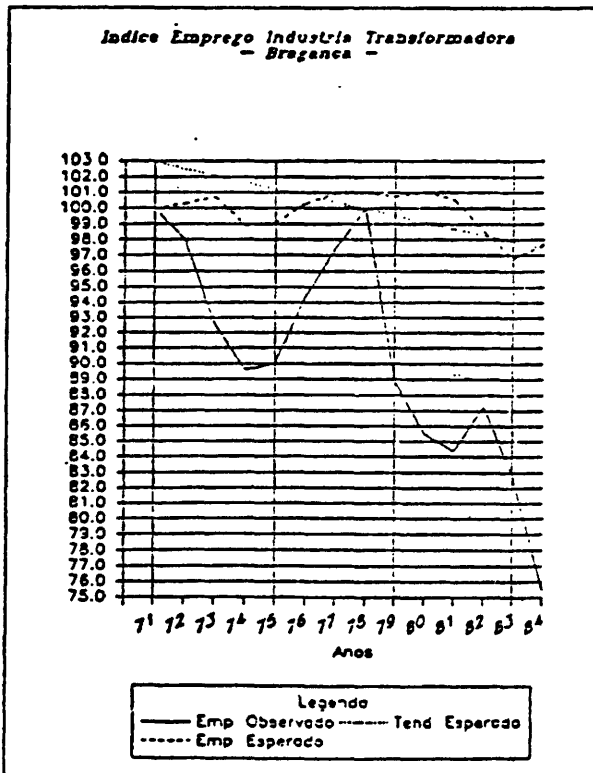
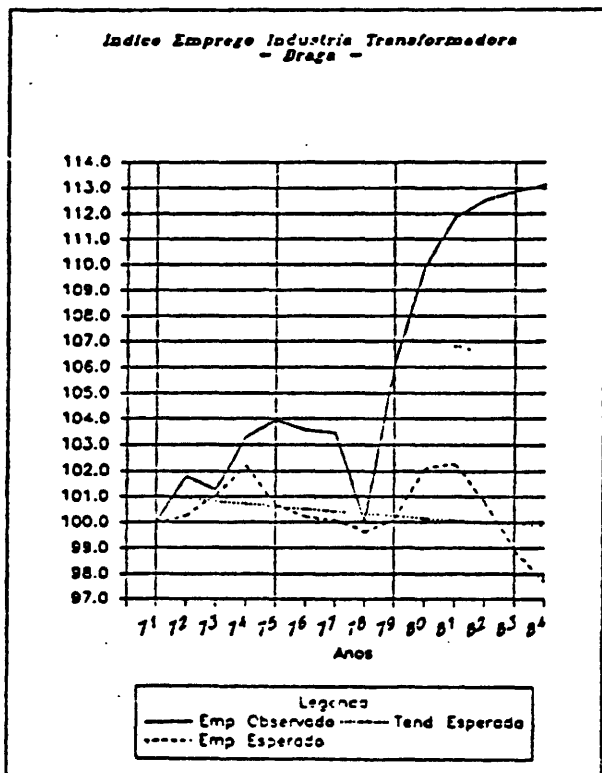
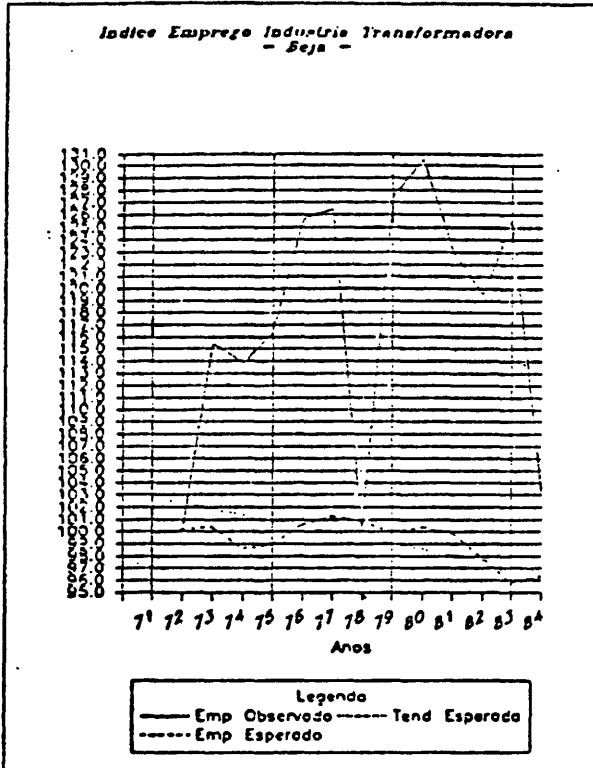
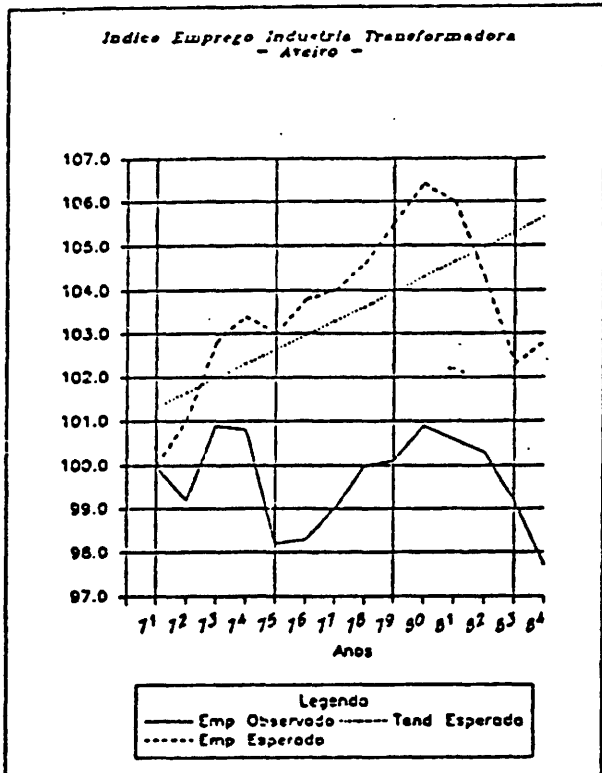
Un troisième élément de l'analyse correspond à l'inventaire des dynamismes locaux. La différence entre l'indice d'emploi observé et l'indice d'emploi attendu pour chaque district donne une mesure approximative de l'importance de facteurs explicatifs qui ne sont pas liés à la structure économique de chaque district. Cette mesure des dynamismes locaux correspond, "grosso modo", à l'élément différentiel de l'analyse "Shift and Share". Cela veut dire que cette mesure dépend de la façon plus ou moins détaillée dont la classification des activités économiques est faite. Plus grand est le détail de cette classification, moins grande sera l'importance de cet élément. Malgré cette limitation, il est généralement reconnu que nous devons trouver dans les caractéristiques de chaque région la cause dernière de leur plus ou moins grand dynamisme. Caractéristiques socio-économiques des agents économiques, existence de bourses de main-d'oeuvre qualifiée, infrastructures, emplacement géographique, dimension moyenne des entreprises, etc., voici quelques-uns des facteurs qui peuvent contribuer à un plus grand dynamisme de chaque région.

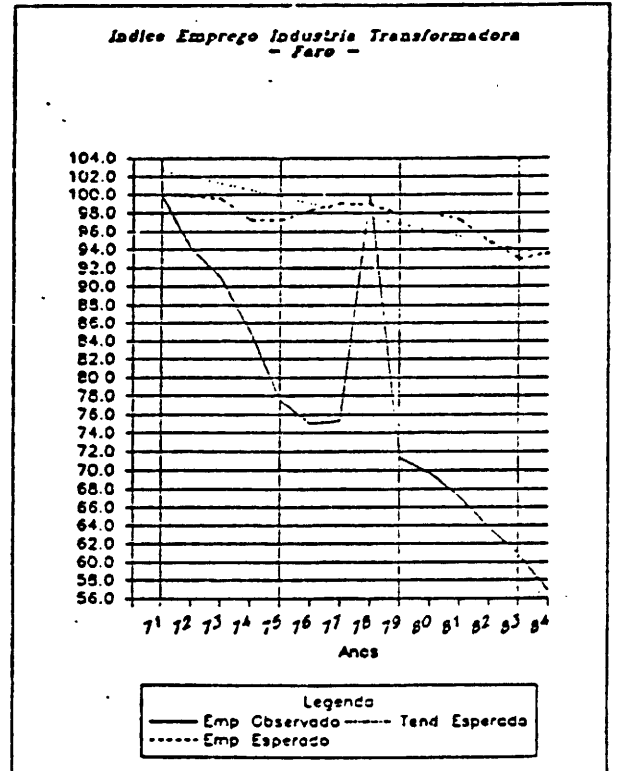
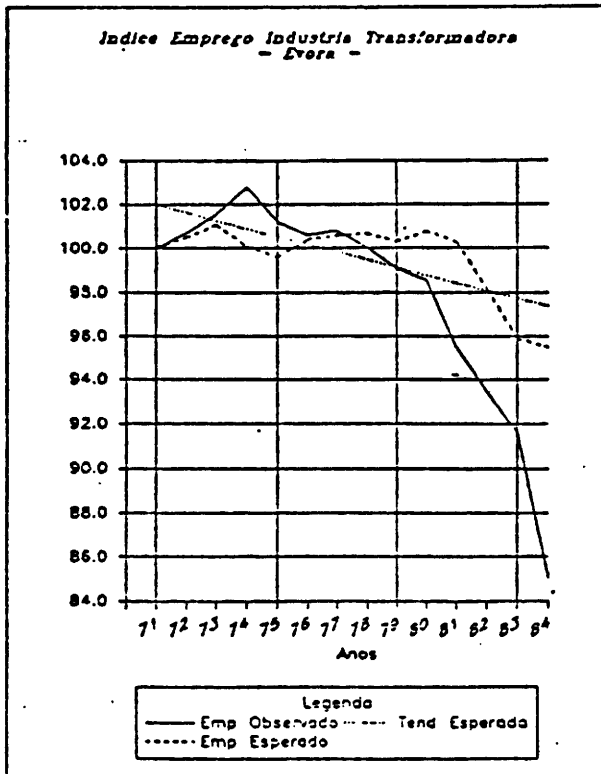
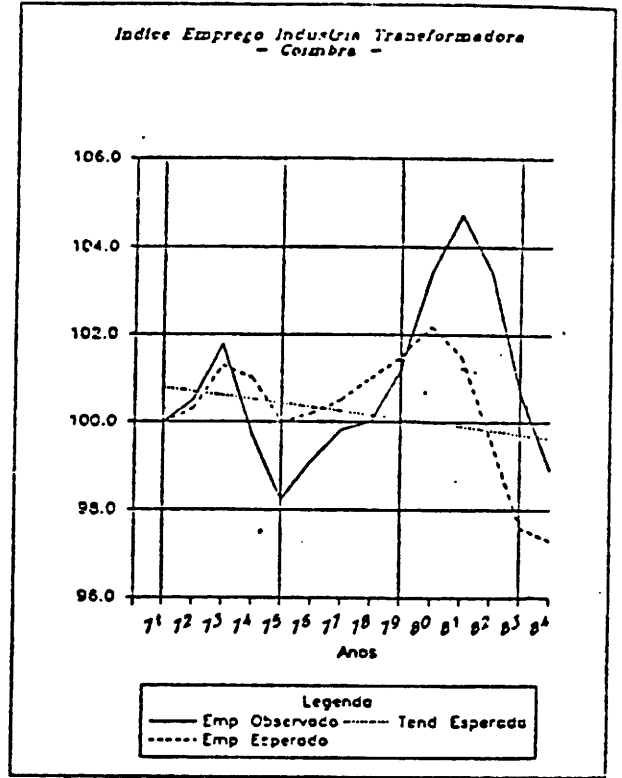
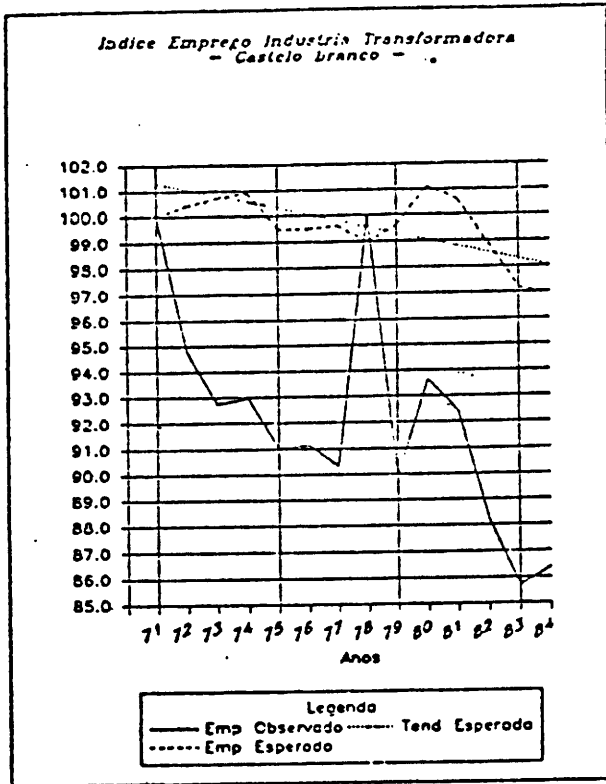
### 5.6.2. Tendances Attendues

Dans les figures suivantes sont présentés des graphiques de la tendance attendue, de l'emploi attendu et de l'emploi observé, par districts. Comme on peut voir, la tendance attendue est positive dans les Districts d'Aveiro, de Leiria, de Lisbonne, de Setúbal, de Porto et de Vila Real. Par contre, la tendance attendue est très négative à Portalegre, Beja, Bragança, Castelo Branco, Évora et Faro. La tendance est positive dans les districts du Littoral jusqu'à Setúbal, à l'exception des Districts de Braga, de Viana do Castelo et de Coimbra où elle est légèrement négative. Par contre, la tendance est fortement négative ou négative dans la plupart des districts de l'intérieur (Vila Real est une exception).

### 5.6.3. Variabilité Conjoncturale

En ce qui concerne la sensibilité conjoncturale de chaque district de l'emploi dans l'Industrie de Transformation, on voit que celle-ci prend des valeurs plus élevées dans les régions pauvres. Il faut faire ressortir l'exception, dans le bon sens, du Centre Intérieur, et dans le mauvais sens à Lisbonne.





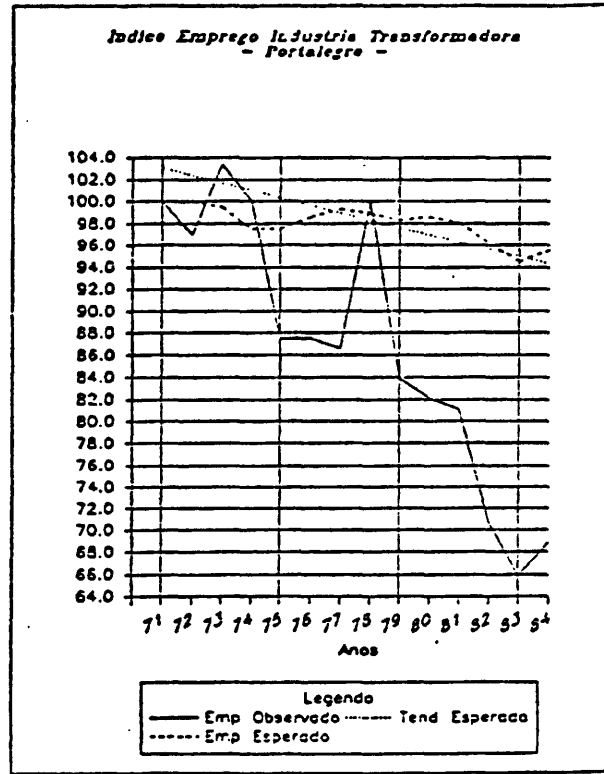
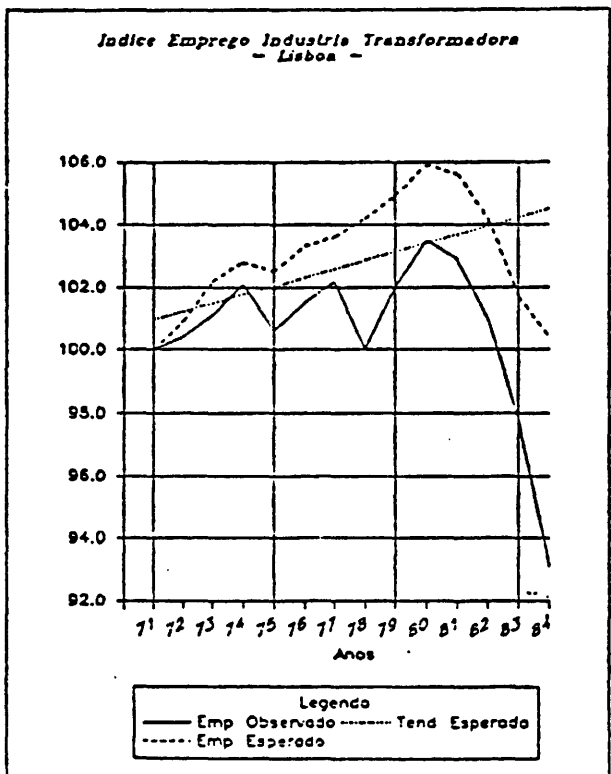
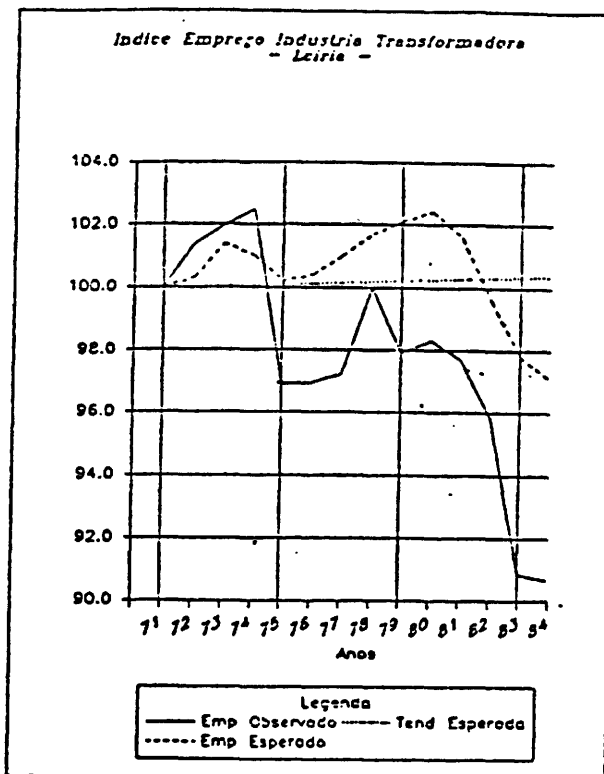
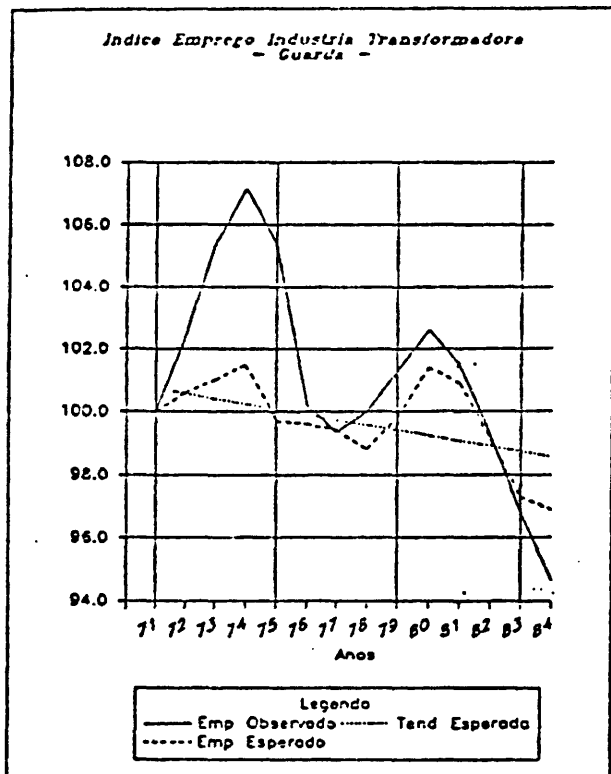


Fig. 5.12

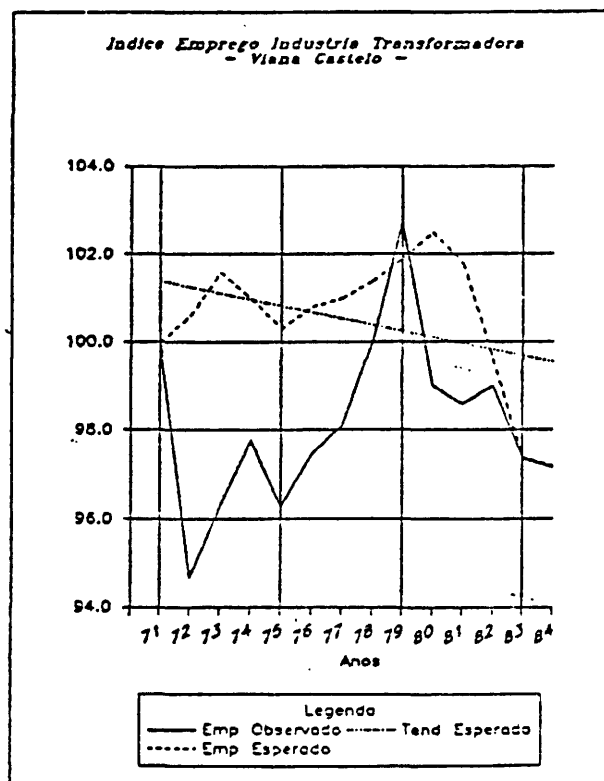
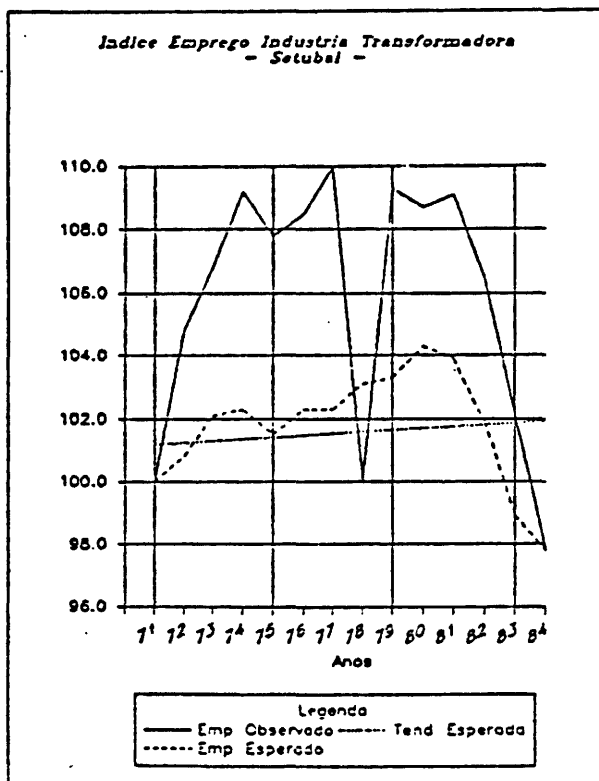
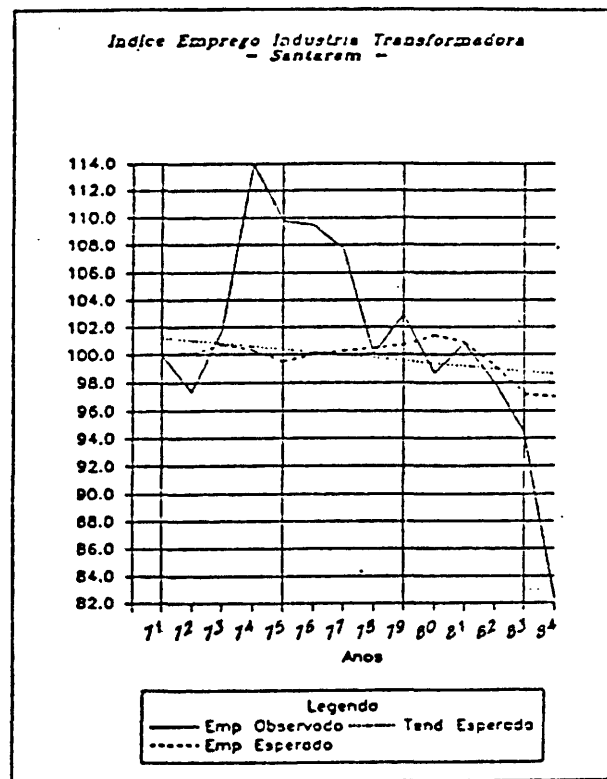
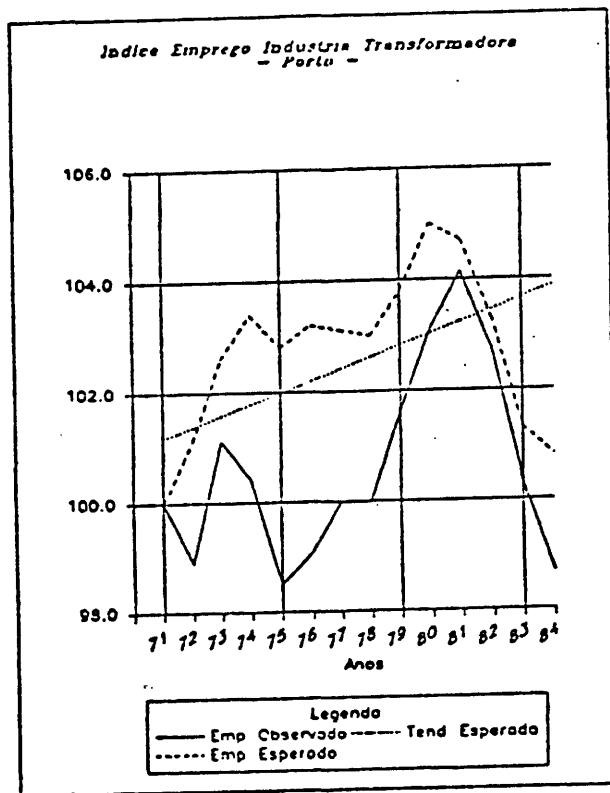


Fig. 5.13

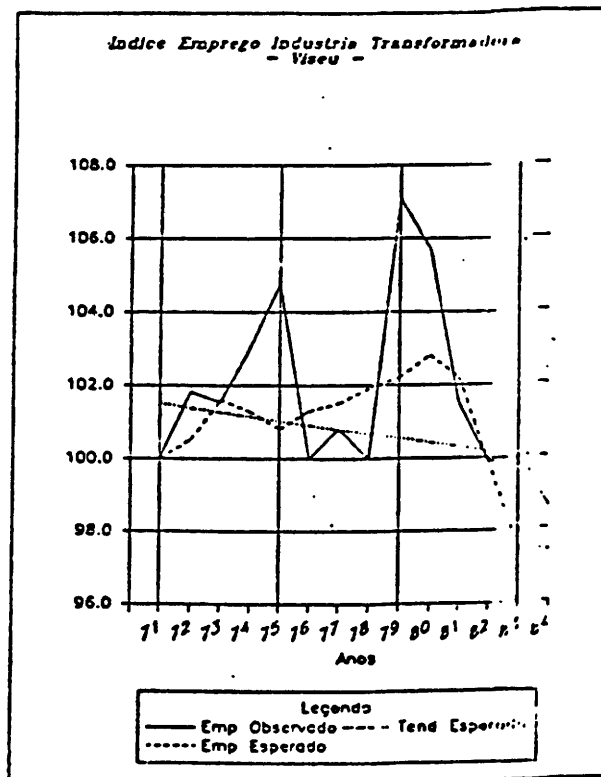
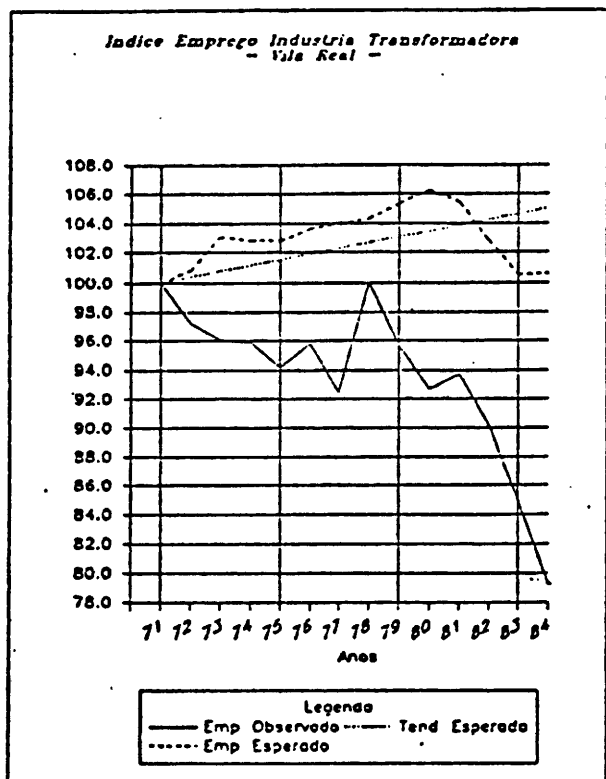


Fig. 5.14

Variabilité Conjoncturale de l'Emploi dans l'Industrie de Transformation (période 1971-1984)

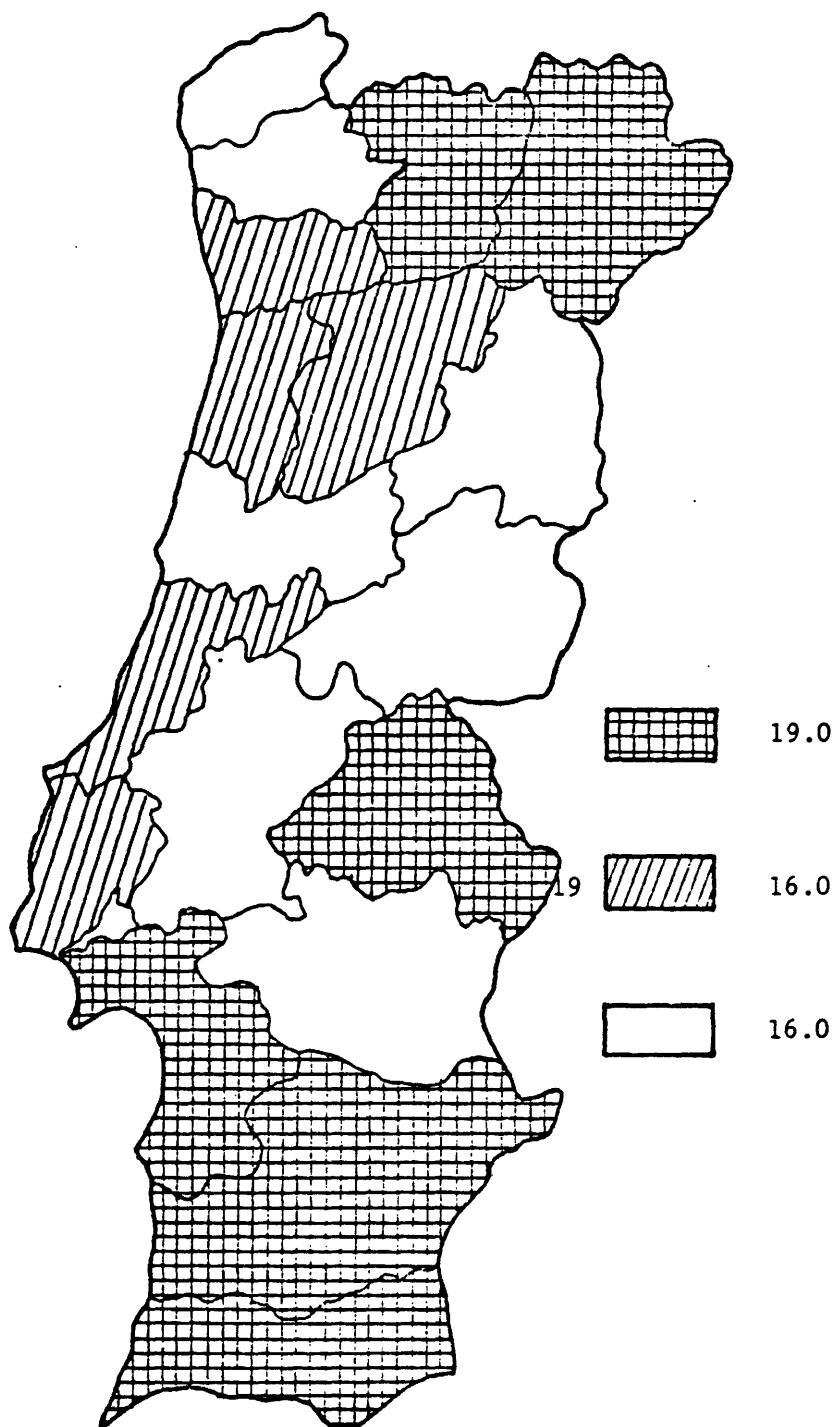


Tableau 5.8

Variabilité Conjoncturale de l'Industrie de Transformation  
(Valeurs escomptées)

1. Vila Real	27.2
2. Portalegre	22.4
3. Faro	21.6
4. Beja	20.5
5. Setúbal	20.2
6. Bragança	19.9
7. Lisboa	19.9
8. Aveiro	18.3
9. Leiria	17.3
10. Porto	17.0
11. Viseu	16.8
12. Évora	16.1
13. Viana do Castelo	15.4
14. Coimbra	13.9
15. Braga	13.1
16. Santarém	12.8
17. Guarda	12.1
18. Castelo Branco	11.2



TABLEAU 5.9

Element Cyclique Attendu par Périodes <sup>\*)</sup>

	1971-1974	1975-1979	1980-1984
AVEIRO	- 0.065	4.399	- 3.07
BEJA	- 9.235	1.863	1.797
BRAGA	0.022	- 1.463	1.706
BRAGANÇA	- 9.259	0.107	3.481
CASTELO BRANCO	- 1.746	- 1.804	2.077
COIMBRA	- 0.021	1.938	- 0.835
ÉVORA	- 4.092	2.399	0.284
FARO	- 9.873	- 0.107	3.072
GUARDA	1.124	- 1.375	1.105
LEIRIA	2.653	4.525	- 1.975
LISBOA	0.454	5.590	- 1.975
PORTALEGRE	-11.272	- 2.185	4.624
PORTO	1.299	3.892	- 2.148
SANTARÉM	- 2.513	1.002	0.677
SETÚBAL	0.184	4.921	- 2.238
VIANA DO CASTELO	1.567	2.688	- 0.238
VILA REAL	4.359	8.510	- 5.573
VISEU	0.128	3.774	- 1.145

\*) Sommatoire de (Tendance Attendue - Emploi Attendu)

La sensibilité conjoncturale est en relation avec un indicateur de la spécialisation de chaque district. Cet indicateur est défini comme étant:

$$CEspi = \frac{1}{2} \left( \frac{X_{ik}}{X_i} - \frac{X_k}{X} \right)$$

où  $X_{ik}$ ,  $X_i$ ,  $X_k$ ,  $X$  représentent respectivement la valeur ajoutée dans l'industrie  $k$  dans le district  $i$ , la valeur ajoutée du district  $i$ , la valeur ajoutée dans l'industrie  $k$  et la valeur ajoutée au niveau national. Comme on s'y attendait, une économie plus diversifiée diminue la variabilité attendue de l'emploi dans l'Industrie de Transformation.

Dans ce travail nous analysons aussi la sensibilité conjoncturale de chaque district au cours des périodes 1971-1974, 1975-1979 et 1980-1984. Il est curieux de noter qu'au cours de la période 1980-1984 les districts de Beja, de Braga, de Bragança, de Castelo Branco, d'Évora, de Faro, de Guarda, de Portalegre et de Santarém ont un élément cyclique attendu positif. à l'exception de Braga, de Santarém et de Faro, ces districts correspondent à la partie la plus à l'intérieur du Pays. Comme on peut observer dans le Tableau 5.9, la conjoncture attendue est favorable, au cours de la période 1975-1979, pour la plupart des districts (Braga, Castelo Branco, Faro, Guarda et Portalegre sont des exceptions).

#### 5.6.4. Élément Différentiel

L'élément différentiel dans chaque district a été calculé en ayant recours à des sources statistiques alternatives. Dans le Tableau 5.10 la source est l'Enquête à l'Emploi du Ministère du Travail, tandis que dans le Tableau 5.11 les sources sont les Cadres du Personnel en 1982 et le Recensement Industriel de 1971. L'élément différentiel dans le Tableau 5.10 est la moyenne de la différence entre l'emploi observé et l'emploi attendu dans l'industrie de transformation. Dans le Tableau 5.11 l'élément différentiel correspond au différentiel enregistré pour l'année 1984. Comme on peut observer, dans ces deux Tableaux la variable de captation des facteurs endogènes de chaque district est très différente selon la source statistique. Dans les deux sources les districts de Braga et de Coimbra ont une tendance positive en ce qui concerne l'emploi attendu et un élément différentiel positif.

En prenant pour base la comparaison des Cadres du Personnel - 82 avec l'Enquête Industrielle de 1971, ce groupe serait élargi pour comprendre aussi Porto, Aveiro et Viana do Castelo, correspondant au Littoral Nord. Le groupe des districts ayant une tendance négative en ce qui concerne l'emploi attendu, mais ayant un comportement au-dessus de celui que l'on attendait, est plus grand dans le Tableau 5.10 (Enquête à l'Emploi). Viseu et Setúbal montrent, dans les deux tableaux, un comportement favorable, compte tenu de leurs conditions structurales. Beja, Santarém et Guarda ont seulement un élément différentiel positif dans le Tableau 5.14. Pour terminer, le quatrième Groupe comprend un ensemble de districts où l'emploi attendu et l'emploi observé sont renforcés pour mettre en évidence des conditions négatives. Bien qu'ayant des valeurs négatives modérées, il est, d'une certaine façon, surprenant que les districts de Lisbonne et de Leiria soient inclus en ce groupe, bien que cela soit dû à la conjoncture assez négative de la période 1980-1984.

Tableau 5.10

Classification des Districts Compte Tenu de l'Evolution de  
l'Evolution de l'Emploi dans l'Industrie de  
Transformation (Emploi Attendu/Elément Différentiel)

	Tendance 0	Tendance 0
Elément Différentiel Positif	Braga Coimbra	Guarda Santarém Setúbal Viseu Beja
Elément Différentiel Négatif	Aveiro Porto V. Castelo	Bragança C. Branco Évora Faro (Leiria)* (Lisboa)* Portalegre Vila Real

Note: Elément Différentiel défini comme étant la moyenne des valeurs de (Emploi Observé-Emploi Attendu) pour la période 1971-1984

\* Leiria et Lisbonne ont une tendance négative de l'emploi attendu dû à la mauvaise conjoncture au cours de la période 80-84.

Tableau 5.11

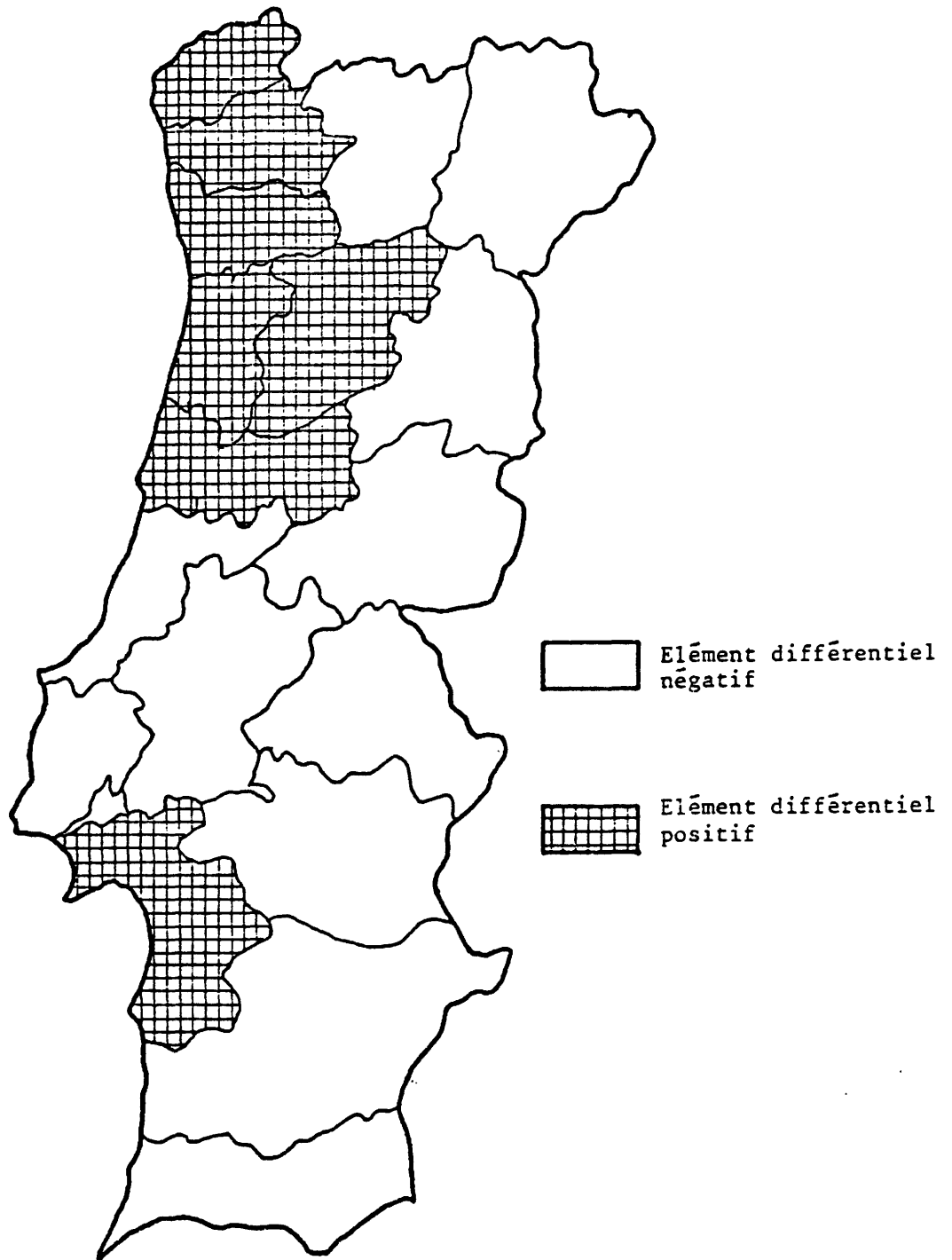
Classification des Districts Compte tenu de l'Evolution de l'Emploi  
dans l'Industrie de Transformation (Emploi  
Attendu/Elément Différentiel)

	Tendance 0	Tendance 0
Elément Différentiel Positif	Braga Coimbra Aveiro Porto	Viseu Setúbal
Elément Différentiel Négatif		Guarda Santarém Beja Bragança C. Branco Évora Faro Leiria Lisboa Portalegre Vila Real

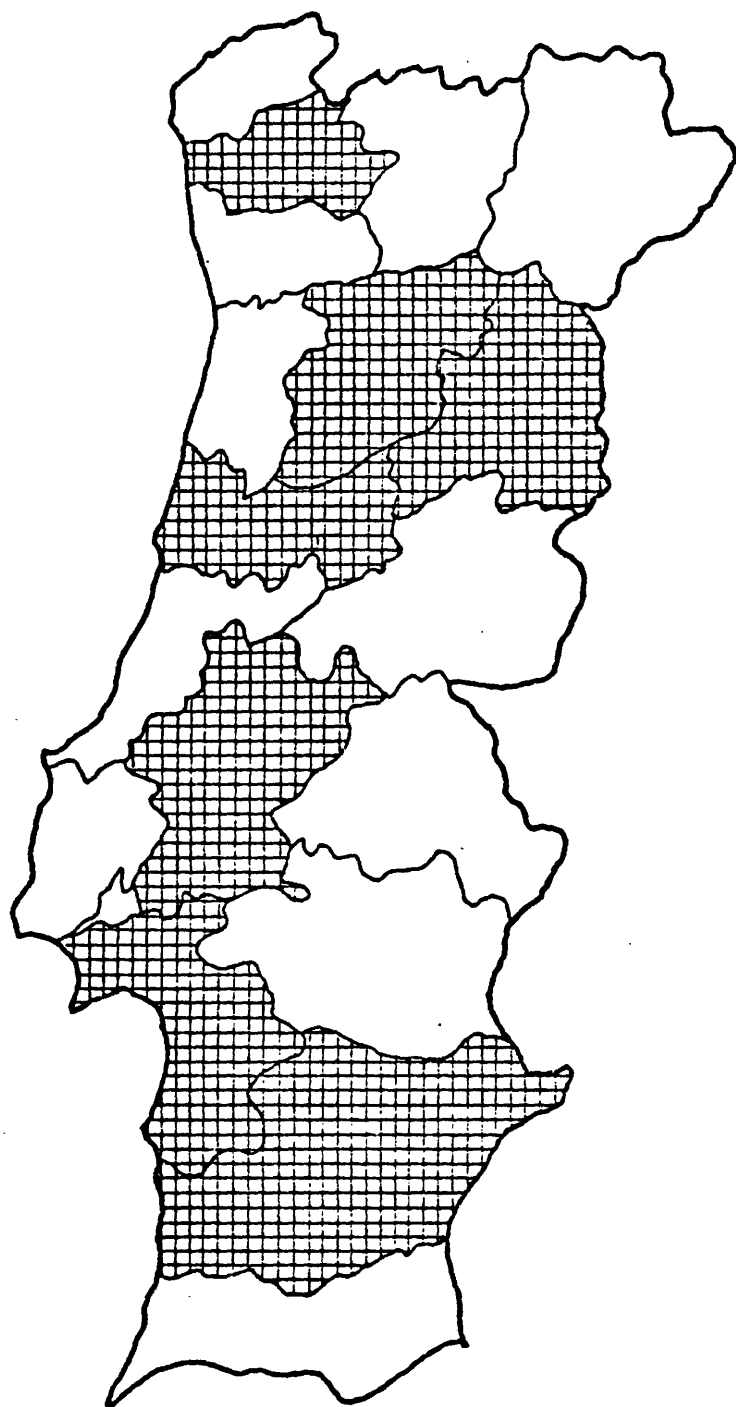
Note: Elément Différentiel calculé en prenant pour base le taux de croissance de chaque branche d'activité (comparaison des Tableaux du Personnels 82 et de l'Enquête Industrielle 1971)

Fig. 5.15

Districts ayant un Elément Différentiel Positif dans  
l'Ind. de Transf. (prenant pour base les T. Personnel  
et l'Enquête Industrielle)



Elément Différentiel (moyenne de la période 1971-1984 prenant pour base l'Enquête à l'Emploi du M. du Travail)



Comportement Relatif des Dynamismes Locaux de Chaque District  
Au Cours de Périodes 1975-1979, 1980-1984

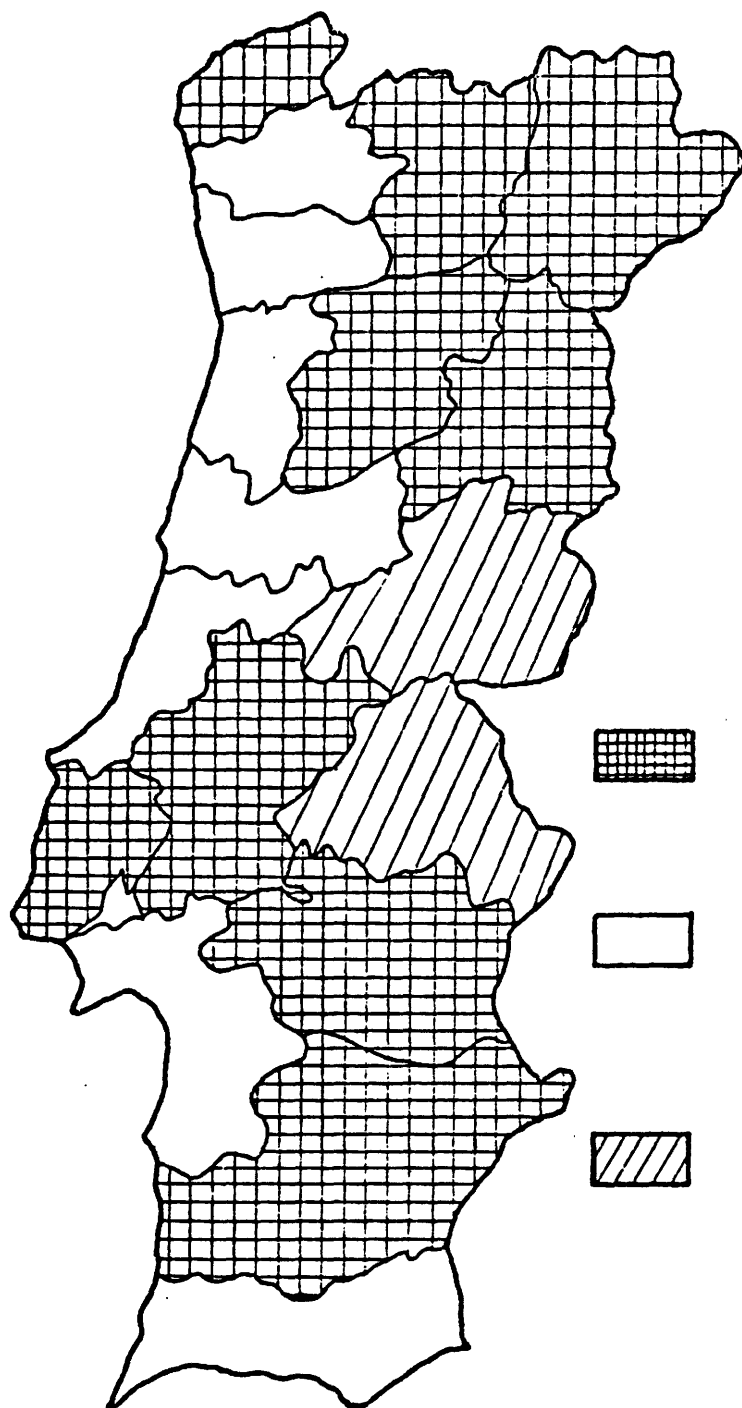


TABLEAU 5.12

Concordance des Signaux de l'Elément Différentiel

		Période 1975-1979	
		(+)	(-)
Période 1971-1974	(+)	6 { Beja Braga Guarda Santarém Setúbal Viseu	3 { Évora Leiria Portalegre
	(-)	0	9 { Aveiro Bragança C. Branco Coimbra Faro Lisboa Porto V. do Castelo Vila Real

		Période 1980-1984	
Période 1975-1979	(+)	4 { Beja Braga Coimbra Setúbal	2 { Santarém Viseu
	(-)	1 { Coimbra	11 { Aveiro Bragança C. Branco Évora Faro Guarda Leiria Lisboa Portalegre Porto Vila Real



TABLEAU 5.13

Elément Différentiel 1971-1984

	Période 1971-1974	Période 1975-1979	Période 1980-1984
AVEIRO	- 1.6	- 4.2	- 4.6
BEJA	7.5	21.0	22.4
BRAGA	0.6	3.4	11.8
BRAGANÇA	- 4.9	- 6.0	-15.8
CASTELO BRANCO	- 5.4	- 7.7	- 9.7
COIMBRA	- 0.2	- 0.9	2.6
ÉVORA	0.8	- 0.2	- 5.3
FARO	- 5.2	-19.7	-31.6
GUARDA	2.9	1.5	- 5.0
LEIRIA	0.8	- 3.0	- 5.0
LISBOA	- 0.6	- 1.7	- 3.9
PORTALEGRE	0.9	-10.9	-22.9
PORTO	- 1.7	- 2.8	- 1.2
SANTARÉM	2.9	5.7	- 4.3
SETÚBAL	15.6	5.5	3.5
V. DO CASTELO	- 3.6	- 1.7	- 1.5
VILA REAL	- 4.4	- 8.3	-15.0
VISEU	0.7	1.5	1.2

En comparant le dynamisme révélé par chacune des régions en 1975-1979, il est évident que, indépendamment de la valeur absolue de l'élément différentiel, les districts de l'intérieur ont un comportement plus favorable au cours de la première période, tandis que les districts du Littoral (à l'exception de Lisbonne et de Viana do Castelo) ceci a lieu au cours de la deuxième période. Le retour des Portugais qui vivaient aux anciennes colonies peut avoir contribué à un plus grand dynamisme de l'emploi dans les districts de l'intérieur au cours de la période 1975-1979. L'amélioration marquée du comportement des districts les plus développés, au cours de la période 1980-1984, pourrait être associée aux conditions socio-politiques en vigueur, l'Etat se limitant à un rôle moins interventif, et les classes ouvrières ayant un pouvoir revendicatif substantiellement réduit. D'autre part, le rétablissement d'une classe d'entrepreneurs plus moderne et plus dynamique, le phénomène de la sous-contractation en des secteurs tournés vers l'exportation, l'existence d'un "know-how" en des secteurs exportateurs, permettant la création de nouvelles entreprises, peuvent aussi avoir contribué à cette amélioration.

#### 5.6.5. Dynamisme Local et Élément Différentiel

Un objectif important de cette étude est l'explication des causes qui déterminent les dynamismes locaux. Dans la littérature il y a une certaine controverse quant à la stabilité de l'élément différentiel et, par conséquent, quant à la possibilité de l'expliquer. En tenant compte des signaux de l'élément différentiel au cours de chacune des sous-périodes, on peut conclure qu'en ce qui concerne le cas portugais, celle-ci est stable. Comme on peut observer dans le Tableau 5.12, tant entre la première et la deuxième sous-période qu'entre la deuxième et la troisième, quinze des dix-huit districts maintiennent le signal.

Nous avons sélectionné, pour pouvoir tester l'importance de l'association entre variables qui captent la capacité endogène de l'économie de chaque district et son élément différentiel, et suite aux considérations faites au long du travail, les variables explicatives suivantes:

Dimension Moyenne des Entreprises - D'une part, elle capte l'influence des économies d'échelle internes des entreprises et, d'autre part, la plus ou moins grande possibilité d'entrer dans le marché des entrepreneurs. Compte tenu de cette dicotomie, le signal attendu pour le coefficient estimé pourra être positif ou négatif.

Densité de la Population - Cette variable capte, partiellement, l'importance du marché dans la création de nouvelles entreprises, aussi bien que l'importance de l'existence de main-d'oeuvre disponible. C'est parce que la densité de la ville primatale est, elle aussi, considérée en tant que variable indépendante que la densité de la population peut capter l'importance des phénomènes d'industrialisation diffuse. On s'attend donc à ce que cette variable ait un coefficient estimé positif.

Dimension de la Ville Primatale - L'importance du réseau urbain et, en particulier, des plus grandes villes pour la propagation de l'innovation est

reconnue. Cependant, il se peut aussi que cette variable puisse capter des déséconomies internes, résultat de la concentration excessive de la population. Ainsi, le signal attendu dépend de la force prépondérante, mais l'hypothèse de congestionnement ne peut avoir lieu qu'en des cas exceptionnels.

Pourcentage des Salariés dans l'Industrie appartenant à une Famille Agricole - Cette variable capte l'importance de l'agriculture en tant que fournisseur de main-d'oeuvre bon marché, aussi bien que l'importance de la pluriactivité agriculture/industrie.

Coefficient de Spécialisation - On s'attend à ce qu'une plus grande concentration de l'activité économique du district en seulement quelques branches de l'industrie de transformation ait un impact négatif sur la capacité endogène de chaque district. De cette façon, cette variable devrait avoir un coefficient estimé négatif.

Pourcentage de l'Industrie de Transformation qui est situé dans le district - Plus grande est l'agglomération d'activités industrielles, plus grande est la possibilité que le district a de bénéficier d'économies d'emplacement (des activités économiques qui cherchent des emplacements où les inputs soient proches et où elles puissent bénéficier d'infrastructures d'usage commun aux différentes entreprises). Ainsi, le coefficient estimé de cette variable devrait être positif.

Comme on peut voir dans les Tableaux 5.14 et 5.15, la capacité explicative du modèle est très bonne pour l'élément différentiel calculé en prenant pour base les Cadres du Personnel et l'Enquête Industrielle 1971, et relativement mauvaise pour l'élément différentiel déterminé par l'Enquête à l'Emploi (dans le second cas est incluse une variable "proxy" du montant du capital public dans chaque district, définie comme étant équivalente à l'inverse de l'indice des besoins per capita de chaque district). La première régression a une importance globale, ayant un intervalle de confiance de 99%, tandis que la deuxième régression est statistiquement insignifiante. Dans ce dernier cas, deux variables seulement sont statistiquement significatives et l'une d'entre elles seulement (dimension moyenne des entreprises) a le signal attendu. Il faut noter, cependant, qu'à l'exception de la variable qui capte la pluriactivité Industrie/Agriculture, tous les coefficients ont le même signal dans les deux tableaux, leur ordre de grandeur étant proche.

En nous penchant sur les résultats, il semble être évident que la dimension moyenne des entreprises a un effet favorable sur le dynamisme de chaque région, ce qui peut être interprété comme un avantage qui résulte d'un meilleur dimensionnement. Par contre, la dimension de la ville primatale a un impact négatif sur la capacité endogène de chaque région. Un tel résultat peut être interprété comme mettant en évidence un réseau urbain déséquilibré, son centre étant trop grand, ou l'inexistence de centres intermédiaires. On doit cependant tenir compte du fait que cette variable peut être associée au transfert d'emplois du secteur secondaire au secteur tertiaire, en conséquence de sa position dans la hiérarchie des réseaux de services, ce qui expliquerait le signal négatif quand on analyse l'élément différentiel de l'industrie de transformation. Comme il fallait s'y attendre, il y a des preuves empiriques de ce que des régions ayant une densité de la population plus élevée, qui

Tableau 5.14

Coefficients Estimés par la Méthode des Minimums Carrés  
variable Dépendante: Elément Différentiel T.P./E.E.)

Variabiles Indépendantes	Coefficients Estimés	T Student
Constante	-60.2	-2.98
Dimension Moyenne des Entreprises	1.187	5.17***)
Dimension de la Ville Primatiale	-0.00015	-2.81**)
Densité de la Population	0.365	2.93*)
% Salariés dans l'Industrie appartenant à un Ménage Agricole	0.834	2.43**)
Coefficient de Spécialisation	-32.68	-1.09
Pourcentage de l'Industrie de Transformation qui est située dans le District	-651.66	-2.14 <sup>1)</sup>
$R^2 = 0.87$ $\bar{R}^2 = 0.79$	Fstat. = 11.7	

\*\*\*) Significatif avec un intervalle de confiance de 99%

\*\*)       "       "       "       "       "       "       "       98%

\*)       "       "       "       "       "       "       "       95%

1)       "       "       "       "       "       "       "       90%

Tableau 5.15

Coefficients Estimés par la Méthode des Minimums Carrés  
 (Variable Dépendante: Elément Différentiel<sup>a)</sup> -Enq. à  
 l'Emploi)

Variables Indépendantes	Coefficients Estimés	T student
Constante	34.8	1.22
Dimension Moyenne des Entreprises	1.022	2.77**)
Dimension de la Ville Primatiale	-0.000106	-1.75
Densité de la Population	0.249	1.76
% Salariés dans l'Industrie appartenant à une Famille Agricole	-0.346	-0.879
Coefficient de Spécialisation	-59.47	-1.71
Pourcentage de l'Industrie de Transformation situé dans le District	-415.9	-1.22
Estimation du Capital Publique Per Capita	-42.19	-2.23*)
$R^2 = 0.53$	$\overline{R^2} = 0.20$	F = 1.62

a) définie comme étant la valeur de l'élément différentiel en 1984

\*\*) Significatif avec un intervalle de confiance de 98%

\*) " " " " " " 95%

Tableau 5.16

Racio Emploi Cadres du Personnel/Emploi Recensement de la Population  
(Industrie de Transformation)  
(1981)

	<u>1981</u>
1. AVEIRO	0.91
2. CASTELO BRANCO	0.91
3. PORTO	0.89
4. SETÚBAL	0.89
5. COIMBRA	0.89
6. LEIRIA	0.88
7. BRAGA	0.88
8. LISBOA	0.87
9. VIANA DO CASTELO	0.85
10. SANTARÉM	0.82
11. FARO	0.74
12. GUARDA	0.74
13. VISEU	0.71
14. ÉVORA	0.69
15. PORTALEGRE	0.69
16. VILA REAL	0.65
17. BRAGANÇA	0.57
18. BEJA	0.56

Tableau 5.17

Taux d'Activité et Taux de Chômage  
(Groupe d'Age: 20-24 ans)

	<u>Taux d'Activité</u>	<u>Taux de Chômage</u>
AVEIRO	78.5	7.5
BEJA	71.3	19.4
BRAGA	84.6	8.9
BRAGANÇA	64.1	18.1
CASTELO BRANCO	72.2	12.5
COIMBRA	69.6	8.8
EVORA	74.9	15.0
FARO	72.4	16.4
GUARDA	68.6	12.0
LEIRIA	76.2	8.6
LISBOA	73.3	12.9
PORTALEGRE	71.3	17.3
PORTO	78.4	10.0
SETÚBAL	73.9	15.8
SANTARÉM	73.5	11.9
VIANA DO CASTELO	75.6	9.7
VILA REAL	66.0	13.2
VISEU	70.5	10.1

---

SOURCE: Figueiredo, C. - 1986

TABLEAU 5.18

Batiment et Travaux Publics

	Ventes de Ciment		Ventes d'Acier		Indice Composé	Indice d'Emploi	(1):(2)
	Millions T.	Indice	Millions T.	Indice			
1971	2 477.2	78.0	204.7	87.3	83.4	98.9	0.89
1972	2 681.5	84.4	225.6	96.7	91.2	96.1	0.95
1973	3 177.9	100.0	233.2	100.0	100.0	100.0	1.0
1974	3 413.0	107.4	250.4	107.4	107.4	103.9	1.03
1975	3 358.8	105.7	158.0	67.8	84.7	96.0	0.88
1976	3 829.2	120.5	178.4	76.5	96.1	94.6	1.02
1977	4 434.8	139.6	293.6	125.9	132.0	94.9	1.39
1978	5 160.0	162.4	309.6	132.8	146.0	97.1	1.50
1979	5 343.6	168.1	279.0	119.6	141.2	95.4	1.48
1980	6 060.9	190.7	355.2	152.4	169.5	95.0	1.78
1981	6 389.3	201.0	382.4	164.0	180.5	93.3	1.93
1982	6 428.8	202.4	400.5	171.7	185.4	100.1	1.85
1983	6 293.6	198.1	306.1	131.3	161.0	97.6	1.64
1984	5 491.4	172.8	289.9	124.3	145.9	82.6	1.77

Source: Banco de Portugal. et Inquérito ao Emprego (M.T.)



d'annonce des modèles d'industrialisation diffuse, rendent possible une croissance plus accélérée de l'emploi (cette interprétation est possible parce que tant la densité de la population que la dimension de la ville primatale sont des variables indépendantes du modèle).

Les résultats obtenus pour l'élément différentiel calculé en prenant pour base les Cadres du Personnel - 1982 et l'Enquête Industrielle de 1971, confirment le fait que la pluriactivité Industrie/Agriculture peut constituer un fait assez favorable à la croissance de l'emploi dans l'Industrie. Cette complémentarité rend le marché du travail plus flexible, diminue les tensions et permet des niveaux de salaires plus bas, ayant un reflet positif sur le secteur industriel. Le niveau de spécialisation de l'industrie semble, d'après les résultats obtenus, restreindre le potentiel endogène de chaque district (cependant, cette variable n'est pas statistiquement importante). Apparemment surprenant est le signal et l'importance de la variable qui mesure le pourcentage de l'industrie de transformation nationale situé dans chaque district. Une plus grande concentration d'établissements industriels crée un milieu favorable à la révélation de nouveaux entrepreneurs et on devrait donc prévoir un coefficient estimé positif. Le niveau d'agrégation sectorielle (industrie de transformation), aussi bien que la dimension spatiale, peut contribuer à ce résultat. Les phénomènes du milieu favorable à la création de nouvelles entreprises sont plus en relation avec certaines branches industrielles et avec une concentration spatiale à une échelle inférieure à celle du district.

#### 5.7. Le Besoin d'Incorporer l'Emploi Non-Structuré dans Cette Analyse

Toute l'analyse qui a déjà été faite s'est basée sur des données concernant l'emploi structuré. Il y a, cependant, des indications du fait que l'importance de l'emploi non-structuré s'est accrue de façon substantielle pendant les dix dernières années. Un argument, dans la littérature, dit que les formes informelles d'emploi expliquent, en partie, la raison pour laquelle certaines régions ne montrent pas aussi évidemment que d'autres des signes de la crise que le Portugal a traversé pendant ces dernières années. La quantification de l'emploi non-structuré est, par sa nature même, assez difficile. Pour mesurer l'incidence régionale de l'emploi non-structuré, on pourrait peut-être utiliser le ratio de l'emploi obtenu dans les Tableaux du Personnel et de l'emploi obtenu par le Recensement de la Population. Dans le premier cas, les ménages constituent la source statistique, tandis que dans le second la source est l'entreprise. Donc, le quotient entre les deux valeurs indique l'importance régionale de l'emploi qui n'est pas formellement inclus dans les Cadres du Personnel des entreprises.

Comme on peut voir dans le Tableau 5.16, l'incidence de l'emploi non-structuré a lieu surtout dans les districts de l'intérieur. En utilisant une méthodologie différente, d'autres auteurs (voir, par exemple, Figueiredo, 1986) identifient Aveiro, Braga, Viana do Castelo et Leiria comme étant les districts où l'emploi informel est le plus important. Cette conclusion est obtenue en comparant les taux d'activité et les taux de chômage par groupes d'âge (voir Tableau 5.17). Dans ces districts, les taux d'activité sont élevés et les taux de chômage sont bas, ce qui peut signifier l'existence de

formes informelles d'organisation de l'économie. La divergence entre les indications obtenues quand on utilise des méthodologies différentes peut être conciliée. Les districts de l'intérieur constituent peut être encore des zones où l'emploi non-structuré est le plus important, mais les districts d'Aveiro, Braga, Viana do Castelo et Leiria montrent, dans une perspective dynamique, des accroissements importants des formes informelles d'emploi.

Un autre indicateur pour l'accroissement de l'emploi non-structuré est obtenu par le ratio entre un indice composé des ventes d'acier et de ciment, et un indice de l'emploi dans l'Industrie du Bâtiment et Travaux Publics (voir Tableau 5.18). L'accroissement substantiel de ce ratio après 1976 ne peut pas, en notre opinion, être expliqué seulement par des accroissements de la productivité. Par conséquent, l'emploi informel dans le Bâtiment doit avoir augmenté (le secteur du Bâtiment est l'un des secteurs où a lieu une plus grande incidence des formes non-formelles d'emploi parce qu'il ne peut pas avoir recours à une main-d'oeuvre non-qualifiée, provenant pour la plupart de l'Agriculture). Comme nous l'avons vu, nous ne disposons pas encore de données suffisamment dignes de foi sur l'emploi non-structuré, raison pour laquelle il ne nous a pas été possible d'intégrer ce type d'emploi dans cette analyse.

## 6. LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET LE SYSTÈME SOCIO-ECONOMIQUE DANS LE NORD DU PORTUGAL

### 6.1. Groupements des Districts du Nord

L'analyse de la situation dans le Nord du Portugal concerne les 9 districts au Nord du Mondego. Ce morceau de territoire est loin d'être homogène, quel que soit le critère d'appréciation adopté. Cependant, face à l'indéfinition d'un critère qui devra, dans l'avenir, présider à la division du Pays en régions ayant une certaine capacité politico-administrative, il convient d'avoir sous les yeux un tableau analytique des différents aspects caractéristiques des sous-régions qui font, en général, partie du "Nord" du pays. Puisque la frontière est nécessairement discutable, nous avons choisi de considérer la zone au Nord du Mondego. À partir de la base districtale, nous serons en mesure de considérer des partitions par régions, soit suivant un axe Littoral/Intérieur, soit d'après l'existence ou l'inexistence significative de phénomènes d'industrialisation et de transformation de la base économique et sociale traditionnelle.

Il faut dire que cette dernière dimension est celle que nous jugeons la plus adéquate à la plupart des problèmes à analyser, mais rien n'empêche que les données produites par ce travail soient interprétées selon d'autres critères de partition régionale. Nous allons donc considérer les groupes de districts suivants:

A - Zone sous l'Influence de l'"Industrialisation"<sup>(1)</sup>

Porto, Braga, Aveiro et Coimbra

B - Zone Essentiellement Rurale

Viana do Castelo, Vila Real, Bragança, Viseu et Guarda<sup>(2)</sup>

### 6.2. Evolution Démographique

#### 6.2.1. Evolution de la Population en Résidence

Dans le Nord se trouvent environ 50% de la population du Continent. À la zone qui est influencée par l'industrialisation correspondent 36% et 14% aux autres

---

(1) Nous entendons par Industrialisation un Complexe de phénomènes menant à la transformation des structures traditionnelles à travers des activités propres à un centre organisationnel et productif.

(2) Dans une classification de ce genre il faut prendre en considération des qualifications et des réserves importantes. Il est évident que l'hétérogénéité socio-industrielle, à l'intérieur des zones, et même des districts, est grande. Par exemple, une part considérable des districts de Coimbra et de Braga est plus proche des caractéristiques de base rurale qui constituent la note dominante de la Zone B. Le prix de la concentration est, dans l'essentiel, la minimisation réductrice de l'information concernant d'autres aspects.

districts. Le district le plus peuplé est celui de Porto (16.7% de la population du Continent) suivi de Braga (7.6%), d'Aveiro (6.7%) et de Coimbra (4.7%).

Ces districts sont en train de concentrer un pourcentage croissant de la population du Continent: en 1960 ils ne représentaient que 33.1%.

Même dans les années 1960-70, période de forte émigration, les districts d'Aveiro et de Braga, et surtout celui de Porto, ont connu des accroissements de population de 3.9, 2.1 et 9.7% respectivement, à l'exception de Coimbra où une diminution de 7.9% s'est vérifiée. Entre 1970 et 1981 l'accroissement de 9.3% dans la population de Coimbra n'atteint pas la moyenne de 15.6% pour le Continent, Aveiro et Braga ayant une évolution pareille à celle-ci - 14.3% et 16.3% respectivement - et Porto une évolution franchement supérieure - 19.3%.

Dans le groupe B, constitué par Viana do Castelo, Vila Real, Bragança, Viseu et Guarda, tous les districts connaissent des diminutions prononcées de la population, dans les années 1960-1970, en particulier en ce qui concerne ceux qui se trouvent le plus à l'intérieur du pays, Bragança et Guarda, qui perdent respectivement 22.7 et 25.4% de leur population. Dans les années 1970-81, étant donnée la diminution de la demande de force de travail dans les pays de destination de l'émigration portugaise (la France et l'Allemagne en particulier) et, par conséquent, les difficultés de mobilité ainsi qu'une demande nationale de plus en plus restreinte, seuls les districts de Guarda et de Vila Real ont connu des diminutions de leur population. De toute façon, les accroissements vérifiés dans les autres districts sont assez au-dessous de la moyenne du Continent - Bragança, 2.1%, Viana do Castelo, 2.5% et Viseu, 31.% - ce qui correspond à une diminution relative quand ils sont comparés à cette moyenne. En 1981 ce groupe de districts comprenait 14.3% de la population totale du Continent, ce pourcentage ayant successivement diminué depuis 1960, année dans laquelle cette valeur était de 19.3%.

En ce qui concerne la population en résidence, les districts du Groupe A connaissent tous des accroissements supérieurs à ceux du Continent (12.6%), à l'exception de Coimbra où un accroissement de 0.6% seulement a eu lieu. Le district de Porto connaît, comme il fallait s'y attendre, l'accroissement le plus marqué - 30.9% en relation à la population totale en 1960 - (Aveiro et Braga 18.8%).

Dans les districts du Groupe B, qui tous voient leur population décroître, c'est surtout dans ceux de Guarda (-27%), de Bragança (-21.1%) et de Vila Real (-18.7%) que cette diminution démographique est la plus grande; Viseu (-12.2%) et en particulier Viana do Castelo (-7.5%) connaissent des diminutions moins prononcées.

Nous pouvons donc voir que, soit en ce qui concerne les effectifs absolus, soit en ce qui concerne l'évolution, l'assymétrie s'accroît entre la zone sous l'influence de l'industrialisation et la zone rurale aussi bien qu'entre le Littoral et l'Intérieur du Pays, malgré le retour (faible) des émigrants et ayant comme toile de fond l'incapacité actuelle de retenir la population jeune due à l'instabilité des structures économiques existantes, comme nous verrons plus bas.

Tableau 6.1

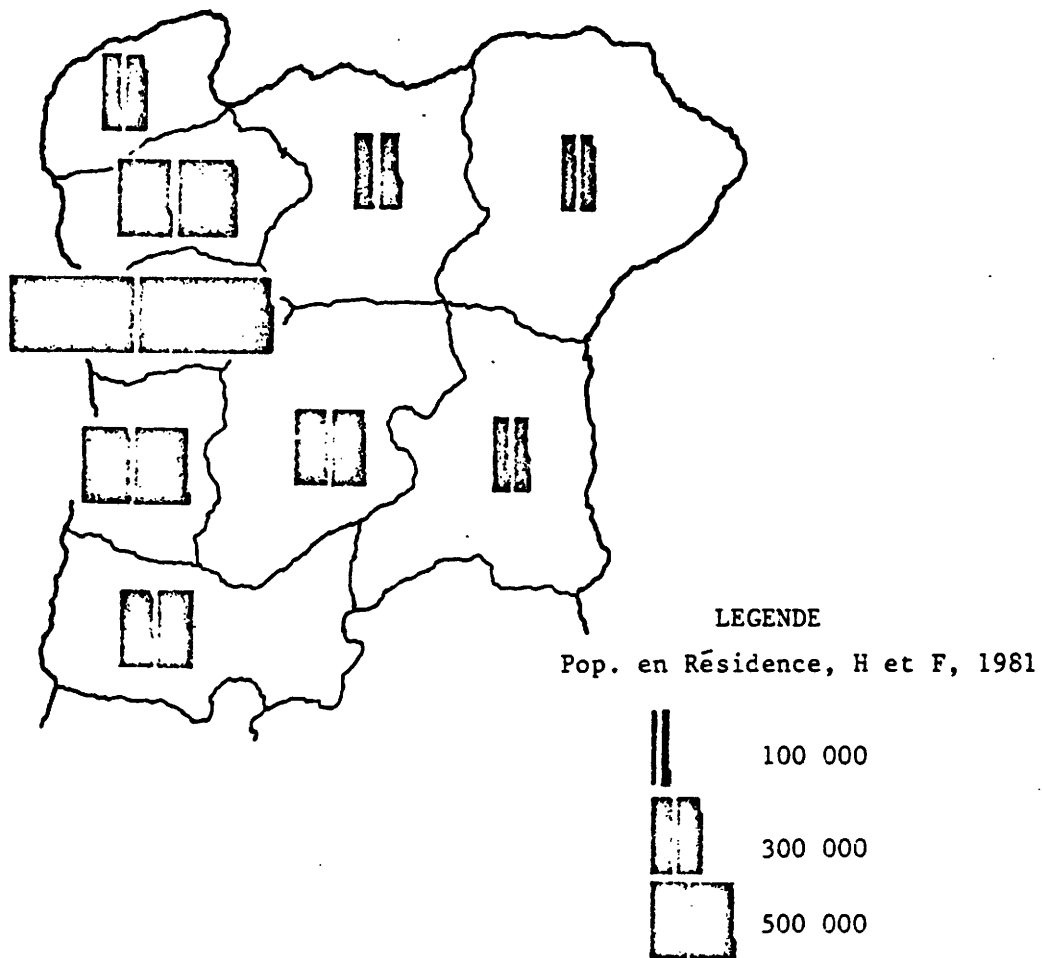
Evolution du Poids en Pourcentage de la Population en Résidence (HF)  
des Districts du Continent

	1	2	3	4	1+2+	Viana	Vila	5+6+7+			
	Porto	Braga	Aveiro	Coimbra	3+4	Castelo	Real	8+9			
						Bragança	Viseu	Guarda			
1960	14.39	7.19	6.32	5.22	33.1	3.35	3.92	2.81	5.82	3.40	19.3
1970	16.21	7.55	6.74	4.95	35.5	3.10	3.28	2.23	5.08	2.61	16.3
1981	16.73	7.59	6.67	4.68	35.7	2.75	2.83	1.97	4.54	2.20	14.3

Source: I.N.E.

Fig. 6.1

Population en Résidence, H et F, 1981 - Districts



Source: Recenseamento da População, INE, 1981

### 6.2.2. Structure par Age

Ce qui est constant dans les 9 districts, entre 1981 et 1960, est le fait que, de même que dans le Continent, le poids de la population âgée (plus de 65 ans - Tableau 6.2) a progressivement augmenté.

Relativement au Continent, et malgré ces tendances générales, il faut mettre en évidence le fait que Coimbra et Guarda ont en 1981 des valeurs inférieures en -3.1 et -2.9 pourcent, respectivement, en ce qui concerne la population jeune, tandis que les autres districts ont des valeurs supérieures, en particulier Braga qui a 6.8 pourcent de plus.

En ce qui concerne la population âgée, dans les districts de Porto, de Braga et d'Aveiro son poids, par rapport à la population totale, est, respectivement, de 2.8, 2.8 et 1.4% en moins que la valeur du Continent, les autres districts ayant des poids toujours supérieurs au total. Les taux de dépendance des personnes âgées confirment nécessairement cette situation. Les "rythmes de vieillissement de la population" (% des + 65 ans en 1981 - % des + 65 ans en 1960) sont considérablement supérieurs dans le groupe de districts formé par Viana et Guarda, plus le district de Coimbra que dans les districts plus peuplés de Porto, de Braga et d'Aveiro.

Le Groupe A est caractérisé, de façon générique, par:

- Plus grand dynamisme démographique
  - . plus grande capacité d'attraction
  - . émigration relative moins élevée
- Plus grand poids de la population jeune par rapport au Continent et au Groupe B, et natalité potentielle plus élevée (à l'exception de Coimbra)
- Valeurs manifestement supérieures au poids de la population entre 10 et 29 ans
- Valeurs légèrement inférieures à celles du Continent dans les Groupes de 25 à 60 ans (dû, surtout à Braga, à l'émigration des années 60)
- Rythmes de vieillissement de la population moins prononcés
- Plus grand taux de dépendance des personnes âgées (encore une fois à l'exception de Coimbra)

La structure par âge est, dans le district de Coimbra, assez éloignée de celle des autres districts de ce groupe. Le poids de la population jeune (- 15 ans) est très inférieur à celui du Continent, le poids de la population âgée (+ 65 ans) étant supérieur. Cette situation est assez semblable à celle des districts du Groupe B.

Tableau 6.2

Structures par Age

Différences en Pourcentage des Groupes d'Age par Districts  
(1960-1981 et Continent)

		Variation 1960-1981		Différences pour le Continent poids groupes d'Âge 1981		
		65	15	65	15-64	15
CONTINENT		3.4	-4.8	-	-	-
GROUPE A	PORTO	2.2	-4.8	-2.2	- .1	2.9
	BRAGA	2.1	-5.5	-2.8	-4.0	6.9
	AVEIRO	2.2	-5.4	-1.4	- .9	2.3
	COIMBRA	4.0	-3.3	2.7	- .5	-2.1
-----						
GROUPE B	V.do CASTELO	4.4	-5.1	2.5	-4.3	1.8
	VILA REAL	5.1	-6.3	.2	-3.7	3.5
	BRAGANÇA	7.2	-7.4	2.4	-2.8	.5
	WISEU	4.7	-4.6	2.2	-4.4	2.2
	GUARDA	8.2	-7.7	6.1	-3.2	-2.9



SOURCE: I.N.E.



Tableau 6.3

Population en Résidence HF: % des Groupes d'Age par Rapport  
au Total des Districts et du Continent, 1981

Groupes d'Age	Porto	Braga	Aveiro	Coimbra	V. do Castelo	Vila Real	Bragança	Visèu	Guarda	Contin.
0 - 4	8.72	10.13	8.63	7.32	8.15	8.53	7.56	8.50	6.84	9.02
5 - 9	9.74	10.88	9.38	7.84	9.16	9.55	8.44	9.23	7.33	9.71
10-14	9.67	11.12	9.59	7.92	9.71	10.65	9.71	9.77	8.24	9.34
15-19	9.95	11.02	9.78	8.01	9.32	10.56	9.76	9.44	8.80	8.44
20-24	8.84	8.99	8.54	7.46	7.59	7.86	7.65	7.41	7.49	7.28
25-29	7.80	7.29	7.23	6.58	5.76	5.51	5.34	5.62	5.40	6.05
30-34	7.04	5.73	6.42	6.12	4.86	4.39	4.26	4.71	4.53	6.26
35-39	5.73	4.59	5.50	5.55	4.59	4.44	4.57	4.64	4.46	6.51
40-44	5.49	4.73	5.51	5.88	4.99	5.11	5.37	5.10	5.19	6.48
45-49	5.35	4.80	5.49	6.05	5.57	5.47	5.82	5.52	5.68	6.03
50-54	5.10	4.56	5.22	6.14	5.65	5.86	6.18	5.71	6.13	5.19
55-59	4.45	4.14	4.77	5.94	5.63	5.71	6.24	5.62	6.53	5.14
60-64	3.46	3.35	3.91	5.01	5.02	4.66	5.25	5.08	5.78	4.79
65-69	3.26	3.12	3.66	4.85	4.75	4.37	5.03	4.80	6.05	3.82
70-74	2.55	2.55	2.96	4.21	4.02	3.60	4.21	4.11	5.33	2.73
75 +	2.85	2.99	3.42	5.11	5.21	3.74	4.60	4.73	6.21	3.20

 valeurs plus grandes plus significatives  
 valeurs plus petites plus significatives

Groupe B:

- Dynamisme démographique plus bas
  - . répulsion démographique
  - . émigration relative plus élevée
- Dans les groupes de personnes âgées de 10 à 20 ans les valeurs sont supérieures à celles du Continent. Le potentiel très jeune dû à une natalité plus élevée que celle du Continent est, pour le moment, représenté davantage que dans le Continent; il s'agit d'une situation semblable à celle qui se vérifie dans presque tous les districts du Groupe A, puisque le Groupe B n'a pas le même potentiel d'emploi que ceux-là; l'augmentation de la période de scolarité obligatoire et les revenus non-salariaux, provenant des remises des émigrants, des pensions et des revenus agricoles, expliquent, à court terme, la raison de retenir ce groupe d'âge.
- De 25 à 50 ans les poids sont inférieurs à ceux du Continent, dû surtout à l'émigration. Il s'agit d'une partie de la population potentiellement active dont l'absence s'explique par la fragilité de la base économique locale mais qui permet, dû au caractère presque jamais définitif de la sortie.
- À partir de 50 ans, et surtout de 65 ans, le vieillissement marqué de la population est très net dans ce groupe de districts: Bragança, Viseu et Guarda sont les districts les plus affectés. Ils voient leur situation s'aggraver par la diminution des deux groupes les plus jeunes de la pyramide (0-4 et 5-9). En résultat de ceci les taux de dépendance des personnes âgées sont considérablement élevés, en particulier dans le cas de Guarda où cette valeur est de 43.1% (20.3% à Porto et 21.5% à Braga, juste pour faire la comparaison(1)).

Concernant les tendances de l'évolution de cette structure, comparées avec celles du Continent au cours de la période 1970-81 (Tableau 6.4), la situation révèle une grande différence entre les districts du Groupe A et ceux du Groupe B, Coimbra étant relativement séparé du premier groupe.

Les districts du Groupe B connaissent de très fortes diminutions de leur population dans tous les groupes d'âge inférieurs à 65 ans. Les différences évolutives les plus expressives bien que, comme on l'a déjà dit, elles soient toutes négatives, se trouvent dans les groupes d'âge jusqu'à 19 ans et entre 30 et 54 ans, ce qui prouve que, dans le dernier cas, la faible expression du retour des émigrants (qui est, d'ailleurs, montré dans les pyramides glissantes, en Annexe).

---

(1) En calculant les taux de dépendance d'après le ratio population de 69 ans ou plus/population de 15 à 59 ans.

Tableau 6.4

Différence (pourcentage) par Rapport au Valeurs du Continent (HF)  
de l'Evolution en Pourcentage 1970/80 des Groupes d'Age

Groupes d'Age	Porto	Braga	Aveiro	Coimbra	V. do Castelo	Vila Real	Bra-gança	Viseu	Guarda
0 - 4	-6.1	-8.8	-10.1	1.2	-16.1	-20.7	-12.7	-9.4	-13.1
5 - 9	-2.2	-9.6	- 6.7	-2.9	-14.9	-25.4	-24.3	-15.1	-28.1
10-14	2.8	-2.0	3.8	-5.8	-11.4	-16.6	-20.7	-12.0	-27.8
15-19	6.7	7.0	9.8	-10.2	-7.7	-8.9	-13.7	-6.0	-17.5
20-24	2.0	5.1	13.6	-9.5	-9.8	-9.7	-0.2	-11.4	-11.8
25-29	16.6	3.1	30.7	-8.6	-14.9	-3.4	-1.8	-3.8	-10.0
30-34	20.0	2.1	8.2	-9.3	-23.4	-28.7	-26.4	-20.4	-29.3
35-39	9.5	-0.2	-2.3	-6.4	-14.7	-19.3	-18.1	-19.7	-18.3
40-44	4.2	5.1	1.2	-8.1	-16.9	-20.2	-14.7	-12.6	-16.5
45-49	5.0	3.4	2.6	-9.2	-10.8	-16.2	-15.2	-13.7	-22.3
50-54	9.9	3.3	-0.8	-9.7	-19.6	-11.9	-12.6	-20.8	-25.1
55-59	0.1	0.6	-1.0	-6.3	-10.8	-7.2	-3.7	-16.7	-21.3
60-64	0.4	2.6	0.0	-9.1	-8.3	-8.9	-11.5	-9.9	-19.9
65-69	1.2	2.7	-5.3	-9.7	10.2	-8.1	-5.9	-6.5	-7.5
70-74	3.7	0.8	-7.0	-9.3	-11.9	-2.6	-4.4	-10.5	-2.1
75 +	9.3	-9.2	11.5	-12.2	-7.9	-0.1	14.4	-18.0	-13.4
Total	3.7	0.7	-1.3	-6.3	-13.1	-16.1	-13.5	-12.5	-18.0

Source: I.N.E.

Tableau 6.5.

Mobilité<sup>(\*)</sup> de la Population Jeune  
à l'Age du Mariage (1970/80)  
(variation période 1970/84)

Districts	Age en 1980		15-20		20-25		25-30		30-40	
	H	F	H	F	H	F	H	F		
Viana do Castelo	-12.5	-7.0	-29.1	-21.9	-27.8	-34.2	-14.5	-20.7		
Vila Real	-10.5	-16.5	-30.0	-37.2	-38.7	-46.2	-24.0	-17.9		
Bragança	-2.6	-13.9	-27.8	-37.1	-40.0	-45.1	-17.3	-10.9		
Viseu	-8.5	-10.5	-25.9	-30.6	-32.3	-33.7	-17.7	-12.6		
Guarda	-7.9	-10.7	-26.2	-30.7	-29.9	-44.6	-20.4	-17.6		
Continent	2.4	3.9	-4.0	-2.9	-3.1	-6.8	9.2	3.8		
Braga	-2.9	-0.7	-11.7	-9.6	-14.0	-16.1	-3.2	-8.9		
Coimbra	-0.5	6.4	0.1	1.6	-6.2	-15.0	-0.8	-1.9		
Aveiro	-3.7	-0.2	-7.6	-6.1	-7.1	-11.5	2.4	-2.8		
	2.2	5.0	-2.2	1.1	-1.7	-1.7	9.3	4.0		

(\*) Les groupes 15-20, 20-25, 25-30 et 30-40 de la population en résidence en 1980 sont censés être âgés de 5-10, 10-15, 15-20 et 20-30 ans en 1970. C'est en prenant pour base ces chiffres que le pourcentage a été calculé.

Guarda, Bragança et Vila Real connaissent, dans une moindre mesure, une situation doublement défavorable. En fait, ces districts ont des tendances de vieillissement doublement défavorables, étant donnés les rythmes plus élevés de vieillissement (1960-1981), 8.2, 7.2 et 5.1% respectivement, et les diminutions plus élevées aussi du poids des jeunes, -7.7, -7.8 et -6.3% respectivement.

### 6.2.3. Mobilité

Cette analyse s'appuiera surtout sur l'évolution par groupes d'âge, montrant de quelle façon les sorties ou les retours ont, évidemment, une importance distincte selon les groupes d'âge, les sexes ou la conjoncture économique locale, nationale ou internationale.

Dans les années 1960-70 la destruction de l'économie paysanne, l'incapacité d'absorption intérieure du potentiel en main-d'oeuvre, aussi bien que la conjoncture internationale de forte croissance de la demande de force de travail, sont, comme on sait, à l'origine d'une augmentation de l'émigration portugaise qui est, depuis le 19<sup>ème</sup> siècle (vers le Brésil) une donnée structurale de notre dynamique démographique. Dans les années 1970/81, la diminution de la demande internationale, et les retours des anciennes colonies après 1974 vont contrarier de façon spectaculaire cette diminution accentuée - - au niveau du Continent, à une diminution de -2.6% entre 1960 et 1970 correspond un accroissement de 15.6% entre 1970 et 1980.

Cependant, ces dynamiques n'ont pas du tout la même ampleur dans les districts analysés, comme nous l'avons déjà dit. Tous les districts connaissent un accroissement plus marqué de la population masculine par rapport à la féminine, fait qui est dû au retour de quelques émigrants dans les années 1970/80. Dans les districts de Guarda, de Viana do Castelo, de Vila Real et de Bragança, une diminution de la population féminine a eu lieu; il s'agit sans doute de femmes qui sont allées rejoindre des membres de leur famille qui avaient émigré. Ce qui contribue, en partie, à ce résultat est l'immobilité locale de l'emploi où, à une agriculture ayant "trop de monde" se joint une activité dans l'industrie qui est peu représentative et qui, par ailleurs, privilégie l'emploi masculin. C'est le cas du Bâtiment et Travaux Publics; d'un point de vue sociologique on sait aussi que, d'une part, la succession du patrimoine foncier favorise davantage la fixation des hommes que celle des femmes tandis que, d'autre part, les femmes ont une mobilité plus grande lors du mariage. Voyons ce qui arrive aux groupes d'âge les plus jeunes, plus sensibles à l'instabilité de l'emploi et/ou à la mobilité (voir Tableau 6.5).

Les diminutions sont, comme il fallait s'y attendre, plus marquées dans les districts du Groupe B. Les valeurs de cas diminutions, à l'exception de Viana do Castelo pour le groupe de 20 à 25 ans (1981), sont toujours plus élevées pour les femmes et leur maximum se trouve dans le groupe d'âge de 25-30 ans, baissant rapidement jusqu'au niveau du groupe de 15-20 ans, dans le groupe de 30 à 40 ans.

Tableau 6.6

Variation des Groupes d'Age 15-20, 20-34 et 35-50 \*

	15 - 20	20 - 34		35 - 50			
	△ 1970/81	△ 1960/70	△ 1970/81	△ 1960/81	△ 1960/70	△ 1970/81	△ 1960/81
Porto	3.6	-6.3	0.4	-5.9	-16.2	7.3	-10.0
Braga	-1.8	-20.4	-12.6	-30.5	-30.9	4.5	-27.8
Aveiro	-2.0	-14.3	-6.7	-20.1	-20.3	3.4	-17.6
Coimbra	2.8	-16.8	-7.5	-23.0	-28.3	5.2	-24.6
V. Castelo	-9.8	-27.2	-27.9	-47.5	-36.5	-0.1	-36.5
V. Real	-13.5	-34.4	-37.2	-58.8	-49.9	4.3	-47.8
Bragança	-8.3	-36.1	-35.6	-58.9	-53.7	12.2	-48.0
Viseu	-9.5	-30.8	-29.9	-51.5	-44.3	6.2	-40.9
Guarda	-9.3	-37.6	-32.6	-57.9	-53.9	6.3	-51.0
Continente	3.1	-15.3	- 2.2	-17.2	-23.4	8.8	-16.6

Source: I.N.E.

\* Les groupes d'âge se rapportent à 1981; les variations sont calculées en prenant pour base l'évolution en pourcentage par rapport au groupe correspondant 10 ou 15 ans plus tôt.

Le groupe le plus jeune, où le besoin d'une occupation ou d'un emploi se fait sentir au début des années 1980 - 15 à 20 ans - constituera notre premier point de référence détaillée.

La différence entre les districts du groupe A et ceux du groupe B est nette. Ces derniers, qui sont en train de connaître des diminutions successives de leur population, perdent des pourcentages 3 ou 4 fois plus élevés que ceux du Continent. Après la période de scolarité de base, il est difficile pour les jeunes de rester dans les districts où ils sont nés. Non seulement la base économique est faible, mais aussi la préparation scolaire n'est pas en mesure de répondre au profil d'activités de ces districts et l'incompatibilité des modèles culturels véhiculés par l'école, les expectatives d'emploi extra-agricole, l'insuffisance économique de la plupart des exploitations agricoles et la rigidité du marché du travail local sont quelques-uns des principaux facteurs qui font qu'entre 9.8 et 13.5% de la population qui avait entre 5 et 10 ans en 1970 ait cherché, hors de ces districts, une opportunité d'emploi.

Parmi les autres districts (Groupe A) Porto seul connaît un accroissement supérieur à celui du Continent, les autres connaissent de légères diminutions (Braga et Aveiro) ou, comme pour Coimbra, un accroissement proche de la moyenne du Continent, bien que là ces mouvements ne soient pas particulièrement graves, étant donnée leur faible ampleur et l'équilibre plus grand de la structure par âge de ces districts. Le fait que c'est dans les districts de Porto et de Coimbra que le secteur tertiaire a un poids relatif plus élevé que dans les autres peut sans doute justifier que ce soit ici que l'on trouve la plus grande capacité de retenir les jeunes ayant une qualification scolaire, étant donnée la meilleure adaptation de ces districts aux besoins de ce secteur d'activité-là.

Le groupe d'âge entre 20 et 34 ans en 1980 constitue la partie la plus jeune de la population potentiellement active et c'est pour cela qu'il nous intéresse aussi de connaître sa dynamique.

Comme pour le cas précédent, mais avec plus de vitalité, les pourcentages de diminutions dans le Groupe B sont très élevés, que ce soit par rapport au Continent ou par rapport au Groupe A: entre 47.5% et 58.9% de la population qui avait entre 0 et 14 ans en 1960 (10 à 24 en 1974) sont sortis des districts de Viana do Castelo, de Vila Real, de Bragança, de Viseu et de Guarda. Cette tendance élevée des sorties a continué à un rythme semblable entre les années 60 et les années 70, contrairement à ce qui a eu lieu dans le Continent et dans les districts du Groupe A. Le non amortissement des mouvements dans ce groupe d'âge dans une décennie où l'émigration a considérablement décru (1970) est signe de la continuité du caractère répulsif de ces districts et des transferts marqués de la population à leur intérieur, même à une période de crise d'emploi dans les zones urbaines.

Tous les districts du Groupe A ont connu des diminutions proches de celles du Continent entre 1960 et 1970 (à l'exception de Porto, évidemment), ayant amorti ce mouvement jusqu'à près de la moitié dans la décennie suivante, ou ayant même connu des accroissements, comme c'est le cas, encore une fois, de Porto.

Le groupe d'âge qui avait entre 35 et 50 ans en 1981 comprend déjà beaucoup de personnes revenues de pays d'émigration entre 1970 et 1981. Les valeurs de l'avant-dernière colonne du Tableau 6.6 pourraient être, pour les districts du Groupe B, un indicateur de cette mesure; cependant, surtout dans les districts du Groupe A où à ce retour se joignent les potentialités attractives concernant d'autres genres de mobilité, les valeurs sont difficiles à interpréter puisque nous ne savons pas dans quelle mesure elles proviennent de mouvements à l'intérieur des districts.

Les soldes négatifs de l'évolution 1960/70 sont structurellement identiques à ceux du groupe précédemment analysé, bien qu'ils soient considérablement plus élevés, vu qu'en 1960 ce groupe d'âge avait entre 15 et 30 ans, soit un âge où le problème de la situation de l'emploi et de la dépendance économique a une plus grande acuité.

Tout compte fait, et malgré le retour d'ex-émigrants ou de résidents aux anciennes colonies, les districts du Groupe B connaissent, en 1980 par rapport à 1960, des diminutions très marquées - entre 36.5% et 51.0% - pour une moyenne de -16.6% dans le Continent pour le groupe d'âge analysé, 35-40 ans. Braga, Aveiro et Coimbra, ce dernier ayant une plus grande importance, malgré le dynamisme démontré, ont des valeurs différentes de celles de Porto, montrant davantage de sorties et moins d'entrées que celui-ci, lequel est indiscutablement l'élément le plus polarisateur ou, pour le moins, celui qui, dans le Nord et Centre du pays, a une plus grande capacité de retenir la population. De toute façon, le cas le plus grave est celui de Coimbra, puisque Aveiro et Braga possèdent une source plus abondante de population jeune, en valeur absolue aussi bien que relative. Comme exemple, on peut dire qu'à une valeur de 42.9% du taux de dépendance des moins de 15 ans(1) pour le Continent correspond, pour Braga, une valeur de 57.5% et pour Aveiro 47.2%.(2)

### 6.3. Population Active

Cette section s'occupera de la "Population Active exerçant une profession

---

(1)  $\frac{\text{Résidents de 0 à 14 ans}}{\text{Résidents de 15 à 60 ans}} \times 100$

- (2) Pour les districts du Groupe B les valeurs élevées de ce taux ne sont pas exclusivement dues au nombre relativement élevé des jeunes mais, surtout, à la diminution accentuée de la population entre 15 et 60 ans.



ou ayant un emploi civil".(1) Cette analyse sera faite selon trois lignes préférentielles.

- 1) Structures par âge/taux d'activité/sexes
- 2) Distribution/évolution par branches d'activité
- 3) Situation dans la profession

En toile de fond, quelques lignes de réflexion déjà suggérées plus haut seront présentes (l'ordre est arbitraire):

- a) Comment encadrer ce flux migratoire qui, jusqu'à la fin des années 60 a fait diminuer et "vieillir" une grande partie des districts mentionnés au Chapitre I (le Groupe B et Coimbra aussi, en partie)?

Quelle a été l'expression de l'impact du retour (en partie) et des transferts monétaires (à l'intérieur du pays et internationaux) en ce qui concerne l'emploi/occupation dans ces districts?

- b) Au niveau de l'Industrie et du secteur tertiaire, quelles ont été les transformations territoriales produites en ce qui concerne:

- la structure par âge et la structure sexuelle de la population active "salarisée"?
- restructuration du profil, dû à la destination de la production et à la précarité de l'emploi?
- segmentation du marché du travail (d'après les indicateurs possibles): force de travail marginale et sa mobilisation?
- industrialisation rurale diffuse et branches industrielles plus sensibles?

- c) Evolution et expression territoriale de la relation salariale, notamment le poids de formes non-capitalistes de production (membres non-rémunérés d'une famille et actifs indépendants)?

Il est évident que le matériel statistique que nous allons utiliser (Recensements de la Population de 1960, 70 et 1981 surtout) ne permet pas de mettre en

- 
- (1) L'ensemble des personnes de 12 ans ou plus (pour 1981 et de 15 ans ou plus pour 1960 et 1970) qui, dans la semaine de référence, n'étant pas en train de faire leur service militaire obligatoire, même étant membres des Forces Armées:

- a) exercent une profession rémunérée (...)
- b) sont des membres non-rémunérés, travaillant au moins 15 heures dans une exploitation agricole ou entreprise d'une personne avec laquelle ils cohabitent
- c) patrons ou personnes travaillant à leur compte (cf. INE, "Antecedentes, Metodologia e Conceito", 1984).

équation, de façon correcte, les questions posées ci-dessus. Les conclusions qui en résulteront devront donc être prises comme de simples indications de tendances. Nous pouvons tout de suite mentionner quelques-unes des limitations de ce matériel statistique:

- Impossibilité de capter des formes de pluriactivité résultant de l'articulation entre l'agriculture et l'industrie, surtout, mais aussi entre agriculteurs et le commerce de détail;
- Impossibilité de capter des formes de gestion de la force de travail à l'intérieur des familles, qui sont en relation étroite avec ce que nous avons dit plus haut;
- Sous-évaluation du travail féminin, surtout en des situations où à ce travail ne correspond aucun salaire. Dans l'agriculture, par exemple, où une stratégie de la gestion du travail à l'intérieur de la famille est franchement dominante, quelle est la frontière entre la "maîtresse de maison" et le personne qui prend soin des animaux, du potager, ou qui, à l'occasion, travaille aux champs?(1)
- Dans ce dernier cas, comme en d'autres, quel type de distortion peut advenir du fait que la "population active" considérée - 15 heures par semaine, au moins - concerne la semaine de référence du Recensement (en Décembre pour 1960 et 70 et en Mars pour 1981), étant donné que plusieurs activités ont un caractère saisonnier?(1)
- Imprécision du Recensement de 1970 et sous-évaluation de la population active.

### 6.3.1. Structure par Age/Taux d'Activité/Sexes

#### 6.3.1.1. La Participation Féminine Croissante

En plus des asymétries territoriales, un point commun à tous les districts est la participation croissante des femmes à la "vie active" (comme elle est définie par le Recensement). En 1960/70, aussi bien qu'en 1970/81, les pourcentages d'évolution de la population active féminine sont presque toujours positifs (à l'exception de Bragança et de Vila Real en 1960/70) et prononcés, tandis que dans la première décennie (60/70) des diminutions de la population active masculine ont lieu (même à Porto), et qu'au cours de la période 1970/1981 seuls les trois districts les plus dynamiques, Porto, Aveiro et Braga, contraient cette tendance en ayant des valeurs supérieures à la moyenne du Continent. À Coimbra comme dans les autres districts (Groupe B), la diminution se fait à nouveau sentir, bien que de façon beaucoup moins intense que dans la décennie précédente.

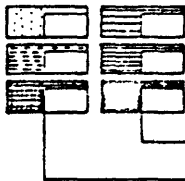
---

(1) Voir RODRIGO, Isabel, "As estatísticas e o trabalho feminino", Estudos de Economia, Vol. nº 3, 1985, pp. 321-336.

Tableau 6.7

Population Active; Evolution, Taux d'Activité et Poids des Femmes Actives dans Quelques Branches

		Evolution %		Taux d'Activité de 15 à 64 ans			Femmes actives dans l'agric., % p/rap. total/an			Femmes actives ind.trans., % p/rap. total/an			Femmes actives secteur tertiaire p/rap. total/an		
		60/70	70/81	1960	1970	1981	1960	1970	1981	1960	1970	1981	1960	1970	1981
			H												
	M														
	HM														
PORTO	H	-0.9	23.0	20.2	82.8	82.0									
	M	33.4	50.2	26.5	33.5	43.3	1.6	2.2	3.0	10.5	15.0	15.4	12.7	14.1	17.0
	HM	7.8	31.5	56.1	56.6	62.0									
BRAGA	H	-11.0	17.2	91.0	81.9	79.7									
	M	50.6	44.8	24.5	36.8	47.9	5.6	10.1	8.9	9.0	15.5	19.7	9.5	8.7	10.5
	HM	3.5	26.7	55.4	57.7	63.2									
AVEIRO	H	-5.9	17.5	91.1	84.7	83.8									
	M	49.2	76.7	18.6	27.5	44.7	4.2	6.5	10.7	7.2	11.8	14.5	7.7	6.8	11.2
	HM	4.7	33.7	52.3	54.2	63.6									
COIMBRA	H	-16.3	-1.2	89.6	82.4	78.9									
	M	24.3	102.3	13.3	18.5	38.3	2.6	6.4	12.1	3.0	4.5	6.2	9.3	9.7	10.7
	HM	-10.2	20.2	48.3	48.1	57.6									
V. CASTELO	H	-22.0	-5.0	92.6	84.4	78.4									
	M	62.4	8.0	20.8	39.2	47.0	14.4	10.4	28.0	1.8	2.5	3.8	7.9	6.2	9.9
	HM	-1.8	0.1	51.3	57.9	61.0									
UISEU	H	-25.0	-5.0	90.5	83.6	79.8									
	M	8.4	93.3	13.5	18.1	37.8	6.2	11.6	21.1	3.1	1.7	2.3	2.2	7.7	9.9
	HM	-20.0	14.8	49.7	48.7	58.0									
VILA REAL	H	-34.0	-1.3	91.9	80.0	78.0									
	M	-6.7	53.3	13.9	16.4	27.0	5.8	9.9	14.8	0.9	1.6	1.4	5.7	6.7	10.5
	HM	-30.2	8.9	52.3	46.7	52.2									
BRAGANÇA	H	-35.7	-5.7	92.2	80.9	76.4									
	M	-3.9	59.4	9.9	12.9	21.7	2.0	2.5	9.3	0.7	1.0	1.4	5.8	6.2	11.0
	HM	-32.5	3.6	51.1	45.9	49.0									
GUARDA	H	-34.1	-8.4	87.8	80.6	78.0									
	M	20.4	52.4	11.2	18.4	32.0	3.4	9.2	13.7	2.2	5.3	6.8	6.2	6.5	10.0
	HM	-27.3	4.2	47.6	47.2	54.2									
CONTINENTE	H	-13.5	10.1	90.6	83.7	80.5									
	M	35.1	59.4	18.9	27.1	40.1	3.3	5.7	6.9	5.3	8.0	9.4	9.9	12.5	17.2
	HM	-4.4	23.1	53.0	53.8	59.7									



10-20  
20-60  
60%

de plus que le Continent  
de moins que le Continent dans la colonne respective

Source: INE

Tableau 6.8

Poids des Femmes (%) dans la Population  
Active - 1960, 1970 et 1981

	1960	1970	1981
PORTO	25.5	31.5	35.8
BRAGA	20.7	30.5	39.2
AVEIRO	19.2	27.3	36.0
COIMBRA	15.0	20.7	34.7
VIANA DO CASTELO	19.5	34.0	42.5
WISEU	14.9	20.1	33.8
VILA REAL	13.9	18.6	26.0
BRAGANÇA	10.0	14.3	21.8
GUARDA	10.5	17.8	30.1
CONTINENT	18.7	26.4	34.4

Il est donc évident que les femmes s'engagent de plus en plus dans le monde du travail, bien que cet engagement ait lieu en des scénarios socio-économiques parfaitement disparates. Le tableau nous montre ce phénomène:

- Dans les districts ruraux il s'agit surtout d'un remplacement de l'homme (émigré) dans l'exploitation agricole. La situation de la femme est en même temps celle de "maîtresse de maison" et celle de "membre non-réuné-ré d'une famille" ou celle d'"isolée", acquérant ainsi une existence statistique dans la population active. Son rôle dans la reproduction donne, ainsi, origine à un phénomène potentiel de surmenage. Cette redistribution des rôles, bien qu'étant statistiquement innovatrice, est dotée de continuité quand elle est analysée du point de vue de la reproduction/survie de la petite exploitation familiale paysanne. Tandis qu'un modèle d'expulsion définitive des populations rurales vers les zones urbaines industrialisées donne lieu à la disparition de cette forme d'exploitation agricole et, par conséquent, au re-encadrement du travail féminin (et masculin), l'émigration provenant pour la plupart de zones rurales portugaises de petite exploitation correspond à une conjoncture d'articulation avec l'agriculture non-capitaliste, ce qui la rend, en même temps, permanente. Cette situation se prolongera tant que durera l'émigration ou aussi longtemps que le transfert de revenus fera contrepoids à la situation précaire de ces exploitations; de toute façon, la destructuration de l'économie portugaise traditionnelle d'auto-consommation est un fait, bien qu'elle soit accompagnée de phénomènes suffisamment dynamiques d'émergence de croissance ou de restructuration d'une agriculture capitaliste.

Les coopératives (surtout vin et lait), l'augmentation artificielle des prix des terres, due surtout à la demande pour construction d'habitation par des émigrants ou des ex-émigrants, la survivance d'une éthique paysanne en ce qui concerne, particulièrement, la valeur symbolique de la propriété foncière, le manque de force de travail et, par conséquent, l'augmentation de sa valeur d'échange, sont autant d'autres facteurs qui conditionnent l'émergence, théoriquement prévisible, d'une agriculture d'entreprises suffisamment dynamique.

D'autres facteurs, tels que l'absorption locale de la force de travail masculine par le bâtiment (pour le moment) et l'investissement clair en des activités de commerce de détail de la part d'ex-émigrants ou autres - expliqué par l'augmentation de la demande permise par les transferts monétaires élevés - pourront également expliquer l'indéfinition d'une grande partie des districts considérés dans cette étude (en particulier ceux du Groupe B, et une partie du district de Coimbra et des communes les plus périphériques du district de Braga). D'une part, on peut observer un déplacement marqué, la disparition, dans une certaine mesure, de la petite agriculture non-capitaliste et une certaine redistribution foncière en faveur de la grande exploitation; d'autre part, il y a une dynamique relative des capitaux des districts et de la plupart des sièges urbains communaux qui obtiennent leur vitalité par des situations ponctuelles de proximité de la frontière ou d'un investissement industriel (Renault, à Guarda, par exemple).

- Dans les districts de Porto, de Braga et d'Aveiro les accroissements de la population active sont plus marqués que dans le Continent et la mobilisation croissante des femmes dans le marché du travail a une autre

signification. Il ne s'agit plus exclusivement du remplacement de la force de travail dans l'agriculture, mais plutôt de la force de travail féminine pour des branches industrielles en franche croissance et qui cherchent "de la main-d'oeuvre abondante, peu exigeante et dont les coûts de reproduction sont, dans une grande mesure, intérieurs par le groupe familial (paysan)".(1) La flexibilité et la baisse du prix de la contraction de la force de travail sont donc souplement rendues possibles parce que l'on a dit plus haut et parce que la femme a un comportement instable dans sa profession, instabilité qui dépend du cycle familial.

Il faut faire attention à ce que (Tableau 6.7) c'est dans les districts de Braga et d'Aveiro que le poids de la participation des femmes, simultanément dans l'agriculture et dans l'Industrie de Transformation est doublement important.

#### 6.3.1.2. Structure par Age

En 1981 les grands traits des différentes structures par âge de la population active dans les districts montraient (Tableau 6.9) les aspects suivants:

- Tous les districts avaient des pourcentages supérieurs à ceux du Continent pour la population active de 12 à 19 ans; donc, population très jeune;
- les districts du Groupe B (Viana, Vila Real, Bragança, Viseu et Guarda) plus celui de Coimbra - les districts les plus ruraux - ont aussi des pourcentages plus élevés dans la population active de plus de 50 ans;
- les districts du Groupe B avaient tous comme résultat de la forte mobilité ressentie, des poids inférieurs à la moyenne du Continent pour les groupes d'âge compris entre 25 et 44 ans.

#### En Synthèse

Dans les districts du Groupe A, à l'exception de Coimbra, districts qui offrent un plus grand volume relatif et absolu d'emploi agricole, surtout dans l'industrie de transformation, la mobilisation de la population très jeune, qui serait, en général, à l'âge de la formation scolaire, est grande; d'une part, la forte expectative d'emploi, liée à l'inadéquation des diplômes scolaires moyens à la demande existante et, d'autre part, la demande de main-d'oeuvre à bas prix, docile et tout aussi productive, de la part des industries, découragent la poursuite des études et compromettent la mobilité professionnelle de cette population, pour qui le travail et le salaire (fragile) se mêlent à des espoirs d'émancipation et de contestation familiale, catalysés par la situation précaire du revenu de la famille d'origine.

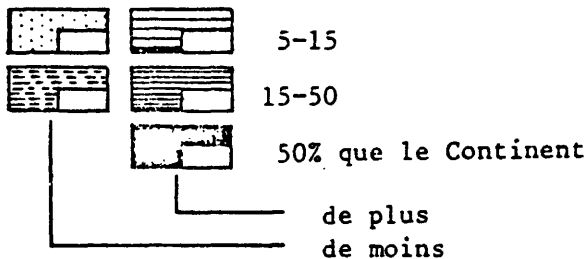
Les districts du Groupe B - qui sont en déclin, du point de vue démographique, fortement ruralisés et "ébranlés" par une émigration presque structurale - utilisent une population active vieillie dans l'agriculture, aussi

---

(1) FERRÃO, J., Indústria e Valorização do Capital, C.E.G., Lisboa, 1985, pg. 186.

Population Active, HF, par Groupes d'Age, 1981

Group. d'Age	Cont.	Porto	Braga	Aveiro	Coimb.	Viana Cast.	Vila Real	Bragança	Viseu	Guarda
12-14	1.4	1.8	2.4	2.3	1.4	2.3	2.7	1.7	2.4	1.5
15-19	9.6	12.	16.6	13.3	9.0	13.6	13.6	10.6	12.8	9.7
20-24	12.0	14.3	16.8	13.8	11.3	12.5	12.0	10.8	11.5	11.3
25-29	3.3	14.9	15.4	13.5	13.0	11.1	10.7	10.7	10.6	10.8
30-34	2.2	13.1	11.4	11.5	11.8	9.0	8.1	8.4	8.7	8.7
35-39	0.3	10.0	8.3	9.3	10.0	8.3	7.7	8.1	8.3	7.8
40-44	0.0	8.9	8.0	8.8	10.1	8.3	8.9	9.5	9.0	9.1
45-49	9.6	8.1	7.3	8.4	9.8	9.6	9.4	10.1	9.5	9.3
50-54	8.5	7.0	6.1	7.4	8.9	9.1	9.3	10.2	9.2	9.6
55-59	6.8	5.2	4.3	5.9	7.9	8.1	8.4	9.2	8.2	9.3
60-64	4.1	2.9	2.2	3.7	4.7	5.1	5.6	6.7	6.1	7.1
65 +	2.3	1.7	1.3	2.2	2.6	3.2	3.7	4.0	3.7	5.9
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>



Source: INE

Tableau 6.10

Evolution en Pourcentage des Groupes d'Age de la Pop. Active  
HF, 1970/81

Groupes d'Age	Cont.	Porto	Braga	Aveiro	Coimb.	V. do Cast.	Viseu	Vila Real	Bragança	Guarda
12-14										
15-19	-6.0	-4.1	7.5	13.3	1.3	-2.5	6.9	6.1	-13.2	-4.7
20-24	63.8	68.4	80.7	81.4	82.2	35.4	66.9	68.8	74.5	67.0
25-29	64.2	78.3	106.9	72.9	78.8	39.9	76.1	70.1	74.2	68.8
30-34	49.1	69.9	63.0	60.3	46.8	12.2	31.6	15.9	15.4	26.2
35-39	23.4	32.8	23.4	26.7	24.1	3.6	11.4	-7.2	-4.3	2.3
40-44	22.4	23.8	24.3	34.2	20.2	4.4	15.5	-3.5	3.2	3.8
45-49	30.4	33.3	28.5	40.8	27.6	15.0	23.9	11.7	9.3	7.1
50-54	40.1	51.5	31.3	50.3	30.7	14.4	30.3	24.9	21.9	16.2
55-59	22.6	27.1	5.5	29.5	14.7	5.3	15.9	14.5	7.6	-0.6
60-64	-9.4	-4.2	-36.5	1.5	-18.8	-26.9	-8.0	-11.8	-18.5	-18.9
65 +	-57.9	-45.1	-70.7	-53.4	-67.5	-69.2	-60.7	-56.2	-60.0	-50.9
15-64	30.5	38.3	37.7	42.1	30.5	10.1	24.9	16.7	12.4	13.5
Total	22.5	31.3	26.6	33.4	19.7	-0.0	14.6	8.6	3.5	4.1

Source: I.N.E.



bien qu'une population très jeune. L'inexistence d'études empiriques de base sur la redistribution de la terre par générations (dans ce qu'elle a d'implications en ce qui concerne la fixation de la population jeune) et la diminution conjoncturale de l'emploi dans le Bâtiment rendent problématique la permanence de la population active jeune qui est, pour le moment (1981) sur-représentée par rapport à la moyenne du Continent et à la structure fortement déséquilibrée de la population active et de la population en résidence (voir pyramides).

### 6.3.1.3. Taux d'Activité

En ce qui concerne l'évolution (1970/81), le poids croissant de la population active jeune est confirmé, aussi bien que la diminution des groupes d'âge intermédiaires, cette dernière situation seulement pour les districts du Groupe B.

Dans la globalité, les taux d'activité par groupes d'âge ont comme résultat une différenciation semblable à celle obtenue dans le Tableau , comme il fallait s'y attendre. Cependant, il y a quelques modifications ponctuelles qui doivent être mises en relief et qui donnent des explications différentes:

- À Bragança, par exemple, le poids marqué de la population active très jeune (Tableau 6.12) correspond à des taux d'activité très inférieurs à ceux du Continent; cette même non-coïncidence a lieu, bien que de façon moins intense, dans les autres districts du Groupe B. Cette situation ne peut être expliquée que par ce qui a été dit dans la première partie de cette analyse, en ce qui concerne la présence relativement élevée de jeunes dans ces districts, mais dont l'encadrement se fait dans une structure d'âge où le vieillissement au sommet est une donnée indiscutable, ainsi que la rétraction de la pyramide dans les groupes d'âge potentiellement actifs.

Comme il s'agit d'un pourcentage en relation avec le total de la population active, la forte diminution dans les groupes intermédiaires de cette population ira sur-valoriser les valeurs extrêmes des jeunes et aussi celles des personnes âgées.

- À Porto, à Braga et à Aveiro cette différence est due surtout à l'utilisation de femmes jeunes dans certains secteurs traditionnels de l'Industrie de Transformation; à Viana do Castelo et aussi à Viseu les taux d'activité féminine sont manifestement supérieurs à ceux du Continent, tant dans les groupes plus jeunes que, à l'opposé, dans les groupes des gens plus âgés et ils sont surtout en relation avec le rôle de la femme dans l'agriculture. Il faut noter que le district de Viana do Castelo est celui qui, parmi ceux du Groupe B, connaît une moindre diminution de la population en résidence entre 1960 et 1981 (-7.5%) et le taux le plus élevé d'activité féminine, 29.6%, dont la valeur n'est atteinte que par Braga où, de paire avec une structure agraire semblable (prédominance de la petite propriété), le vieillissement de la femme dans l'industrie est très grand.

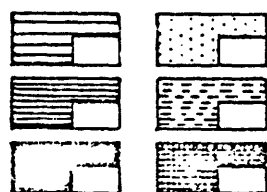
Dans les autres districts du Groupe B - V. Real, Bragança et Guarda - qui sont aussi des territoires à caractère très fortement rural, le poids de

Tableau 6.11

Taux d'Activité Féminine, 1981, par Groupes d'Age

Group. d'Age	Cont.	Porto	Braga	Aveiro	Coimb.	V. do Cast.	Viseu	Vila Real	Bragança	Guarda
12-14	6.9	8.1	11.2	11.5	6.7	12.7	10.7	8.4	3.9	5.8
15-19	29.4	35.3	47.1	39.9	27.8	39.8	32.6	23.7	13.5	21.7
20-24	48.9	56.4	66.0	56.4	45.1	51.8	39.0	28.1	21.0	37.0
25-29	57.9	62.4	70.4	61.1	56.3	56.5	44.7	36.1	35.0	47.9
30-34	53.7	55.7	61.5	53.7	51.5	53.3	43.7	32.6	33.0	42.4
35-39	47.2	47.6	50.9	47.7	44.9	51.7	42.1	29.8	27.0	36.1
40-44	42.2	41.1	43.3	43.2	40.5	52.0	40.5	29.2	23.0	35.4
45-49	38.0	36.4	36.7	39.8	37.2	50.5	40.4	27.9	21.6	31.9
50-54	32.4	31.2	29.7	35.3	31.5	46.3	37.3	24.9	20.0	29.6
55-59	26.8	25.8	22.7	31.1	27.1	41.2	33.9	23.1	17.0	26.7
60-64	17.8	16.1	12.9	22.7	20.0	28.7	27.5	18.0	14.2	21.9
65 +	3.4	3.2	2.6	4.6	3.5	5.6	5.2	4.0	2.3	4.8
15-64	40.1	43.3	47.9	44.7	38.3	47.0	37.8	27.0	21.7	32.0
Total	26.0	28.0	29.4	28.9	24.8	29.6	23.6	17.0	13.4	20.2

Source: INE



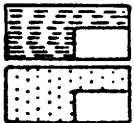
au-dessous des valeurs du Continent  
au-dessus des valeurs du Continent

Tableau 6.12

Taux d'Activité par Groupes d'Age, HF, 1981

Group. d'Age	Cont.	Porto	Braga	Aveiro	Coimb.	V.do Castelo	Viseu	Vila Real	Bragança	Guarda
12-14	10.4	12.7	14.0	16.2	10.7	15.1	15.1	13.5	8.8	10.3
15-19	43.5	50.0	58.5	55.9	42.3	53.0	49.2	42.9	34.0	38.7
20-24	60.5	65.4	72.4	67.3	57.0	62.9	56.2	50.8	44.4	52.8
25-29	75.1	77.6	82.2	77.8	74.1	73.0	68.7	64.4	62.6	70.4
30-34	73.8	75.3	77.4	74.6	72.5	70.8	67.5	61.4	61.9	67.5
35-39	69.6	70.7	70.5	70.0	67.8	67.8	64.5	57.5	55.8	61.1
40-44	66.2	66.0	65.3	66.5	64.6	67.1	64.0	57.6	55.7	61.7
45-49	62.5	61.6	59.4	63.4	61.1	65.9	62.8	56.8	54.3	57.5
50-54	56.8	55.5	51.5	58.7	54.8	61.1	58.6	52.9	51.7	55.1
55-59	49.0	47.1	40.7	51.2	46.8	54.8	53.2	48.6	46.2	49.8
60-64	36.4	33.4	24.9	39.7	35.1	38.9	47.7	39.6	40.2	43.0
65 +	8.0	7.9	5.8	9.3	7.0	8.8	9.7	10.4	9.1	11.7
15-64	59.7	62.0	63.2	63.6	57.6	61.0	58.0	52.2	49.0	54.2
Total	39.2	40.6	38.9	41.6	37.6	38.1	36.3	33.2	31.4	35.1

de moins



de plus



0-15%

plus de 15%

50% de plus que les valeurs du Continent

la femme dans l'agriculture est incomparablement plus petit; l'explication se trouve dans le caractère tout à fait distinct des systèmes de cultures agricoles dominants et de la structure de la propriété - dans un système peu intensif où la moyenne et la grande entreprise dominant, la femme a un rôle moins important dans l'agriculture, en même temps que, après la période de forte émigration, les mouvements à partir du milieu rural vers la ville ou vers des centres urbains communaux sont marqués, ayant comme conséquence un changement d'activité.

### 6.3.2. Distribution/Evolution des Branches d'Activité

#### 6.3.2.1. Distribution par Branches d'Activité

Avant de commencer le développement de ce point, nous voudrions faire quelques remarques concernant la nature des indicateurs et de la méthodologie utilisée.

En privilégiant les données concernant la population active ayant une profession - Recensements de la Population (INE, 1960, 70 et 81) - nous avons conscience d'utiliser un matériel statistique qui concerne uniquement la profession principale des actifs et qui, par là même, ignore des situations de pluriactivité et d'occupation discontinuë (travail saisonnier et/ou occasionnel, en privilégiant les situations où la relation salariale en sa forme la plus conventionnelle est plus nette); le fait qu'il s'agit d'une population active en résidence conduit à l'ignorance totale du poids des groupes de la population active, surtout de la population émigrée qui, bien que n'ayant pas été pris en considération par les Recensements, ont un rôle primordial dans le revenu, dans la reproduction sociale et dans les caractéristiques du (et dans les tensions sur) le marché du travail. Face au caractère introductoire et de caractérisation générale qui est celui de cette étude, nous dispensons des analyses plus fines, particulièrement en ce qui concerne la qualification du travail analysé, surtout des rémunérations, des formes de contractation, etc.

De façon identique, et aussi parce que l'information empirique est insuffisante, nous ignorons les analyses au niveau des ménages, tout en reconnaissant à ces groupes le rôle primordial qu'ils détiennent comme médiateurs de tensions dans le marché du travail, ayant des modalités différentielles de gestion de la force de travail entre la production et la reproduction, l'économie des ménages et le moyen de production dominant, le sphère agricole et la sphère industrielle, etc. Nous avons conscience que n'importe quelle étude sur le "marché du travail" devra nécessairement passer par là, surtout si l'on privilégie les caractéristiques de l'offre de la force de travail.

En essayant de capter les traits caractéristiques de la spécialisation régionale/districtale, le Tableau 6.13 a été constitué en calculant le poids, en pourcentage, des hommes et des femmes en de grands secteurs d'activité (I, II et III), et le total d'hommes et de femmes, par rapport au total de la Population Active ayant une profession (en 1981). Voyons quels sont les principaux

traits des profils de spécialisation districtale, en tenant compte des valeurs du Continent.

Porto, Aveiro et Coimbra ont un profil diversifié, particulièrement en ce qui concerne les industries de transformation, bien que cette diversification ne corresponde pas à des valeurs absolues identiques, évidemment.

Braga, bien qu'étant fortement industrialisée, a un profil peu diversifié, où les textiles et l'habillement et les produits métalliques (soit Grundig dans la ville de Braga) dominent.

Dans les autres districts, le grand poids de l'agriculture rend tout à fait nulle la (faible) importance de l'industrie de transformation, qui n'a lieu que dans les secteurs situés en aval de la production agricole (Ind. Alimentaires et Bois) et, de façon sporadique, les textiles (Guarda) historiquement justifiés par des formes concurrentielles de situation industrielle ayant actuellement de graves problèmes de restructuration et de survie économique, surtout les lainages.

Sectoriellement, et en commençant par le sommet du Tableau 6.15, l'agriculture a un rôle très important dans l'occupation de la population, aussi bien dans les districts où les possibilités locales d'emploi sont insuffisantes que dans ceux qui sont déjà très industrialisés: si l'on exclut Porto, (1) nous constatons facilement que la forte industrialisation des districts d'Aveiro et de Braga n'a pas "expulsé" l'activité agricole non-capitaliste. Bien qu'ayant une sphère dépendante du mode de production capitaliste, elle a un rôle important dans la reproduction de la force de travail qui, localement ou en comprenant des mouvements pendulaires de court rayon, est occupée dans l'industrie; il faut voir en particulier l'importance du travail féminin qui, en plus de son rôle dans l'industrie (on y reviendra un peu plus loin), a un rôle important dans les exploitations agricoles familiales et dans l'équilibre des revenus salariaux (modestes) de la fraction prolétarisée des familles. Comme l'attestent les travaux de J. Ferrão, J. Reis, A. Domingues et R. Pires, pour les districts d'Aveiro et de Braga, en particulier, l'articulation Industrie/ Agriculture ou, si on veut, secteur capitaliste/secteur non-capitaliste, est forte, ce qui suggère des politiques intégrées d'emploi ou de gestion du territoire qui, plus que des politiques sectorielles, doivent contenir un penchant territorial, face aux caractéristiques des économies et des formations sociales spatiales. Le Tableau 6.16 essaye exactement de démontrer l'importance de ces articulations, en dépassant l'artificialisme et la sur-valorisation du poids de l'agriculture, fourni par les Recensements de la Population.

Dans les districts fortement industrialisés de Braga et d'Aveiro, respectivement 34.7% et 40.4% de la population en résidence en 1981 se trouve recensée

---

(1) Il faut noter que le poids démographique marqué de la commune de Porto et des quelques-unes des communes contigües (Maia, Matosinhos et Vila Nova de Gaia), en particulier, la situation d'autres communes de ce district, dont la situation est semblable plutôt au modèle des districts de Braga et d'Aveiro.





TABLEAU 6.15 - Profils de Spécialisation Districtale, 3 H et F par Rap. au Total de Chaque Colon. Colonne en 1981

Branches d'Activité	Contin.		Porto		Aveiro		Braga		Coimbra		Bragança		V. Real		Viseu		Guarda		Castel	
	h	f	h	f	h	f	h	f	h	f	h	f	h	f	h	f	h	f	h	f
Agric. et Chasse	11.0	6.9	3.6	3.1	7.5	10.7	9.5	8.9	1.0	12.7	11.3	9.3	13.3	14.0	27.7	21.2	29.7	13.8	16.8	13.6
Pêche					1.0				1.0				1.3							1.3
Aliment. Boi. Tab.	1.7	1.1	1.4	1.3	1.3	1.3			1.7		1.0		1.0		1.1		1.1			
Textiles	2.0	2.5	4.1	3.8	1.1	1.4	10.0	10.5		1.6							5.1	4.3		
Chaussures					3.4	2.9														
Habillement		2.2		4.2		1.9		5.6		1.7										1.5
Bois et Liege	1.5		1.4		4.2	2.3	1.3		2.1					1.8		1.3		1.6		
Mobilier	1.2		3.7		1.1		1.2													
Papier	1.0		1.2		1.5				1.0											
Chimiques	1.5		1.6		1.6															
Min. Non Met.	1.4				2.5		1.0		2.3											
Metallurgiques			2.6																	
Prod. Métal.	5.0		4.4		9.4	1.7	4.1	1.4	2.6		1.0			2.3		1.0		2.0		
Bât. et Tr. Pb.	11.1		11.2		10.6		14.5		12.9		12.0		11.1		13.3		11.9		16.1	
Comm. de Gros	1.9		2.7		1.4				1.9						1.2					
Comm. / Détail	5.1	3.1	5.1	3.1	3.8	2.4	3.9	1.8	5.1	2.7	3.9	1.6	3.7	1.6	4.1	1.7	4.2	1.3	3.5	2.0
Rest. Hôtels	1.5	1.1	1.1																	
Transp. Entrep.	3.4		3.1		1.7		1.6		3.4		2.1		2.1		2.0		2.0		1.8	
Banques	1.1		1.1																	
Adm. Publique	4.4	2.1	3.2	1.5	2.6	1.0	2.1		4.6	1.7	5.2	1.1	4.1	1.1	2.7		3.3	1.2	3.1	
S. Soc. / Collect.	2.1	5.0	2.0	5.3	1.2	3.9	1.5	4.0	3.5	6.6	2.2	5.4	2.0	4.4	1.6	3.9	1.6	4.3	1.3	3.6
Serv. Person.	2.7	3.7	3.2	4.1	2.5	2.3	2.1	2.9	2.9	2.9	2.0	1.6	2.0	2.3	2.0	2.2	2.1	1.5	1.8	2.1
Ind. de Transf.	17.4	9.4	23.7	15.4	28.4	14.1	21.1	10.7	13.1	6.2	4.0	1.4	4.9	1.4	7.6	2.2	10.7	6.0	8.2	3.9
I	12.4	7.0	5.0	3.1	9.1	11.7	9.0	8.4	13.0	2.2	2.3	0.2	4.0	4.1	28.4	21.6	28.7	11.3	13.4	13.5
II	29.3	9.9	25.7	15.7	19.3	14.3	16.5	19.2	27.0	6.6	16.9	1.6	16.9	1.6	21.5	2.5	23.6	6.3	24.9	4.1
III	24.2	17.4	23.3	17.2	15.6	11.1	14.3	10.5	25.1	6.1	13.3	11.0	17.0	10.5	15.7	9.7	16.2	10.0	14.5	9.8
TOTAL	65.3	34.2	64.7	36.6	63.8	36.1	60.7	29.3	65.1	34.5	53.2	22.0	53.8	26.2	66.1	33.9	69.9	30.2	57.4	42.7

x Industrie d'Extraction



dans le R.A.C. de 79 en tant que Population Agricole Familiale (colonne 3); 25.5 et 34.8%, respectivement, des salariés appartiennent à des familles dirigeant une exploitation agricole (colonne 8); 41.2 et 54.0%, respectivement, des ménages ont un producteur agricole (colonne 6), etc. Aussi, pour ces districts, et du point de vue agricole, respectivement 91.3 et 94.2% de la population agricole qui travaille dans l'exploitation sont des membres de la famille non-rémunérés (colonne 5); la dimension moyenne des exploitations est de 2.2 hectares et, pour terminer, 57.5% et 62.6%, respectivement, du revenu des producteurs agricoles individuels proviennent en plus de 50% d'activités extérieures à l'exploitation. En résumé, il s'agit d'une agriculture familiale de revenus réduits, complémentaire de revenus provenant d'autres activités.

Dans les autres districts, faute de possibilités locales d'emploi, la complémentarité est faite par l'émigration et les revenus qui en adviennent.<sup>(1)</sup> Le modèle classique d'expulsion d'agriculteurs familiaux et de re-dimension et de capitalisation des exploitations est, dans la cas portugais, sérieusement mis en question par la spécialité que cette "expulsion" contient quand elle suppose un retour. Donc, des districts comme Viseu et, en particulier, Viana do Castelo, où la petite exploitation intensive subsiste (moyenne de 3.1 et 2.8 ha, respectivement) ces distortions sont encore plus grandes; mais si nous tenons compte de l'augmentation considérable du revenu des ménages (remises des émigrants) et du développement de l'Etat Social (transferts monétaires, situation de certains services dans les secteurs communaux), nous pourrions facilement expliquer l'importance de l'emploi dans le Commerce (surtout le commerce de détail), dans le Bâtiment et dans certains services liés à l'enseignement, à la santé ou au pouvoir municipal local, contrariant ainsi, du moins pour le moment, un déclin supposé.

Le Bâtiment et Travaux Publics est donc, d'après ce qui a déjà été dit, un secteur toujours présent (Tableau 6.15) ayant même des valeurs supérieures à celles du Continent dans des districts tels que Bragança, Viseu et Viana do Castelo. Le rôle important que les émigrants donnent à la construction de leur maison est bien connu, ainsi que son caractère familial souvent précaire, tout à fait à part du secteur du bâtiment dans ces zones; pourtant, son rôle en tant qu'absorbant d'une main-d'oeuvre locale peu qualifiée qui a, par ailleurs, d'autres sources de revenu, ou qui travaille dans la famille agricole où elle s'insère, est inégarable.

D'après ce qui vient d'être dit, nous allons exposer les commentaires au sujet de l'omniprésence de branches du secteur tertiaire, telles le Commerce de détail, l'Administration Publique, les Services Sociaux fournis à la Collectivité et les Services Personnels. Par contre, d'autres Services, tels que les Services de Restauration et Hébergement, les Communications, les Banques et Institutions Financières, les Assurances, les Opérations sur les biens immeubles, les Services fournis aux entreprises et les Services Récréatifs et Culturels, sont des éléments "absents", même en des districts fortement industrialisés, tels que Braga et Aveiro, ce qui s'explique par le caractère dépendant des modèles de valorisation du capital dans l'industrie, et par la

---

(1) Voir section 3.6.

Fig. 6.2

Population Active par Secteurs d'Activité,  
I, II, II, 1981

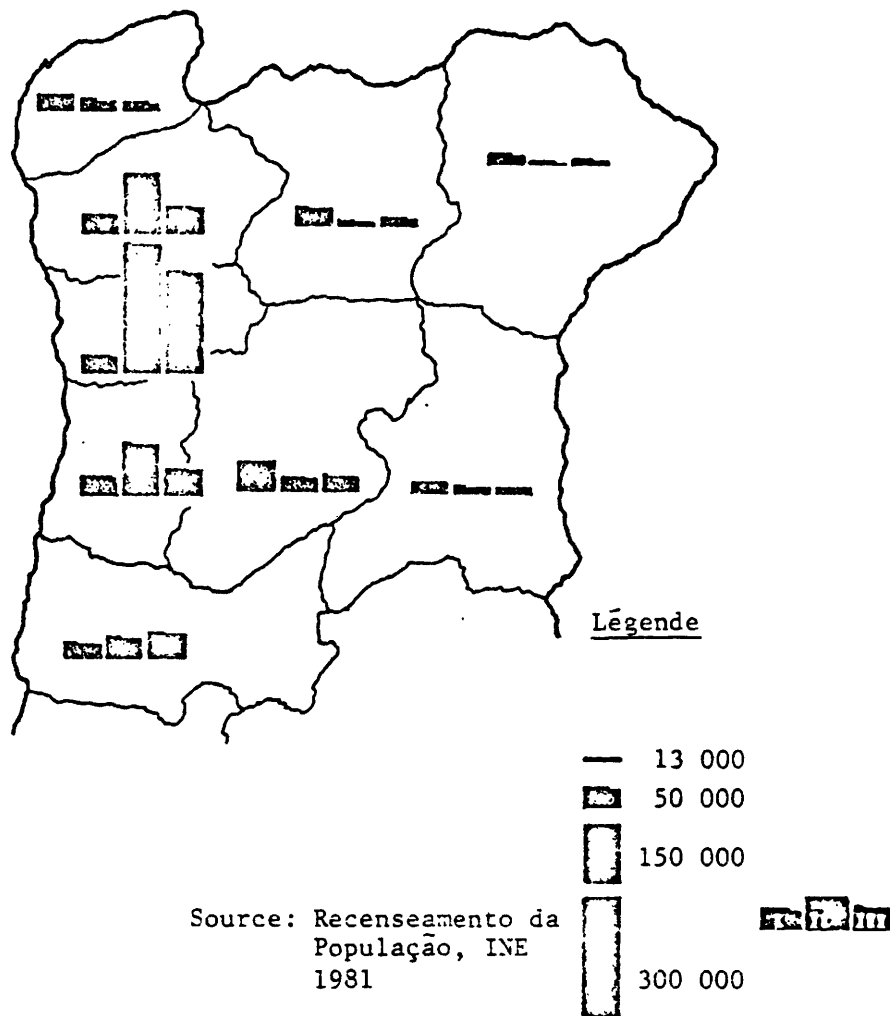
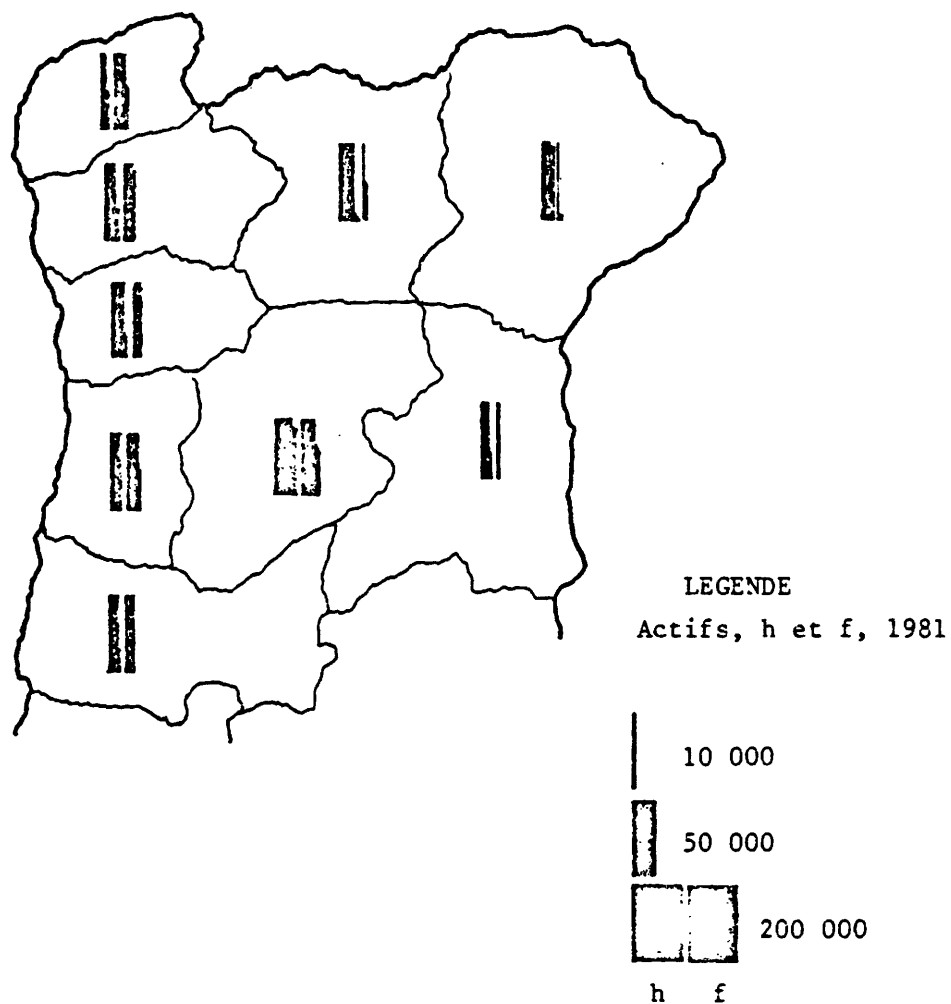


Fig. 6.3

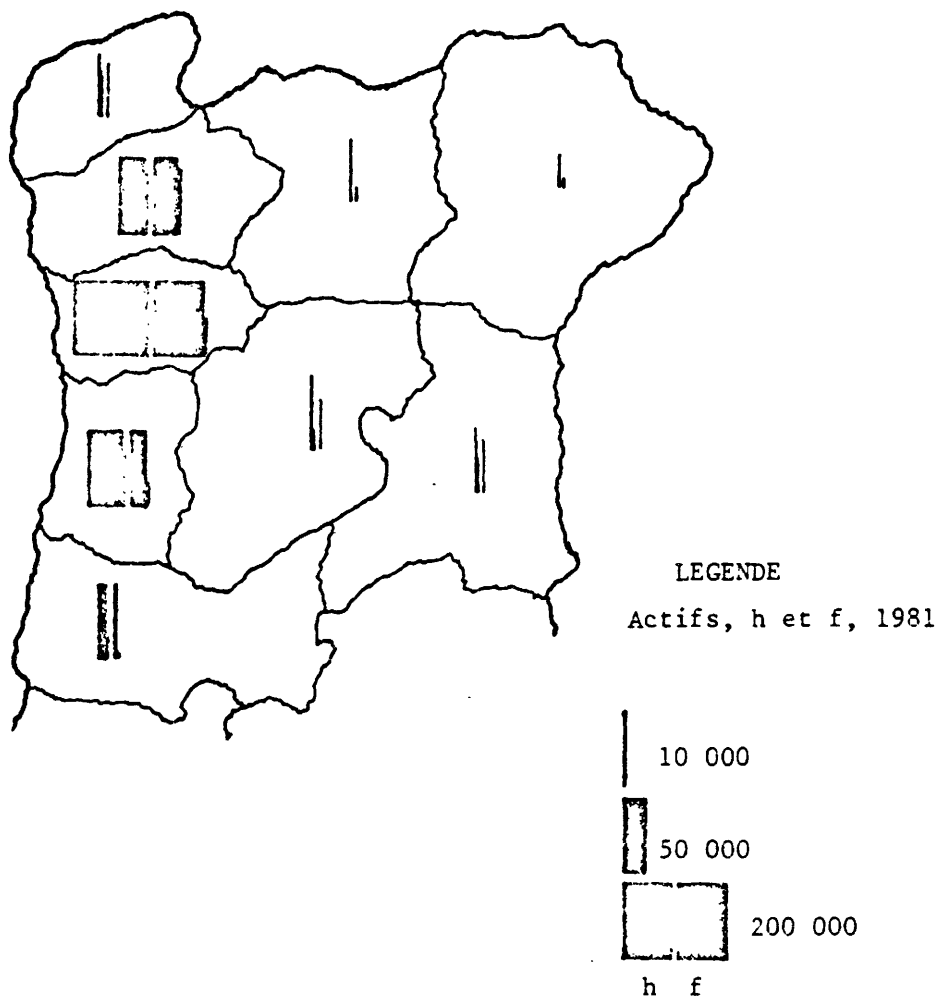
Pop. Active p/Prof. dans le Secteur Primaire  
H et F, 1981 - Districts



Source: Recenseamento da População, INE, 1981

Fig. 6.4

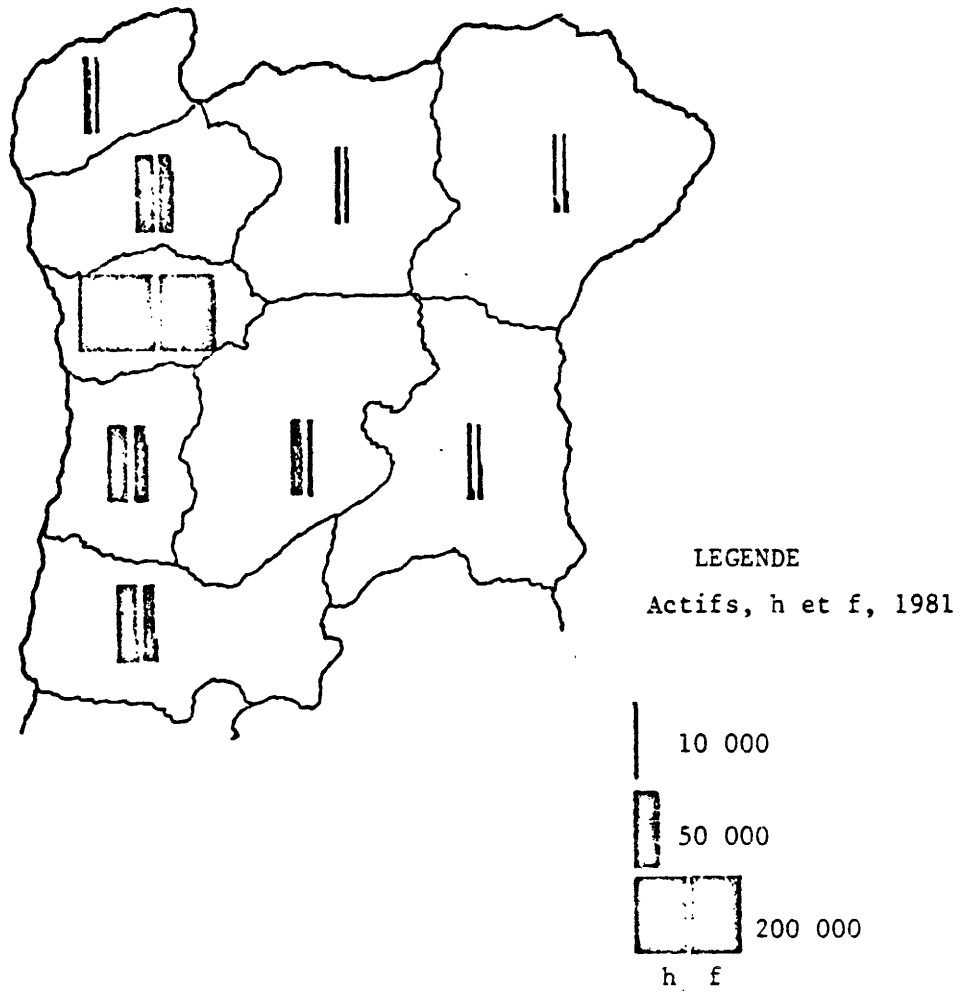
Pop. Active ayant Prof. dans l'Ind. de Transformation  
H et F, 1981 - Districts



Source: Recenseamento da População, INE, 1981

Fig. 6.5

Pop. Active ayant Prof. dans le Secteur Terciaire  
H et F, 1981 -Districts



Source: Recenseamento da População, INE, 1981

## INDICATEURS DE POIDS DE L'AGRICULTURE

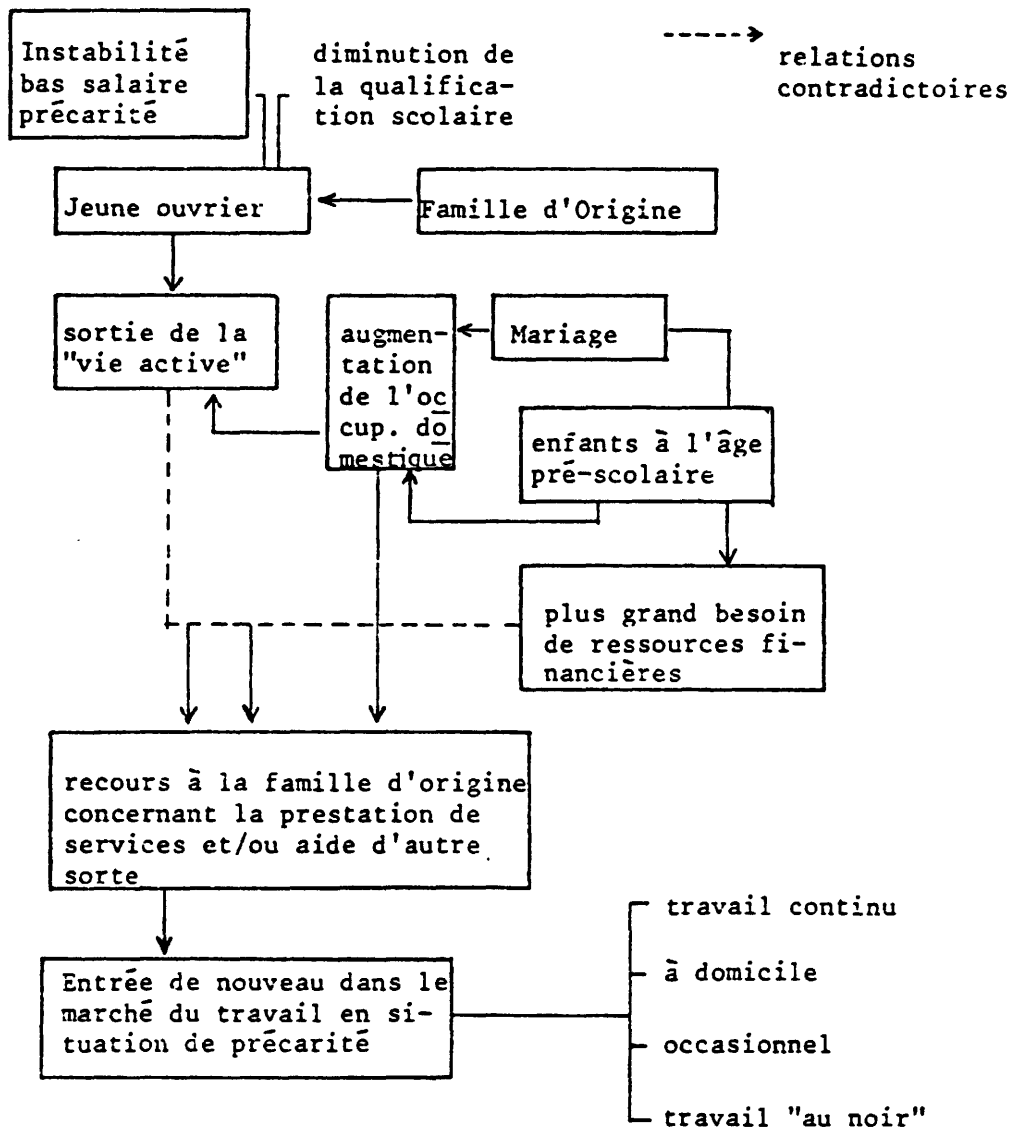
	1	2	3	4	5	6	4/2	8	9	10	11
PORTO	1 562 287	42 435	15.6	90 796	92.2	20.9	2.14	11.1	81.1	2.1	64.7
BRAGA	708 924	50 793	34.7	99 401	91.3	41.2	1.96	25.5	82.5	2.2	57.5
AVEIRO	622 988	47 425	40.4	104 878	94.2	54.0	2.21	34.8	88.8	2.2	62.6
COIMBRA	436 324	39 227	51.1	85 899	94.3	61.5	2.19	46.9	84.5	2.9	68.3
V. CASTELO	256 814	44 082	63.0	67 868	94.5	75.3	1.54	56.3	86.6	2.8	57.0
V. REAL	264 381	46 334	59.9	46 915	80.5	68.2	1.01	64.1	80.5	6.3	41.9
UISEU	423 648	76 959	63.6	102 699	89.8	74.0	1.33	64.3	76.8	3.1	57.6
BRAGANÇA	184 252	29 670	60.6	30 463	36.9	65.0	1.03	60.5	77.8	8.1	40.9
GUARDA	205 631	31 510	57.4	38 685	90.1	66.3	1.23	57.6	81.5	5.2	50.1
CONTINENT	9 336 670	664 681	28.9	1029 993	87.2	33.7	1.55	20.5	51.4	6.6	60.5

- LEGENDE**
- 1 - Population en Résidence, INE, 1981
  - 2 - Pop. Active ayant une profession dans l'Agriculture, Sylviculture, Pêche et Exploit. Forestière
  - 3 - Pop. Agricole Familiale (1979)/Pop. en Résidence (1981)
  - 4 - Pop. Agricole Familiale qui travaille dans l'exploitation 1979
  - 5 - % des membres non-rémunérés de la famille
  - 6 - Producteurs Agricoles/Ménages (1979, 1981)
  - 7 - 4/2
  - 8 - Salariés qui appartiennent à des groupes qui dirigent une expl. Agricole (1981)
  - 9 - Surface des expl. agricoles familiales, % par rapport à la surf.agric.totale
  - 10 - Surface moyenne par exploitation (1979)
  - 11 - Producteurs agricoles individuels pour lesquels plus de 50% du revenu provient d'activités extérieures à l'exploitation agricole

**SOURCE:** I.N.E. et LIMA, A. VALADAS et CORDOVIL, F., Anexo Estatístico in Portugal Rural, Braga, Congresso de Sociologia Rural, 1986.

Fig. 6.6

Inter-action Famille/Main-d'Oeuvre



faible rémunération de la force de travail qui intériorise le chute des taux de bénéfice et de la productivité. En d'autres mots, le modèle non seulement ne développe pas le tertiaire du secondaire (activités de prospection de ventes, de recherche, d'organisation, de conception de nouveaux produits...) mais il ne rend pas possibles des améliorations substantielles du niveau de vie des ouvriers, soit en stimulant la consommation et le développement d'activités de commerce et de services.

De même que pour des éléments d'entreprises multinationales, très fortes consommatrices de main-d'oeuvre (électronique et automobile en particulier), les formes de l'inversion, au Portugal, dans la division internationale du travail se font aussi d'après des schémas de sous-contractation qui, depuis l'industrie de l'habillement et chaussures jusqu'aux composants métalliques, augmentent la dépendance par rapport au marché extérieur et reproduisent la précarité des salaires des ouvriers, puisque c'est sur eux que la compétitivité de la grande majorité de notre industrie est basée.

C'est dans les branches traditionnelles de l'industrie mentionnées ci-dessus, et en particulier dans les Textiles, Habillement et Chaussures, que le travail des femmes dans l'industrie est le plus représenté. Outre les branches qui emploient traditionnellement de la force de travail féminine, les Textiles et l'Habillement, il y en a d'autres, comme les Chaussures et les Produits Métalliques, qui sont en train de reformuler leurs processus de travail - production en série, mécanisation, segmentation des tâches productives... - permettant l'entrée croissante de la femme dans l'usine, comme nous le verrons plus tard. Au recrutement d'une force de travail féminine très jeune, dans les districts de Porto, de Braga et d'Aveiro (voir Tableau 6.11 - Taux d'Activité Féminine par Groupes d'Age, 1981), et à la sous-rémunération de cette fraction importante du travail, qui en advient (situations précaires d'emploi, pour la plupart comme apprentis non-qualifiés) vient se joindre la discrimination du travail, sexuelle et par âge, qui correspond à des stratégies de flexibilisation et de réduction des coûts du travail dans l'industrie.

Du côté de l'offre, et étant donné le rôle traditionnel de la femme dans les tâches de reproduction, il est facile de deviner les contradictions qui sont originées et, en même temps, le rôle de la famille comme élément amortisseur de tensions sur le marché du travail, schématisées dans la Figure 6.6.

#### 6.3.2.2. Evolution du Profil de Spécialisation

Le Tableau 6.17 montre les évolutions en pourcentage 1960/70 et 1970/81, calculées en prenant pour base le poids (pourcentage) que chaque activité économique possède en 1960, 70 et 81 par rapport au total de la Population Active ayant une profession, dans le Continent. Il s'agit donc d'un indicateur concernant la redistribution districtale (en deux périodes de temps, 1960-70 et 1970-81) des poids de chacune des branches dans le district par rapport au Continent. En tenant compte seulement de l'évolution la plus récente, 1979/81, nous pouvons conclure que:



- Le poids de l'agriculture connaît, comme il fallait s'y attendre, une diminution de son importance et, curieusement, à Porto et à Aveiro la diminution 70/81 est moins grande que celle qui a eu lieu en 1960/70, la même chose ayant été vérifiée à Vila Real.
- Le poids de l'Industrie de Transformation diminue, ou est stagnant, à Bragança, à Vila Real et à Guarda, à Viseu et à V. do Castelo, le premier de ces districts connaissant un renfort des Industries Alimentaires et des Produits Métalliques, et le second ayant un renfort dans les Produits Métalliques (cependant, le peu d'importance de l'industrie dans ces districts est bien connu). Coimbra se trouve dans une situation semblable, bien que là le profil de spécialisation soit plus diversifié que dans les districts mentionnés ci-dessus.

Porto, Aveiro et Braga, en particulier les deux derniers, accentuent leur importance dans le pays (Continent).

- Le poids du Bâtiment et Travaux Publics croît dans tous les districts, et il est particulièrement important dans ceux (Groupe B - Guarda, Viana do Castelo, Vila Real et Bragança) où les autres industries n'existent pas ou n'ont pas une grande importance; à Vila Real et à Bragança, en particulier, la dynamique de cette industrie arrive à contrarier la tendance négative du poids des Industries de Transformation, quand elle est comptabilisée en même temps qu'elles (en comparant les valeurs de l'Ind. de Transformation avec le secteur secondaire). Nous avons déjà mentionné plusieurs fois que l'émigration, en tant qu'expulsion temporaire, donne origine, parallèlement, à des phénomènes de stagnation et de déclin économique (agriculture) et à la revitalisation accentuée de secteurs liés au commerce et aux services et au Bâtiment, due à l'augmentation des revenus des ménages et à la rénovation et croissance du bâtiment urbain.
- Le poids de l'Administration Publique et des Services Sociaux rendus à la collectivité augmente aussi de façon indiscriminée, en des districts qui sont très ou peu industrialisés, et contenant des dynamiques démographiques très différentes. Notons que les valeurs 70/81 contrastent beaucoup avec les valeurs 60/70; à ce fait n'est pas étranger le développement de l'Etat Social et du Pouvoir Municipal au Portugal, surtout après le 25 Avril 1974, qui a créé ou développé des structures de services qui, en ne se régissant pas par une logique de marché, surgissent encadrées dans la découpe administrative (surtout communale) du territoire.

En tenant compte de tout le secteur tertiaire et en le comparant avec le secondaire, il faut noter que c'est seulement à Porto que sa valeur est supérieure à celle du secteur secondaire. En particulier pour les autres districts spécialisés en des industries main-d'oeuvre intensives, Braga et Aveiro, on confirme que ce n'est pas toujours que l'Industrie crée, localement, la quantité et la qualité de commerce et de services destinés à l'industrie même ou à la population en général. Il faut trouver des explications locales aux modalités d'accumulation du capital et aux formations sociales présentes pour comprendre la sous-spécialisation d'une zone aussi fortement industrialisée.

- Le poids du total de la Population Active ayant une profession a augmenté dans les trois districts les plus industrialisés, Porto, Braga et Aveiro, et aussi dans celui de Viana do Castelo. Dans les autres districts, y

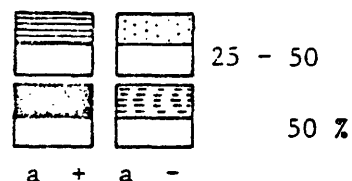
BRANCHES D'ACTI- VITE	GUARDA		V. CASTELO		VISEU		VILA REAL		BRAGANCA	
	60/70	70/81	60/70	70/81	60/70	70/81	60/70	70/81	60/70	70/81
AGRIC. ET CHASSE	-33.5	-38.5	6.1	-41.1	-23.7	-27.2	-34.7	-30.5	-34.0	-39.6
PÊCHE			-21.2	-9.8			*	-62.2		
ALIMENT. BOI. TAB.	-44.8	-106.3			-28.0	86.1	-25.0	105.6	-41.2	190.0
TEXTILES	75.2	1.1								
CAUSSUR RES										
HABILLE MENT			-10.3	-7.7						
BOIS ET LIEGE	10.0	-31.8	-1.4	-32.9	1.2	-5.8				
MOBILIER										
PAPIER										
CHIMI- QUES										
MIN. NON MET.										
METALLUR GIQUES										
PROD. METAL.	-22.5	25.8	-25.0	38.3	14.5	29.1			-22.2	-23.8
BAT. ET TR. PB.	3.2	84.5	1.3	40.0	4.9	86.7	-21.4	103.0	-40.8	167.6
COMM. DE GROS					-1.1	107.4				
COMM. / DETAIL	0.0	13.6	14.9	8.6	18.2	13.6	8.6	11.4	-9.6	30.3
REST. ET HOTELS			33.3	37.5						
TRANSP. ENTREP.	0.0	10.5	14.3	2.1	25.0	8.8	26.2	-1.9	-10.3	34.6
BANQUES										
ADM. PU BLIQUE	14.0	50.8	1.5	61.0	30.4	43.7	29.7	49.4	29.2	59.7
S. SOC. / COLLECT.	-27.6	81.1	-6.3	132.7	-13.7	100.9	-23.4	161.0	-1.8	120.4
SERV. PERSON.	-29.9	-31.7	-27.1	-16.8	-27.8	-14.9	-32.4	-13.4	-27.8	-28.2
IND. DE TRANSF.	-2.7	0.0	-16.2	18.8	-12.2	12.5	-17.3	-0.7	-42.4	-5.0
I	-33.5	-37.6	4.2	-21.4	-24.3	-26.2	-35.1	-29.0	-33.6	-38.3
II	0.0	24.4	-7.8	24.6	-4.6	47.6	-18.4	50.5	-42.0	62.5
III	-7.2	9.9	9.8	11.3	8.6	12.5	9.9	11.3	3.0	21.1
TOTAL	-24.0	-15.4	2.7	8.5	-16.3	-6.8	-26.9	-11.6	-29.4	-15.8

TABLEAU 6.17 - Evolu-  
tion 1960/70 et 1970/  
/81 du poids (%) de  
chaque branche dans le  
total do Continent

\* Ind. d'Extraction

BRANCHES D'ACTI- VITE	PORTO		AVEIRO		BRAGA		GOINESA	
	60/70	70/81	60/70	70/81	60/70	70/81	60/70	70/81
AGRIC. ET CHASSE	-30.7	-26.9	-23.2	-19.2	-16.2	-39.8	-27.6	-41.9
PÊCHE			-4.4	-43.5			-12.1	-24.1
ALIMENT. BOI. TAB.	-5.9	6.3	-19.6	75.6			-17.9	75.0
TEXTI- LES	33.8	-9.0	123.5	-17.4	33.3	6.7	23.6	27.0
CHAUS- SURRES			-6.5	34.4				
HABILLE- MENT	33.5	28.0	-1.1	-9.8	39.0	107.0	-6.2	4.4
BOIS ET LIEGE	48.6	-29.1	16.5	-7.7	22.2	-35.2	31.8	-13.8
MOBI- LIER	21.9	25.1			13.3	84.3		
PAPIER	23.3	5.3	4.5	4.3				
CHIMI- QUES	92.9	41.9						
MIN. NON MET.			11.5	37.4	40.8	47.8	10.7	17.0
METAL- LURG.	428.2	36.3						
PROD. METAL.	-7.5	3.7	33.0	76.3	-4.0	55.3	-23.2	22.0
BAT. ET TR. PB.	12.3	21.7	14.0	52.8	22.2	62.3	30.4	45.9
COMM. DE GROS	1.5	48.6	61.2	10.2			-3.8	104.0
COMM. / DETAIL	42.7	-8.6	32.0	20.4	36.1	19.1	34.8	-2.2
REST. ET HOTELS	47.6	39.2						
TRANSP. ENTREP.	22.4	1.4	28.4	-10.1	32.2	3.4	24.1	-9.4
BANQUES	97.2	75.4						
ADM. PU- BLIQUE	34.8	29.7	46.7	61.2	36.4	79.2	36.0	50.3
S. SOC., COLLECT.	12.7	10.7	20.0	32.7	-13.6	140.4	-4.3	126.0
SERV. PERSON.	4.4	-1.5	21.6	-16.8	16.3	3.0	-4.0	-10.1
IND. DE TRANSF.	19.8	7.3	23.2	18.8	25.2	17.2	-0.1	15.5
I	-31.1	-27.5	-22.4	-21.4	-17.1	-38.4	-27.2	-39.7
II	18.4	10.6	21.7	24.6	24.6	26.9	9.1	27.3
III	30.8	12.7	46.7	11.3	29.9	12.9	24.4	19.9
TOTAL	12.8	6.8	9.5	8.5	3.3	2.9	-6.1	-2.4

TABLEAU 6.17 (Cont.)



compris celui de Coimbra, ce poids a diminué. Curieusement, dans les districts du Groupe B, seuls ceux où la petite exploitation agricole est prédominante - Viana do Castelo, ayant une moyenne de 2.8 ha et Viseu, ayant 3.1 ha - connaissent un accroissement du poids de l'Industrie de Transformation entre 1970 et 1981.

En quelles situations géographiques et en quelles branches l'emploi industriel, et en particulier l'emploi féminin, s'accroît-il, en général, de façon plus accentuée? En tenant compte des Industries de Transformation et en nous penchant seulement sur les districts les plus industrialisés (Porto, Braga et Aveiro) les branches les plus représentatives - Textiles, Chaussures, Mobilier, Habillement, Bois et Liège et Produits Métalliques - nous pouvons facilement constater que dans la plupart des cas la croissance accentuée de ces branches industrielles est accompagnée d'une participation croissante de la main-d'oeuvre féminine - la seule exception se trouve dans les textiles qui sont nettement en train d'employer une force de travail de plus en plus masculine (Tableau 6.17), contrariant ainsi la tendance vérifiée au cours de la décennie précédente. La reconversion technologique de ce secteur ou, tout simplement, sa restructuration, semble promouvoir une demande intensive de main-d'oeuvre, en privilégiant le sexe masculin, plus cher mais aussi plus productif.

POURCENTAGES DE L'EVOLUTION 1970/81

	Textiles		Chaussures		Mobilier		Habillement		Bois et Liège		Produits Métall.		TOTAL	
	HF	F	HF	F	HF	F	HF	F	HF	F	HF	F	HF	F
PORTO			+					+		+				
BRAGA	+	+	+	+	+	+	+	+			+	+	+	+
AVEIRO									+	+	+		+	+

Source: Tableau 6.17

Par contre, en des branches qui sont en franche croissance - toutes celles signalées dans le tableau précédent - le font moyennant une demande plus extensive de main-d'oeuvre, en privilégiant les fractions les plus fragiles de la force de travail - femmes et/ou jeunes; en tant que cas plus marqués, on doit noter des croissances de la force de travail féminine, entre 1970 et 1981, supérieures à 100% en ce qui concerne les Chaussures, le Mobilier et les Produits Métalliques, dans les trois districts considérés et en ce qui concerne les Produits Métalliques dans le district de Braga.

Globalement, c'est dans le secteur des produits métalliques que l'intensité de féminisation de la force de travail est la plus grande, parce que, étant un secteur relativement moderne, il émerge d'une situation où la force de travail masculine était presque exclusive; le contraire a lieu dans l'industrie de l'habillement, où la force de travail féminine a toujours eu un rôle prépondérant; la restructuration technico-organisée de la branche

TABLEAU 6.18

Evolution de l'Emploi dans les Branches de l'Industrie  
de Transformation la plus Représentative,  
1960/70 et 70/81, H, F, et HF

TEXTILES	60/70			70/81		
	H	F	HF	H	F	HF
CONTINENT	3.7	69.5	33.8	18.5	8.4	12.6
PORTO	-1.5	57.4	27.8	18.6	7.8	12.0
BRAGA	3.6	58.3	27.4	38.8	25.0	31.4
AVEIRO	50.5	191.0	112.3	11.9	-5.1	1.7

CHAUSSURES	60/70			70/81		
	H	F	HF	H	F	HF
CONTINENT	-77.4	57.2	-67.0	47.1	123.5	75.2
PORTO	-67.4	50.7	-51.5	60.4	112.5	82.1
BRAGA	-79.8	52.0	-71.1	95.9	227.9	141.7
AVEIRO	-33.3	121.2	-10.5	40.3	109.1	65.4

MOBILIER	60/70			70/81		
	H	F	HF	H	F	HF
CONTINENT	2.8	266.8	6.6	66.5	187.4	72.4
PORTO	13.7	258.1	16.4	50.9	147.4	54.2
BRAGA	7.9	100.0	8.9	125.7	233.3	127.8

HABILLEMENT	60/70			70/81		
	H	F	HF	H	F	HF
CONTINENT	-22.0	8.9	0.1	-16.7	42.0	29.0
PORTO	-6.7	41.1	27.7	2.0	72.1	57.7
BRAGA	2.1	51.5	33.0	3.4	216.8	155.3
AVEIRO	-18.2	2.3	-5.4	-44.4	38.4	11.3

BOIS ET LIEGE	60/70			70/81		
	H	F	HF	H	F	HF
CONTINENT	2.3	49.8	7.2	-16.6	16.8	-11.8
PORTO	36.6	213.3	41.9	-15.7	29.9	-12.7
BRAGA	12.6	117.8	16.7	-21.7	-3.4	20.4
AVEIRO	1.1	67.7	11.2	1.7	46.0	13.6

TABLEAU 6.18

(Cont.)

PRODUITS METALLIQUES	60/70			70/81		
	H	F	HF	H	F	HF
CONTINENT	-11.9	135.5	-6.6	63.2	207.8	76.4
PORTO	-14.5	39.2	-11.6	18.8	125.3	27.7
BRAGA	-20.1	692.2	-8.4	66.5	240.8	99.0
AVEIRO	2.4	231.7	10.4	105.5	118.7	117.3

IND. TRANS FORMATION	70/81		
	H	F	HF
CONTINENT	37.5	44.8	40.0
PORTO	30.6	34.6	32.2
BRAGA	31.8	60.8	44.2
AVEIRO	40.3	60.0	46.3

Source: INE; 1960, 1970 e 1981.

métallique (segmentation de la production, production en série...) a donné origine à une déqualification de la force de travail, permettant de recourir à la force de travail féminine, en particulier en des segments de la production qui sont plus intensifs en travail et pour lesquels l'industrie portugaise (dépendante) est plus compétitive.

#### 6.4. Situation dans la Profession - Poids de la Relation Salariale

Le poids de la relation salariale, mesuré en termes de poids en pourcentage des travailleurs salariés par rapport au total de la population active ayant une profession, en chaque branche (Tableau 6.19), veut être une mesure de l'intensité de l'organisation capitaliste dans la production.

En termes sectoriaux, l'intensité de la relation salariale décroît, du Secteur II au Secteur III, de façon modérée - 89.3% à 82.8% pour le Continent - tandis que le Secteur I a la valeur la plus basse, 39.2%. Cependant, ces valeurs connaissent des variations spatiales (districtales) et inter-branches très fortes que nous allons maintenant analyser:

- En ce qui concerne l'Agriculture, les valeurs de la relation salariale sont manifestement inférieures à celles du Continent dans les districts où la petite propriété domine (Viana do Castelo et Aveiro, en particulier, mais aussi Portog et Braga), soit que le degré d'industrialisation soit fort (Porto, Braga et Aveiro) soit très faible (Viana). Nous avons déjà mentionné que dans les 3 districts les plus industrialisés, Porto, Aveiro et Braga, le phénomène de l'Industrie Rurale si, d'une part, il correspond à une stratégie de flexibilisation de la force de travail, d'autre part il contribue à la non disparition de la petite exploitation familiale, à travers la compensation du revenu familial des petits groupes agricoles pluriactifs. Les remises des émigrants auront un effet identique. Le secteur capitaliste/entrepreneurial dans l'agriculture, qui existe dans ces districts, est sûrement aussi présent et justifie les pourcentages de travailleurs salariés en ces branches. Ainsi, ce que l'on appelle, conventionnellement, "minifundio minhoto" (petite propriété de Minho) est un système "dual" où, à côté d'un grand nombre de petites entreprises familiales d'auto-subsistance ou fonctionnellement intégrées dans le marché à travers des formes coopératives de commercialisation de produits spécifiques (lait et vin surtout), on place dans la sphère de reproduction de la force de travail des usines, subsistent de grandes entreprises spécialisées qui, à des moments de pointe du travail agricole, ont recours à la force de travail qui existe dans les exploitations familiales. Les modalités d'articulation sont, ainsi, multiples et plurispaciales (localement, dans le pays, au niveau international) et justifient leur reproduction et le poids qu'elles détiennent aujourd'hui encore.

Dans les districts de Braga et de Vila Real, où la polyculture est moins intensive et moins diversifiée, il y a des zones fortement spécialisées (c'est le cas de la Região Demarcada dos vinhos do Porto - Région Délimitée des vins de Porto). Malgré cela, seule la valeur de Vila Real dépasse légèrement la moyenne continentale.

Tableau 6.19 - % de Trav. salarié par rapport au total de chaque branche, 1981

BRANCHES D'ACTIVITE	CONT.	POSTE	INTER.	IND. DE TRANSF.	IND. DE TRANSF.
AGRIC. ET CHASSE	36.7				
PÊCHE	74.7				
ALIMENT. BOI. TAB.	90.8	92.9	90.0		84.8
TEXTILES	95.9	96.2	94.8	97.0	95.3
CHAUSSURES	91.7	93.1	92.9	94.9	
HABILLEMENT	81.6				
BOIS ET LIÈGE	85.4	86.1		82.8	83.8
MOBILIER	80.3	82.4	83.2	79.2	
PAPIER	93.2	92.5	94.8		95.6
CHIMIQUES	97.3	96.4	96.5		
MIN. NON METAL.	92.5		95.7	84.0	93.4
MÉTALLURG.	95.5	95.0			
PROD. METAL.	92.4	92.4	93.0	92.5	87.0
BAT. ET TR. PB.	84.5	85.5		86.3	95.0
COMM. / GROS	81.3	83.2			74.0
COMM. / DETAIL	49.4				
REST. ET HOTELS	78.9	78.9			
TRANSP. ENTREP.	90.6	91.8	86.4	85.3	89.7
BANQUES	99.8	99.8			
ADM. PUBLIQUE	100	100	100	100	100
S. SOC. / COLLECT.	94.5	93.9	95.0	94.4	94.9
SERV. PERSON.	84.5	86.5	80.9	86.4	81.6
IND. DE TRANSF.	91.0	91.7	91.1	93.1	88.0
I	39.2	37.3			
II	89.3	90.4	88.5	91.3	87.1
III	82.8	83.3		79.8	81.4
TOTAL	76.9			77.0	

ESP. PAS.	V. REAT.	V. SECT.	GUARDA	V. CAST.







LEGENDE

% de Moins

5-9.4

9.5-25

25 e +

% de Plus

5-9.4

9.5-25



Les branches de l'Industrie de Transformation dépassent en général 90% de l'emploi salarié. Au niveau national, 3 branches font exception (l'habillement, 81.6%, les bois et liège, 85.4%, et le mobilier, 80.3%) parce qu'elles intègrent des formes non-capitalistes de production qui existent surtout en de petites entreprises familiales, ou même en des producteurs individuels.

Globalement, les Industries de Transformation ont des pourcentages d'emploi salarié inférieurs à 90% dans les districts de Coimbra (88.0%), de Guarda (85.7%), de Viana do Castelo (83.4%), de Viseu (82.2%), de Vila Real (77.3%) et de Bragança (66.9%). Les industries alimentaires, produits métalliques et bois qui sont, d'une façon générale, les plus implantées dans ces districts, correspondent très souvent à des modalités de production qui ont une forte racine artisanale, comme c'est le cas d'anciennes usines de forgerons ou de scieries. Les formes les plus typiquement capitalistes sont situées surtout aux sièges districtaux et correspondent tantôt à des investissements étrangers (Renault à Guarda), tantôt à des investissements régionaux puisqu'ils "constituent des marchés locaux de proportions raisonnables ayant l'avantage de leur position centrale par rapport à des zones plus vastes, par eux (sièges districtaux) fonctionnellement organisées".(1) De toute façon, le poids que ce type d'industrialisation concentrée au siège districtal a dans le total du district n'est pas suffisant pour contrebalancer totalement celui des petites unités familiales qui existent encore aux sièges communaux. Quelques exemples plus marqués sont donnés par les Industries Alimentaires (82% à Bragança, 83.6% à Viseu et 78% à Guarda), par l'Habillement (66.9% à Viana do Castelo), par les Bois (77.5% à Viana do Castelo et 59% à Guarda) et par les Produits Métalliques (54.9% à Bragança, 80.9% à Guarda et 83.9% à Viseu).

La branche du Bâtiment et Travaux Publics, ayant une importance relative semblable dans l'emploi de tous les districts, est aussi assez influencée par des formes capitalistes d'organisation de la production. Influencée exclusivement par la demande interne, elle est dirigée à la demande d'habitation dans les zones les plus urbaines et/ou par les plus industrialisées, et dans les zones périphériques en déclin démographique, mais qui ont connu un fort essor du bâtiment originé surtout par l'émigration. À travers cette différenciation spatiale "a grands traits" passent des clivages concernant le type et la dimension des entreprises et des constructeurs individuels concernés: tandis que dans les grandes agglomérations urbaines, comme c'est le cas de Porto, quelques grandes entreprises de bâtiment dominant, dans d'autres cas on assiste à l'avènement d'une myriade de petits industriels ou même à l'auto-bâtiment (en particulier en ce qui concerne les émigrants) qui comprennent des formes précaires ou même informelles de contractation du travail. Dans la situation particulièrement conjoncturale de ce secteur, il faut mettre en relief que l'importance de l'emploi qui résulte de cette branche, surtout dans les districts en déclin démographique, est, elle aussi, conjoncturale et n'assure en rien, à moyen terme, le poids qu'elle a eue au cours de la décennie 1970/81.

La situation de précarité de l'emploi dans l'industrie n'est d'ailleurs pas uniquement une caractéristique du Bâtiment et Travaux Publics; le Tableau 6.20

---

(1) J. FERRÃO, *Indústria e Valorização do Capital*, Lisboa, C.E.G., p. 157.  
L'auteur décrit clairement ce processus pour Viseu (pp. 234/237).

a pour but de construire justement un indicateur de ceci: le pourcentage de travailleurs non déclarés, selon la méthodologie utilisée par I.P.S. Damião de Góis pour 1981. On peut voir par là que ce n'est pas seulement dans le Bâtiment et Travaux Publics que l'informel ou le précaire ont lieu; les formes de travail (imposées) non légalement encadrées ont lieu dans les branches industrielles les plus implantées dans les districts industrialisés - dans la Pêche, dans l'Habillement (voir le cas de Braga), dans les Chaussures, dans le Mobilier... - et dans les branches liées au Commerce et aux Services, que nous analyserons plus loin. La résolution de tensions sur le marché du travail ne passe pas seulement par la mobilité spatiale de la force de travail (migrations, immigration et émigration saisonnière), par l'expulsion ou par l'articulation avec l'agriculture, mais elle impose aussi des formes de travail et de revenu occasionnel et/ou précaire qui vont de l'utilisation de la force de travail la plus fragile (femmes et jeunes surtout) à la contractation à la tâche ou à terme et à l'illegalité complète. La (jeune) structure féminine par âge de la population active, déjà mentionnée, et le taux de travail non déclaré (Tableau 6.20) sont des indicateurs de cette situation.

Dans le secteur tertiaire, ce type de situation existe surtout dans les branches qui ne sont pas encadrées par l'Etat, en particulier le commerce de détail, les hôtels et pensions et quelques secteurs des transports non nationalisés. Là, aux situations précaires ou informelles de la fraction salariée, s'ajoute un fort poids de situations de travailleurs indépendants et d'aides familiaux "visibles" surtout dans les districts du Groupe B (Bragança, V. Real, Viseu, Guarda et Viana do Castelo).

Globalement, la pénétration de formes capitalistes d'encadrement du travail est d'autant moins représentée que le poids des Industries de Transformation est moindre, et plus élevé celui de l'Agriculture, du Bâtiment et Travaux Publics et des branches non étatisées du Commerce et des Services (Tableau 6.19). En particulier, ces clivages sont faits entre les districts de Porto - une zone très urbanisée, ayant une certaine concentration d'industries, de commerce et de services - les districts de Braga et d'Aveiro - fortement industrialisés, ayant une forte articulation agriculture/industrie, mais sans création locale du tertiaire auquel on se serait attendu - et les districts de Viana, V. Real, Viseu, Bragança et Guarda où le poids de l'agriculture et l'importance des revenus provenant des transferts monétaires de l'émigration est fort et l'industrie est presque réduite au Bâtiment et Travaux Publics.

Tableau 6.20

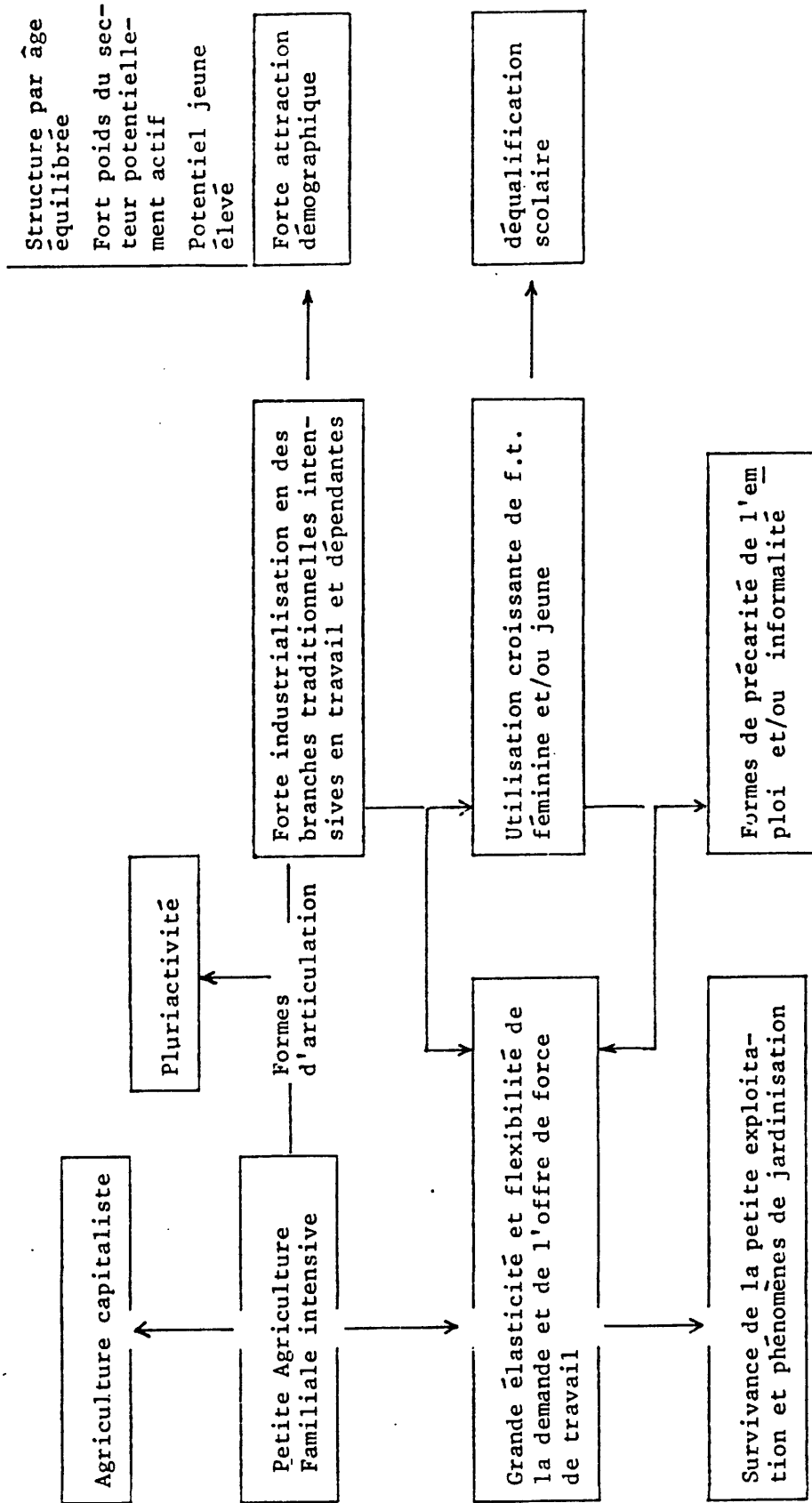
% DE TRAVAILLEURS NON DECLARES EN 1981 - Travailleurs  
salariés (recensement de 81)/Personnel en Service  
(Cadres de Personnel de 1981)

	Porto	Aveiro	Braga	Coim- bra	Viana	Viseu	Vila Bra- Real	Bra- gança	Guarda
Pêche	92			70					
Textiles	10								
Habillement	6		45						
Chaussures	15	11							
Bois/Liège	11								
Mobilier	29	39	31						
Pr.Chim.n/Ind.	37	72							
Verre	45								
Met.de Base de Métal n/Ferreux	77								
Autres Ind.Tranform.	24	43	85			92			
Elect.Gaz et Vapeur	40								
Bât. et Trav.Publ.	39	52	57	46	67	71	66	77	63
Comm. de Détail	21	22	15						
Hôtels et Pensions	63	55	63						
Transp.Terrestres	9		26	35		58	39		
Serv. aux Entrep.	24	79							
Serv.Récréation divers	65	36							
Serv.Préparation	53			40		32	49		
Serv. Personnels							21		

Source: I.P.S. Damião de Góis, Estudos de Economia, 5, Lisboa, 1981,  
Tableau 2

Fig. 6.7

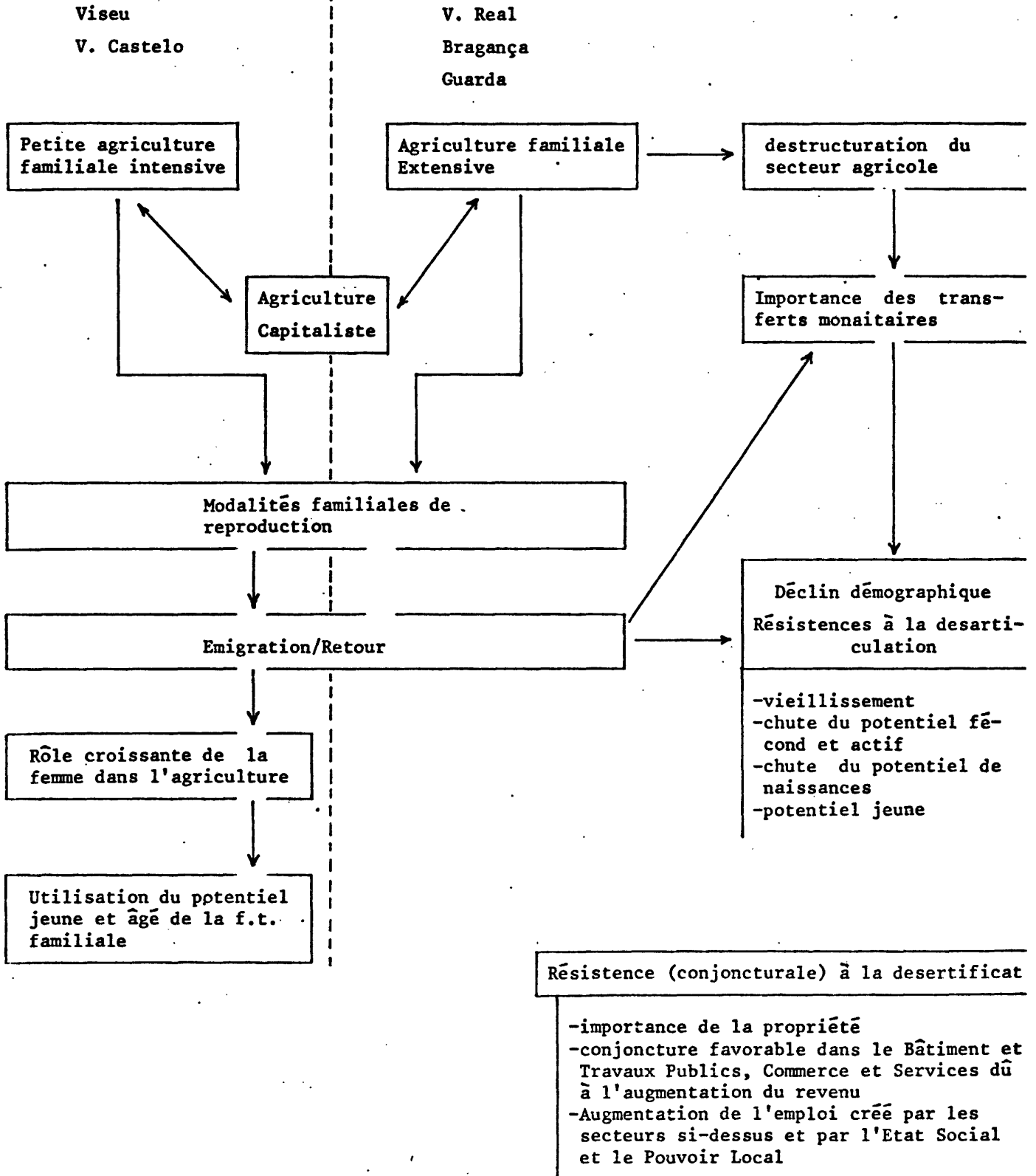
Schéma du Modèle d'Industrialisation Rurale Diffuse (1)



(1) Districts de Braga, d'Aveiro et de Porto et, à un moindre degré, Coimbra.

Fig. 6.8

Schéma du Modèle des Districts non Industrialisés





## 7. PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION DE BEIRA INTERIOR

### 7.1. Introduction

Beira Interior est une région composée de deux districts, celui de Guarda et celui de Castelo Branco, près de la frontière Espagnole. Le premier district a déjà été analysé dans le cadre de la caractérisation de la région au Nord du Mondego. Le second partage quelques similitudes avec le premier, étant lui aussi une zone de transition entre Nord et Alentejo, contigue à la rive Nord du Tage. Il y a, pourtant, un aspect spécifique de la région de Beira Interior qu'il convient d'analyser en siège propre, en accord avec une perspective de vision globale de l'évolution future de ses structures économiques et sociales. Cet aspect spécifique est celui de la reconversion annoncée de l'industrie textile des lainages qui a, dans ces districts, sa grande implantation nationale. Le fait que ce secteur est en crise profonde, de laquelle il ne pourra sortir que moyennant des reconversions qui iront affecter profondément l'emploi dans la région, rend utile la mise en équation du problème cité sous l'optique de la situation du marché du travail régional.

Dans le sens de garantir la possibilité d'une lecture suffisamment autonome de ce chapitre, il faut rappeler certains aspects de l'encadrement démographique et économique, déjà, d'une certaine façon, partiellement dépeints dans l'étude de la Région au Nord du Mondego.(1)

### 7.2. Encadrement Démographique

Beira Interior est une région où un déclin de la population a lieu, sous l'influence d'une forte émigration vers l'étranger et vers le littoral, vieillie simultanément à la base et au sommet.

La population de Beira Interior était, en 1981, de 440 mille personnes, répartie par 234 mille dans le District de Castelo Branco et 206 mille dans le District de Guarda. Entre 1950 et 1980 le District de Castelo Branco a perdu 3.2% de sa population et celui de Guarda environ 4%. La population ayant moins de 15 ans était, en 1981, de 20.% dans le premier et de 23.4% dans le second, contre 25.3% dans le Continent. La population ayant 60 ans ou plus était dans les environs de 22%, contre 14.8% pour le Continent. Il en résulte des ratios de dépendance totale bien plus élevés que ceux de la moyenne nationale.

La dynamique-démographique est caractérisée par des taux de bruts de natalité au-dessous de la moyenne nationale, l'inverse étant vérifié en ce qui concerne la mortalité. La croissance naturelle est nulle ou très basse. La

---

(1) Ce Chapitre a reçu d'importantes contributions originales de l'étude sur Beira Interior, réalisée à ECOFORUM par C. Figueiredo (coordinateur), Natalino Martins, M.Brandão Alves, J.Elias de Freitas, F.Ribeiro Mendes et Lino Gomes Fernandes.

descendance moyenne, nombre moyen des naissances pondéré par le contingent des femmes à chaque année de leur âge fertile, est descendu, entre 1960 et 1981, de 2.80 à 2.07 dans le cas de Castelo Branco, et de 3.42 à 2.31 dans celui de Guarda. Puisque l'on sait que la descendance moyenne qui assure le remplacement des générations est de 2.1, il se peut que cette condition ait cessé d'être vérifiée dans la décennie présente.

Beira Interior est une région de forte émigration, comme nous l'avons déjà dit, et en particulier le District de Guarda. Dans le Tableau , en Annexe, on peut trouver les correspondants taux bruts annuels d'émigration, au cours de la période 1950-1984. Pendant ces dernières années, un mouvement de retour ayant une certaine signification s'est vérifié. Par exemple, on estime qu'en 1980 se sont vérifiés, à Beira Interior, environ 4 mille retours, soit près de 15 fois le solde physiologique correspondant à cette même année. Cependant, aux environs de la même date, la structure par âge de la population active montrait bien le tribut payé à l'émigration. D'une part, les actifs dans le groupe d'âge de 25-44 ans étaient proportionnellement moins nombreux que la moyenne nationale, tandis que le contraire avait lieu dans le groupe de 45 ans ou plus. Le bas niveau d'éducation, avec un taux d'analphabétisme élevé, est un autre facteur important.

Des projections effectuées jusqu'à l'an 2000 montrent que l'on devra s'attendre, dans l'avenir, à une croissance naturelle sans signification; au vieillissement continu, à la base et au sommet; et à des taux d'activités dépendantes surtout des possibilités d'emploi féminin.

### 7.3. Evolution Récente de l'Emploi Régional

La population active ayant une profession a connu, à Beira Interior, une évolution négative par rapport au Continent. En 1970 elle représentait 5.5% du total du Continent, mais en 1981 elle n'en représentait que 4.2%. Une chute identique a eu lieu dans l'emploi rémunéré, de 4.6% à 3.4%. Le déclin a été plus marqué dans le district de Castelo Branco que dans celui de Guarda.

La région de Beira Interior est caractérisée par une proportion significative de travailleurs indépendants. Aussi, le poids de la population active ayant une profession est bien plus expressif à Beira Interior. Ce fait montre l'interaction entre le mode d'organisation de l'activité économique et le processus de différenciation des activités économiques associées à la structure sociale caractéristique de la région. Au contraire de ce qui a eu lieu dans le Continent, où les travailleurs indépendants ont diminué de 18.3% à 16.3% entre 1970 et 1981, à Beira Interior son poids s'est élevé de 28.6% à 29.5%.

Dans les années 70 l'emploi a diminué, à Beira Interior (-3.2%), allant dans le sens contraire de la tendance observée dans le Continent (+23%). Le comportement à l'intérieur de la région a été, toutefois, assez différencié, un léger accroissement s'étant vérifié à Guarda (+3.9%) et une diminution prononcée à Castelo Branco (-8.6%). Il faut noter que c'est précisément dans le district où l'emploi salarié a une expression moins grande que l'on peut vérifier une diminution plus prononcée de l'emploi total.



Tableau 7.1

Proportion des Travailleurs Indépendants et des Travailleurs  
Salariés par Rapport à la Population Active ayant  
Une Profession

(%)

	Continent	Beira Interior	Castelo Branco	Guarda
Indépendants	16.3	29.5	24.7	35.0
Salariés	76.9	63.3	69.2	57.2

Source: ECOFORUM

Au niveau sectoriel, des évolutions fortement positives ont lieu dans les Alimentaires et Boissons, dans les Produits Minéraux non-Métalliques, dans les Banques et Assurances, dans la Santé et Administration Publique. Les activités où l'emploi prend une plus grande expression par rapport à la structure du Continent sont l'Agriculture, les Industries d'Extraction et les Textiles et Habillement. Dans le premier cas il y a eu un fort déclin de l'emploi; dans le second, il y a eu un grand accroissement à Guarda et un petit accroissement à Castelo Branco; et dans le troisième, stagnation à Castelo Branco et petit accroissement à Guarda.

Les problèmes auxquels ces secteurs doivent faire face sont assez différenciés. Les sections suivantes les situent dans le cadre des perspectives futures, associées à la spécialisation productive régionale.

#### 7.4. Spécialisation Productive Régionale dans une Perspective d'Avenir

##### 7.4.1. PIB Régional

Le Produit Interne Brut de Beira Interior s'est accru à un rythme inférieur à celui du Continent. Entre 1970 et 1979 il a augmenté de 34%, tandis que celui du Continent a été de 63%. Mais, comme la population de Beira Interior a diminué de 1.9% et que dans le Continent elle a augmenté de 15.2%, le PIB per capita a diminué de 4.1%; à peu près le même que pour la moyenne du Continent. C'est ainsi que la proportion du PIB régionale, per capita, par rapport à la moyenne du Continent, est restée constante, 65%.

Comme l'on peut voir dans le Tableau ci-joint, la base productive régionale, par rapport à la moyenne du Continent, montre une spécialisation marquée dans l'Agriculture et dans les Textiles et Habillement.

Tableau 7.2

Evolution de la Structure du PIB à l'Intérieur de  
Beira Interior entre 1970 et 1979

Beira Interior = 100%

SECTEURS	CASTELO BRANCO		GUARDA	
	1970	1979	1970	1979
Agriculture	54.5	52.5	45.5	47.5
Industrie	66.6	51.0	33.4	49.0
Bâtiment	50.0	41.6	50.0	58.0
Services	64.7	58.7	35.5	41.0
TOTAL	60.1	56.2	39.9	43.4

Source: ECOFORUM

Dans les années 70 le district de Guarda a montré un plus grand dynamisme que celui de Castelo Branco, de façon plus prononcée en ce qui concerne l'Industrie, le Bâtiment et les Services, mais aussi dans l'Agriculture.

Le plus grand essor du Bâtiment à Guarda est lié à l'impact différentiel plus favorable provoqué par le retour d'une partie des émigrants. La différence de croissance relative des Services est liée à l'action de l'Administration Publique après la Révolution du 25 Avril, dans le sens de la réduction des inégalités dans l'accès aux biens collectifs. Mais, d'autre part, les évolutions relatives de l'Agriculture et de l'Industrie témoignent du plus grand dynamisme endogène de Guarda. L'évolution future de la région est, toutefois, limitée par le blocage de l'Agriculture et par la crise du Textile, comme on verra plus loin.

### Agriculture

Dans cette région, l'activité agricole représentait, en 1979, 6.9% du PAB du Continent, bien que sa part dans la surface destinée à des exploitations agricoles ait été de 9.6%. Par rapport au PIB régional, l'Agriculture et la Sylviculture représentaient 31%, cette proportion étant largement supérieure dans le cas de Guarda. En tenant compte de la proportion de l'Agriculture dans le PIB du Continent (14.3%), le quotient de situation de l'activité agricole a été de 2.2. Un indicateur construit de façon semblable pour l'emploi donne un quotient de situation de 2.0. Apparemment, la productivité du travail agricole à Beira Interior serait supérieure à celle du Continent. Cette conclusion n'est cependant pas valable, puisque les comparaisons précédentes ne tiennent pas compte du travail familial, féminin surtout, dans sa valorisation correcte.

Tableau 7.3

Structure Sectorielle du PIB en 1979

(%)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Beira Interior	31.0	4.5	13.8	1.2	1.1	.1	.7	5.0	5.7	36.8
Castelo Branco	29.0	4.6	14.5	1.7	1.8	.1	.7	4.8	4.2	38.4
Guarda	33.6	4.4	12.9	.5	.1	.2	.7	5.3	7.6	34.5
Continent	14.3	4.8	6.6	1.8	1.7	2.7	2.4	6.8	7.5	52.4

Source: ECOFORUM

La dimension moyenne des exploitations agricoles est de 6.4 ha, du même ordre qu'en Algarve, à Santarém et dans le Nord Intérieur, et supérieure à la moyenne des districts du Nord et Centre Littoral (2.4ha). Cependant, le nombre de blocs par exploitation est de 7, presque du même ordre de grandeur que celui du Nord et Centre Littoral. À l'intérieur de la région il y a une variabilité manifeste dans la structure financière, puisqu'il s'agit d'une zone de transition entre le Nord et le Sud. Les exploitations ayant plus de 20 ha couvrent 50% de la surface destinée à l'activité agricole, étant de 2.6% en nombre. Les exploitations ayant moins de 5 ha correspondent à 81% en nombre et à 25% en surface. Les 25% de terre arable qui restent appartiennent aux exploitations ayant entre 5 et 20 ha.

À Beira Interior, 63% de la surface sont exploités par des agriculteurs autonomes; 22.5% par des entrepreneurs agricoles; 3.5% par des sociétés non-coopératives; 5.5% par l'Etat et le reste par d'autres agents.

L'exploitation autonome sert, avant tout, à la consommation du ménage et, de façon subsidiaire, au marché. L'agriculture de Guarda est plus nettement familiale (92% des exploitations et 76% de la surface) que celle de Castelo Branco (94% des exploitations et 54% de sa surface). Les entrepreneurs agricoles représentent, dans le premier district, 5.3% du nombre et 27.1% de la surface, tandis que dans le second ils sont 7.7% en nombre, mais 15.6% seulement en surface.

Comme il arrive dans d'autres régions, le vieillissement et le niveau scolaire très faible des agriculteurs sont des entraves à la transformation structurale du secteur. 61.5% des actifs agricoles ont 45 ans ou plus; 22% ont 65 ans ou plus; 38% des producteurs individuels sont illettrés. Les producteurs ayant un niveau scolaire au-dessus du primaire représentaient 3.94% seulement. Cependant, une étude récente faite par ECOFORUM signale le fait que les niveaux de formation au niveau des ménages montrent des valeurs bien plus favorables, indiquant l'existence de "réserves" d'emploi agricole plus qualifié que les producteurs titulaires actuels de l'exploitation. Par exemple, le nombre des membres d'une famille qui n'exercent pas de fonctions de chef dans l'exploitation et qui ont un cours secondaire et un cours agricole moyen, est de 5.17 pour chaque producteur individuel ayant un niveau scolaire semblable.

En ce qui concerne le niveau secondaire et le niveau moyen non-agricole, le coefficient correspondant est de 7.47. Il est évident qu'il y a un potentiel humain qui, dûment soutenu, pourra aider à la transformation de l'agriculture régionale.

La structure du Produit Agricole, au sens large, est dominée par la production végétale, mais dans le District de Castelo Branco la forêt prend une expression significative dans la zone de Sertã.

Tableau 7.4

Structures Régionales et Utilisation de la Terre (Surface)

(%)

	Total	Agriculture	Forêt	Autres
Beira Interior	100	58	25	17
Castelo Branco	100	55	34	11
Guarda	100	63	12	25

Source:

Dans l'ensemble, Castelo Branco dispose de 60% de la terre de Beira Interior, la proportion correspondant à la surface destinée à l'agriculture étant un peu plus basse, et comprenant 80% de la surface de forêts.

Les surfaces résiduelles du Tableau 7.4 correspondent à des terrain incultes. Leur pourcentage est assez élevé par rapport à la moyenne du Continent, ce qui témoigne des conditions difficiles auxquelles l'aptitude agricole de surfaces considérables de cette région est exposée, particulièrement en ce qui concerne le District de Guarda.

Le Produit Agricole Brut (PAB) de Beira Interior, dans la moyenne des trois ans 1979/81, a été décomposé de la façon suivante: production végétale, 54%; production animale, 20%; production forestière, 26%.

Beira Interior a une spécialisation relative en ce qui concerne la production forestière. À l'échelle du Continent, la forêt a une contribution de 17% seulement au PAB, tandis que la proportion concernant cette région est supérieure en 50% environ. Dans la production végétale, la spécialisation régionale concerne surtout les céréales, les pommes-de-terre, les fruits et l'huile d'olive. Les produits horticoles et le vin ont quelque importance au niveau de la région, mais leur poids relatif est au-dessous de la moyenne du Continent. La production animale a un profil moyen semblable à celui du Continent, bien que cette région ait des caractéristiques plus favorables à l'élevage de chèvres et de brebis.

Tableau 7.5

Structure Régionale du Produit Agricole Brut (PAB) de Beira Interior (moyenne 1979/81)

	Total	Végétal	Animal	Forestier
Beira Interior	100	54	20	26
Castelo Branco	100	52	16	32
Guarda	100	55	25	20

Source: J.Cabral Rolo et autres, "O Produto Agrícola Bruto no Continente, Regiões e Concelhos (Média do Triênio 1979-81)", Cadernos NRP 1/85, SIP/DCP, 1985

Actuellement, la proportion de la surface irriguée, dans cette région, est semblable à la moyenne du Continent (20% environ). Il y a un grand projet d'irrigation à Cova da Beira (district de Castelo Branco). Cependant, les plans ont connu plusieurs distortions, et ils doivent être approfondis de façon à garantir des appuis adéquats à la commercialisation et à la transformation de la part de la production agricole dans la région. Les infrastructures d'aide technique au stockage, à la transformation industrielle et à la distribution, qui existent dans la région, devront faire un énorme saut en avant, qualitativement et quantitativement, si on veut mettre à bon usage les potentialités de la région. En ce qui concerne, notamment, la nouvelle chaîne production-transformation-commercialisation, elle devra garantir aux producteurs une participation équitative dans la répartition de la valeur ajoutée. Les prix pratiqués à présent écrasent le production et bénéficient les intermédiaires qui exploitent le manque d'infra-structures au service de l'agriculture, tirant profit du faible pouvoir de négociation qui en advient, de la part des producteurs.

L'élevage aussi (brebis et chèvres) et, en particulier, la forêt, d'après l'étude de l'évolution du travail, devraient être l'objet de programmes spéciaux de dynamisation et d'aide technique. L'agriculture de Beira Interior occupe essentiellement une main-d'oeuvre familiale, l'emploi de salariés (sur tout dans le district de Guarda) étant beaucoup moins important. Au cours de la période 1968/1979, ce sont les travailleurs salariés éventuels qui se sont vus privés de possibilités de travail (perte de l'ordre de 75%). La main-d'oeuvre familiale, avec des pertes de 12 et 16%, a moins diminué. Dans l'avenir, il devrait être possible de minimiser la sortie de la main-d'Oeuvre familiale et d'augmenter de façon modérée le nombre des salariés, appuyant en même temps la création indirecte de postes de travail dans la commercialisation, dans la transformation industrielle et dans les services d'aide au développement des activités agricoles, d'élevage et forestières.

Même si on ne peut pas dire qu'il est facile d'inverser cette tendance, il est évident qu'il y a un large champ d'action qui peut contribuer, soit à l'augmentation du revenu des agriculteurs, soit à la consolidation et au développement des possibilités d'occupation des actifs dans l'agriculture. Le problème consiste à savoir si les instruments essentiels pour atteindre ces

objectifs sont, ou non, en préparation.

#### 7.4.2. Activités d'Extraction

L'activité minière a une expression relativement élevée dans le District de Castelo Branco, dû aux mines de Panasqueira (Beralt Tin), des mines d'étain et de wolfram qui correspondent à plus d'un millier de postes de travail en des conditions normales. Actuellement, les conditions du marché international ne sont pas favorables et ces postes de travail sont en danger, dû à la réduction de l'activité ou, dans un cas extrême, à la fermeture temporaire.

Beira Interior possède quelques potentialités minières, et des activités de prospection d'une certaine envergure sont en train d'être développées dans la région. Dans les zones de Trancoso-Figueira de Castelo Rodrigo, Fundão-Penamacor et Castelo Branco-Segura, des gisements d'étain et de tungstène sont en prospection; d'autre part, dans le District de Guarda et, à une moindre échelle, dans celui de Castelo Branco, des recherches importantes d'uranium sont aussi en train d'avoir lieu.

Cependant, la réalité actuelle est celle d'une crise qui menace des centaines de postes de travail liés à l'extraction de l'étain et du wolfram.

#### 7.4.3. Industrie de Lainages

Parmi les activités industrielles, le Textile et Habillement ressort, avec 14% du PIB régional. Dans le district de Guarda et dans celui de Castelo Branco se situe la plupart des industries de lainages du Pays; environ 2/3 de la production de l'effectif. Au niveau national, les lainages emploient 20 000 actifs et représentent 10% de la production finale nationale du Textile et Habillement. L'exportation comprend 5% seulement de cette production. Le marché intérieur est satisfait par la production nationale en 85%, environ, de la production apparente. À la fin des années 70 cette proportion était de l'ordre de 92%. Ce secteur est en train de faire face à une crise grave et les perspectives qui s'ouvrent à lui sont sombre, surtout en ce qui concerne l'emploi.

L'industrie des Lainages pourra bénéficier de la croissance modérée de quelques parties du marché, basées sur des produits de laine peignée et incorporant des éléments de design et de mode significatifs. Mais l'augmentation de la concurrence, de la part de nouveaux pays producteurs, dans les marchés extérieurs, et de la part de nos partenaires de la CEE dans le marché international même, est aussi à prévoir.

D'après une étude de la Direcção-Geral da Indústria,<sup>(1)</sup> le Portugal a, par rapport aux premiers, l'avantage d'une spécialisation qui donne une plus grande importance à la production de laine peignée, au détriment de la laine car-

---

(1) DGI, Reestruturação da Indústria de Lanifícios na Beira Interior, Lisbonne, 1985.

dée. En ce qui concerne la CEE, l'avantage se situe dans le déséquilibre des salaires, mais une commercialisation et un placement dans le cycle de production de la mode et du design déficients constituent des handicaps de montage. Le salaire moyen par heure au Portugal a été estimé à environ 1/5 de celui de Belgique ou de la RFA, et au même niveau que celui de Hong-Kong. Mais l'expérience prouve que les bas salaires, à eux seuls, n'offrent pas de perspectives dans le moyen/long terme.

Tableau 7.6

Evolution de l'Industrie des Lainages Au Cours de la Période 1974/82

	Etablissements		Personnel en Service		V.Brute Prod. (10 <sup>6</sup> Esc.)		Val.Ajoutée (10 <sup>6</sup> Esc.)	
	1982				1982		1982	
Continent	278	174	22962	20 174	4765	16 372	2096	5 338
Beira Interior	164	116	14169	13 171	2977	10 521	1246	3 408
Castelo Branco	135	89	9072	7 756	1963	6 062	858	2 190
Guarda	34	27	5067	5 445	1014	4 459	388	1 218

Source: INE, Estatísticas Industriais

L'enquête effectuée dans cette Région par Direcção-Geral da Indústria montre que 45% de la production correspondent au fil peigné, 12% au semi-peigné et le reste au fil cardé. Ce profil est proche de celui que l'on trouve dans des pays plus industrialisés.

D'autre part, 44% des entreprises ne produisent que des fils cardés, 23% des fils peignés et les autres sont dédiées aux deux types de production. Du point de vue de la distribution verticale, la distribution est la suivante:

- 25% filature (dont 40% de cardé, exclusivement, et 25% de peigné)
- 32% tissage (dont 48% de cardé et 28% de peigné)
- 6% finition
- 8% filature et tissage ou tissage avec finition
- 29% unités intégrées (filature, tissage et finition)

À l'intérieur de la région, dans les unités du district de Guarda, le travail des cardés domine, le contraire ayant lieu dans les unités de la zone de Covilhã (district de Castelo Branco), l'endroit de plus important et qui a une plus grande tradition dans toute l'industrie nationale des lainages.

La plus grande perte d'emploi a lieu dans la sphère directement productive (82%), la filature correspondant à 57% et le tissage à 25%. La répartition

par sexe est sensiblement équilibrée (52% d'hommes et 48% de femmes). Cependant, les hommes dominent dans le tissage et dans la finition, et les femmes dans la filature. Quant à la distribution par âge, 11% seulement des effectifs ont plus de 55 ans.

Nous pouvons distinguer 4 sous-régions productrices de lainages. La plus importante est celle de Covilhã (District de Castelo Branco), suivie de Seia/Gouveia (District de Guarda) correspondant, respectivement, à la moitié et à un tiers de l'emploi dans la Région.

Tableau 7.7

Indicateurs Sous-Régionaux de l'Emploi

	Emploi	Employ Moyen par Entreprise	Rémunération moyenne (10 <sup>3</sup> Esc.)
I Cebolais/Retaxo/Vila Velha de Rodão	711	42	294.1
II Covilhã/Tortozendo/ /Unhais da Serra	6 181	159	357.5
III Maçainhas/Guarda/ /Trinta/Manteigas	1 317	120	357.5
IV Moimenta/S. Paio/Seia/ /Gouveia/S. Romão	4 165	347	395.8
TOTAL	12 374	157	366.7

Source: D.G.I.

La dimension moyenne est petite dans la sous-région de Cebolais, moyenne dans celles de Covilhã e de Guarda/Manteigas, et relativement élevée dans celle de Seia/Gouveia. Les rémunérations moyennes ont aussi trois niveaux correspondant à la dimension.

L'étude sur la reconversion industrielle de cette région a pris comme point de départ une série d'indices concernant l'organisation et la productivité de la main-d'oeuvre, l'efficacité de l'exploitation industrielle et le degré d'ancienneté de l'équipement. La conjonction des deux premiers indices donne l'indice d'organisation globale de l'entreprise, en tenant compte de l'équipement disponible. Le troisième donne les besoins d'investissement par entreprise en fonction du modèle de modernisation recherché.

La Direcção-Geral da Indústria, prenant comme base la production simultanée des trois indices, a classé les entreprises analysées (79 entreprises) en quatre groupes: Pires Entreprises (P); Difficilement Récupérables (D.R.); Récupérables (R); et Meilleurs (M). Pour le total de l'échantillon, l'indice d'organisation de la main-d'oeuvre est, à présent, de 64%, valeur indentique



à celle de la Filature. L'indice du Tissage est de 58% et celui de la Teinturerie 86%. Sauf dans ce dernier cas, qui comprend une petite fraction de l'emploi, la situation organisationnelle est sombre, en ce qui concerne la main-d'oeuvre.

Tableau 7.8

Evaluation Technico-Organisationnelle par Sous-Secteurs

SOUS-SECTEURS	Indice Organisation main-d'oeuvre	Indice Exploration main-d'oeuvre	Structure Besoins d'Investis.
Filature	63	68	76
Tissage	58	64	10
Teinturerie	86	67	5
Finition	60	43	9
MOYENNE	64	67	100

Source: D.G.I.

Les indices d'exploitation de l'équipement ne sont pas meilleurs (67%), aggravés encore par le fait qu'ils comprennent tous les types d'équipement. Indépendamment de ce fait, il faudra investir en de nouveaux équipements, 75% des besoins décelés correspondant à la filature.

Le Tableau 7.9 montre un résumé des résultats globaux obtenus par la D.G.I.. Les pires entreprises représentent 57% de l'emploi total; les récupérables 32%; et les meilleures entreprises 11%. Les postes de travail considérés excédentaires sont 5 256, soit 42% de l'emploi total de l'industrie de la région. De ce total, 1 268 viennent des pires entreprises qui devraient perdre 60% de leurs effectifs, comme condition nécessaire, mais non suffisante, de viabilité; 2 144 seraient rendus chômeurs par les entreprises à récupération difficile (45% de leurs effectifs); 1 785 par les récupérables (45% de leur emploi); et 59 par les meilleures entreprises (4% de l'emploi respectif).

L'impact sous-régional de cette évaluation globale s'exprime dans le Tableau suivant:

Tableau 7.9

Impact Sous-Régional de la Perte de Postes de Travail

Sous-Région	Emploi	Postes de Travail à Eliminer	
		Absolus	% relat. emploi
I Cebolais/Retaxo	711	413	58
II Covilhã/Tortozendo	6 181	2 511	41
III Manteigas/Guarda	1 317	450	34
IV Seia/Gouveia	4 165	1 882	45
	12 165	5 256	42

Source: D.G.I.

Dans n'importe lequel des centres sous-régionaux actuels, les perspectives suggèrent des situations graves de chômage, les indicateurs précédents devant être considérés, dans la pratique, sous un point de vue peut-être encore plus pessimiste. En fait, l'estimation précédente admet qu'il soit encore possible de sauver environ 840 postes de travail, dans les pires entreprises, et 2 800 dans celles qui sont considérées de récupération difficile.

Pour avoir une notion des difficultés pratiques qu'il y a à voir se concrétiser, dans l'avenir, ces présuppositions, il faut noter que l'étude de la DGI considère que, dans les pires entreprises, il faudrait investir environ  $2\ 100 \times 10^6$  escudos par poste de travail à conserver. Cet investissement est environ trois fois supérieur à celui qui serait nécessaire à conserver un poste de travail dans les entreprises facilement récupérables. Quant aux entreprises à récupération difficile, la relation entre ces indicateurs est de 2 à 1.

Les pires situations ont lieu dans les entreprises de fil cardé. Les entreprises spécialisées en peigné sont les meilleures, comme in fallait s'y attendre.

Les deux premières sous-régions se trouvent dans le District de Castelo Branco. Leurs pertes respectives représentent 5.2% de l'emploi salarié et 3.5% de l'emploi total. Dans les deux autres sous-régions, district de Castelo Branco, l'impact relatif au niveau districtal serait semblable: 5.7% pour l'emploi salarié et 3.2% pour l'emploi total.

#### 7.5. Diminution du Mouvement Migratoire

Les districts de Castelo Branco et de Guarda, ce dernier surtout, sont des zones à forte émigration. En fait, le district de Guarda a été, de tous les districts du Continent, celui qui a eu les taux d'émigration les plus élevés

dans les années 60, celui de Castelo Branco étant le quatrième. Avec la réduction de l'émigration à partir du début des années 70, l'ampleur de l'exode de la population a diminué mais elle n'a pas cessé. Depuis lors, les mouvements migratoires ont pris une relative expression sans qu'ils aient pu approcher de l'importance démographique et économique de l'émigration vers l'Europe.

Tableau 7.10

Taux d'Emigration Annuelle Moyenne et Taux de Croissance Migratoire Annuelle Moyenne en 1960/70, 1970/80 et 1980/84

Districts	Taux d'Emigration			Croissance Migratoire		
	1960/70	1970/80	1980/84	1960/70	1970/80	1980/84
Castelo Branco	1.21	.23	.45	-2.73	- .86	- .31
Guarda	1.53	.35	1.00	-3.46	- .30	- .35

Source: Manuela Silva ( ), Anexo Estatístico e Estatísticas Demográficas, do INE

Outre le besoin de trouver, dans le développement régional, des possibilités de création de postes de travail compatibles, en quantité et en qualité, avec les aspirations naturelles des jeunes qui, chaque année, arrivent sur le marché du travail, il faut tenir compte des conséquences de l'arrêt presque complet de l'émigration sur le revenu des ménages de la Région. À la fin des années 70, les remises de émigrants représentaient 1/4 du revenu des ménages de la Région, allant jusqu'à représenter % dans le cas du district de Guarda. Comme terme de comparaison, observons que les revenus du travail dans ce district contribuaient seulement en % au revenu des ménages. En outre, la vague de construction d'habitation propre étant passée, ainsi que celle de l'achat de terres, la tendance ira dans le sens non seulement d'une application croissante de l'épargne des émigrants en dehors des économies locales.

#### 7.6. Synthèse Conclusive

Les perspectives que l'on prévoit pour la région de Beira Interior ne sont pas favorables. En l'absence d'un effort programmé considérable, en étendue et en qualité, quatre facteurs de crise, ayant de graves résultats sur le marché du travail régional, seront conjugués:

- stagnation de l'agriculture, persistance de la fuite aux occupations agricoles et affaiblissement d'autres possibilités d'emploi en milieu rural;
- chute de l'emploi dans les usines;

- licenciements par faillite et par reconversion des entreprises des Lainages;
- diminution progressive de l'impact des remises sur les économies locales.

Tableau 7.11

Contribution des Remises des Emigrants au  
Revenu des Ménages

DISTRICTS	% du Revenu Total		% du Rev. du Travail	
	1977	1979	1977	1979
Castelo Branco	14	19	33	56
Guarda	22	29	66	112

Source: João Cravinho

Le développement de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, la diversification de la base productive industrielle à partir de ce développement et du meilleur profit tiré des ressources naturelles, la potentiatiion de nouvelles activités de services collectifs et privés, les services touristiques inclusivement, la mobilisation des ressources humaines régionales par la formation et par l'animation d'initiatives locales, exigent l'action concertée de nombreuses entités. Sans ce réseau de consensus, la dynamisation d'initiatives destinées plus spécifiquement à faire face aux problèmes posés par la situation du marché du travail est tant soit peu problématique.

## 8. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ALGARVE

### 8.1. Introduction

Le Programa de Desenvolvimento Regional do Algarve (PDR) (Programme de Développement Régional de l'Algarve) 1985/90, élaboré par Comissão de Coordenação da Região do Algarve (CCRA) avec l'appui, notamment, du Bundes Ministerium fuer Wirtschaftlich Zusammenarbeit (BMZ), analyse avec clarté les problèmes de cette région et propose un ensemble d'actions prioritaires destinées à leur faire face. Ayant pour base le PDR, nous montrerons ensuite les traits de la situation de l'Algarve, en ce qui concerne des matières centrales pour la connaissance des lignes caractéristiques principales du marché du travail respectif, et de son évolution prévisible à moyen terme, en commençant par une description consise de la structure économique de cette région.

### 8.2. Structure Economique de la Région

L'Algarve, ayant environ 5 000 km<sup>2</sup> et 340 mille habitants, a un climat semi-aride, avec des caractéristiques méditerranéennes dans son Littoral Sud, et plus de 3 000 heures/Soleil/an. Ses plages excellentes, tout au long d'une côte d'environ 255 km, ont rendu possible un développement touristique explosif, près du littoral, à partir de la fin des années 60.

Le territoire de l'Algarve comprend les sous-régions Littoral, Barrocal, et de Montagne, la seconde étant située entre la première et la dernière. La population est concentrée dans le Littoral (65%) et dans le Barrocal (20%). Entre 1950 et 1970 la population a diminué de 60 mille personnes. Au cours de la période 1970/80, une augmentation de 56 mille habitants a eu lieu, 23 mille étaient revenus d'Afrique. La Montagne perd une partie de sa population de façon continue, aussi bien que la Barrocal. Ces sous-régions possèdent les populations les plus vieillies du Continent, avec des indices de 137% et de 100% respectivement. D'après des données de 1979, le produit régional de l'Algarve était d'environ 3.5% du PIB national (en 1970 in n'était que de 2.3%). Le secteur tertiaire dominait, avec 51% du PIB régional, suivi du primaire, avec 29%, et du secondaire, avec 20%. Le PIB per capita a enregistré une croissance, en pourcentage, deux fois et demie plus grande que celle du Continent.

Dans le secteur tertiaire, le Produit Agricole Brut (PAB) Régional a été équivalent à plus de 6% du total national, sa structure étant la suivante: Agriculture 75%; élevage 16% et forêt 9%. La production agricole proprement dite est dominée par les fruits et les produits horticoles, 49% et 33% respectivement. La structure foncière est dominée par la petite propriété: 30 000 exploitations, dont 70% ayant moins de 4 hectares. Une augmentation appréciable des surfaces destinées à la culture des citrins (65% de la surface nationale de citrins) et à l'horticulture protégée et à demi forcée est en train d'avoir lieu. Ces activités contribuent en plus de 50% à la valeur du PAB, bien qu'elles n'occupent que 4.5% de la surface cultivée.

La Pêche est une activité représentative, tant au niveau régional qu'au niveau national, ayant eu, en 1983, une valeur correspondante à 21% de la production du Continent. Cependant, la pêche est une industrie ayant d'innombrables problèmes, étant un chute plus marquée que dans la moyenne du Continent: depuis 1978, en volume, -20% en Algarve contre -15% dans le Continent. Le nombre de bateaux enregistrés a, toutefois, augmenté de 38% et celui des pêcheurs inscrits de 15%, dû essentiellement au transfert en Algarve de bateaux et de pêcheurs venus des anciennes colonies. Des 5 400 bateaux enregistrés, 2 900 seulement étaient en activité, dont 70% de bateaux sans moteur. Seulement 20 bateaux ont plus de 100 TAB et 40% environ de la flotte motorisée a plus de 20 ans. Des 7 600 pêcheurs, 5 900 sont des pêcheurs artisanaux.

La pisciculture est, dans quelque mesure, traditionnelle dans la région. La culture des mollusques (clovisses et cloques) est solidement implantée à Ria Formosa (Faro/Olhão) et à Alvor.

L'industrie est exercée par de petites et moyennes entreprises tournées vers des activités traditionnelles (alimentaires, bois, liège et, plus récemment, matériaux de construction, celle-ci suscitée par le développement de constructions pour le Tourisme). L'industrie des conserves de poisson a été fortement implantée aussi (Vila Real de Santo António, Olhão, Portimão/Lagos), mais elle est, à présent, en déclin. 50% seulement de la capacité installée sont en train d'être utilisés. En ce qui concerne le VAB et l'emploi, les industries alimentaires sont les plus représentatives, 35% et 51% des taux régionaux respectifs. Le bois et le liège suivent (23% de l'emploi et 31% du VAB). Plus de 50% des entreprises ont moins de 5 travailleurs. L'emploi moyen par entreprise est de 20 personnes.

Dans l'activité tertiaire, le Tourisme est une présence dominante. La population flottante (touristique) est, pendant les mois d'été, de l'ordre de 500 mille personnes, soit bien supérieure à la population de l'Algarve (de l'ordre de 340 mille). Le secteur tertiaire emploie 47% des actifs, le Tourisme représentant 10% de l'emploi de la région et 8% du Tourisme au niveau national. Un peu moins de la moitié des recettes touristiques du pays proviennent de l'Algarve. Cette région possède une offre de l'ordre de 250 mille lits, dont 75 mille recensés (hôtels, appartements, villages touristiques, etc.), la presque totalité dans le Littoral-Sud. Le nombre de touristes qui entrent en Algarve a dépassé les 2 millions/an. Le tourisme de l'Algarve est dominé par le marché britannique de bas ou de moyen pouvoir d'achat, et il est surtout un tourisme d'été.

### 8.3. Projections de la Population et de l'Emploi

#### 8.3.1. Population

Le PDR prévoit que la population de la région sera d'environ 353 mille habitants en 1990. Celle-ci atteignait déjà les 340 mille en 1985.

La population active a été estimée, pour cette dernière année, à 138.8 mille personnes, la projection pour 1990 étant de 152.5 mille actifs. L'évolution

des taux d'activité par groupes d'âge suit la tendance déjà connue pour le Pays, soit: participation féminine croissante, diminution des taux spécifiques des plus jeunes, surtout ceux du sexe masculin, et chute verticale de la participation des gens âgés des deux sexes. Ainsi, par exemple, dans le groupe d'âge de 15-19 ans, le taux d'activité des hommes a diminué de 90% en 1970 à 53% en 1985, tandis que celui des femmes est descendu de 34% à 30%. Pour 1990 on prévoit que le premier diminue jusqu'à 44% et que le second se maintienne à peu près au même niveau. Dans le groupe d'âge de 20-24 ans, les taux d'activité des hommes et des femmes, entre 1970 et 1990, devront évoluer de 94% à 90% et de 33% à 65%, respectivement. En ce qui concerne les hommes de 65 ans ou plus, les valeurs correspondantes sont de 60% et 6%, la part des femmes ayant été de 7% en 1970 et prévue à 1%.

Au taux d'activité estimé pour 1985 correspond une population active de 138.8 mille personnes. La population active prévue pour 1990 est de 152.4 mille actifs.

### 8.3.2. Emploi

Le bilan du marché du travail en 1985 et 1990 est celui indiqué par le Tableau

Tableau 8.1

Bilan du Marché du Travail en 1985 et 1990

	1985	1990 <sup>(1)</sup>
Population Active	138.8	152.4
Emploi	124.4	142.4
Chômage	14.4	10.2
Taux Chômage	10.4%	6.7%

Source: PDR

(1) Projection basée sur la mise en oeuvre du PDR

La PDR a en vue la création liquide de 18 mille postes de travail. Si on arrive à atteindre ce but, le chômage diminuera, tant en valeur absolue qu'en expression relative, puisque l'accroissement prévu de la population active est de l'ordre de 14 mille personnes. Les projections ont pour base le type d'évolution de la structure productive qui fait supposer non seulement des investissements significatifs en infrastructures et en nouvelles entreprises, mais aussi des actions de consolidation des activités existantes, notamment à travers le développement des ressources humaines à leur service.

La structure du marché du travail a besoin de développements qui ne peuvent avoir lieu que moyennant la diversification de la base économique et la réorientation du tourisme dans le sens d'une qualité croissante.

La forte dépendance de la région en ce qui concerne le tourisme rend l'économie de l'Algarve très vulnérable à des flottements de la conjoncture internationale et aux variations d'une demande très sensible à des critères subjectifs fortement influencés par le marketing, aussi bien qu'aux intérêts d'un nombre réduit d'opérateurs qui dominent les courants touristiques qui, traditionnellement, alimentent le tourisme de l'Algarve.

En plus de donner une nouvelle orientation à la politique de développement touristique, en elle même, il faut diversifier et élargir la base des activités économiques, de façon à obtenir une offre de postes de travail stables et bien rémunérés. Dans les deux cas, il s'agit de vaincre la précarité des offres dues en particulier à des offres excessivement saisonnières, d'éliminer les inconvénients de la macro-activité, de donner le maximum de force à une politique de mise à profit des ressources internes, tournée vers la production de biens et non seulement de services touristiques, bien que de qualité.

#### 8.4. Perspectives Sectorielles de Développement et d'Amélioration de la Situation de l'Emploi Régional

Le PDR de l'Algarve a établi, pour cette Région, les buts prioritaires suivants: (1)

"Buts Régionaux Globaux - ... on considère comme buts prioritaires pour la région de l'Algarve les suivants:

- renfort du potentiel économique et de la base productive, par la diversification de la structure économique, ayant pour base la maximisation de la mise à profit des ressources endogènes et l'amélioration de l'intégration intersectorielle, ayant pour but le renfort de la compétitivité et la réduction du caractère saisonnier des activités économiques les plus importantes dans la Région;
- niveaux satisfaisants pour l'emploi et le revenu, et une meilleure distribution spatiale. Les parties qui composent ce but sont: la création d'emplois, le maintien de postes de travail viables et l'amélioration de la qualification professionnelle;
- renfort des infrastructures et des équipements de base adaptés aux besoins de la production, ainsi qu'à la population en résidence ou à la population flottante. Pour atteindre ce but il faut disposer de l'appui nécessaire à la base productive, l'amélioration des moyens d'accès à la Région, et à l'intérieur de celle-ci, les infrastructures nécessaires aux habitants et aux touristes de la Région;
- préservation de l'environnement et des ressources naturelles, en combattant l'érosion et la dégradation des ressources naturelles, et en dépolluant les cours d'eau et la mer;
- aménagement de l'utilisation du sol, ce qui signifie l'harmonisation du potentiel qu ce facteur offre, en en profitant de façon correcte et désirable;

---

(1) pgs. 36 et 37.



- coordination et intégration des efforts de l'administration publique pour l'aide au secteur productif, au bâtiment et à la gestion des infrastructures.

La justification de ces buts, ainsi que leur articulation logique, a pour base les principes suivants:

Renfort du Potentiel Economique et de la Base Productive - La dépendance marquée du Tourisme, lui-même lié à un seul marché, rend l'économie de l'Algarve assez vulnérable à l'évolution de la conjoncture internationale. Par ailleurs, la faible dynamique et la faible diversification du secteur industriel, ayant surtout pour base des productions actuellement en crise (conserves et liège), ainsi que le caractère saisonnier de l'emploi dans le secteur primaire et dans le tourisme, révèlent une économie affaiblie et peu malléable à des réadaptations rapides. La correction de ces déséquilibres et de ces faiblesses structurelles de l'économie régionale représente la préoccupation centrale de l'intervention dans le développement de l'Algarve, bien que sa pleine exécution dépende, en grande partie, des politiques nationales, et qu'elle dépasse la période pendant laquelle le PDR sera en vigueur. Cependant, elle requiert des actions immédiates et à court terme.

On devra donc tenir compte de la diversification, sectorielle et à l'intérieur des secteurs, de l'offre régionale, en ayant recours surtout aux ressources endogènes de la Région (production horticole et fruitière, plantation d'arbres, aquaculture, pêche et activités industrielles). Toutes les possibilités d'investissement devront être simultanément utilisées, en vue d'obtenir une plus grande intégration intersectorielle, ce qui signifie rapprocher de plus en plus l'offre de la demande des produits, de la matière-première et des services du secteur primaire, de l'industrie de transformation et des services. Les stratégies mentionnées plus haut, associées à l'effort en vue de l'augmentation de la demande touristique pendant l'hiver, rendront aussi possible une diminution du caractère saisonnier de l'emploi".

Pour arriver à ces buts, le PDR a fait un inventaire soigné des problèmes et des possibilités de développement de chaque secteur, en ordonnant conformément à eux les moyens à mettre en jeu au cours de la période 1986-1990.

#### 8.4.1. Agriculture

L'agriculture de l'Algarve est dominée par la petite propriété, comme on l'a déjà dit. Le manque de structures techniques d'aide à la production et à la commercialisation, le développement de l'associativisme qui en est encore à ses débuts, l'âge moyen élevé des agriculteurs: 55 ans (69% des agriculteurs ont 45 ans ou plus, contre 52% dans le Continent), les taux d'analphabétisme élevés (50% des agriculteurs sont illettrés), l'exode rural des jeunes et l'insuffisante formation professionnelle des agents liés à la production et à la commercialisation constituent autant d'obstacles puissants à la modernisation de l'agriculture en Algarve. Il y a de bonnes conditions naturelles pour le développement des cultures horticoles et fruitières arrosées, des cultures forcées et semi-forcées et des vergers non arrosés. Cependant, l'utilisation de ce potentiel exige, avant tout, de la part de celui qui prend des décisions, un effort en vue de la qualification des agriculteurs ou de ceux qui

les assistent dans leurs activités. Ensuite, il devient nécessaire de développer les infrastructures nécessaires à rendre plus bas les coûts et à augmenter la productivité des exploitations.

La capacité individuelle, et par la voie de l'association, des agents économiques liés à l'agriculture est, sans doute, le vecteur fondamental du développement sectoriel préconisé par le PDR: "la revitalisation du secteur agricole et de l'élevage dépend essentiellement du rajeunissement de la population agricole; c'est pourquoi l'entrée des jeunes dans ce secteur doit être encouragée; ici, la formation professionnelle prend une importance primordiale. Il faudra encore créer des conditions pour que les organisations de producteurs acquièrent un comportement d'entreprise, intermédiaire, actif et rationnel dans le processus de commercialisation, en motivant ainsi la participation active des agriculteurs dans ces structures".(1)

La carte des buts sectoriels pour 1990, en Annexe, donne en détail l'ensemble des buts à atteindre pour les différents secteurs et domaines d'action. En ce qui concerne l'Agriculture et l'Elevage, il faut faire ressortir le but d'augmenter la surface arrosable de 22 500 à 28 000 ha en 1990 (1 100 ha/an); la surface forestière de 70 000 à 80 000 ha (2 200 ha/an), et la production canalisée par des centres horto-fruitiers de 3 000 ton/an à 60 000 ton/an. En prenant pour base les technologies actuelles, on estime à 10 000 le nombre des postes de travail correspondant à l'ensemble des actions proposées pour l'Agriculture et l'Elevage. La possibilité d'assurer de meilleurs salaires est fondée, en grande partie, sur l'accroissement escompté de la productivité, dû à des technologies perfectionnées. Ces améliorations technologiques non seulement ne réduiront pas la croissance de l'emploi, mais supposeront la création de surplus plus élevés par unité de travail. En termes physiques, la productivité physique de la terre (t/ha) augmentera d'environ 25% dans le cas des citrins, du raisin et du melon, cette augmentation pouvant même atteindre 70% dans le cas des tomates.

Le développement de l'associativisme sera l'un des instruments essentiels à l'atteinte des buts prévus pour 1990. On croit que le nombre des coopératives devra monter de 46 (1980) à 60 et le nombre d'associés de 18 000 à 20 000. Plus important que ce dernier accroissement sera celui du taux de participation effective de l'agriculture à ses organisations associatives, une augmentation de 50% à 60% étant attendue. Les actions de formation et d'aide aux producteurs ont aussi une certaine importance dans le schéma du PDR. Ainsi, le nombre des agriculteurs bénéficiant de cours de formation professionnelle devra passer de 300/an, valeur actuelle, à 500/an. L'aide technique donnée par les services officiels sera intensifiée dans la mesure où le nombre d'agriculteurs par expert des services d'extension devra baisser de 925 à 550. D'autre part, on estime que 30 jeunes agriculteurs bénéficieront, par an, d'aides spécifiques de la CEE.

Quelques autres actions pourront avoir une influence significative dans la création ou le maintien de postes de travail dans l'agriculture. Entre autres, on peut citer le développement d'infrastructures à l'intérieur de la région et l'amélioration des conditions d'accès des populations rurales à un

---

(1) pg. 45.

minimum de services d'éducation, de santé, services publics de nature diverse, etc.. Ces actions influencent, bien qu'indirectement, les possibilités offertes par l'agriculture familiale pour la division des temps d'occupation et des sources de revenus des différents membres de la famille, comme on l'a déjà fait ressortir dans ce rapport.

#### 8.4.2. Pêche

L'industrie de la pêche bénéficiera d'opérations de réinvestissement destinées à la modernisation de la flotte et au développement d'infrastructures d'aide, installations portuaires, réseau de froid et stations de traitement de bivalves, notamment. L'investissement prévisible pour la période 1986-90 est de l'ordre de  $3\,500 \times 10^6$  escudos, dont  $3\,000 \times 10^6$  Esc. provenant du secteur privé. 630 postes de travail seront créés ou consolidés par ces investissements.

L'aquaculture aura, de la part du PDR, des appuis importants, notamment à travers l'installation d'une station pilote.

D'autre part, étant donnée l'entrée du Portugal à la CEE, les possibilités de pêche au long de l'Afrique du Nord seront renforcées par la participation portugaise au système de relations extérieures de la Communauté.

La formation professionnelle nécessaire au développement de ce secteur sera assurée par un nouveau centre et par des unités mobiles. Le but consiste à former 90 professionnels par an.

#### 8.4.3. Industrie

Les investissements industriels prévus, à partir de l'étude d'inventaires des initiatives des entreprises, sont de l'ordre de 6 millions de contos, dont il est nécessaire d'assurer le financement d'environ 3/4 moyennant des ressources venues d'ailleurs. Le nombre des postes de travail associés à ces investissements est de 1.4 millions.

L'industrie étant principalement exercée par des PME, les schémas de promotion prévus par le PDR dessinent le champ d'action typique des politiques d'incitation et d'aide aux petites et moyennes entreprises. L'expansion de l'enseignement universitaire polytechnique en Algarve sera, à long terme, une source importante de transferts technologiques en faveur des entreprises les plus dynamiques, ayant en vue la diversification et le renfort de la base productive industrielle de l'Algarve.

#### 8.4.4. Tourisme

Etant donnée une orientation vers la sauvegarde des conditions de croissance d'un Tourisme de qualité, on croit que le secteur privé investira dans la création d'environ 20 000 lits de plus, dont 8 000 en hôtels traditionnels et

TABLEAU 8.2

Pêcheurs Inscrits en Algarve et dans le Continent en 1978 et 1984

ANNEE	ALGARVE	CONTINENT	ALGARVE/CONTINENT (%)
1978	6 653	32 251	20.0
1979	7 632	34 274	22.3
1978/84 (%)	+ 14.7	+ 6.3	-

Source: DPR A-85

TABLEAU 8.3

Industries de Conserves de Poisson en Algarve  
et dans le Continent (1984)

	Nombre d'Établissements	Nombre de Travailleurs	Production (ton.)
ALGARVE	21 en Opération	1 549	11 050
	8 c/Lab. Suspendue	495	311
	29 Existents	2 044	11 381
CONTINENT	72	8 250	54 200
ALGARVE/CONTINENT (%)	40	25	21

Source: PDR A-85

TABLEAU 8.4

Industrie de Transformation en Algarve (1980)

	Nº d'Établisse/ /	Personnel en Service	Formation Bru te de Capital Fixe (10 <sup>6</sup> Esc)	Valeur Ajontée Brute (10 <sup>6</sup> Esc)
Alimentaires, Boissons, Tabacs	126	4 215	128	737
Textiles, Habil- lement, Chauss.	5	14	...	1
Bois et Liège	149	1 911	115	654
Papier et Imprimerie	21	257	43	95
Chimique	19	251	17	74
Minéraux Non Métalliques	49	1 327	62	501
Matériel de Base	4	43	...	1
Produits Métalliques	33	248	8	61
Autres Ind. de Transformation	2	...	...	...
<b>T O T A L</b>	<b>408</b>	<b>8 266</b>	<b>373</b>	<b>2 124</b>

Source: INE

10 000 en villages et appartements touristiques, sans compter l'offre additionnelle dans les campings et dans le marché parallèle (maisons et appartements privés).

À cet accroissement de la capacité de logement iront correspondre 2 600 postes de travail, dont 1 800 dans les services d'hébergement traditionnels et au moins 800 dans les autres types d'hébergement. À cet emploi direct on devra additionner les emplois indirects dûs aux activités complémentaires induites.

#### 8.5. Développement des Ressources Humaines

La qualification insuffisante des ressources humaines est l'un des problèmes les plus notoires auxquels le développement de cette région fait face. La situation de départ montre des indicateurs de scolarisation qui font voir un sous-développement tant soit peu surprenant. Pour commencer, le taux d'analphabétisme en Algarve (en ce qui concerne la population ayant 10 ans ou plus) est plus élevé (31%) que la moyenne du pays (26%). La scolarité obligatoire n'est pas accomplie dans une large part de la zone de Montagne. Les taux de scolarisation au niveau de l'enseignement secondaire sont de l'ordre de 55% pour la région et de 35% pour la Montagne. Il y a 4 Communes où il n'y a pas d'écoles préparatoires et seulement la moitié des communes possèdent des écoles secondaires. Le réseau d'enseignement actuel comprend une Ecole Supérieure d'Hôtellerie et de Tourisme, une Ecole Supérieure d'Education, une Ecole Supérieure de Technologie et de Gestion et une Université. Les deux Ecoles Supérieures, qui forment l'Institut Polytechnique de Faro et l'Université sont récents, leur processus d'équipement initial étant encore en cours.

Le but du PDR est celui de créer des conditions favorables à l'élévation de la scolarisation, à la formation de base de la population et à la formation professionnelle orientée vers les besoins ressentis par les activités situées dans cette région.

Les buts établis par le PDR ont en vue, en particulier, les objectifs suivants:

- réduction du taux d'analphabétisme de 31% à 23% en 1990;
- augmentation du nombre des personnes qui font l'objet d'une formation technique de base, de 320 à 500/an, enseignement secondaire technico-professionnel, formation agricole et formation touristique/hôtellerie;
- augmentation du nombre de personnes qui font l'objet d'une formation technique supérieure, de 100 à 200/an, comprenant des cours à l'Institut Polytechnique de Faro et à l'Ecole d'Hôtellerie et de Tourisme;
- augmentation du nombre de personnes qui font l'objet d'une action à caractère ponctuel ou de recyclage, de 300 à 1000/an, comprenant des actions de la Direcção Regional da Agricultura do Algarve, du Centro Protocolar de Pescas et des activités qui seront financées par le Fonds Social Européen.

Pour atteindre ce but, le secteur public devra promouvoir un ensemble d'actions dont le dédoublement se trouve en Annexe. En plus du Centro de Formação Pesqueira, déjà mentionné, on prévoit la construction de 3 centres de Formation Professionnelle Agricole, 2 centres de Formation Professionnelle (Qualification/Apprentissage), la construction des installations de l'Ecole d'Hôtellerie et de Tourisme, la conclusion de la construction et de l'équipement de l'Ecole Supérieure de Gestion et de Technologie (Polytechnique de Faro) et de l'Université de l'Algarve.

#### 8.6. Développement d'Infrastructures

Les projets de création d'infrastructures, prévus pour le secteur public en 1986-90, s'élèvent à environ  $65 \times 10^6$  escudos, soit un peu plus de la moitié de l'investissement total compris par le PDR. Son exécution maintiendra en fonctionnement 10 000 postes de travail, dont 2/3 directs et les autres liés essentiellement à l'industrie régionale de matériaux de construction.

Les actions prévues sont réparties entre 483 projets de nature et de dimensions les plus différentes. Quelques-uns d'entre ces projets ont un caractère fortement suprasectoriel et leur impact se fera sentir au niveau de toute la région. C'est le cas des infrastructures des transports, des grandes systèmes d'utilisation des eaux et de certains équipements sociaux. D'autres ont un cadre plus restreint, de nature locale ou sectorielle.

Les infrastructures classifiées comme ayant un impact régional et suprasectoriel absorbent 55% de l'investissement prévu par ce type d'action. En ce qui concerne les investissements au niveau sous-régional, les 45% qui restent seront investis surtout dans le Litoral et dans le Barrocal (84% des investissements sous-régionaux).

D'un point de vue sectoriel, aux infrastructures des transports sera accordé 1/3 du montant total en infrastructures. Une proportion identique échoit à l'utilisation des ressources hydriques. L'Assainissement pourra disposer de 8% seulement.

Les infrastructures destinées à l'enseignement et à la formation professionnelle obéissent à la programmation suivante:

Tableau 8.5

Investissement en Infrastructures d'Enseignement et de Formation Professionnelle d'Après leur Cadre et leur Impact

10<sup>3</sup> Esc.

Désignation Impact et Structures	Enseignement			Format. Profes.	Total
	Supérieur	Autre	Total		
Régional et Suprasectoriel	2 129	92	2 221		2 221
Sous-régional <u>Serra</u>		248	248		248
" <u>Lit./Barrocal</u>		685	685	3 162	3 847
<b>TOTAL</b>	<b>2 129</b>	<b>1 025</b>	<b>3 154</b>	<b>3 162</b>	<b>6 766</b>

Source: PDR

Le PDR prévoit que les Fonds Communautaires participeront en environ  $2.2 \times 10^9$  Esc., soit 1/3 de l'investissement prévu en infrastructures d'Enseignement et de Formation Professionnelle. Outre cette programmation, on prévoit aussi la participation des Communautés à 30 projets/an pour la valorisation des ressources humaines, projets à promouvoir par l'Institute do Emprego e Formação Profissional dont la valeur totale sera de  $2.5 \times 10^9$  Esc., au long de la période 1986/90. La participation Communautaire, de l'ordre de  $1.4 \times 10^9$  Esc., proviendrait du Fonds Social Européen.

#### 8.7. Plans Intégrés pour le Développement du Nordeste et de Ria Formosa

Dans le cadre du PDR, les PIDR (Planos Integrados de Desenvolvimento Regional) du Nordeste (Baixo Guadiana) et de Ria Formosa fonctionneront aussi. De par leur nature, ces plans ont en vue une intervention concertée à caractère systémique, centrée sur une zone délimitée. Le but essentiel est celui de mobiliser le potentiel endogène de la zone en question, dans une tentative d'arriver, par là, à améliorer les conditions de vie de la population et aussi l'équilibre ressources/utilisations offert par les conditions naturelles.

L'impact des PIDR sur l'évolution future du marché du travail local sera sûrement très significatif. Le PIDR de Ria Formosa a même une importance régionale, et pas seulement locale, puisqu'il représente un effort de valorisation d'une richesse qui pourra prendre une expression économique importante, par-delà la défense des valeurs de l'environnement qu'on en attend.

Le PIDR du Nordeste concerne une zone de montagne peu peuplée, ayant 10 000 habitants, qui a perdu 50% de sa population au cours de la période 1950/81.

Moyennant l'amélioration des conditions de vie et d'aide aux producteurs agricoles, y compris des actions de formation et d'extension, on vise l'arrêt de



l'exode rural. L'investissement programmé est de l'ordre de  $1\,540 \times 10^6$  Escudos, dont 67% liés à l'agriculture, la plantation d'arbres prenant un relief particulier puisqu'elle représentera 45% de l'investissement total.

Le PIDR de Ria Formosa comprend une population de l'ordre de 100 000 mille habitants. Du point de vue économique, on doit faire ressortir de rôle de Ria Formosa dans l'aquaculture (elle représente 80% de la production nationale de mollusques bivalves) et dans la production de sel marin (60 000 ton/an, environ 50% de la production nationale), outre l'énorme potentiel touristique de cette zone et d'autres zones de la côte qui lui est adjacente.

Le PIDR de Ria Formosa cherche à mettre en pratique les normes de la politique des Communautés pour les régions littorales. L'investissement prévu est de  $4\,724 \times 10^6$  Escudos, dont  $2\,127 \times 10^6$  visant l'assainissement,  $764 \times 10^6$  l'aquaculture et les infrastructures potentielles, et  $459 \times 10^6$  les industries. Le PIDR a pour buts, notamment, la réduction de 50% des charges polluantes et l'augmentation de 20 à 30% de la production alimentaire.

#### 8.8. Participation des Fonds Communautaires à la Programmation Financière des Investissements Publics

La programmation financière du PDR est indiquée, en détail, programme par programme, et pour chaque année, jusqu'à 1990.

Le financement des dépenses du secteur public est venu des sources suivantes: Fonds Communautaires (52%); Administration Centrale (34%); Autarchies (8%); et Entreprises Publiques (6%). Quant aux Fonds Communautaires, on suppose que la source principale sera le FEDER ( $36\,466 \times 10^3$  Esc.), suivi du FEOJA ( $3\,407 \times 10^3$  Esc.), le FSE ayant une part de  $1\,375 \times 10^3$  Esc. seulement.

Les actions qui étaient déjà en cours en 1985 représentaient un peu plus de 1/3 de l'investissement public, le démarrage de projets d'une valeur de  $16.5 \times 10^9$  Esc. étant prévu pour 1986. La plupart de l'investissement programmé pour cette période devra être effectué en 1986 et 1987 (54%).

Par rapport au total des investissements programmés, les dépenses publiques atteignent 62%. Les dépenses en infrastructures représentent 81% des dépenses publiques et 50% des dépenses totales. Malgré tout, les charges dues à la stimulation du secteur public se montent à 20% de l'investissement privé.

#### 8.9. Synthèse de l'Orientation du PDR

Le Plan pour le Développement Régional de l'Algarve met surtout en relief trois types d'actions:

- investissement public accru pour la réalisation de projets d'infrastructures;

TABLEAU 8.6

10<sup>6</sup> Esc.

	Total	Fonds de la CEE	
		Montant	Origine
SECTEUR PUBLIC	<u>79 878</u>	<u>41 827</u>	
1. <u>Investissement d'Aide aux</u> <u>Activités Productives</u>	<u>66 763</u>	<u>35 144</u>	
- Arig. et Elevage <sup>*)</sup>	1 444	722	FEOGA
- Pêches	486	243	FEOGA
- Industrie	137	68	FEDER
- Infrastructures	64 696	34 111	FEDER(33.528) FEOGA(287.5) PREADESA(295.9)
2. <u>Valorisation de Ressources</u> <u>et Formation Professionnelle</u>	<u>2 500</u>	<u>1 375</u>	FSE
3. <u>Charges d'Encouragement à</u> <u>l'Investissement Privé</u>	<u>10 615</u>	<u>5 308</u>	
- Arig. et Elevage	3 715	1 857	FEOGA
- Pêches	1 161	580	FEOGA
- Industrie	2 287	1 143	FEDER
- Tourisme	3 452	1 726	FEDER
SECTEUR PRIVE	50 000		
- Arig et Elevage <sup>**)</sup>	15 116		
- Pêches	2 950		
- Industrie	6 457		
- Tourisme	25 480		

\*) Dans les investissements en infrastructures projetés sont compris des montants d'infrastructures

\*\*\*) Comprenant les projets d'infrastructures d'aide à ce secteur

- aide à la valorisation des ressources humaines (éducation, santé et formation professionnelle);
- aide à la diversification de la base productrice (en particulier l'agriculture et l'élevage), à la reconversion de la pêche et des industries traditionnelles et à l'amélioration qualitative de l'offre touristique.

Du point de vue du marché du travail, il s'agit non seulement de créer de nouveaux postes de travail, mais aussi de consolider l'emploi existant, en élevant les niveaux de qualification et de productivité dans les activités en général.

En ce qui concerne la création/consolidation de postes de travail, le principal pari du PDR ne réside pas dans le tourisme mais plutôt dans l'agriculture et l'élevage. On espère, comme résultat des actions y incluses, la création d'un nombre équivalent à environ 10 000 postes de travail, selon les technologies actuelles. Le climat de l'Algarve permet de prévoir la possibilité d'un développement agricole très considérable. Cependant, en plus et par dessus les investissements nécessaires en infrastructures d'aide à la production (arrosage, surtout) et à la commercialisation (secteur très en retard en Algarve) les plus grands obstacles se trouvent dans la formation professionnelle des agriculteurs et dans les services d'extension technique dont pourront effectivement bénéficier les producteurs. Puisqu'il s'agit d'une région de petite agriculture, les moyennes exploitations étant des cas ponctuels, il est essentiel d'arriver à injecter des énergies et des capacités nouvelles, ce qui peut se faire en aidant les jeunes agriculteurs et en suivant de près les producteurs individuels les plus aptes au changement.

L'autre secteur où l'on peut s'attendre à un accroissement de l'emploi est, tout naturellement, le tourisme, aussi bien que les nombreuses activités de services qui en adviennent. L'offre, dans ce secteur, devra être une offre dans le sens de la diversification de marchés par la quantité, combattant, ainsi, le pic saisonnier excessif en été et la dépendance par rapport au marché britannique ayant le plus bas profil de revenus. Une plus grande qualité signifie aussi une plus grande qualification, à tous les niveaux, avec un accent particulier sur la gestion et la prestation directe de services. Les estimations du PDR se situent autour de la création de 2 600 postes de travail directs. Les besoins de formation doivent prendre comme point de référence un univers bien plus vaste, puisque non seulement il est urgent de promouvoir un effort intense de recyclage et de "up-grading" professionnel, mais aussi il faut tenir compte des développements des emplois indirects suscités par le Tourisme.

Quantitativement, le troisième vecteur de création/consolidation de postes de travail est lié au Bâtiment, Travaux Publics et Industries de Matériaux de Construction. Ce sont des secteurs qui dépendent non seulement de l'investissement public en infrastructures, mais aussi de l'investissement privé dans le tourisme organisé, dans l'offre touristique et dans les résidences secondaires, et encore dans l'accroissement du parc d'habitations.

La quatrième vecteur d'intervention est dirigé vers la diversification industrielle. Pendant ces dernières années, l'emploi industriel a subi une recession due à la crise des industries traditionnelles (surtout de conserves et de liège). L'estimation globale du PDR monte à environ 1 400 nouveaux

emplois. C'est une estimation qu'il faut prendre avec quelques réserves. En fait, on ne prévoit pas une évolution favorable de l'emploi dans les entreprises qui existent déjà et la création de nouvelles entreprises pourra ne pas avoir l'impact suffisant pour dépasser de façon significative ce caractère défavorable. La formation professionnelle peut avoir un rôle important dans ce domaine promotionnel.

La pêche et l'aquaculture constituent le cinquième vecteur du développement de possibilités d'emploi. En tout cas, l'impact prévu ne devra pas dépasser de beaucoup les cinquante postes de travail.

Pour terminer, il faut prévoir la croissance de l'emploi dans les services d'intérêt public, notamment Santé, Enseignement et Administration Publique. La perspective de la création, à court terme, de la Région Administrative de l'Algarve pourra faire accroître, en quelque sorte, l'emploi dans les services directe ou indirectement associés à la dépense publique. Il en résulterait aussi une plus grande capacité de décision au niveau régional qui contribuerait à rendre plus courts les circuits de perception et d'action dirigés aux problèmes régionaux, ayant un reflet positif, bien que difus, sur le marché du travail.

## 9. LA PENINSULE DE SETUBAL: UNE REGION INDUSTRIALISEE EN CRISE

### 9.1. Introduction

Comme nous l'avons déjà dit, en 3.5, il y a dans le district de Setúbal 45 mille chômeurs et environ 15 mille travailleurs qui ont leurs salaires, retroactifs ou subsides en retard. Près d'un travailleur sur cinq se trouve dans l'une des situations mentionnées.

Pendant les 3 dernières années, 85 entreprises ont fermé ou cessé de travailler, affectant ainsi 6 mille postes de travail. Au cours de la même période, en 27 entreprises, 8.5 mille travailleurs ont été licenciés ou retraités en avance, ou bien ils ont résilié leurs contrats par accord réciproque.

Dans le passé, la péninsule de Setúbal, c'est-à-dire, le district de Setúbal à l'exception des communes au Sud du Sado, intégrées dans la zone de la Réforme Agricole, a été le siège d'intérêts de développement basés sur de grandes entreprises de l'industrie lourde, accompagnées de nombreuses petites et moyennes industries. Aujourd'hui, ces entreprises traversent une crise grave. En premier lieu, l'industrie de construction navale (les plus grands chantiers navals d'Europe se trouvent dans la péninsule de Setúbal). Puis, la Métallomécanique lourde. À présent on est en train de préparer la réduction des effectifs de la Siderurgia Nacional en 2 mille postes de travail, environ.

Le district de Setúbal est l'une des zones de notre pays qui ont été le plus affectées par la crise et on prévoit la réalisation d'un programme spécial d'aide à la création de nouveaux postes de travail, avec l'aide de la Communauté. Les caractéristiques de cette région sont très spécifiques. Nous allons maintenant mentionner ses traits principaux.(1)

### 9.2. Dynamique de la Population de la Région

#### 9.2.1. Processus de Croissance

Les Communes qui composent la Péninsule de Setúbal ont environ 600 mille habitants, c'est-à-dire près de 6% de la population du Pays. Cette région est celle qui, dans tout le pays, a eu une plus grande croissance de la population au cours des trois dernières décennies. Cette dynamique est due à deux facteurs. Premièrement, elle a été causée par l'installation de nouvelles indus-

---

(1) La source d'information principale suivie est l'Etude d'IED "Programa de Desenvolvimento da Península de Setúbal", 1<sup>e</sup> Phase: Caracterização e Levantamento de Problemas, Lisbonne, Janvier 1986, notamment ses parties suivantes:

- Enquadramento Geral do Estudo, par José Torres Campos et Maria do Céu Esteves
- População e Emprego, par Rui Pena Pires
- Mão-de-Obra, par Maria João Rodrigues.

tries en quelques-unes de ses communes, en particulier des industries métallurgiques et métallomécaniques. Plus tard, la croissance de la population a été due essentiellement à l'expansion de la zone métropolitaine de Lisbonne, de telle sorte que la crise profonde de l'Industrie lourde installée dans la région (chantiers navals, sidérurgie, chimie lourde) au lieu de se traduire en un ralentissement de l'émigration vers cette région, a vu en même temps une augmentation de la population par attraction de personnes venues d'autres zones.

En 1960, la population de la Péninsule de Setúbal ne dépassait pas 3.5% du total du Continent. Au cours des vingt années suivantes, son taux de croissance moyen annuel s'est situé dans les 3.5%. Par conséquent, son poids relatif approchait déjà des 5% en 1970, atteignant environ 6% à présent. Sa population a plus que doublé pendant les vingt cinq dernières années.

Un quart de la population de cette région habite la commune d'Almada, bénéficiant de l'accès facile à Lisbonne et aux communes limitrophes. Si l'on ajoute à Almada les communes de Barreiro, de Seixal et de Moita, nous avons 2/3 de la population habitant des zones riveraines très polarisées par la capitale sur l'autre rive du Tage. Setúbal, sur l'estuaire du Sado, ayant près de 100 000 habitants et 1/6 du total de la Péninsule, est le pôle de la région qui prouve avoir une dynamique moins dépendante du simple processus d'expansion de la zone métropolitaine de Lisbonne.

Tableau 9.1

Evolution de la Population e Résidence de 1960 à 1981

	Population (10 <sup>3</sup> )			Taux de Croissance Moyen Annuel		
	1960	1970	1980	1960	1970	1980
CONTINENT	8 293	8 108	9 337	- .23	1.39	.59
Péninsule de Setúbal	291	401	585	3.34	3.76	3.51
dont:						
- Almada	71	108	148	4.25	3.15	3.69
- Barreiro	35	59	88	5.29	4.04	4.66
- Moita	29	38	53	2.85	3.21	3.03
- Seixal	20	36	89	5.89	9.20	7.56
- Setúbal	56	66	98	1.63	3.95	2.80

SOURCE: IED

Nous avons déjà observé que la grave crise du modèle de croissance industriel basé sur l'industrie lourde qui a, dans l'après-guerre, dynamisé cette région, n'a pas eu comme résultat un programme de croissance de la population. La forte rétraction migratoire a toujours été une caractéristique de ce pro-

cessus d'accroissement de la population. Cependant, tandis que pendant la première phase sa source était l'attraction de travailleurs non qualifiés en provenance de l'Alentejo (exode rural provoqué par la possibilité d'emploi dans la zone de Setúbal), au cours des dernières années la région est demandée plutôt en tant que zone de résidence de personnes qui ont comme siège de leur emploi la zone métropolitaine de Lisbonne (désirée ou effective).

En 1960, 61% de la population de cette région étaient nés dans le district de Setúbal. D'après le Recensement de 1981 cette situation n'avait lieu qu'en 43% des cas. Même dans le district de Lisbonne, l'autre zone forte d'attraction existant dans le Pays, ces pourcentages étaient bien supérieurs (59% en 1960 et 54% en 1981). En cette dernière année, la population "émigrante" montait à environ 3/4 de la population d'Almada et de Seixal. La Commune de Setúbal était la seule où les natifs du district étaient en majorité.

La perte d'importance relative de la population venue d'Alentejo, dépassée par l'émigration en provenance de Lisbonne, est montrée dans le tableau suivant:

Tableau 9.2

Structure de la Population Emigrante Résidant dans le District de Setúbal Selon son Origine

(%)			
ORIGINE	Total 1981	Migration 74-81	Migration 80-81
Alentejo	30	21	15
Lisbonne	31	49	57
Autres	39	30	28
Continent	100	100	100

SOURCE: .I.E.D.

Le changement profond de la composition de la population migrante suppose aussi de profonds changements économiques, sociaux et culturels que la population en croissance attend de l'évolution de la région elle-même.

Au cours des dernières années, cette région s'est progressivement transformée en la zone d'expansion privilégiée de la zone métropolitaine de Lisbonne. l'une des conséquences les plus marquantes de ce développement est la dépendance envers le marché du travail de Lisbonne, avec de forts mouvements pendulaires de la main-d'oeuvre. Selon les estimations les plus récentes, 36% des actifs ayant une profession, résidant à Almada, 27% de ceux qui résident à Seixal et 38% des résidents à Barreiro travaillent à Lisbonne. Même Setúbal se trouve déjà affectée par la liaison immédiate à la zone métropolitaine de Lisbonne, la plupart des déplacements de travail ayant lieu à l'intérieur de la commune ou dans les zones formées par Setúbal et les communes les plus proches (Sesimbra et Palmela).

En effet, le double processus d'attraction, par offre d'industrialisation locale et par expansion de la métropole de Lisbonne, a eu des effets inégaux sur les différentes communes intégrées dans cette région. À Almada, Barreiro, Seixal et Moita, les communes à croissance plus rapide, les deux effets se sont vérifiés simultanément, l'impact du second s'étant accru à partir des années 70. Alcochete et Montijo, ayant un peu plus de 8% de la population de la région, sont restées relativement en marge de l'un et de l'autre processus. Sesimbra et Palmela, 4% de la population, n'ont commencé à ressentir l'effet de la seconde source de croissance que récemment. Et la commune de Setúbal montre, comme on l'a déjà dit, une dynamique propre qui la rend singulière dans cette région.

Cette croissance rapide de la population, sous l'élan, dans un premier temps, d'un mode d'industrialisation aujourd'hui en crise profonde et destiné à être traduit en un chômage croissant et, ensuite, par l'expansion des villes dortoirs et de vastes mondes d'habitations précaires, ne disposant pas d'équipements d'aide suffisants, a fini par transformer la Péninsule de Setúbal en la région du Pays où la crise a pris les aspects les plus saillants face à la rigidité des structures productives en crise.

#### 9.2.2. Structures et Indicateurs de la Démographie Régionale

Comme il est propre aux régions d'attraction, la structure par âge a une représentation élevée de personnes à l'âge actif, l'opposé ayant lieu en ce qui concerne la population dépendante, surtout les gens âgés. Alors, il y a une population plus jeune au sommet et à la base que celle qui concerne l'ensemble du Pays. Cependant, il y a une tendance modérée à l'augmentation de la population âgée. Quant aux jeunes, leur représentation relative souffre non seulement des caractéristiques des flux migratoires, mais aussi du fait que le taux de fécondité dans le district de Setúbal est le second plus bas du Pays: 49 par mille femmes. Seul le district de Lisbonne a un taux de fécondité plus bas.

En 1981, par chaque mille résidents actifs dans le district de Setúbal, il y a 504 personnes ayant moins de 15 ou plus de 65 ans. Pour le Continent, ce ratio est de 580. Le ratio de dépendance des gens âgés est celui qui montre une moins grande disparité, étant de 132 dans le district de Setúbal et de 180 dans le Continent.

La relation de masculinité (H/F) est, elle aussi, plus élevée à Setúbal (.97) que dans le Continent (.93).



Tableau 9.3

Structure par Age de la Population en Résidence

Groupes d'Age	District de Setúbal			Continent <u>1981</u>
	1960	1970	1981	
0 - 14	25.6	24.3	24.7	25.3
15 - 64	68.2	68.4	66.5	63.3
65 +	6.2	7.3	8.8	11.4
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0

SOURCE: I.E.D.

Les indicateurs les plus récents concernant la dynamique de la population (1981/84) se trouvent dans le Tableau suivant:

Tableau 9.4

Indicateurs de la Dynamique Démographique du District de Setúbal  
Au Cours de la Période 1981-1984

	Par 1 000 Habitants			Taux de		
	Croissance de la Pop.	Surplus de vie	Solde Migratoire	Natalit.	Mortalit.	Emigrat.
1981	28.6	6.6	22.0	14.2	7.6	1.5
1982	8.1	6.8	1.3	14.0	7.2	.9
1983	29.5	5.7	23.8	13.3	7.7	.4
1984	28.8	5.2	23.6	12.7	7.5	.4

SOURCE: I.N.E. - Estatísticas Demográficas

À l'exception de l'année 1982, où la croissance de la population a été presque limitée au surplus de vie, on peut voir que la crise n'a pas diminué la croissance de la population, comme on s'y attendait, et seule la natalité a été affectée. Le manque de perspectives de travail favorables en d'autres régions du Pays ou de l'étranger est mis en évidence par les faibles taux d'émigration observés.

### 9.3. Population Active

D'après les données de 1981, le taux d'activité de la population de 15 à 64 ans était, dans le district de Setúbal, de 64.4%. L'évolution observée possède les caractéristiques attendues: grand nombre de taux d'activité féminine; diminution des taux d'activité des jeunes du sexe masculin; et diminution des taux d'activité de la population au-dessus de 55 ans, en particulier dans le cas des hommes.

Tableau 9.5

Taux d'Activité de la Population Résidant dans le District de Setúbal, Selon le Sexe, Selon des Groupes d'Age Sélectionnés, en 1960 et 1981

GROUPE D'AGE	1960			1981		
	HF	H	F	HF	H	F
15-64	57.0	95.1	18.3	64.4	87.3	4.8
15-19	56.6	84.9	28.3	42.8	54.5	30.9
20-24	60.1	96.7	25.5	73.9	91.1	57.6
24-29	59.6	99.0	19.3	79.0	98.0	60.9
55-59	51.6	90.1	14.3	49.6	76.4	23.5
60-64	43.3	79.3	12.0	33.6	56.7	12.9

SOURCE: I.N.E.

L'évolution de la structure de la population active ayant une profession, résidant dans la Péninsule de Setúbal, montre de façon évidente les tendances de fond suivantes:

- chute beaucoup plus accentuée que dans le Continent en ce qui concerne les actifs dans l'agriculture et dans la pêche, de 23.7% en 1960 à 6.4% en 1981;
- maintien de l'importance de l'industrie de transformation, un peu au-dessus d'un tiers du total;
- grande expansion des professions liées au tertiaire, notamment au commerce (de 8.9% à 14.5%) et aux services rendus à la collectivité (de 12.8% à 22.3%);
- bonne position du bâtiment (8.9% en 1960 et 10.0% en 1981) et des Transports et Communications (au-dessus de 7%).

TABLEAU 9.6

Emploi par Secteurs d'Activité, 1981 (% du Total)

	TOTAL	Agra. Elev. Pêches (1)	Extrac- tion (2)	Indust. de Transf. (3)	Elect. Gaz et Eau (4)	Bâtiment Travaux Publics (5)	Commerce Rest. Hôtels (6)	Transp. et Commun. (7)	Banques et Assur. (8)	Services Collectiv. (9)
Continent	100.0	19.0	0.5	26.8	0.8	11.4	13.4	5.0	2.7	20.4
PEN. SETÚBAL	100.0	7.7	0.2	38.5	1.1	11.1	13.3	5.7	1.5	20.9
Alcochete	100.0	22.4	1.1	45.7	0.3	6.1	7.9	2.0	0.8	13.7
Almada	100.0	1.9	..	37.0	1.0	10.2	15.8	6.3	1.7	26.1
Barreiro	100.0	1.0	..	42.8	1.7	9.7	12.3	10.6	1.3	20.7
Moita	100.0	7.4	..	32.2	1.7	16.7	15.3	3.8	1.0	21.9
Montijo	100.0	17.5	..	36.1	0.5	9.4	13.0	3.5	2.0	17.9
Palmela	100.0	41.4	..	19.3	0.7	11.5	12.1	3.3	0.5	11.5
Seixal	100.0	1.2	0.1	51.1	0.8	14.6	11.1	3.0	1.1	17.0
Sesimbra	100.0	30.8	3.3	8.8	0.3	15.6	16.5	5.7	1.1	17.8
Setúbal	100.0	5.0	0.2	41.4	1.6	10.1	12.6	5.9	1.8	21.4

Source: INE, Recenseamento Geral da População in IED

TABLEAU 9.7  
EMPLOI PAR SECTEURS D'ACTIVITE, 1981 (% du Total)

	TOTAL	Agr.Elev. Pêche (1)	Extrac- tion (2)	Ind. Transf. (3)	Electr., Gaz et Eau (4)	Bât.et Trav. Publics (5)	Com. Rest. et Hôtels (6)	Trans.et Communi- cations (7)	Banq. et Assur. (8)	Services e à Col- lectivité (9)
Continent	100.0	19.0	0.5	26.8	0.8	11.4	13.4	5.0	2.7	20.4
PEN. SETÚBAL	100.0	7.7	0.2	38.5	1.1	11.1	13.3	5.7	1.5	20.9
Alcochete	100.0	22.4	1.1	45.7	0.3	6.1	7.9	2.0	0.8	13.7
Almada	100.0	1.9	..	37.0	1.0	10.2	15.8	6.3	1.7	26.1
Barreiro	100.0	1.0	..	42.8	1.7	9.7	12.3	10.6	1.3	20.7
Moita	100.0	7.4	..	32.2	1.7	16.7	15.3	3.8	1.0	21.9
Montijo	100.0	17.5	..	36.1	0.5	9.4	13.0	3.5	2.0	17.9
Palmela	100.0	41.1	..	19.3	0.7	11.5	12.1	3.3	0.5	11.5
Seixal	100.0	1.2	0.1	51.1	0.8	14.6	11.1	3.0	1.1	17.0
Sesimbra	100.0	30.8	3.3	8.8	0.3	15.6	16.5	5.7	1.1	17.8
Setúbal	100.0	5.0	0.2	41.4	1.6	10.1	12.6	5.9	1.8	21.4

Source: INE, Recenseamento Geral da População in IED

Tableau 9.8

Population Active ayant une profession, Résidat dans la Péninsule de Setúbal, par Secteurs d'Activité (%)

	1960	1970	1981
1. Agriculture, Elevage, Pêche	23.7	13.9	6.4
2. Industries d'Extraction	0.5	0.2	0.2
3. Industrie de Transformation	36.1	34.3	34.3
4. Electricité, Gaz et Eau	0.6	0.7	1.1
5. Bâtiment	8.9	10.2	10.0
6. Commerce	8.9	12.8	14.5
7. Transports et Communications	7.2	8.2	7.8
8. Banques, Assurances, Services rendus aux Entreprises	1.3	2.5	3.2
9. Services rendus à la Collectivité	12.8	17.2	22.3

SOURCE: I.E.D.

Entre 1960 et 1981, les actifs ayant une profession, habitant la Péninsule de Setúbal, ont doublé en ligne avec la croissance de la population. Les effectifs concernant l'Agriculture, l'Elevage et la Pêche ont été réduits en 46%, ce qui est en accord avec l'extraordinaire mouvement d'urbanisation vérifié dans toute la région. Les croissances les plus importantes ont eu lieu dans les Services Rendus à la Collectivité (+258%) et dans le Commerce (+22%).

Les Transports et Communications (+116%) et le Bâtiment (+123%) ont aussi une croissance supérieure à la moyenne, bien que moins vive; l'Industrie de Transformation est restée en-deça de la moyenne (88%). La signification de cet accroissement dans le cadre du développement de l'économie régionale doit être pondérée en tenant compte de la distinction entre l'exercice d'une activité dans la Péninsule de Setúbal et au dehors d'elle. Ainsi, tandis que l'augmentation de l'activité dans le Bâtiment et dans l'Industrie de Transformation est essentiellement liée à des postes de travail créés dans la Péninsule de Setúbal, les augmentations spectaculaires des Services, par contre, sont, de façon majoritaire, le résultat de l'exercice d'une activité à Lisbonne.

#### 9.4. Le Déséquilibre Population Active/Emploi Local

Comme l'étude d'I.E.D. le met en évidence, la commune de Lisbonne est le centre d'emploi principal des actifs de la Péninsule de Setúbal: 1/5 des actifs de la région. Parmi ceux-ci, 7.1% travaillent dans le tertiaire (Commerce, Transports et Autres Services), 21% dans l'Industrie de Transformation et 6% seulement dans le Bâtiment.

La commune de Setúbal, 10% de l'emploi des actifs, est le second centre d'emploi, originant seulement des mouvements pendulaires de faible expression. Almada (17.5%), Barreiro (10.3%) et Seixal (9.5%) sont aussi des communes qui

contribuent de façon significative à l'emploi de ceux qui habitent la région. Montijo, Palmela et Moita (entre 6.5% et 4.1%), Sesimbra (3.1%) et Alcochete (1.6%) sont les autres centres d'emploi.

La structure de l'emploi par secteurs montre que la spécialisation de la Péninsule concerne l'Industrie de Transformation. Le poids de l'emploi agricole correspond à environ 35% du poids à l'échelle du Continent. Dans les autres secteurs, l'alignement des régions sur la moyenne du Continent constitue la norme, à l'exception des Banques et Assurances où une pondération inférieure se vérifie dans la région.

Il y a, à l'intérieur de cette région, des différences structurales qui influencent l'emploi par secteurs. À l'exception des communes de Sesimbra et de Palmela, l'Industrie de Transformation représente, à l'échelle de la commune, entre un maximum de de l'emploi local (Seixal), et un minimum de 32% (Moita). Les deux exceptions sont dues à des spécialisations dans l'Agriculture, Elevage et Pêche: Palmela, 41% et Sesimbra, 31%. Alcochete et Montijo sont des cas mixtes, ayant de bonnes proportions, tant dans l'Industrie que dans l'Agriculture et Elevage. La part de l'emploi des Services Rendus à la Collectivité est forte à Almada (26%) et faible à Palmela (11.5%) et à Alcochete (13.7%) elle est proche de la moyenne des autres communes.

Le nombre de postes de travail qui existent dans la Péninsule de Setúbal correspond seulement à .82% des actifs en résidence ayant une profession. La seule commune où cette relation est supérieure à 1 est celle de Setúbal (1.20). Ces indicateurs confirment, d'une part, la polarisation de la région dans le cadre de la zone métropolitaine de Lisbonne et, d'autre part, l'autonomie de la commune de Setúbal par rapport à ce processus. Montijo atteint presque une situation d'équilibre. Les autres sont proches de la situation moyenne, à l'exception de Palmela (.71) et surtout de Moita (.49).

Le déséquilibre emploi local/population active ayant une profession est presque nul dans l'Agriculture, Elevage et Pêche, pour des raisons faciles à comprendre, et il est moins accentué dans l'Industrie de Transformation et dans le Bâtiment (.92). C'est dans les Services rendus à la Collectivité, dans le Commerce (.77), dans les Transports et Communications (.66) et surtout dans les Banques et Assurances (.37) que les plus grandes divergences ont lieu.

Tableau 9.9

Structure de l'Emploi par Secteurs dans le Continent et dans la Péninsule de Setúbal, 1981

	<u>Continent</u>	<u>Péninsule de Setúbal</u>
1. Agriculture, Elevage et Pêche	19.0	7.7
2. Ind. d'Extraction	.5	.2
3. Industrie de Transformation	26.8	38.5
4. Electricité, Gaz et Eau	.8	1.1
5. Bâtiment et Travaux Publics	11.4	11.1
6. Commerce, Restaurants et Hôtels	13.4	13.3
7. Transp. et Communications	5.0	5.7
8. Banques et Assurances	2.7	1.5
9. Serv. rendus à la Collectivité	20.4	20.9
TOTAL	100.0	100.0

SOURCE: I.E.D.

Dans une appréciation globale il est clair que le processus de croissance de la population n'a pas été accompagné de l'installation d'un réseau équilibré d'activités et de postes de travail correspondant aux disponibilités de la main-d'oeuvre attirée par la région. Cette situation de déséquilibre de l'offre et de la demande de main-d'oeuvre est compréhensible en fonction de la métropolisation de la région. Cependant, son renfort, dans l'avenir, signifiera des coûts sociaux et individuels élevés en ce qui concerne le temps et les dépenses associées au déplacement pendulaire de grandes masses humaines. D'autre part, la faiblesse d'une dynamique véritablement locale aura tendance à créer des facteurs de dégradation et de sous-équipement des quartiers d'origine qui agiront, de pair avec la crise de l'emploi, surtout celui des jeunes, dans le sens de la création de nouveaux types de ruptures sociales et de comportements marginaux.

#### 9.5. Crise de l'Emploi et Crise du Modèle d'Industrialisation

Comme il fallait s'y attendre, en tenant compte de la dynamique de la population déjà décrite, la proportion des salariés dans la population active ayant une profession est très élevée: 86%. Cette valeur n'est dépassée que dans le district de Lisbonne, nettement au-dessus de la moyenne du Continent (77%). Le nombre de salariés élevé a lieu dans toutes les activités, mais il est particulièrement marquant dans l'Agriculture, Elevage et Pêche, où il comprend 59% des actifs ayant une profession. Dans le Continent cette proportion est de 38% seulement.

L'étendue du régime de travail salarié, bien qu'elle soit normalement considérée comme facteur positif dans le sens de la "modernisation" des structures de balisage du marché du travail, a, dans la réalité, fait augmenter doublement la vulnérabilité des travailleurs face à la crise prolongée du modèle d'industrialisation précédant le premier choc pétrolier.

En effet, d'une part, le chômage s'est étendu et des pratiques de dégradation du régime salarial ont été diffusées, telles que les salaires en retard dans les unités industrielles de la région. D'autre part, les industries qui requièrent une main-d'oeuvre peu qualifiée et facile à former, telles que les conserves et le liège, ont émigré vers le Nord du Pays, en bénéficiant de la disponibilité d'une main-d'oeuvre moins exigeante en matière de salaires et de régime légal de contractation, soutenue par le schéma de la pluriactivité qui a déjà été décrit à propos des facteurs qui conduisent les marchés locaux du travail dans le Nord.

#### 9.6. Participation de la Communauté à des Programmes Affectant la Région de Setúbal

L'engagement, à court terme, de fonds communautaires en des programmes affectant cette région est prévisible. Deux initiatives dans ce sens sont en cours.

En premier lieu se trouve la présentation d'un projet destiné à établir un programme intégré pour le développement de la région de Setúbal. On croit que la préparation de ce projet et l'exécution de ses conclusions devront bénéficier de l'aide de la Communauté.

Deuxièmement, la restructuration de Siderurgia Nacional, E.P. étant prévue, avec l'élimination d'environ 2 000 postes de travail, on compte sur l'appui de CECA, non seulement pour la réalisation de la restructuration de l'entreprise, mais aussi pour faciliter le réajustement des travailleurs qui perdront leurs emplois. Bien que le bassin sidérurgique en question se trouve dans une seule commune - celle de Seixal - il faut penser que les opérations de réajustement devront avoir lieu à l'échelle du groupe des communes de la partie Nord du District de Setúbal.



## 10. RESSOURCES HUMAINES: SYSTEMES D'EDUCATION ET EFFORT DE FORMATION PROFESSIONNELLE

### 10.1. Introduction

Dans le court terme, les niveaux qualitatifs et quantitatifs des ressources humaines existantes sont toujours des données d'une importance extrême pour le dessin et l'exécution des politiques de promotion du développement économique et social. À moyen et à long terme, ces mêmes niveaux devront prendre le rôle de variables centrales des stratégies de valorisation des capacités endogènes aux plans local, régional et national.

Le problème de l'éducation a, au Portugal, des caractéristiques souvent sous-estimées dans leurs conséquences sur l'état d'organisation et d'efficacité des activités nationales, tant sur le plan économique que sur le plan social ou encore dans le domaine de la stratégie de mobilisation des ressources civiles nécessaires à l'accomplissement des tâches les plus profondes de transformation de la société portugaise. L'un des buts de ce chapitre est celui de donner l'information factuelle nécessaire à la compréhension de la nature et de la dimension des problèmes existants.

En ce qui concerne la formation professionnelle, l'intention est identique, et nous attirons l'attention, en particulier, sur la discontinuité qui existe entre les politiques suivies avant et après l'Adhésion à la CEE.

### 10.2. Système d'Education

L'organogramme ci-joint, extrait d'une publication récente du Ministério da Educação e Cultura, (1) reproduit le système d'enseignement en vigueur pour l'année scolaire 1984/85.

La population scolarisée a atteint, pour les différents niveaux d'enseignement public et privé, environ 2 050 mille élèves, dont 1 810 mille dans les écoles publiques. Par niveau d'enseignement, l'enseignement post-secondaire a compris seulement 106 mille élèves, à peine un peu plus de 5% du total.

La scolarité obligatoire n'était pas accomplie par 20% environ de la population scolaire mentionnée. Le taux de scolarisation apparente du cours général unifié a été de 66.7% en 1984/85. Cependant, on estime à 62% la population scolarisée du groupe d'âge 12-18 ans, qui fréquentait l'enseignement préparatoire ou primaire. Quant à l'enseignement secondaire complémentaire, le taux de scolarisation apparente respectif a été estimé à 31%.

Il y a une demande croissante, de la part de certains groupes, de l'enseignement secondaire nocturne. Le cours complémentaire du lycée a eu, en 1984/85, un accroissement de 12%, comprenant à peu près 25 mille élèves. La 12<sup>e</sup> année - voie enseignement - a été fréquentée par environ 20 mille élèves, son

---

(1) MEC, Gabinete de Estudos e Planeamento, Análise Conjuntural, Educação 1985

TABLEAU 10.1

Système d'Éducation - Estimation de la Population Comprise - 1984/85 - Continent

	Education Pré-Éscol	Enseignement Primaire	Enseignement Préparatoire		Enseignement Secondaire				Enseignement Post-Secondaire		TOTAL
			Diurne et Suppletif	Nocturne	Cours Généraux		Cours Complément.		Non Superior	Superior	
					Diurne	Nocturne	Diurne	Nocturne			
Enseignement Officiel (M. Educação)	(a) 52 040	783 878	329 872	5 692	292 527	49 652	148 392	(b) 58 280	5 093	84 571	1 809 997
Enseignement Officiel (Autres Minist.)	(d) 49 049	-	-	-	(e)	-	(f)	-	(d)4 733	1 545	55 327
Enseignement Privé et Coopératif	(d) 32 326	57 025	23 207	804	32 057	6 794	12 903	6 608	(h) 2 379	8 015	182 118
TOTAL	133 415	840 903	353 079	6 496	324 584	56 446	161 295	64 888	12 205	94 131	2 047 442

a) Capacité d'accueil des 2 602 places de jardins d'enfants qui existaient en 1984/85

b) Comprend 664 élèves des cours professionnels

c) Comprend les cours de l'école normale et les cours de jardiniers d'enfants

d) Année scolaire 1982/83, Estatísticas de Educação 1983-INE

e) Le système d'apprentissage se trouve à ce niveau, comprenant en 1985/86 environ un millier et demi de jeunes

f) Il y a quelques cours post - 9<sup>e</sup> année de scolarité dans le secteur de la Santé, du Tourisme et de la Pêche

g) Comprend les cours d'infirmiers (données de 1982/83, E.Education 1983-INE), les cours des Ecoles Techniques

des Services de Santé (1984/85) et les cours des Ecoles d'Hôtellerie et de tourisme (1983/85)

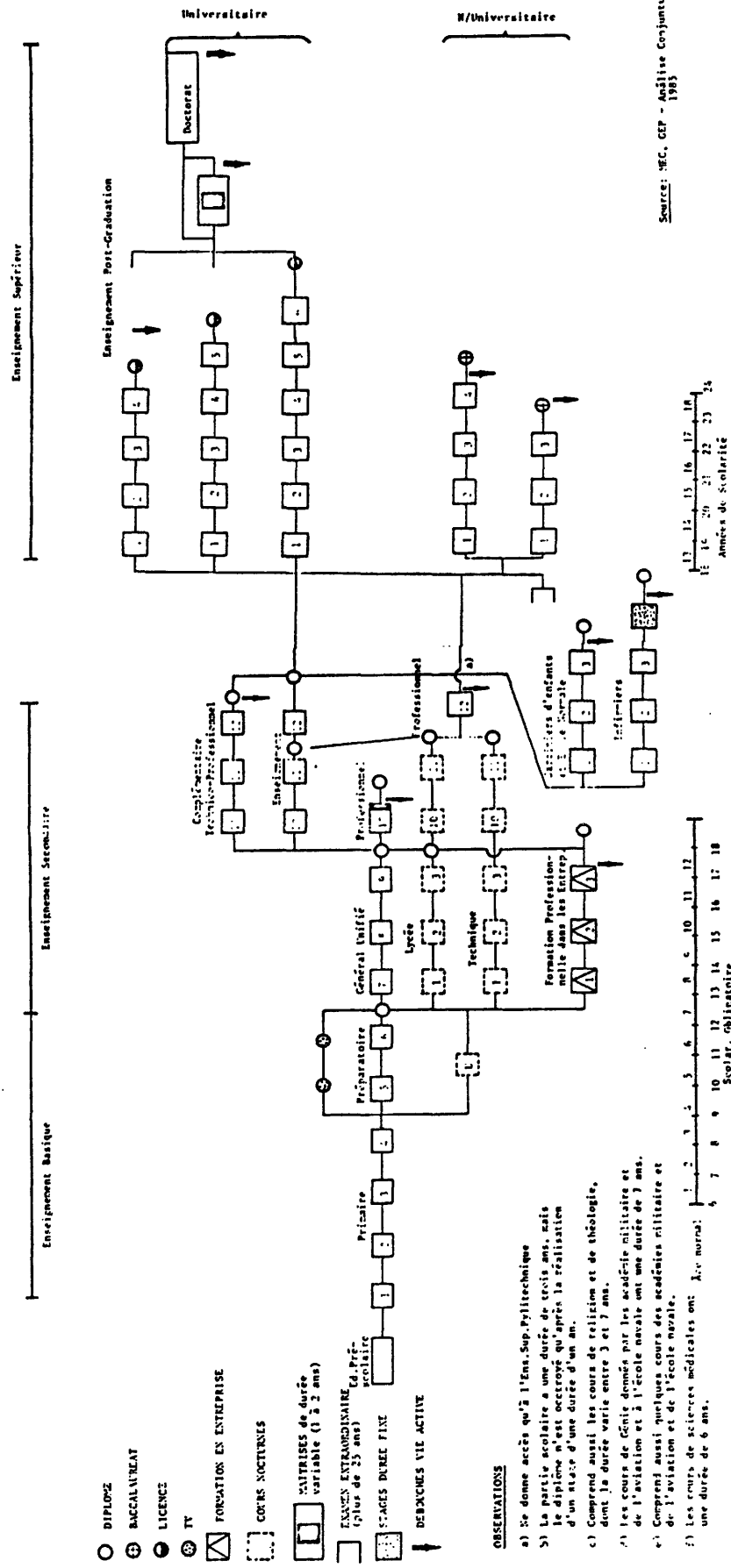
h) Comprend les cours d'infirmiers (données de 1982/83 - jardiniers d'enfants

Source: - D.G. Ensino Básico, D.G. Ensino Secundário, I. Tecnologia Educativa, D.G. Ensino Particular e Cooperativo,  
D.G. Ensino Superior, Divisão de Estatísticas da S. Geral do Ministério da Educação

- Relatório Ensino e formação profissional do Programa de Modernização da Economia Portuguesa - Departamento  
Central de Planeamento

in, MEC, GEP, Análise Conjuntural Educação 1985

Fig. 10.1 ORGANOGRAMME DU SYSTEME D'ENSEIGNEMENT - Année Scolaire 1985-



Source: MEC, CEP - Analyse Conjointurel, Education, 1985

accroissement étant aussi de 12%. Au total, 114 mille élèves ont fréquenté l'enseignement nocturne public, et environ 7 mille le privé. La plupart des élèves se trouvent à Lisbonne (35 mille), Porto (19 mille), Setúbal (16 mille) et Braga (7 mille).

La qualification des professeurs est en train d'augmenter, mais il y a de grandes inégalités inter-régionales en ce qui concerne la qualification professionnelle des professeurs.

La situation de l'enseignement secondaire technique et technico-professionnel, ainsi que celle de l'enseignement supérieur, mérite une analyse plus détaillée.

#### 10.2.1. Enseignement Secondaire Public Donnant une Qualification Professionnelle

Dans l'enseignement public, les cours suivants donnent une qualification professionnelle:

- cours complémentaires nocturnes de l'enseignement technique
- cours technico-professionnels
- cours professionnels
- 12<sup>e</sup> année - voie professionnelle

Les cours complémentaires nocturnes de l'enseignement technique ont été fréquentés par 13 mille élèves environ, dont 54% dans le Secrétariat-Comptabilité-Gestion, 16.7% en Electricité, 11% en Mécanique et 9.5% en Audio-Visuels.

Les cours technico-professionnels, professionnels et 12<sup>e</sup> année - voie professionnelle sont préférés en régime diurne. Leur fréquentation est de, respectivement, 1.5%, 0.7% et 1 millier, pour un total de 3.2 milliers. Les cours les plus fréquentés sont ceux de Secrétariat-Comptabilité-Gestion, Agriculture, Mécanique, Bâtiment et Tissage, Tricots et Confections.

Les cours technico-professionnels et professionnels ont été créés en 1983/84, leur définition et leurs compléments ayant été dûs aux "Comissões Regionais para o Ensino Técnico-Profissional", où l'Instituto do Emprego e Formação Profissional est représenté. Ces deux cours ont pour but la formation de professionnels qualifiés. Les premiers comprennent 3 ans de scolarité, pouvant permettre l'accès à l'enseignement supérieur. Les seconds ont une durée d'un an, suivi d'un stage de six mois, et sont destinés à préparer des professionnels pour une entrée immédiate dans la vie active. En 1985/86 près de cinq mille élèves ont du fréquenter l'enseignement technico-professionnel et environ 1 500 l'enseignement professionnel.

La 12<sup>e</sup> année - voie professionnelle a été créée en 1980, étant dirigée à plusieurs champs technologiques. Les étudiants ayant des cours complémentaires nocturnes de l'enseignement technique ont accès à ce cours qui donne, à son tour, accès à l'enseignement supérieur.

### 10.2.2. Enseignement Supérieur

L'accès à l'enseignement supérieur est conditionné par la pratique du "numerus clausus". Le nombre initial de places a diminué de 14.8 milliers en 1981 à 13.8 milliers en 1985. Les centres d'enseignement de Lisbonne, de Porto et de Coimbra ont évolué de 91% à 82.5% de leurs effectifs, dû à la croissance de nouvelles universités et instituts polytechniques, situés hors des centres universitaires traditionnels. L'enseignement non-universitaire comprend seulement 19% de l'enseignement supérieur.

Les tableaux ci-joints contiennent le total des candidats en 1983/85 par grandes branches d'enseignement et la relation correspondante candidats/numerus clausus en 1985. En ce qui concerne le premier sujet, le fait le plus important est celui de la diminution des candidats (-16.5%) dans les branches scientifiques et technologiques. Pour ce qui est du deuxième sujet, la disproportion surgit entre les places vacantes et les candidats dans les branches scientifiques et technologiques (environ 40% de candidats sans place) et dans les branches traditionnelles du Droit, des Sciences Sociales et Humaines (65% des candidats sans place). La première disproportion n'est pas moins importante que la seconde.

L'offre d'enseignement est de plus en plus diversifiée. En 1985 il y avait dans le Pays 10 Universités - Lisbonne (trois), Porto, Coimbra, Minho, Aveiro, Évora, Açores et Algarve (une) - et deux Instituts Universitaires, l'un à Beira Interior et l'autre à Trás-os-Montes. En ce qui concerne l'enseignement supérieur non-Universitaire, il y a quatre Instituts Supérieurs de Comptabilité et d'Administration - Lisbonne, Porto, Coimbra et Aveiro - trois Ecoles Supérieures de Beaux Arts - Lisbonne et Porto, et un Institut Supérieur des Arts Plastiques à Madère - trois Ecoles Supérieures Agraires et une Ecole Supérieure d'Education.

Le nombre total des diplômés de l'enseignement supérieur est resté à peu près constant, aux environs de 10 mille. Bien que la proportion de personnes ayant une licence de lettres ou de sciences humaines soit tombé de 40% dans le total, en 1978/1984, jusqu'à environ 28%, dû au "numerus clausus", les diplômés en des branches de technologie n'ont pas beaucoup augmenté.

Par sexe, les diplômés du sexe masculin sont essentiellement répartis par les champs suivants: technologie (20%), sciences sociales (19%) et lettres et sciences humaines (18%). Les femmes sont réparties par les lettres et sciences humaines (43%), les sciences sociales (18%) et les sciences médicales (18%). Dans l'ensemble, les femmes représentaient un peu moins de la moitié des diplômés, mais leur poids a tendance à augmenter.

L'enseignement privé est dédié, à de rares exceptions près, aux branches des sciences sociales et du droit. En 1984/85, 84.5 milliers d'étudiants étaient inscrits à l'enseignement supérieur public, et un peu moins de 10 mille à l'enseignement privé. Par rapport au groupe d'âge 18-22 ans, le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur a été de 10.8%.

Les grands changements structuraux, en ce qui concerne l'offre et la demande d'enseignement supérieur, ont eu lieu dans les années 70, mais un nouvel élan

est aujourd'hui nécessaire, plus sélectif, en ce qui concerne la consolidation et l'expansion. Dans les années 70, par rapport au total de l'enseignement supérieur, le nombre d'étudiants en Lettres et en Sciences Humaines est tombé de 26% en 1969/70 à 19% en 1974/80, et en Sciences Médicales (de 16.5% à 14.2%), le nombre d'étudiants en Sciences Sociales étant monté de 17.3% à 20.7% et celui des étudiants en Technologies de 16.7% à 19.4%.

### 10.3. Disparités Régionales dans l'Accessibilité à l'Education

La distribution du stock d'éducation montre l'état de très grande carence qui existe dans les régions de l'intérieur, allant de paire avec les indices de sous-développement global et éducationnel.

Les districts de Beja, de Bragança, de Castelo Branco, d'Évora et de Portalegre ont des taux d'analphabétisme supérieurs en au moins 50% à la moyenne du pays, des valeurs inférieures à cette moyenne ayant lieu seulement à Aveiro, Lisbonne, Porto et Setúbal, qui sont tous des districts du littoral, polarisés par les deux régions métropolitaines du Pays.

C'est aussi dans ces régions métropolitaines qu'est concentré l'essentiel du stock d'éducation moyenne et supérieure, et même secondaire.

Cette situation montre, bien qu'en partie seulement, le degré d'accès régional aux biens d'éducation. En ce qui concerne le sujet de ce travail, l'accessibilité régionale à l'éducation constitue un facteur structurant des plus importants par rapport aux débouchés dans le marché du travail, du point de vue soit des flux correspondant à une certaine période, soit des effectifs accumulés au cours des temps. C'est pour cela que l'on fait ici une brève mention de la situation d'un tel sujet.(1)

L'ensemble du réseau de l'enseignement secondaire (lycées et écoles techniques) s'étendait, en 1969/70, à 32.5% des communes du Pays. En 1983/84 le cours secondaire général existait en 90% des communes et le cours secondaire complémentaire en 61.5%. Parmi ceux-ci, la moitié seulement comprenait des études scientifiques et technologiques, et seulement 1/5 environ offrait toutes les cinq branches d'études.

Malgré le progrès accompli, certains districts sont encore très défavorisés. C'est le cas de Bragança, d'Évora, de Faro, de Guarda, de Portalegre, de Vila Real et de Viseu où étaient concentrés 70% des communes disposant de cours se con da ire g é n é r a l. Dans chacun de ces districts, aussi, au moins la moitié des communes ne disposait pas d'enseignement secondaire complémentaire.

L'évolution des taux apparents de scolarisation dans le préparatoire montre non seulement une expansion importante mais aussi une diminution des dispari-

---

(1) Voir, Tavares, Emídio, M. in Manuela Silva (ed.) Portugal Contemporâneo, INA, 1986 et MEC, GEP, Análise Conjuntural, Educação 1985

tés relatives. Déjà, en ce qui concerne le secondaire, les grandes différences entre les districts persistent, en ce qui concerne soit l'enseignement unifié, soit le complémentaire. Les taux de scolarisation les plus bas, dans le secondaire, correspondent à Braga et à Viana do Castelo. Mais, ce qui est surprenant pour beaucoup, même des districts tels qu'Aveiro et Porto se trouvent au-dessous de la moyenne nationale et même au-dessous de Bragança, dans le premier cas, et à un niveau semblable dans le second. Ces anomalies apparentes n'empêchent pas de constater l'infériorité relative des districts du Nord et de l'Intérieur, mais elles servent d'avertissement dans le sens de ce que l'interprétation des phénomènes en question ne peut souffrir des lectures qui simplifient. À titre d'exemple, on dira seulement que des districts qui sont déjà assez industrialisés, tels que Porto, Aveiro et Braga, font partie d'un complexe de relations sociales dont il faut révéler et analyser l'influence sur l'évolution du marché en ce qui concerne le fonctionnement du système régional dans son ensemble.

Du point de vue du marché du travail, il est intéressant aussi de laisser une note concernant les inégalités d'accès à une deuxième chance d'éducation. Le Cours d'Administration et de Commerce de l'enseignement technique public nocturne existe dans tous les districts, et c'est pour cela qu'il est le plus fréquenté. Le cours d'Electricité existe dans 14 districts, et celui de Mécanique en 11 districts. Du point de vue de l'accès, le district est, évidemment, un monde territorial trop grand. Si l'on tient compte du temps de parcours, de l'ordre d'une heure ou une heure et demie, il est facile de conclure quant à l'accessibilité régionale offerte par le réseau d'enseignement, en ce qui concerne une 2<sup>e</sup> chance d'éducation.

Seulement 50% des communes ont des cours généraux (lycée et techniques) nocturnes. Dans le cas de l'enseignement secondaire complémentaire, cette proportion est encore moindre: 40%. En des districts tels que Viseu, Portalegre, Castelo Branco et Viana do Castelo, les cours généraux existent seulement en 25 à 30% des communes, tandis qu'à Setúbal ils existent en 86% et à Porto et Lisbonne en environ les 3/4 des communes. Quant aux cours complémentaires, ils existent en 8% des communes de Viana do Castelo, valeur minimum trouvée dans le Continent, le maximum se trouvant à Porto, 76%.

Il est intéressant aussi de fournir une notion complémentaire de l'accessibilité physique qui comprend une dimension de l'accessibilité selon la qualité de l'enseignement ministré.

Il faut commencer par mentionner les ratios professeurs professionnels/total des professeurs dans le préparatoire et dans le secondaire, en 1983/84. La moyenne du pays dans les deux types d'enseignement était d'environ 50%. Les districts les plus défavorisés, en ce qui concerne le préparatoire, sont ceux de Bragança, Vila Real, Beja, Portalegre et Viseu, qui se trouvent tous au-dessous de 35%. Quant au secondaire, jusqu'à 35% nous avons les trois premiers et aussi Évora. Lisbonne et Porto, en ce qui concerne le préparatoire, et Coimbra et Porto, en ce qui concerne le secondaire, sont au-dessus de 60%.

Un autre indicateur qualitatif important est le ratio nombre d'élèves/nombre de professeurs professionnels. Dans le préparatoire, la moyenne est de 27.1%: Bragança, Beja et Vila Real ont tous plus de 50 élèves par professeur professionnel; Lisbonne, Porto, Aveiro et Coimbra ont moins de 25. Dans l'enseigne-

ment secondaire, pour une moyenne nationale de 30.5%, Beja et Bragança ont plus de 50 et Coimbra, Aveiro et Porto moins de 25.

Bien que ces indicateurs de qualité soient précaires, ils montrent que la possibilité d'accès à un bon enseignement est très conditionnée par le facteur situation.

#### 10.4. Niveau d'Education de la Population

Bien que le Portugal dispose de bons niveaux d'éducation en certains domaines délimités, le grand problème auquel le Pays fait face est celui du bas niveau d'éducation global, en ce qui concerne l'ensemble de la population portugaise. D'une part, 1/6 environ de la population portugaise ne sait ni lire ni écrire. D'autre part, la population adulte ayant une scolarité supérieure à 4 ans représente une fraction trop petite de la population totale. À une époque où l'information et la communication dominent, cette situation de départ est une limitation très lourde. Dans cette perspective, il est intéressant d'analyser le stock d'éducation, soit de la population ayant 10 ans ou plus, soit de la population active.

##### 10.4.1. Education Formelle de la Population par Age

En accord avec le Recensement de la Population de 1981, parmi la population ayant 10 ans ou plus, 15.5% ne savaient lire ni écrire. 15% d'autres n'avaient pas terminé l'enseignement primaire. Ce grand poids mort d'éducation est dû surtout aux groupes d'âge de 45 ans ou plus. Par rapport au total de la population, les personnes ayant 45 ans ou plus qui étaient illetrés représentaient environ 13%. Et les autres, appartenant au même groupe d'âge, qui n'avaient pas terminé l'enseignement primaire, étaient environ 8%.

Par rapport à la population totale, les personnes ayant 10 ans ou plus qui avaient terminé l'enseignement primaire (4 années scolaires) étaient environ 28%; ceux qui fréquentaient le secondaire ou qui l'avaient incomplet étaient 13%; ayant terminé le secondaire ou possédant un cours moyen complet, 10%; et ceux qui avaient terminé un cours supérieur, 1.6%. Comme on sait, l'analphabétisme sévit surtout chez les plus âgés. Tandis que le pourcentage d'illettrés dans le groupe de 15-24 ans est de l'ordre de 2%, il est de 9% dans le groupe 30-34 ans; 31% dans le groupe 45-64 ans et 52% dans le groupe de 65 ans ou plus.

Les plus jeunes générations ont réussi à échapper à l'analphabétisme, mais leur degré de scolarisation est très insuffisant, surtout dans les groupes d'âge qui étaient compris, en 1981, entre 25 et 44 ans. Par exemple, dans le groupe de 30-44 ans, 29% seulement avaient une scolarisation au-dessus du primaire (4 années de scolarité), et les proportions correspondantes pour les groupes de 25-29 ans et de 20-24 ans étaient de 36% et de 53% respectivement.

La population ayant terminé un cours supérieur a une plus grande représentativité dans le groupe de 25-29 ans (4.6%). Dans le groupe de 30-44 ans cette proportion est moins élevée (3.4%).



TABLEAU 10.2

Population Active par Degré d'Instruction et  
par Sexe 1985

		% Population Active Totale		
		Total	Empoyés	Chômeurs
Ne Savent pas Lire	HF	8.5	8.1	.4
	H	4.0	3.9	.1
	F	4.5	4.2	.3
Savent Lire sans Avoir Fréquenté	HF	.5	.5	-
	H	.3	.3	-
	F	.2	.2	-
Scolarité Obligatoire	HF	78.2	69.2	9.0
	H	46.6	42.9	3.7
	F	31.6	26.3	5.3
Secondaire	HF	7.0	6.2	.8
	H	4.0	3.7	.3
	F	3.0	2.5	.5
Moyen	HF	2.1	2.1	-
	H	.5	.5	-
	F	1.6	1.6	-
Supérieur	HF	3.2	3.1	.1
	H	1.9	1.9	-
	F	1.3	1.2	.1
Autres	HF	.4	.3	.1
	H	.2	.2	-
	F	.2	.1	.1

Source: INE, Inquérito ao Emprego

TABLEAU 10.3

Employés qui Etudient en 1985 Selon le Degré  
D'Instruction qu'ils Fréquent

Nombre (Milliers)		Total	Scolarité Obliga- toire	Secondaire	Moyen	Supérieur	Autre
H F	99	100.0	12.6	56.4	3.0	22.9	4.9
H	58	58.0	7.1	33.1	1.1	13.9	2.7
F	42	42.0	5.4	23.3	1.9	9.0	2.2

Source: INE, Inquérito ao Emprego

TABLEAU 10.4

Distribution des Employés qui Etudient en 1985 Selon le Degré d'Instruc-  
tion qu'ils Fréquent et Selon Quelques Branches D'Activité

	Total	Scolarité Obliga- toire	Secondaire	Moyen	Supérieur	Autre
Agric. et Pêche	9.7	5.0	4.1			
Ind. Transf.	21.9	2.6	15.3		2.7	
Autres Activité						
Secondaires	6.4	1.2	3.8		1.0	
Commerce	13.0	1.0	9.4		1.6	
Banq. et Assur.	8.2		3.4		3.7	
Adm. Publique	12.8		6.3		5.1	
Education	7.4		2.5		4.0	
Autres Services	20.6	1.7	11.4	1.4	4.1	
T O T A L	100.0	12.6	56.4	3.0	22.9	4.9

Source: INE, Inquérito ao Emprego

L'analyse par groupes d'âge montre que le retard au niveau de l'accès à l'éducation a été quelque peu rattrapé. En 1960, ceux qui avaient 10 ans ou plus et qui étaient illettrés atteignaient presque 27% de la population totale, les illettrés de 45 ans ou plus atteignant 15%. Mais il y a vingt cinq ans, au contraire de ce qui arrive à présent, l'analphabétisme chez les jeunes était encore important. D'autre part, ceux qui avaient un niveau supérieur étaient 0.6% en 1960 et 1.6% en 1981. En cherchant à identifier le meilleur sens de l'effort qui a été fait, nous avons comparé les niveaux d'éducation d'un même groupe d'âge, le groupe de 30-44 ans, en 1960 et en 1981. Les illettrés étaient, respectivement, 34% et 9%. Et ceux qui avaient une scolarité supérieure au primaire étaient 5.4% en 1960 et 29% en 1981.

Malgré l'intensité de cet effort, il est évident que le Portugal a une position très négative dans l'Europe des 12, même par rapport à la Grèce. Dans ce dernier pays le problème de l'analphabétisme est nettement moins grave et le niveau moyen d'éducation formelle est plus élevé.

#### 10.4.2. Niveau d'Education de la Population Active

La distribution de la population active par degré d'instruction en 1985 montre que 8.5% des actifs ne savent pas lire. La scolarité obligatoire (4 ou 6 ans, selon le groupe d'âge) a été terminée par 78%. Les proportions correspondantes à l'enseignement secondaire, à l'enseignement moyen et à l'enseignement supérieur sont, respectivement, 7.0%, 2.1% et 3.2%.

Observons que le nombre d'actifs qui ont terminé l'enseignement moyen est nettement inférieur à celui des personnes ayant un degré supérieur d'enseignement. Il faut noter aussi le nombre plus élevé de femmes ayant un degré moyen, par la force de la féminisation élevée des professions liées au services. Ces deux aspects mettent en évidence le manque d'actifs possédant des niveaux moyens d'éducation dans la plupart des activités. Au Portugal il y a non seulement une raréfaction claire des pyramides d'éducation au-dessus de 4 ou 6 ans de scolarité, mais aussi un étranglement relatif anormal au niveau moyen, qui est dépassé de loin, en nombre, par le niveau supérieur.

Le simple fait que 12% seulement de la population active sont arrivés à aller au-delà de la scolarité obligatoire, de 4 ou 6 ans, met bien en évidence les problèmes de fond causés par le stock d'éducation qui existe.

Environ 100 mille personnes qui travaillent déjà étudiaient aussi en 1985. Parmi ceux-ci, 12.6% fréquentaient la scolarité obligatoire, 56.4% le secondaire, 3% l'enseignement moyen et 23% l'enseignement supérieur.

Par activité d'emploi, la plupart de ces personnes (63%) travaillaient en des activités de services. Tout naturellement, la plupart de ceux qui fréquentent l'enseignement supérieur ou le secondaire, bien que de façon moins marquée en ce dernier cas, ont pour base ces mêmes branches. Ceux qui travaillent dans l'Agriculture terminent pour la plupart la scolarité obligatoire, et ceux qui travaillent dans l'industrie fréquentent pour la plupart l'enseignement secondaire.

## 10.5 Action de Formation Professionnelle (1)

### 10.5.1. Apprentissage

Le système d'apprentissage a été créé par le Decreto-Lei 102/84. En accord avec le plan initial, il devrait comprendre, en 1985, environ 20 000 jeunes.

Les principes consignés par le Dec-Lei n° 102/84 sont les suivants:

- a) l'apprentissage est destiné à la préparation à l'exercice d'une profession déterminée, qualifiée, originant un contrat d'apprentissage différent du contrat de travail;
- b) la durée de la formation ne peut pas dépasser 40 heures par semaine ou 8 heures par jour, devant être conclue avant 4 ans;
- c) la formation comprend une partie générale et une autre spécialisée, devant être sanctionnée par un certificat qui donnera une équivalence scolaire et qui aura des effets du point de vue de la carte professionnelle;
- d) l'apprenti a droit à une bourse de formation qui pourra varier entre 30% du salaire minimum national dans la 1<sup>re</sup> année, et 60% dans la 4<sup>e</sup>;
- e) l'organisation du système est de la compétence d'une Commission Nationale pour l'Apprentissage ou de Commissions Régionales à caractère tripartite et fonctionnant dans le cadre de l'Instituto de Emprego e Formação Profissional.

La priorité a été attribuée à l'apprentissage en ce qui concerne les Agro-Alimentaires, l'Electronique, l'Informatique, la Métallomécanique et les Services.

### 10.5.2. Ecoles Techniques de Santé

Les Ecoles Techniques des Services de Santé, ayant environ 12 000 élèves, donnent une formation en des professions para-médicales, la 12<sup>e</sup> année de scolarité étant exigée en tant que niveau d'entrée. La durée des cours est de 3 ans. Quelques spécialités sont enseignées en plus d'une école, jusqu'à un maximum de 3 écoles. Les autres sont enseignées en une seule école. Le nombre moyen de diplômés au cours des deux dernières années a été de 392.

Les 26 Ecoles d'Infirmiers qui existent en 1984/85 avaient près de 2 900 élèves. Le nombre moyen de diplômés au cours des dernières années a été de 745.

L'Instituto Nacional de Saúde donne un cours de techniciens auxiliaires sanitaires, d'une durée de 2 ans, ayant la 9<sup>e</sup> année comme niveau d'entrée.

---

(1) La description détaillée de la situation portugaise se trouve dans l'oeuvre d'Artur Mota, Eduardo Marçal Grico et Maria Cândida Soares, "Descrição do Sistema de Formação Profissional", CEDFOP, Mai 1985.

L'Ecole Supérieure de Médecine Dentaire de l'Université de Lisbonne donne aussi des cours ayant comme niveau d'entrée la 9<sup>e</sup> année, destinés à la formation de techniciens, d'une durée variant entre 2 et 4 ans, ou de simples stages, selon la nature de la spécialisation.

#### 10.5.3. Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation

Ce département est en train de conclure la première phase de l'installation de nouveaux centres, financée avec l'appui de la Banque Mondiale.

D'autre part, avec un financement de la Communauté Economique Européenne, de nouvelles actions sont prévues, dans le cadre du Programa de Apoio ao Desenvolvimento Regional (PADAR). Le coût total de ce projet est de l'ordre de 375 mille contos et la participation de la Communauté atteint environ 210 mille contos (56%).

Après la réalisation de cette deuxième phase, la capacité totale installée atteindra 850 places, et l'on prévoit que, 2 000 techniciens environ étant engagés dans ces actions, le nombre d'agriculteurs qui participeront aux cours atteignent 4 000.

#### 10.5.4. Secrétariat d'Etat pour la Pêche

Dans ce département, les projets en sont encore à la phase embryonnaire, en voie de développement, dans le cadre de l'Accord de Coopération entre le Secrétariat d'Etat pour la Pêche et le Secrétariat d'Etat pour l'Emploi et la Formation Professionnelle, ayant en vue la définition et l'exécution de Programmes de Formation Professionnelle dans le secteur de la pêche (projet FORPESCAS).

En ce qui concerne les nouvelles infrastructures, les premières conclusions des responsables du secteur vont dans le sens de la création de trois centres nationaux, complétés par des unités mobiles équipées de matériel sophistiqué et par une ou deux unités navales. Un aspect une grande importance est celui de la liaison étroite entre les actions de Formation Professionnelle dans le secteur de la pêche et l'infrastructure de Formation Professionnelle du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale où des cours dans le champ de l'industrie pourront être ministrés, mais des cours ayant un intérêt pour le secteur de la pêche (froid, hydraulique, électronique, etc.). Le projet FORPESCAS a été doté, en 1985, d'un montant de 260 mille contos pour des dépenses courantes, et de 70 mille contos pour des dépenses de capital, provenant du Budget de l'Instituto de Emprego e Formação Profissional ou du Gabinete de Gestão do Fundo de Desemprego.

#### 10.5.5. Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale

Ce Ministère a en cours un programme de création de 25 centres de formation professionnelle, 5 desquels co-financés par la Banque Mondiale, 10 par la

Fig. 1.0.2 Nouveaux Centres de Formation Professionnelle

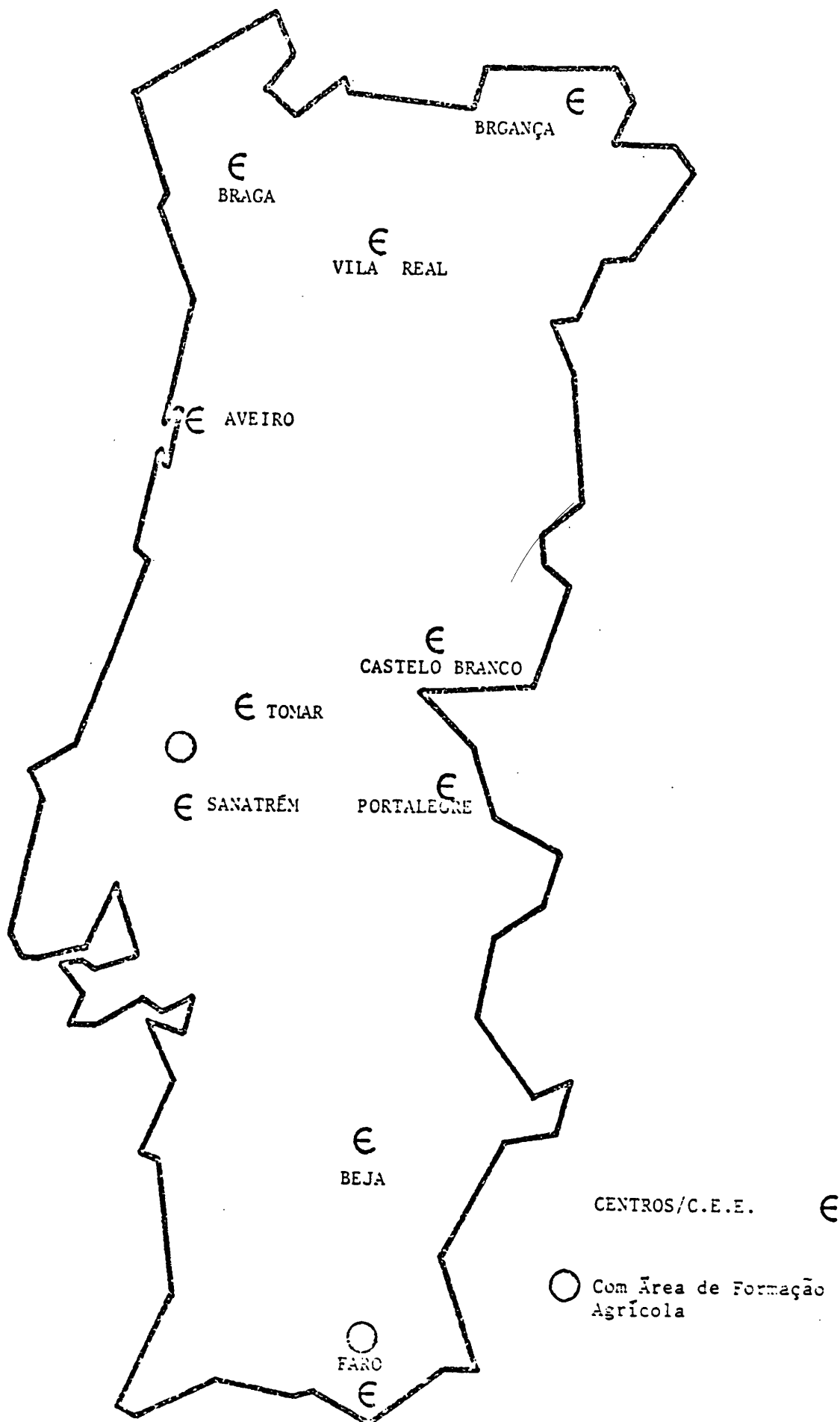
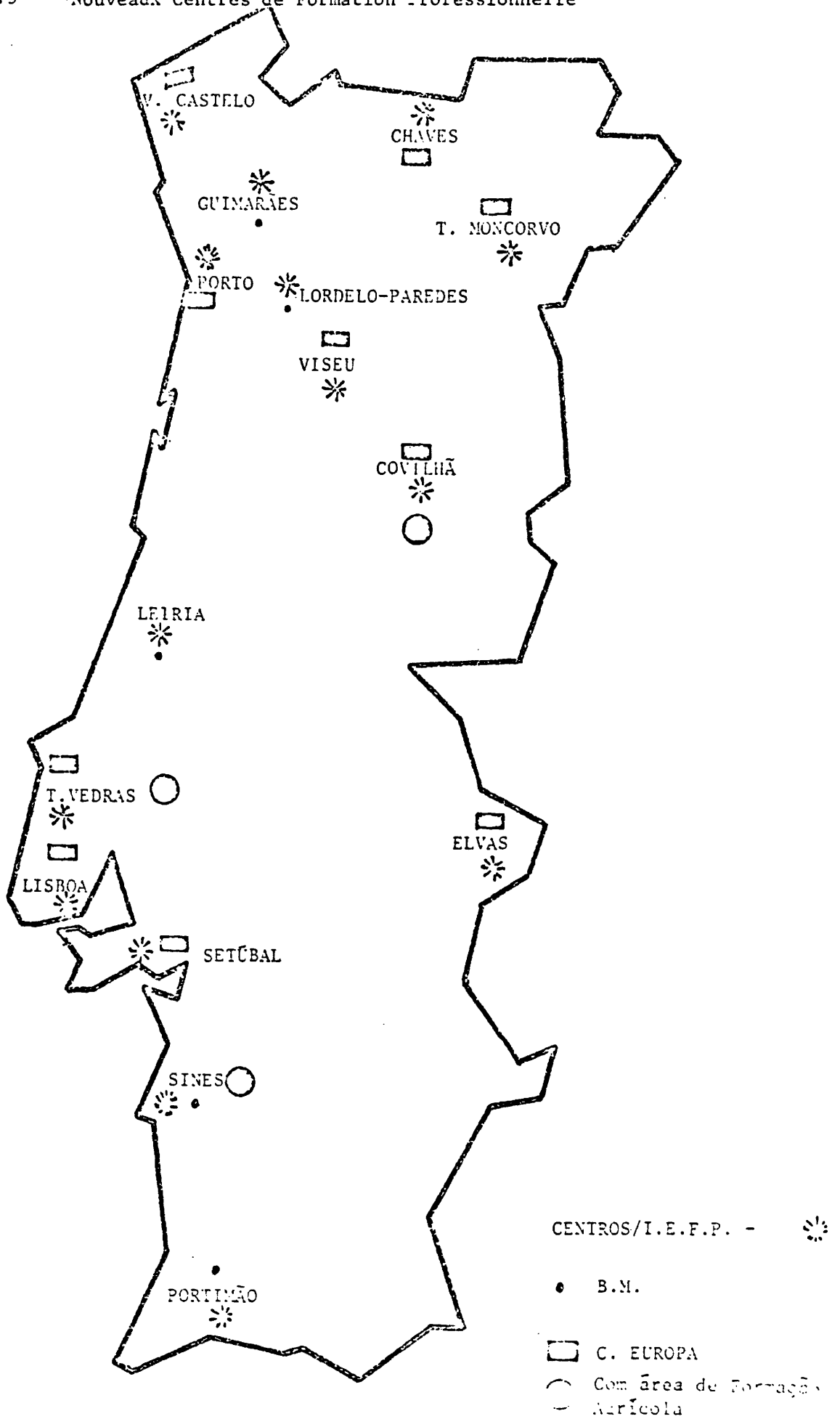


Fig. 10.3 - Nouveaux Centres de Formation Professionnelle



Communauté Economique Européenne (aides pré-adhésion) et 10 par le Conseil de l'Europe.

Si le programme est entièrement exécuté, la structure de formation professionnelle disposera alors de 36 centres (11 qui existent + 25 nouveaux centres), ayant une capacité de formation annuelle de 12 600 stagiaires.

Pour financer ce projet, dans le lequel a été inclus le coût de la reconversion du réseau de centres qui existent et la construction et équipement de centres protocolaires et inter-entreprises, aussi bien que 2 centres de formation pour formateurs - on compte sur des contributions internes de l'Instituto do Emprego e Formação Profissional, le restant étant financé à travers les organisations internationales suivantes:

- Communautés Européennes - dans le cadre des aides pré-adhésion
- Banque Mondiale
- Conseil de l'Europe

L'Instituto do Emprego e Formação Profissional intervient dans ces programmes moyennant:

- Des Centres de Formation Professionnelle sous sa responsabilité directe;
- Des Centres de Formation Protocolaire en association avec des entités représentatives de secteurs d'activité ou de régions;
- Accord de coopération avec des entreprises et d'autres entités publiques ou privées.

Outre ceci, l'IEFP développe des programmes d'aide technico-financière à des actions de formation, notamment:

- aide à l'insertion de jeunes dans le marché du travail;
- formation de formateurs dans les entreprises;
- formation professionnelle dans le secteur de l'artisanat;
- aides à des plans de formation dans les entreprises ou autres entités;
- action de réhabilitation professionnelle.

L'Instituto do Emprego e Formação Profissional est en train de traverser une période de réorganisation et de redirection stratégique. Dans le domaine de la formation professionnelle, les sujets suivants sont considérés comme prioritaires (1)

- "la reformulation de la loi d'apprentissage, dans le sens d'éliminer les structures exécutives parallèles à celle de l'Instituto, et de corriger quelques-uns des points faibles décelés dans la législation existente;
- la restructuration des centres de formation professionnelle de l'Etat qui existent, et leur articulation avec les nouveaux centres en construction, et avec les centres de formation protocolaire. Il est important de coordonner toute l'activité des centres existents, de façon à éviter des dupli-

---

(1) IEFP, Plano de Actividades para 1986.



tions d'infrastructures et la concurrence entre des structures financées par le même budget. D'autre part, les accords de formation devront être vus en tant que supplément à l'activité de formation développée par le réseau de centres, et il est urgent d'éviter des situations de sur-financement en certains secteurs d'activité;

- l'articulation avec le Fonds Sociale Européen, ayant pour but de minimiser le co-financement, de la part de ce Fonds, dans l'activité de l'Instituto;
- la formation de formateurs, dans le cadre d'un Centre National, ayant un statut propre, visant le développement de nouvelles méthodes et de techniques pédagogiques, notamment celles qui adviennent de l'introduction de nouvelles technologies;
- l'évaluation technique et pédagogique de formation, développée ou appuyées par l'Instituto".

Le Programme d'Activité pour 1986 quantifie en détail les buts de formation à atteindre par l'IEFP au cours de cette année. Il faut noter, par leur importance, les buts de rentabilisation des Centres Intégrés (programme n° 4), celle des 13 Centres de Formation Professionnelle qui existent (Programme n° 12), la promotion de 10 nouveaux centres de Formation Professionnelle co-financés par les Communautés Européennes (programme n°13)<sup>(1)</sup> la formation de 500 formateurs pour le Système d'Apprentissage (Programme n° 14) et l'aide aux 20 Centres de Formation en collaboration avec des entités représentatives du secteur privé (Programme n° 15).

#### 10.5.6. Tourisme

Le programme d'action de l'Instituto Nacional de Formação Turística, pour la période 1985-1989, prévoit le développement d'infrastructures de formation à travers la construction de nouvelles Ecoles d'Hôtellerie et de Tourisme à Coimbra, à Estoril et à Vilamoura, aussi bien que de l'affectation de l'Hotel Escola de Santa Luzia à des actions de formation professionnelle. Le total des coûts d'investissement atteindra 2.1 millions de contos au cours de la période mentionnée.

Pour le développement du programme, des prêts de la part de la Banque Mondiale sont prévus (Escola do Estoril), la construction de l'Ecole de Vilamoura étant dépendante d'une contribution possible du FEDER.

En accord avec les éléments disponibles, la capacité des structures actuelles de formation est nettement insuffisante face aux besoins de formation décelés par le Plano Nacional de Turismo. Ainsi, puisqu'il est nécessaire de former 1 800 professionnels par an et de perfectionner, par an aussi, entre 3 000 et 4 000 professionnels, le réseau actuel de formation permet seulement de former 300 nouveaux professionnels par an et de recycler ou de perfectionner 1 000 professionnels.

---

(1) Centres de Formation Professionnelle de Vila Real, Bragança, Braga, Aveiro/Águeda, Castelo Branco, Tomar, Santarém, Portalegre, Beja et Faro.

### 10.5.7. Ministère de l'Industrie et du Commerce - IAPMEI

L'Instituto de Apoio às Pequenas e Médias Empresas Industriais met en route un programme de formation avec la collaboration des associations professionnelles de l'industrie, les cabinets et les institutions spécialisées dans ce domaine, qui est concentré sur trois niveaux de gestion:

- Dirigents et Cadres Supérieurs
- Cadres Intermédiaires et Spécialisés
- Cadres récemment formés, sans expérience d'entreprise, futurs éléments dynamisateurs des structures existentes (FIEQ)

Ce programme de formation est compris dans le cadre des négociations pour l'adhésion du Portugal à la Communauté, et la période où il était en vigueur allait de 1981 à 1984. Quelques difficultés technico-administratives l'on fait passer à 1985, des actions de formation montant à 20 000 contos étant prévues pour cette année. Pendant la période où le Plan d'Aide de la CEE aux PME est en vigueur, le nombre de participants à des actions de formation entreprises par l'IAPMEI est monté à 3 018.

### 10.6. Politiques d'Aide à la Population Active Avant et Après l'Adhésion

#### 10.6.1. Aspects Institutionnels et Financement

L'exécution de la politique d'emploi et de formation professionnelle est surtout concentrée à l'Instituto de Emprego e Formação Profissional (IEFP), structure intégrée dans le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale.

L'Instituto de Emprego e Formação Profissional est administré par un Conseil d'Administration, composition tripartite, et par un comité exécutif nommé par le gouvernement. Il est composé de services centraux et régionaux, ces derniers constituant un réseau de centres d'Emploi et de Formation Professionnelle. Cependant, si l'IEFP a l'exclusif de l'exécution et du financement des mesures de politique de l'emploi, ceci n'a pas lieu en ce qui concerne les actions de Formation Professionnelle. Dans ce domaine, plusieurs institutions interviennent, notamment:

- Dans le cadre du Ministère de l'Industrie et du Commerce, Instituto de Apoio às Pequenas e Médias Empresas Industriais (IAPMEI) et Laboratório Nacional de Engenharia e Tecnologia Industrial (LNETI);
- Dans le cadre du Tourisme, les réseaux d'Ecoles de Formation Touristique et d'Hôtellerie;
- Dans le cadre du Secteur Agricole, le Réseau de Centres de Formation Professionnelle Agricole;
- Dans le domaine de la Pêche, les Ecoles Professionnelles de Pêche.

Il faut, cependant, mentionner que l'IEFP participe au co-financement d'une grande partie des actions de formation professionnelle mises en marche par les structures mentionnées plus haut, ce co-financement étant fondamental pour la concrétisation de ces actions.

Le financement de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle a été traditionnellement assuré surtout par les contributions du "Fundo de Desemprego", administrées par le Gabinete de Gestão do Fundo de Desemprego (GGFD).

Etant données les caractéristiques spéciales de cette source de financement et son importance primordiale dans tout le système, nous allons donner quelques éléments explicatifs sur son origine et sa signification.

Au cours de la période qui a suivi la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale, il y a eu besoin de lancer un programme d'infrastructures pour le Pays, et d'absorption d'une main-d'oeuvre indifférenciée qui ne trouvait pas, internement, des postes de travail dans l'industrie ou dans les services, et qui n'avait pas encore trouvé dans l'émigration la soupape de sécurité qui a maintenu l'équilibre du marché du travail.

On a donc créé un taux, auquel étaient sujets les employeurs et les travailleurs salariés (bien qu'en des pourcentages différents), dont la recette tournait au profit du Fundo de Desemprego, structure qui dépendait, à l'époque, du Ministère des Travaux Publics. Au cours des années 60, le Fundo de Desenvolvimento da Mão-de-Obra (FDMO) a été créé, embryon de l'IEFP actuel.

Après Avril 1974, le Fundo de Desemprego a été intégré au Ministère du Travail et les contributions respectives se sont maintenues, puisque qu'elles prenaient maintenant le rôle qui était leur raison d'être - le financement de la politique d'emploi et de formation professionnelle.

En résumé, nous pouvons dire que dans le cadre du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale il y avait deux structures fondamentales concernant le domaine que nous sommes en train d'analyser:

- Le Gabinete de Gestão do Fundo de Desemprego (GGFD)
- Le Instituto de Emprego e Formação Profissional (IEFP)

Le premier est fondamental dans le domaine financier, tandis que le second a une fonction d'exécution des mesures.

Comme nous l'avons déjà dit, outre l'IEFP, il y a d'autres départements qui exécutent des actions dans le domaine de la politique d'Emploi et de Formation Professionnelle. Un phénomène identique a lieu, peut-être dû au fait que les montants concernant le GGFD ont eu d'autres applications outre celle qui seraient logiques et acceptables - le financement de la politique d'emploi.

Ainsi, les recettes du GGFD étaient attribuées:

- une partie au IEFP
- le reste était transféré au Budget de l'Etat

TABLEAU 10.5

Aides Financières au Maintien et à la Création  
de Postes de Travail

	1983		1984	
	Postes de Travail	10 <sup>3</sup> Esc.	Postes de Travail	10 <sup>3</sup> Esc.
Maintien de Postes de Travail				
- Entreprises .....	77 718 <sup>1)</sup>	5 994 131	35 584 <sup>2)</sup>	4 429 152
Maintien de Postes de Travail				
- Cooperatives .....	1 041 <sup>3)</sup>	222 526	662	143 783
Lay-Off .....	-	-	57	5 522
Récuperation de Postes de Travail				
- Catastrophes .....	1 577	39 395	-	-
Création de Postes de Travail				
- Entreprises .....	1 296	200 799	-	-
TOTAL ...	81 605	6 456 851	36 303	4 578 457

(1) Comprend les Valeurs de l'Articulation des Entreprises pas Viabiles ou en situation économique difficile et du Reemploi avec Parempresa

(2) Comprend les Valeurs de l'Articulation avec Parempresa

(3) Comprend la Valeur de la Compensation d'intérêts et de Cooperatives

Source: CGFD - Relatório de Actividade, Abril 1985 (données fournies par DEP du MT)

Cette situation ne peut pas être considérée anormale, étant donné que la fin qui justifie le "Fundo de Desemprego" a eu son origine en trois aspects:

- le fait que les pouvoirs publics considéraient, dans la pratique, la cotisation mentionnée comme un véritable impôt;
- la possibilité d'atténuer, par cette voie, les déficits du Budget de l'Etat;
- la difficulté que l'IEFP avait de, par lui seul, absorber les montants respectifs.

La politique défendue au cours des dernières années tendait vers les configurations suivantes:

- i) L'intégration du Fundo de Desemprego dans le Budget de la sécurité sociale avec l'affectation intégrale des montants respectifs au financement de la politique d'emploi;
- ii) la restructuration de l'IEFP et l'adoption d'un système de gestion tripartite, en accord même avec un avis du Conselho Permanente de Concertação Social;
- iii) Le passage du système de subside au chômage à celui d'assurance chômage, et l'élargissement des actions de formation professionnelle, ayant des effets financiers.

#### 10.6.2. Aspects Quantitatifs Avant l'Adhésion

Les politiques d'aide à la population active ont souffert une transformation radicale avec l'adhésion à la CEE. Pour pouvoir mettre en perspective la transformation mentionnée, nous notons dans cette section la typification et les niveaux des activités d'aide au cours des deux dernières années avant la conclusion du Traité d'Adhésion et au cours de la première année après l'Accord d'Adhésion, en ce qui concerne le Fonds Social Européen.

D'après l'ancien Gabinete de Gestão do Fundo de Desemprego, en 1983 et 1984 6.4 et 4.6 x 10<sup>9</sup> Escudos respectivement ont été dépensés en aide financière au maintien et à la création de postes de travail. La presque totalité de ces montants a été destinée à la concession de subsides à des entreprises, visant éviter leur fermeture ou des licenciements collectifs significatifs.

La politique de formation professionnelle jusqu'à l'Adhésion était essentiellement véhiculée par Instituto de Emprego e Formação Profissional, à travers ses centres de Formation, des Centres Protocolaires (Formation en Collaboration avec des Entités Professionnelles Sectorielles) et à travers la réalisation d'actions ponctuelles. D'autres entités, telles que l'IAPMEI, ont mis en marche des actions dirigées à des secteurs spécifiques ayant une envergure bien moins importante.

Tableau 10.6

Stages de Formation Professionnelle en 1983 et 1984

Désignation	1983	1984
Centres de l'Etat	1 032	960
Centres Protocolaires	2 511	6 978
Actions Ponctuelles	524	609
TOTAL	4 067	8 547

Source: DEP et IEPF, Ministério do Trabalho e  
Segurança Social

Le nombre de stages de formation professionnelle a plus que doublé entre 1983 et 1984, dû à l'expression du nombre de Centres Protocolaires, ou de Formation en Collaboration. Cependant, le nombre total de stagiaires pendant cette dernière année n'a pas dépassé 8.5 milliers. Les autres interventions outre celles d'IEFP doivent être mentionnées plutôt par leur caractère qualitatif que par l'étendue de population active comprise. Par exemple, l'Instituto de Apoio às Pequenas e Médias Empresas a mis en marche des actions auxquelles ont participé environ mille personnes, distribuées par trois niveaux (dirigents et cadres de direction; cadres intermédiaires et spécialistes; et jeunes récemment diplômés par les Universités et placés en des stages prolongés en des PME's).

On estime qu'en 1984 le coût total de formation a été de l'ordre de  $3.10^9$  Escudos, montant qui est peu significatif face soit au besoins, soit au saut qui a eu lieu pendant la première année d'Adhésion à la CEE.

### 10.6.3. Aides Après l'Adhésion

L'accès au Fonds Social Européen (FSE) est venu changer de façon radicale le panorama décrit plus haut.

En 1986 plus de 500 demandes ont été présentées au FSE, quelquesunes groupant des activités similaires de petite envergure. Dans l'ensemble, les demandes comprendraient 317 milliers de personnes, avec un concours de l'ordre de  $47 \times 10^9$  Esc. demandé au FSE. Les projets approuvés atteindront 155 mille personnes, leur coût étant estimé à environ  $95 \times 10^9$  Esc., dont  $31 \times 10^9$  Esc., de la part du FSE.

Un accroissement aussi spectaculaire, accompagné de l'introduction de nouvelles politiques, de processus et d'agents opérationnels, pose des problèmes complexes d'organisation, de plan et de contrôle. Le plus urgent est de définir les priorités nationales, sectorielles et régionales, dans le cadre du pouvoir souverain réservé au Portugal en tant qu'Etat Membre.

TABLEAU 10.7

Distribution des Projets Approuvés par le FSE  
pour 1986

TYPE D'ACTION	Financement FSE (10 <sup>9</sup> Esc)	Personnes (milliers)
<u>Jeunes 25 Ans</u>		
18	1.5	28.1
18 - 25	19.3	63.2
Aide Salariale/Contratation	1.1	21.1
<u>Jeunes + 25 Ans</u>		
Chômeurs + 12 Mois	.3	2.0
PME	2.6	12.8
Aide Salariale/Contratation	.3	6.0
<u>Non Condic. Age</u>		
Formateurs	.5	1.7
Actions Communes	-	-
Restructuration Entreprises	5.0	17.5
ILF's	-	-
Femmes	-	-
Emigrants	-	.1
Handicapés	.5	1.1
Autres	-	.2
<u>Actions Spécifiques</u>	.4	.5





## 11. REMUNERATIONS ET CONDITIONS DE TRAVAIL

### 11.1. Rémunérations

#### 11.1.1. Sommaire de l'Enquête des Classes de Rémunération en 1985

Les Services de Statistique du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale réalisent chaque année, depuis 1972, des Enquêtes sur les Classes de Rémunération. En 1984 et, de nouveau en 1985, la méthodologie de l'enquête a été changée et, par conséquent, les résultats de ces deux dernières années ne sont pas strictement comparables aux résultats précédents ou entre soi.

Les résultats divulgués dans la Síntese de Resultados, concernant l'année 1985, comprenait près de 3600 établissements et 171 mille travailleurs. En résumé, les résultats indiquent que:

- 2% des travailleurs ayant 20 ans ou plus ont une rémunération au-dessous du salaire minimum, les proportions des hommes étant de 1.5% et celles des femmes de 3.7%;
- en nombre, la classe la plus représentative pour les hommes est celle de 28 à 30 mille escudos, 9.2% du total respectif, et pour les femmes celle de 20 à 22 mille escudos, 22.9%;
- d'autre part, 16% des hommes ont des salaires supérieurs à 50 mille escudos, tandis que 8.5% seulement des femmes se trouvent en une telle situation;
- les revenus les plus élevés ont lieu dans les Assurances, les Banques, les Transports et Communications et l'Electricité, Gaz et Eau; les plus bas ont lieu dans les Services de Restauration et Hébergement, dans les Textiles, dans l'Habillement, dans les Cuirs, dans le Bois, dans le Liège et dans le Mobilier.

Cette enquête donne la distribution en pourcentage de l'emploi par classes de rémunération, par activités et par dimension des établissements, les sexes étant distingués.

Le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale publie aussi d'autres statistiques concernant les rémunérations, notamment les "Cadres de Personnel" et l'Enquête aux Niveaux de Qualification. Les Rapports de Conjoncture du Département d'Etudes du Plan du même Ministère contiennent aussi des éléments assez détaillés sur l'évolution récente des rémunérations. Les informations postérieures sont retirées essentiellement des Rapports de Conjoncture pour 1984 et pour le 2<sup>e</sup> trimestre de 1985.

TABLEAU 11.1

Dispersion Salariale en 1982 et 1984  
(Coefficients de Variation)

(%)

Types de Dispersion	1982	1984
<u>1 - Inter-Activités H + F</u>		
Brute	31.4	33.5
Nette		
- de Qualification	23.1	25.6
- de Qualification et Sexe	-	24.0
<u>2 - Inter-Activités Selon le Sexe des Travailleurs</u>		
Hommes	29.6	31.5
Femmes	31.0	33.0
<u>3 - Inter-Qualification</u>		
Brute	51.0	52.6
Nette		
- d'Activité	45.4	44.3
- d'Activité et Sexe	44.7	42.7
<u>4 - Inter-Qualification Selon le Sexe des Travailleurs</u>		
Hommes	49.7	51.4
Femmes	44.5	46.8

Source: DEP, MTSS Relatório de Conjuntura, 1984

### 11.1.2. Réglementation Salariale A Travers les IRCT

L'évolution salariale est, en partie, le résultat de l'intervention du Gouvernement par la voie de la fixation du salaire minimum et de la rémunération des Fonctionnaires de l'Administration Publique. Outre cette intervention, il faut mettre l'accent sur le rôle des Instrument de Réglementation Collective du Travail (IRCT) concernant les différentes activités. Le nombre d'IRCT en vigueur dépasse 350, dont un peu moins de la moitié dans l'Industrie.

En juin 1985, parmi les IRCT qui fixaient le le minimum de rémunération pour les travailleurs ayant 20 ans ou plus, non qualifiés, en des activités non agricoles, 52% ne consacraient pas la rémunération minimum nationale fixée à cette date. Le Commerce et les Industries de Transformation sont des secteurs où cette situation a une plus grande incidence. Quant aux Travailleurs Agricoles, l'indicateur correspondant était de 87.5%.

Cependant, il faut rappeler qu'il y a des désajustements significatifs entre les salaires effectifs et les salaires fixés en IRCT. Au milieu de l'année 1985 ces désajustements étaient de 20.9% à Lisbonne et de 6.8% à Porto.

Le fait que les IRCT ne sont pas actualisés est un autre facteur dont il faut tenir compte à ce sujet. À la fin de 1984 65% seulement des IRCT étaient en retard de moins d'un an, près de 11% ayant un écart de quatre ans ou plus. À partir de 1982 un mouvement a eu lieu dans le sens de l'accroissement du poids des IRCT, avec des tables dont les périodes d'efficacité sont égales ou inférieures à 12 mois.

Dans le cas des entreprises privées, 8.6% seulement des IRCT publiés en 1981 avaient une période d'efficacité égale ou inférieure à 1 an. En 1982 la proportion est passée à 39%, continuant à monter jusqu'à 58.5% en 1984. Quant aux entreprises publiques, d'aucun IRCT en une telle situation en 1981 on est passé à 18.5% en 1982 et à 40% en 1984. L'accélération du taux d'inflation au cours de ces années est à l'origine d'une telle croissance.

### 11.1.3. Inégalités Salariales

Le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale publie et divulge, dans le Rapport de Conjoncture, une série d'indicateurs sur les inégalités salariales. Jusqu'à 1983 la source était l'enquête Níveis de Qualificação (Niveaux de Qualification). En 1984, la source utilisée a été les Quadros de Pessoal (Cadres de Personnel), à partir d'une série élaborée commençant en 1982.(1)

---

(1) La nouvelle série comprend, outre le salaire base, les prix, les subsides de qualification, le paiement d'heures extraordinaires, les heures rémunérées mais non effectuées, et autres composantes ayant un caractère régulier par rapport à la période de référence (Mars). Les subsides de Noel et autres ne concernent pas la période de référence et ne sont donc pas considérés.

Le Secteur Agricole n'est pas considéré à cause de la couverture insuffisante de cette activité par les Cadres de Personnel.

Les différenciations de salaires entre activités non-agricoles se sont accrues entre 1982 et 1984, bien de que façon plus rapide en 1983 qu'en 1984. L'aggravement a eu lieu dans la dispersion brute et dans la dispersion nette de qualification et de qualification et sexe. En éliminant le facteur de qualification, le coefficient de variation inter-activité correspondent diminue de façon prononcée. L'élimination en même temps de la qualification et du sexe en 1984 réduit de 9.6 points le coefficient de variation, tandis que l'élimination de la qualification, à elle seule, réduit en 8 points.

Dans les différenciations salariales inter-activité selon les niveaux de qualification, le degré de dispersion le plus élevé concerne les "pratiquants et apprentis" et le plus bas concerne les "cadres moyens", 31.1% et 19.9% respectivement, en mars 1984.

Les différenciations inter-activités selon les sexes ont aussi connu un aggravement entre 1982 et 1984.

En ce qui concerne les différenciations inter-qualification, le fait le plus intéressant de l'évolution récente est celui de l'écart des salaires moyens des niveaux qualifiés par rapport au salaire moyen du travailleur non-qualifié. Par rapport à un indice égal à 100 dans le cas des professionnels non-qualifiés, tant en 1982 qu'en 1984, le gain moyen des cadres supérieurs, par exemple, est monté de 332.4 en 1982 à 345.6 en 1984, tandis que le gain moyen des professionnels semi-qualifiés a évolué de 109.6 à 112.8.

L'analyse des différenciations brutes inter-qualification, en considérant séparément les hommes et les femmes, montre que, dans le cas des hommes, et par rapport au travailleur non-qualifié, les indices de dispersion des gains ont augmenté à tous les niveaux de qualification. Dans le cas des femmes, c'est seulement dans les "cadres supérieurs" et dans les "cadres moyens" que la dispersion des gains a augmenté. En ce qui concerne la variation inter-qualification, l'influence de l'activité s'est accrue entre 1982 (5.7 points) et 1984 (8.3 points).

Le gain moyen des femmes en 1984 a été 73.1% de celui des hommes. Net de la qualification, le pourcentage a été de 81.5%. On vérifie que les salaires des deux sexes ont tendance à s'approcher l'un de l'autre. Dans l'évolution récente, la seule exception concerne les "professionnels très qualifiés", la plus grande diminution de la différence ayant eu lieu dans les "professionnels non-qualifiés".

#### 11.1.4. Evolution des Gains Réels

Les années 1982 et 1984 ont vu une perte intense du pouvoir d'achat des travailleurs. La chute des salaires réels a été généralisée, surtout en 1984.

Tableau 11.2

Evolution des Gains Moyens Réels des Travailleurs  
Salariés 1982 - 1984

ACTIVITES	1982	1983	1984
Agriculture	- 2.8	- 2.8	- 5.6
Industrie de Transformation	- 2.2	- 5.2	- 7.2
Bâtiment	+ 2.1	- 2.4	-14.1
Services Publics	- 1.1	- 4.1	- 7.9
Administration Publique	- 5.6	- 5.0	- 7.7

Source: DEP, MTSS, Relatório de Conjuntura, 1984

En 1985 et 1986 les gains ont été, ou seront, positifs, surtout en 1986. Cependant, la perte de position des revenus du travail dans le revenu national continuera à avoir lieu même au cours des deux années les plus récentes.

Les charges totales concernant les travailleurs salariés représentaient, en 1973, 49.2% du Revenu Interne Brut au coût des facteurs. En 1975, avec la Révolution du 25 Avril, ils sont passés à 65.5%. Depuis lors ils ont diminué jusqu'à 51.2% en 1979, année à partir de laquelle on a vérifié une augmentation qui a permis d'arriver à 55.0% en 1980. Une nouvelle période de chute a suivi, et on estime qu'en 1984 on est arrivé à la proportion de 47.7%, inférieure à celle de 1975.

11.2. Conditions et Milieu de Travail

Les conditions et le milieu de travail au Portugal souffrent d'insuffisances qui dépassent de beaucoup ce qui pourrait être justifié par des raisons de pauvreté de ressources matérielles au niveau des entreprises ou des structures sectorielles et nationales. La modernisation des activités portugaises a, dans ce domaine, un champ privilégié d'action, l'intérêt social et l'intérêt économique d'une vaste gamme d'initiatives à mener auprès des entreprises pouvant être combiné harmonieusement. Nous avons donc, dans ce domaine, un champ prioritaire pour des opérations de restructuration, de formation et d'équipement à effectuer avec l'aide des Communautés. Les PME et leurs travailleurs pourront devenir les principaux bénéficiaires de ces politiques. En tenant compte de ces raisons, nous faisons un développement plus significatif des problèmes des conditions et du milieu de travail.

Les conditions de travail au Portugal ont été récemment l'objet d'une évaluation soignée de la part d'une mission internationale pluridisciplinaire du BIT (programme international pour l'Amélioration des Conditions et du Milieu de

Travail - PIACT). Cette mission a eu lieu dans le dernier trimestre de 1984, et on peut considérer son rapport comme étant parfaitement actuel et représentatif de la situation.(1) Il est important de noter les principales observations et recommandations de ce document, remarquable par sa qualité et par la pertinence de ses analyses et de ses évaluations de la situation. Dans certains cas des sujets déjà documentés en d'autres Chapitres sont mentionnés, mais nous croyons qu'il n'est pas désirable d'omettre une matière fondamentale abordée par cette mission.

### 11.2.1. Sécurité et Hygiène du Travail

#### 11.2.1.1. Situation dans les Entreprises

La mission a visité environ cinquante entreprises. Les principales conclusions extraites de ces visites ont été les suivantes:

- 1) Grande disparité de situations, les conditions étant, en général, bonnes dans les grandes entreprises (+ 500 travailleurs) et fréquemment médiocres ou très mauvaises dans les petites et moyennes entreprises;
- 2) Même en de grandes entreprises il y a des exemples de situations inacceptables, notamment quand l'investissement en nouvelles installations n'a pas été accompagné de l'implantation de nouvelles normes et patrons d'hygiène et de sécurité;
- 3) Dans les petites et moyennes entreprises une ignorance des règles élémentaires de sécurité et des risques s'est vérifiée, dans la plupart des cas, tant de la part des employeurs que de celle des travailleurs;
- 4) La protection des machines est faite, en général, dans les grandes entreprises et pas dans les PME, la sécurité intégrée étant inconnue; cette situation est particulièrement grave dans le Bâtiment;
- 5) Il y a très peu de sensibilité aux risques, même dans des industries chimiques où des produits dangereux sont manipulés, et aux risques liés aux agents physiques et aux charges physiques;
- 6) La situation est particulièrement grave dans l'agriculture, en ce qui concerne les produits toxiques, et dans quelques industries de plus haut risque concernant des agents physiques (bruit, température, poussière, vibrations, etc.) où l'on n'a pas conscience de la possibilité, et de la nécessité de combattre les effets nocifs;

---

(1) BIT, PIACT/MDT/17 Rapport au Gouvernement du Portugal sur les Travaux de la Mission Multidisciplinaire du PIACT (7 Octobre - 10 Novembre 1984). Avril 1985.

- 7) C'est seulement dans les grandes entreprises qu'une organisation de sécurité existe, les autres types d'entreprises ne montrant aucun intérêt en ce qui concerne les problèmes de la prévention;
- 8) Même dans les grandes entreprises, il y a des défauts dans le fonctionnement de l'organisation qui prouvent l'intérêt réel limité de les part des administrateurs et de la par des travailleurs en ce qui concerne les problèmes d'hygiène et de sécurité, notamment le mauvais fonctionnement des Comités d'Hygiène et de Sécurité, des programmes d'information et de formation imparfaits;
- 9) La situation des services de médecine du travail n'est pas meilleure, surtout dans les entreprises qui n'ont pas une grande dimension: manque de personnel qualifié, des moyens extrêmement limités, absence de perspective préventive, examens médicaux qui ne sont pas liés aux risques spécifiques en cause, mauvaise organisation médico-administrative et peu d'attention donnée à l'assurance médicale, etc.

#### 11.2.1.2. Problèmes et Tendances au Niveau National

La mission du BIP a cherché à mettre la situation décrite plus haut dans le cadre de la politique nationale d'hygiène et de sécurité, les observations faites, pendant les visites aux entreprises, étant en contraste avec l'évaluation faite par les responsables de l'Administration du Travail. Les conclusions précédentes ont été confirmées par ce débat, notamment:

- sensibilisation inefficace des institutions et des organismes concernés;
- lacunes de l'encadrement législatif;
- contrôle imparfait de l'application de la législation concernant l'hygiène et la sécurité;
- défauts dans le système de prévention et de réparation d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

D'une façon générale, il n'y a pas assez de perception du fait que l'amélioration des conditions et du milieu de travail constitue non seulement "un élément essentiel de la promotion de la justice sociale", (1) mais aussi "une contribution positive au développement et un critère de succès d'une politique économique et sociale". Bien que les deux centrales syndicales et les organisations professionnelles potentielles aient déclaré être convaincues de la nécessité de renforcer la prévention des risques professionnels, la mission a vérifié que la distance entre les déclarations de principe et les réalisations concrètes est grande. (2)

---

(1) Conclusion adoptée à l'unanimité par la 70<sup>e</sup> section (1984) de la Conférence Internationale du Travail BIT.

(2) Op. Cit. § 108, pg. 29.

À l'époque où la mission a eu lieu, le dispositif législatif et réglementaire en vigueur était basé sur une série de normes légales établies entre 1958 et 1971, et il n'y avait même pas de règlements de sécurité et d'hygiène du travail dans les usines. En plus de remplir cette lacune, il faudrait aussi moderniser la législation en vigueur.

Un autre problème, qui n'est pas moins important, est celui de l'absence presque totale d'une inspection du travail effective. Ce problème a été considéré si préoccupant que la mission a décidé de dédier de longues parties de son rapport à l'analyse des défauts et aux solutions possibles. Outre le Ministère du Travail, les entités qui ont, théoriquement, des fonctions d'inspection sont plusieurs: Ministère de l'Industrie et de l'Energie, Ministère de la Santé, Caisse Nationale d'Assurance des Maladies Professionnelles, etc.. Aux problèmes des moyens s'ajoutent les problèmes de non-coordination et de compartimentation étanche des différents secteurs d'inspection.

La médecine du travail en est à ses débuts, tant au niveau national qu'au niveau des entreprises. Au début des années 80, 10% seulement des salariés étaient couverts par l'assistance de la médecine du travail. Outre les 500 entreprises ayant elles-mêmes des médecins du travail, il y en aurait 400 de plus ayant des services médicaux inter-entreprises. Les plusieurs dizaines de milliers d'autres travailleurs ne seraient couverts par aucun schéma.

Quant à l'existence de spécialistes, 4.5% seulement des spécialistes exerçaient exclusivement la médecine du travail, et 73% l'exerçaient entre 10 et 20 heures par semaine. L'Ecole Nationale de Santé Publique a formé moins de 500 spécialistes depuis 1963, dont 75% sont à Lisbonne, 19% à Porto et 6% dans le reste du pays. En ce qui concerne la médecine du travail, la mission croit que le problème n'est pas dans la réglementation mais plutôt dans son application concrète à la généralité des cas, celui du personnel qualifié en exercice à temps complet étant seulement l'un des aspects.

La prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles a été lancée à la base de la législation datée de 1965, qui a confié la couverture du premier types de risques à la contractation entre les entreprises et la compagnie d'assurances, et celle des risques du second type à la sécurité sociale. La loi de la sécurité sociale, loi 28 du 14 août 1984, prévoit l'unification des deux régimes. Cependant, une situation déterminée par les défauts et les lacunes de la législation des années 60 s'est développée, notamment en ce qui concerne les incitations à des efforts de prévention dans les entreprises et à la coordination au niveau national.

#### 11.2.2. Notes Sélectionnées sur les Conditions Générales de Travail

Il est aussi intéressant de noter, de façon sélective, quelques opinions de la mission PIACT, concernant plusieurs aspects de la relation salariale, tels que la durée du travail, la rémunération, les services sociaux, le travail et l'emploi des femmes, etc.



### 11.2.2.1. Durée du Travail

D'après les éléments des "Cadres de Personnel" de mars 1984, le temps de travail normal par semaine dans l'Industrie de Transformation va de 41 à 44 heures. Dans le Commerce, dans les Restaurants et dans l'Hôtellerie il est situé autour de 41 à 45 heures. Dans les Banques, Assurances et Services rendus à la collectivité, il est de 35 ou 36 heures. La législation sur la durée du travail, fixé légalement à 48 heures par semaine et 8 heures par jour, ou à 42 heures et 7 heures pour les employés de bureau, ne peut pas être considérée comme avancée, malgré les diminutions obtenues par la voie conventionnelle. Par contre, la législation sur les congés comprend des dispositifs importants qui lui donnent une configuration bien plus actuelle. Il y a eu aussi des progrès en ce qui concerne la législation de fin 1983 concernant le contrôle des abus en matière d'heures extraordinaires.

La législation restreint la portée des négociations collectives en matière de durée du travail. Ainsi, par exemple, les déviations par rapport à la durée fixée par la loi doivent être sanctionnées par la Ministère du Travail et des négociations plus favorables que celles prévues par la loi générale en ce qui concerne les congés ne sont pas permises. Malgré cela, les négociations collectives ont originé des diminutions considérables de la durée du travail par semaine dans quelques branches d'activité et dans certains groupes d'entreprises. En ce qui concerne les activités travail-intensives, la durée est plus élevée que dans les autres mais, d'une façon générale, à l'exception de l'agriculture, elle est très au-dessous de 48 heures. C'est aussi par cette voie que se sont généralisés les trente jours de vacances et certaines dispenses relatives au travail en équipe. Le bilan général exalte donc le rôle positif des négociations collectives concernant la durée et la gestion du temps de travail. Cependant, il convient de ne pas oublier qu'environ 1/3 des salariés ne bénéficie pas de la négociation collective. De toute façon, le but des 40 heures par semaine est une priorité de l'action syndicale.

La loi accorde une liberté d'action considérable aux employeurs, en ce qui concerne les périodes d'ouverture et de fonctionnement des entreprises. Il ne faut cependant pas ignorer la résistance de la part des travailleurs, notamment au travail continu qui n'est pas strictement exigé par les conditions techniques de la production.

D'une façon générale, la mission a fait remarquer les inconvénients de la grande uniformité et de la grande rigidité de l'organisation de la durée et de la gestion du temps de travail. Aussi, le travail à temps partiel est très peu pratiqué. Cette situation est à prévoir, si l'on tient compte de la durée. L'expérience montre que c'est seulement quand la durée approche de ce seuil qu'il y a des incentives à la flexibilisation. Dans l'avenir, la marche en direction à la flexibilisation devrait être tentée au niveau des entreprises et de certaines activités, par la voie de la négociation collective et non pas de la rigidité juridique de la législation générale.

#### 11.2.2.2. Services Sociaux

La loi impose seulement aux employeurs des obligations en matière de réfectoires. Les services sociaux de l'entreprise sont relativement rares. Cependant, certaines conventions collectives abordent la prestation de quelques services. Un problème important est celui des crèches. D'après la loi 4/84, du 5 avril 1984, l'Etat devrait mettre sur pied un réseau de crèches.

#### 11.2.2.3. Conditions du Travail Féminin

En général, les qualifications des femmes sont inférieures à celles des hommes. Le travail des femmes est discriminé négativement selon des angles d'observation différents. La discrimination la plus flagrante est celle qui concerne la rémunération (salaire inférieur pour la même qualification, postes de travail mal rémunérés réservés aux femmes, discrimination exprimée explicitement parfois même au niveau de la négociation collective, etc.). La protection à la maternité a paru satisfaisante à la mission, celle-ci ayant vérifié qu'elle est prise au sérieux, tant par les employeurs que par les travailleurs. Mais dans les contrats à terme il y a un comportement nettement discriminatoire et négatif en ce qui concerne la maternité.

#### 11.2.2.4. Travailleurs Agricoles

Il y a une législation sur le travail dans l'Agriculture. Cependant, la mission observe, très bien, que dans la pratique le travail agricole est bien plus réglé par la coutume et par l'usage que par la loi. Il y a des facteurs importants qui contribuent à cette inféodation des relations de travail dans l'Agriculture. Le Ministère du Travail n'a pas ici de rôle actif, et le Ministère de l'Agriculture dit aussi ne pas avoir cette vocation.

L'état de l'organisation professionnelle des employeurs et des travailleurs est bas, bien qu'il soit variable d'une région à l'autre. Par ailleurs, ce que le monde rural ressent c'est le besoin d'une action systématique d'amélioration des conditions de vie et de travail de l'ensemble de la population active agricole.

#### 11.2.2.5. Autres Groupes Vulnérables

La mission PIACT s'est penchée aussi sur des problèmes spécifiques d'autres groupes de travailleurs vulnérables: les jeunes, les mineurs, les handicapés. On doit noter les critiques sur les insuffisantes structures de formation des jeunes, leur rémunération basse par rapport aux mêmes conditions ou à des conditions semblables à celles des adultes, l'âge de retraite élevé (65 ans), très collé à l'espérance de vie, l'insuffisance des pensions de retraite, qui mènent à l'exercice prolongé de la vie active et le nombre insuffisant d'emplois ouverts à des handicapés.

### 11.2.3. Etat de l'Organisation et du Comportement de l'Administration du Travail

Le rôle de l'Etat dans les conditions de travail s'exerce à travers la production normative, le contrôle de son application et l'interaction Administration-Employeurs-Travailleurs. L'Administration du Travail, comprenant non seulement le Ministère du Travail mais aussi les Ministères de l'Industrie et Energie et de la Santé, est l'agent de l'activité de l'Etat en ces domaines. Les sections suivantes abordent les aspects les plus importants de cette relation d'agence.

#### 11.2.3.1. Législation du Travail

Nous avons déjà mentionné, sommairement, quelques insuffisances et lacunes législatives. Nous pouvons encore ajouter:

- prolifération de textes légaux en l'absence d'une codification;
- accent sur le contrôle et le formalisme;
- pouvoir centraliste excessif dans l'orientation légale et réglementaire.

La production législative est un reflet de la juxtaposition de deux inspirations doctrinaires. La première inspiration souligne la domination de la loi sur les conventions, causant une forte rigidité réglementaire. La seconde, plus récente, accepte l'autonomie des parties, en se bornant à stimuler et à aider au processus de conciliation.

Le système de législation du travail est l'objet d'un fort débat et d'une forte dissension. Le contrôle individuel du travail, en particulier, et le régime de licenciements sont des sujets très controversés qui sont presque continuellement au centre des grandes divisions politiques et sociales depuis 1976.

La mission, dans une synthèse heureuse, considère le système actuel de droits du travail comme le résultat de la superposition de trois statuts qui correspondent, grosso modo, à l'évolution du régime coopératif et dictatorial vers la situation actuelle:

"En simplifiant un peu, on peut dire que le système de droit du travail et des relations professionnelles est constitué de trois strates (traditionnaliste, révolutionnaire, moderniste) qui correspondent, dans une certaine mesure, aux phases chronologiques de son évolution. Dans la couche traditionnaliste, on classera l'interprétation d'inspiration largement civiliste que des tribunaux continuent à donner du contrat individuel de travail, le poids accordé aux procédures juridictionnelles, l'importance attachée à la réglementation administrative et le souci excessif que l'on constate à différents niveaux du contrôle de légalité (que l'on pourrait aussi trouver dans maintes institutions issues du régime salazariste et à peine modifiées), enfin, certains comportements patronaux qui demeurent fortement paternalistes. La couche révolution-

naire est faite de droits collectifs consacrés par la Constitution et assurant aux travailleurs et à leurs représentants une large protection et une multitude d'instances de participation, à différents niveaux, fonctionnant plus ou moins bien (les démarcations entre information, consultation, coopération et cogestion n'étant pas toujours très claires). Enfin, la troisième couche, plus récente, que nous appellerons moderniste tend, notamment, à travers la négociation collective, à modifier en profondeur le système des relations professionnelles en réduisant le rôle de l'Etat et en privilégiant le dialogue entre les forces sociales organisées".(1)

L'opinion de la mission est que la première couche expliquerait une certaine prévalence des Institutions, ainsi qu'une certaine attitude de réjection de la part des organisations de travailleurs. La seconde expliquerait quelques tensions sociales autour de certaines politiques plus récentes. Et la troisième expliquerait le désir de trouver des solutions proches de celles qui sont en vigueur dans les pays membres de la CEE.

#### 11.2.3.2. Fonctionnement du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale

Pour l'essentiel, la réorganisation du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale est préconisée. Dans ce Ministère il y a 1 450 fonctionnaires dans le secteur du Travail.(2) Le problème n'est pas quantitatif mais il sera plutôt qualitatif.

L'Inspection Générale du Travail est jugée particulièrement insuffisante:

- Visites d'inspection insuffisantes
- ignorance de secteurs d'activité importants (agriculture, mines, petites et moyennes entreprises)
- impossibilité d'assurer le contrôle de l'application des règles d'hygiène et de sécurité
- préférence pour l'action répressive plutôt que pour l'action de promotion et de conseil
- manque de formation professionnelle et de techniques de personnel de la part de l'Inspection
- organisation administrative insuffisante

---

(1) Op. cit. § 361, pgs. 97 et 98.

(2) Environ 3 000 à la Formation et Emploi; 950 à INATEL; 500 dépendants du Ministre. L'effectif total du Ministère était de l'ordre de 6 000, à l'exception des 15 000 fonctionnaires de la Sécurité Sociale proprement dite.

La Direction Générale de l'Higiène et de la Sécurité du Travail, créée en 1979, anime le Conseil National de l'Higiène et de la Sécurité du Travail, outre l'accomplissement de ses propres fonctions. Cette Direction-Générale est jugée de façon positive par son dynamisme et par son enthousiasme. Cependant, il serait nécessaire de la faire évoluer, de conceptions basées sur la protection individuelle vers une vision de sécurité intégrée. Par ailleurs, il y aura des problèmes de coordination, tant en ce qui concerne le Conseil National qu'en ce qui concerne d'autres entités, notamment l'Inspection Générale du Travail, le Ministère de l'Industrie et de l'Energie et le Ministère de la Santé.

La Direction Générale du Travail a aussi été sujée incapable de dynamiser la politique du travail, en particulier en se mettant à la tête de l'adaptation de la législation aux conditions exigées par l'entrée du Portugal à la CEE.

La Direction Générale des Relations Collectives du Travail, qui a un rôle innovateur au début des Conventions Collectives, se trouve absorbée essentiellement par la coordination et par l'animation de ses services décentralisés, ainsi que par l'intervention "à chaud" dans les conflits déclarés. De cette façon, son intervention en ce qui concerne le conseil des relations professionnelles se trouve excessivement limitée.

Les services extérieurs du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale ont souffert des conséquences bien connues du pouvoir centraliste de l'Administration Portugaise, accompagné de la fragmentation, de l'incohérence et du manque de moyens de la part des services extérieurs eux-mêmes. Seul le Secrétariat d'Etat du Travail dispose de trois structures de déconcentration régionale différentes et qui ne sont pas liées les unes aux autres, formant trois réseaux incohérents sur le plan global et sur le plan régional. Les conséquences s'en suivent:

- manque de coordination et de plan dans les interventions du Ministère au niveau régional;
- inexistence d'une politique cohérente et intégrée, adaptée au profil de la région;
- conflit de compétence, démotivation, manque de responsabilisation, indéfinition des missions;
- insuffisance de niveaux minimes de moyens d'action et gaspillage du peu de ressources qualifiées qui existent dans le Ministère.

#### 11.2.3.3. Fonctionnement d'Autres Ministères

Le fonctionnement des autres Ministères peut être l'objet d'observations semblables à celles qui ont été faites plus haut.

Le Ministère de la Santé intervient dans la gestion des conditions de travail moyennant la tutelle de la médecine du travail, des missions attribuées à l'Ecole Nationale de Santé Publique et à l'Institut National de Santé Ricardo Jorge. La tutelle est exercée par la Direction Générale des Soins Primaires, créée

récemment, et on s'attend à ce que le Ministère en vienne à développer de façon accentuée ce versant de ses responsabilités. L'Ecole Nationale de Santé Publique forme des spécialistes de la médecine du travail et l'Institut Ricardo Jorge étudie les indicateurs de santé de la population et a, notamment, un Laboratoire d'hygiène du travail.

Le Ministère de l'Industrie et de l'Energie, a travers la Direction Générale de la Qualité et de la Direction Générale de Géologie et des Minies, intervient lui aussi. Il faut développer les liaisons entre ces services et les organismes du Ministère du Travail.

Le Secrétariat d'Etat du Milieu Ambient a, lui aussi, des compétences qui intéressent certains aspects des conditions de travail.

Le problème essentiel à résoudre dans toutes les interventions ministérielles est celui de la coordination administrative et de la définition.

#### 11.2.4. Suggestions et Recommendations de la Mission du BIT

Les suggestions et les recommandations de la Mission PIACT du BIT concernent quatre champs:

- implantation d'une politique nationale intégrée d'amélioration des conditions et du milieu de travail;
- réorganisation structurale de l'Administration du Travail;
- amélioration des statistiques du travail;
- développement de la formation et de la recherche.

La base de tout l'effort à faire serait précisément l'implantation d'une politique nationale intégrée selon les lignes suivantes:

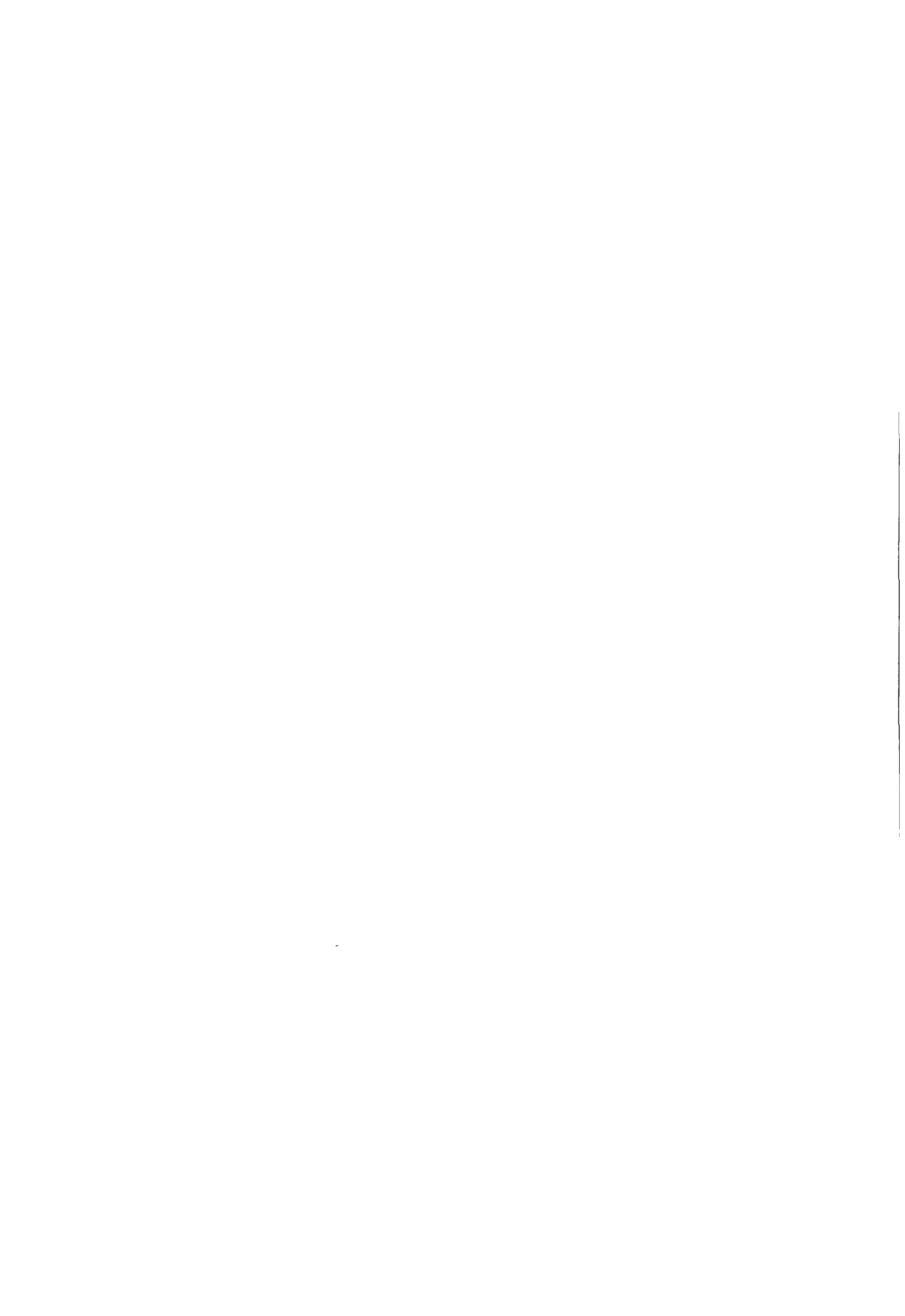
- 1) développement ayant simultanément en vue l'humanisation de la vie et du travail et l'efficacité économique;
- 2) priorité pour les améliorations qualitatives moyennant des mesures simples et immédiates, appuyées sur la flexibilité de l'action et non pas sur la réglementation rigide;
- 3) engagement des partenaires sociaux dans la formulation et dans l'application de la politique;
- 4) sensibilisation et mobilisation de l'opinion publique et des responsables à tous les niveaux;

- 5) conception et application intégrée de mesures prioritaires destinées à:
  - prévenir des risques professionnels;
  - élargir la protection sociale, surtout à des groupes de travailleurs plus défavorisés;
  - améliorer qualitativement les conditions de travail;
- 6) programmation et réorganisation de l'Administration du Travail;
- 7) développement de la participation et de la responsabilisation des partenaires sociaux.





A N N E X E S



ANEXE 1  
METHODE DE CALCUL U.T.A.

## SOURCES ET METHODOLOGIE DE TRAVAIL

### Sources

Les sources possibles pour mesurer la quantité de travail agricole au cours des années 70 sont les suivantes:

- INE, XI Recenseamento Geral da População, 1970
- INE, XII Recenseamento Geral da População, 1981
- INE, Inquéritos às Explorações Agrícolas do Continente, 1968 (IEA 68)
- INE, Recenseamento Agrícola do Continente, 1979 (RAC 79)

L'utilisation des Recenseamentos Gerais da População (Recensements Généraux de la Population) a deux inconvénients graves qui font que leur utilisation dans le but de ce travail soit déconseillée:

- considérer seulement les actifs agricoles à titre principal, en laissant, donc, de côté des éléments importants du travail agricole, notamment en ce qui concerne le travail non-rémunéré, le travail à mi-temps et le travail de personnes en dehors de l'âge actif (enfants et gens âgés);
- il y a des raisons qui font penser que le Recensement de 1970 a sous-estimé le travail agricole féminin, beaucoup de femmes agriculteurs ayant déclaré être maîtresses de maison.

Les recensements agricoles cherchent à comptabiliser ces éléments du travail agricole, en nous permettant donc une approche plus profonde à cette variable. La période analysée est, ainsi, délimitée par la date des deux derniers recensements agricoles, soit 1968 et 1979.

### Unité de Mesure de la Quantité de Travail Agricole

L'unité de mesure adoptée pour la quantité de travail agricole sera l'U.T.A. (unité de travail agricole) définie comme étant la quantité de travail qu'une personne valide, entre 15 et 64 ans, peut faire, pendant un an (300 jours) en des conditions normales.

### Méthodologie de Calcul des U.T.A. en 1979

Pour 1979 nous avons utilisé la méthodologie de calcul des U.T.A. proposée dans l'étude de F. CORDOVIL, J.A.C. ROLO et F.M.V. CARDOSO (1985), avec des calculs effectués à partir de données districtales fournies par le RAC 79. Dans les districts qui comprennent des coopératives agricoles de production et des unités collectives de production les membres effectifs et la main-d'oeuvre éventuelle de ces exploitations, indiquée dans le volume du RAC 79 concernant le Continent, ont été agrégés au reste de la main-d'oeuvre agricole dans le district, après avoir converti celle-ci en UTA, de la manière suivante:

a) coefficients de conversion en UTA des membres effectifs par groupes d'âge:

- moins de 25 ans: 0.6
- de 25 à 64 ans: 1
- plus de 64 ans: 0.3

b) main-d'oeuvre éventuelle: nombre total de journées par an, divisé par 300.

#### Méthodologie de Calcul des UTA en 1968

Pour ce qui intéresse les objectifs de ce travail, les données publiées par l'IEA 68 diffèrent de celles du RAC 79 dans les aspects suivants:

- a) main-d'oeuvre non-rémunérée: L'IEA 68 fournit les valeurs totales de cet élément du travail agricole, mais sans indiquer, comme le fait le RAC 79, leur distribution par groupes de temps d'activité dans l'exploitation ou par groupes d'âge;
- b) main-d'oeuvre salariée permanente: l'IEA fournit des valeurs totales de cet élément du travail agricole sans mentionner, comme le fait le RAC 79, leur distribution par groupes de temps d'activité dans l'exploitation;
- c) main-d'oeuvre salariée éventuelle: L'IEA fournit le nombre de journées pendant la semaine de l'enquête, tandis que le RAC fournit le total de journées par an.

Pour le calcul des U.T.A. en 1968 nous avons donc utilisé les hypothèses suivantes:

- main-d'oeuvre non-rémunérée: le total du personnel non-rémunéré a été distribué par groupes d'âge et de temps d'activité dans l'exploitation, selon la même structure, calculée pour 1979, pour cet élément du travail agricole, après ce que l'on applique les pas suivants de la méthodologie de calcul utilisée pour 1979 (calcul des temps complets de travail et calcul des UTA);
- main-d'oeuvre salariée permanente: le total du personnel salarié permanent a été distribué par groupes de temps d'activité dans l'exploitation selon la même structure observée pour 1979 pour cet élément du travail agricole, après ce que l'on a appliqué les pas de la méthodologie de calcul utilisée pour 1979 (calcul des temps complets de travail et calcul des UTA);
- main-d'oeuvre salariée éventuelle: on a appliqué la méthodologie de calcul proposée pg.135-137 de l'étude de M. PEREIRA (1979) pour obtenir le total de journées par an, lequel, divisé par 300, permet d'obtenir le nombre d'UTA.



ANNEXE 2  
ECONOMETRIQUE

TABLEAU

## VARIABLES EXPLICATIVES A TESTER

DISTRICTS	X1	X2	X3	X4	X5	X6	X7
	P.A.B. végétal et animal par hectare de surface agricole en 1979/81 (contos)	Surface indexés pendants en % de la surface totale des exploitations en 1979 (%)	Taux de variation de l'emploi non agricole entre 1971/79 (%)	% d'UTA Familiales qui occupent + 50% de leurs temps hors de l'expl. en 1979	Producteurs Agricoles Individuels dont le revenu provient en + 50% de l'extérieur de l'exploitation	% du nr. total d'exploitations ce totale des expl.	Proto-Pluriactivité en 1979
	1	2	3	4	5	6	7
VIANA CASTELO	43.000	80.02	16.869	8.97	57.0	47.1	3.61
BRAGA	55.184	74.98	8.177	11.64	57.5	37.1	3.58
PORTO	58.541	63.03	3.012	11.47	64.7	40.0	1.94
VILA REAL	26.038	93.15	0.582	37.23	41.9	23.5	12.77
BRAGANÇA	8.113	91.59	-4.555	34.39	40.9	23.2	13.65
AVEIRO	55.050	86.47	0.998	11.81	62.6	43.9	2.56
COIMBRA	28.208	90.38	10.019	14.66	68.3	55.9	5.18
VISEU	26.466	87.01	0.595	15.07	57.4	42.7	11.60
GUARDA	9.119	77.72	9.496	23.87	50.1	27.7	9.02
CASTELO BRANCO	7.645	76.09	-4.728	15.16	74.7	38.9	13.17
LEIRIA	40.673	89.55	3.380	16.69	64.8	44.6	5.83
SANTARÉM	29.292	90.89	-0.900	27.87	75.9	38.5	12.78
LISBOA	51.450	70.39	5.242	23.14	52.3	28.1	12.36
SETÚBAL	19.169	82.61	1.086	21.51	63.5	18.4	15.86
PORTALEGRE	7.372	82.95	-21.575	21.70	66.8	16.8	17.79
ÉVORA	5.522	89.42	-9.215	24.84	67.8	20.0	26.32
BEJA	5.918	68.81	-7.444	19.18	51.1	13.8	21.77
FARO	14.785	83.73	-7.646	25.65	57.5	30.8	9.26

SOURCES: X1: Joaquim A. Cabral Rolo, Fausto, M. Vieira Cardoso, Francisco C. Cordovil, Raul M. Gonçalves Lopes; O Produto Agrícola Bruto no Continente Regiões e Concelhos (moyenne des trois années 1979-1980-1981) Lisbonne, DCP, 1985.

X3: Ministério do Trabalho, Inquérito Permanente ao Emprego

X4: Pourcentages obtenus à partir du calcul des UTA pour 1979, prenant pour base le RAC 79, en accord avec la méthodologie indiquée

X5, X6: EAC 79

X7: Indicateur calculé à partir du RAC 79.



VARIATION DE LA MAIN-D'OEUVRE AGRICOLE 1968-1979

regr. 1

VAR. ACUMULEE	R CARRE	ECART TYPE EST.	CONSTANTE	F - RATIO
1	.59	8.604	-26.321	21.543
	VARIABLE	COEFFICIENT	D.P. COEF.	COEF. T
	1	.53	.114	4.641
VAR. ACCUMULEE	R CARRE	ECART TYPE EST.	CONSTANTE	F - RATIO
2	.667	8.023	-34 877	14.01
	VARIABLE	COEFFICIENT	D.P. COEF.	COEF. T
	1	.405	.127	3.187
	2	.361	.2	1.802
VAR. ACCUMULEE	R CARRE	ECART TYPE EST.	CONSTANTE	F - RATIO
3	.698	7.931	-56.528	10.003
	VARIABLE	COEFFICIENT	D.P. COEF.	COEF. T
	1	.466	.136	3.418
	2	.255	.219	1.165
	3	.285	.248	1.153

BIBLIOGRAPHIE

- PEREIRA, Mário - "A Estrutura Agrária Portuguesa (1968-1970)- Suas Relações com a População e a Produção Agrícolas", Instituto Gulbenkian de Ciência - Centro de Estudos de Economia Agrária, Oeiras, 1979.
- BARROS, Afonso; MENDES, Fernando Ribeiro: - "Formas de Produção e Estatutos de Trabalho na Agricultura Portuguesa", Análise Social, Lisboa, vol. IXI (75), 1983 - 1º, pg. 57-78.
- CORDOVIL, Francisco, C. - "Transformações da Estrutura das Explorações Agrícolas em Portugal nas Últimas Três Décadas (1950-1980) e Efeitos Previsíveis da Adesão à CEE". Economia e Socialismo, Lisboa, nº 61, 1984, pg 15-38.
- CORDOVIL, Francisco, C.; ROLO, Joaquim A. Cabral; CARDOSO, Fauto M. Vieira - "Estrutura das Explorações Agrícolas". CIDE/DEESA, Lisboa, 1985.
- MENDES, Américo M.S. Carvalho - "O Sistema Agro-Alimentar do Entre-Douro-e-Minho. Evolução na Década de 70 e perspectivas para a Década de 80", Investimento e Tecnologia, Instituto de Investimento Estrangeiro, Lisboa, nº 1, 1985, pg. 7-22.
- MENDES, Américo M. S. Carvaiho - "A Função Empresarial e o Desenvolvimento da Agricultura do Entre-Douro-e-Minho no Contexto de Adesão à CEE" Vida Rural, Lisboa, nº 229, 2a. Quinzena de Abril de 1986, pg. 82-90.

ANNEXE 3

COMPLEMENT DE STATISTIQUES DE L'EDUCATION

TABLEAU

Candidats à l'Enseignement Supérieur et Numerus Clausus  
par Branches d'Enseignement en 1985

Candidats par Cours de la 12 <sup>e</sup> Année - Voie En- seignement	Numerus Clausus des Cours de l'En- seignement Supé- rieur Auxquels l'Accès est Permis		A - B	Branches de Ensei- gnement Supérieur
	A	B	C	
1 <sup>o</sup>	10.892	6.860	+ 4.032	- Sciences Exactes et Naturelles - Génie - Sciences Médicales, Paramédicales et Pharmaceutiques - Agriculture - Education Physique - Architecture
2 <sup>o</sup>	2.104	2.431	- 327	- Economie et Gestion
3 <sup>o</sup>	7.894	2.537	+ 5.157	- Droit - Sciences Sociales - Sciences Humaines
4 <sup>o</sup>	1.915	1.805	+ 110	- Lettres
5 <sup>o</sup>	447	195	+ 252	- Arts
TOTAL	23.052	13.828	9.224	

Note: Les candidats ayant la 12<sup>e</sup> année - voie professionnelle (382) n'ont pas été considérés. Le fait que l'on considère que a chaque cours de l'enseignement supérieur correspond seulement un cours de la 12<sup>e</sup> année est incorrect pour certains cas, mais il est peu significatif dans les valeurs présentées.

TABEAU

Candidats à l'Enseignement Supérieur  
par Branches en 1984 et 1985

Cours de la 12. <sup>e</sup> Année	Branches de Cours de l'Enseignement Supérieur où L'accès est Permis	1985	Variations Entre 1985 et 1985
1. <sup>er</sup> Cours Voie Enseignement	- Sciences exactes et naturelles - Génie - Sciences Médicales, Para médicales et Pharmaceu- tiques - Agriculture - Education Physique - Architecture	10.892	- 2.166
2. <sup>e</sup> Cours Voie Enseignement	- Economie et Gestion	2.104	- 59
3. <sup>e</sup> Cours Voie Enseignement	- Droit - Sciences Sociales - Sciences Humaines	7.694	- 121
4. <sup>e</sup> Cours Voie Enseignement	- Lettres	1.915	+ 201
5. Cours Voie Enseignement	- Arts	447	+ 218
Voie Professionnelle Techniciens Agriculture	- Cours des Ecoles Supé- rieures Agraires	131	+ 69
Voie Professionnelle Techniciens Comptabilité	- Cours de l'Institut Supé- rieur de Comptabilité et d'Administration	251	+ 251
	TOTAL	23.434	- 1.607

a) Ne comprend pas 690 candidats ayant le cours de l'école normale et 232  
ayant fait l'année propédeutique

b) Ne comprend pas 199 candidats ayant fait l'année propédeutique

Source: MEC, GEP, Análise Conjuntural Educação 1985

TABLEAU

Evolution des Personnes Inscrites à l'Enseignement Supérieur de 1969/70 à 1984/85 en des années sélectionnées

	1969/70	1973/74	1976/77	1979/80	1982/83
Enseignement supérieur public (M. Education)	42 042	54 149	82 622	73 209	81 024*
Enseignement supérieur public (Autres Ministères) b)	807	729	549	88	1 545
Enseignement supérieur privé c)	1 896	3 218	2 018	6 780 c)	8 015 c)
Enseignement supérieur de Théologie	1 274	509	a)	506	608
Total	46 019	58 605	86 189	81 379	91 192

Source: Années scolaires 1969/70 à 1980/81 - Estatísticas da Educação - INE  
\* D.G. Ensino Superior, in MEC, CEP Análise Conjuntural Educação 1985

- a) Inclus dans le chapitre respectif des Estatísticas da Educação INE
- b) Comprend les cours de Academia Militar, Academia da Força Aérea, Escola Naval et Escola Náutica
- c) Comprend Universidade Católica, Universidade Livre, Instituto Superior de Psicologia Aplicada, Instituto de Novas Profissões, Escola Superior de Organização Científica do Trabalho (ISLA) et Instituto Superior de Serviço Social

ANNEXE 4

PRINCIPALES MESURES CONCERNANT L'EMPLOI ET  
LA FORMATION PROFESSIONNELLE

A N N E X E

PRINCIPALES MESURES CONCERNANT L'EMPLOI ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1. TITRE: FORMATION DANS LES CENTRES D'ETAT DE L'IEFP  
(INSTITUTO DE EMPREGO E FORMAÇÃO PROFESSIONAL)

OBJECTIF: Outre la qualification, le perfectionnement et le reconversion professionnelle

CONTENU: Ces cours sont donnés dans les Centres de Formation Professionnelle de l'IEFP et ils ont une durée de 3 à 6 mois, en occupant environ 6 heures par jour. Parmi les bénéfices accordés aux stagiaires se trouvent les allocations stage (70% environ du salaire minimum national), les allocations vacances, les allocations logement et l'inscription à la Sécurité Sociale.

BASE LEGALE: Decreto n° 46 173, du 28 janvier 1965;  
Decreto-Lei n° 247/85, du 12 juillet

\*\*\*\*\*

2. TITRE: FORMATION PROFESSIONNELLE EN REGIME D'APPRENTISSAGE

OBJECTIF: Le régime d'apprentissage a pour but d'assurer la transition des jeunes du système d'enseignement au monde du travail, en consacrant, en alternance, un système de formation professionnelle.

CONTENU: Le régime d'apprentissage contient des normes qui définissent les devoirs de l'entreprise, les devoirs de l'apprenti, le montant de la bourse de formation, les indemnités à accorder aux entreprises, la durée de l'apprentissage, l'horaire et les normes concernant les systèmes de formation et les épreuves de connaissance, les entreprises devant passer des "contrats d'apprentissage" avec les apprentis. Ces contrats peuvent être révisés par accord entre les deux parties, ou bien librement, par l'apprenti ou son représentant légal, s'il est mineur, ou bien par l'entreprise, s'il y a une cause qui le justifie.

Le bourse de formation correspond à 30%, 40%, 50% et 60%, respectivement, du salaire minimum national pour le secteur en question, dans la 1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> année. L'entreprise recevra, de la part du Gabinete de Gestão do Fundo de Desemprego, des subventions, destinées au paiement de cette bourse, qui vont de 100%, dans la 1<sup>ère</sup> année, à 25% dans la 4<sup>e</sup> année. Il n'est pas permis d'inscrire un apprenti, en tant que tel, à quelque régime de Sécurité Sociale qui soit. La durée de l'apprentissage ne peut pas être supérieure à 4 ans. L'horaire ne peut pas dépasser 8 heures par jour et 40 heures par semaine.



BASE LEGALE: Ce système est institué par le Decreto-Lei n° 102/84, du 29 mars, et il s'articule avec le Decreto-Lei n° 165/85, du 16 mai (Formation Professionnelle en Coopération).

\*\*\*\*\*

### 3. TITRE: FORMATION EN COOPERATION

OBJECTIF: Aider techniquement, pédagogiquement et financièrement toute entité du secteur public, coopératif ou privé, qui entreprenne, ou vienne à entreprendre, des actions de formation professionnelle.

CONTENU: Cette mesure ne consiste pas, à proprement parler, en un programme, mais plutôt en l'encadrement de plusieurs programmes de formation professionnelle entrepris par plusieurs entités, avec l'aide technique et financière de l'IEFP. Elle vient systématiser et régler des aides technico-financières et des actions de formation professionnelle qui étaient déjà en cours de la part de l'IEFP.

La formation en coopération peut être concrétisée par la réalisation de Protocoles et d'Accords.

Accords - contrats fermés entre l'IEFP et toute entité du secteur public, privé ou coopératif, ayant pour but d'entreprendre des actions spécifiques de formation professionnelle.

Protocoles - contrats fermés entre l'IEFP et toute entité du secteur public, privé ou coopératif, ayant pour but de répondre aux besoins pressants de formation professionnelle d'un ou de plusieurs secteurs de l'économie.

BASE LEGALE: La formation en Coopération a été instituée par le Decreto-Lei n° 165/85. Des Centres Protoculaires existaient déjà depuis le milieu des années 60, mais leur statut juridique n'a été réglé que par le Decreto-Lei n° 165/85.

\*\*\*\*\*

### 4. TITRE: PROGRAMMES D'AIDE FINANCIERE A DES STAGES

OBJECTIF: Le Programme d'Aide Financière à des Stages, pris en charge par le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale à travers le IEFP, a en vue l'intégration socio-professionnelle des jeunes, en considérant les types de stages suivants:

- stages considérés comme nécessaires à l'obtention d'une qualification professionnelle ou à l'accès à l'exercice d'une profession;
- stages extra scolaires à la fin des cours, susceptibles de faciliter l'entrée dans le marché du travail.

- stages en relation avec la formation professionnelle extra scolaire permettant une première expérience de travail.

Les stages faisant entièrement partie du curriculum de n'importe quel cours du système scolaire sont exclus.

CONTENU: La compensation donnée au stagiaire correspond au double du montant du salaire minimum national du secteur respectif, pour ceux qui viennent d'obtenir une licence et elle correspond au salaire minimum national pour les autres cas. En ce qui concerne la concession d'aide financière, les stages qui rendent possible une occupation indépendante ou la garantie de l'admission des stagiaires reçus ont la priorité. Les stages ne peuvent pas dépasser 12 mois ni être inférieurs à 3 mois:

BASE LEGALE: Despacho Normativo n° 74/85, encadré par le Decreto-Ley n° 165/85, du 16 mai.

\*\*\*\*\*

5. TITRE: PROGRAMMES D'EMPLOI-FORMATION DESTINES AUX TRAVAILLEURS JEUNES

OBJECTIF: La création ou le perfectionnement de postes de travail de travailleurs jeunes, ayant pour double but celui de leur permettre d'obtenir une qualification et une expérience professionnelle, ainsi que l'accès à un emploi stable.

CONTENU: L'entité qui emploie doit former des contrats de travail avec les jeunes, sous une forme écrite, ayant une durée de 6 mois. La rémunération des jeunes contractés devra tenir compte ce qui est établi par l'instrument de réglementation collective respectif, ne pouvant pas être considérée la catégorie d'apprenti ou une catégorie équivalente. L'employeur doit pouvoir organiser et donner la formation adéquate pendant les heures normales de travail. Les employeurs peuvent bénéficier d'une aide technique et financière.

BASE LEGALE: Despacho Normativo n° 73/85, du 10 août, encadré par le Decreto-Ley n° 165/85, du 16 mai.

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

6. TITRE: FORMATION PROFESSIONNELLE D'HANDICAPES

OBJECTIF: Intégration d'handicapés dans le marché du travail

BASE LEGALE: Lei Orgânica do IEPF et Despacho Normativo nº 388/75 du 31/12

\*\*\*\*\*

7. TITRE: LOI CADRE DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI

OBJECTIF: Contribuer au développement des initiatives incidant sur la création et le maintien de postes de travail.

CONTENU: L'activité de promotion de l'emploi est développée au niveau de l'entreprise ou du projet d'investissement, de la région, du secteur économique ou du groupe socio-professionnel, à travers la création de postes de travail. En tant que mesures d'aide à la création de postes de travail, il faut faire ressortir:

- a) prix d'emploi
- b) aide spécifique aux projets d'emploi
- c) prêts e/ou subventions en faveur d'initiatives de développement local ou régional
- d) prêts et/ou subventions à l'élaboration de projets d'investissement
- e) aide technique diverse, notamment dans les domaines de la formation professionnelle et de la gestion

Pour terminer, il faut considérer le fait que des mesures ou des programmes spécifiques peuvent être adoptés, en rapport avec des groupes spécifiques, tels que les jeunes ou les handicapés.

BASE LEGALE: Decreto-Lei nº 445/80, du 4/10

\*\*\*\*\*

8. TITRE: PRIX D'EMPLOI

OBJECTIF: Aide directe à des entreprises (prix d'emploi) quand elles se trouvent en des zones où ont lieu des situations graves de chômage.

CONTENU: Le Diplôme considère seulement la création effective et nette de postes de travail, en cherchant à éviter le fait de remplir simplement des places préexistantes:

- dans les entreprises où ait eu lieu une réduction de postes de travail, en particulier à travers de licenciements collectifs;
- dans les entreprises créées à un endroit déterminé, par transfert d'établissement;
- dans les investissements destinés au maintien de postes de travail déjà existants, bien que réalisés par de nouvelles entreprises.

BASE LEGALE: Decreto-Lei n° 416/80, du 27 septembre.

\*\*\*\*\*

9. TITRE: PROJETS DE RE-EMPLOI

OBJECTIF: Aide à des initiatives ayant en vue la défense de l'emploi en des situations de reconversion et de réorganisation et de transferts collectifs de travailleurs que, dans certains cas, s'intègrent en des processus mixtes de maintien et de création d'emplois.

CONTENU: On considère comme projet de re-emploi le projet d'investissement, de réorganisation, d'utilisation de la capacité productive ou autres, dont le résultat est la possibilité de re-emploi de travailleurs dont les postes de travail sont en voie d'extinction ou qui aient même été supprimés. L'aide financière sera accordée à fonds perdu, ne devant pas dépasser, par travailleur, l'équivalent à l'allocation chômage multipliée par quatorze.

BASE LEGALE: Despacho Normativo n° 197/80, du 3 juillet et  
Despacho Normativo n° 1/81, du 5 janvier

\*\*\*\*\*

10. TITRE: AIDE À LA CONTRACTATION POUR DES EMPLOIS À DURÉE INDETERMINÉE

OBJECTIF/CONTENU: Cette mesure a pour but d'incentiver la contractation de jeunes chômeurs ou de chômeurs de longue durée, à travers une aide aux entreprises qui ferment avec eux des contrats d'une durée indéterminée, pour remplir de nouveaux postes de travail supplémentaires. L'aide prend la forme de prix d'un montant équivalent au salaire minimum national de l'industrie par poste de travail créé.

BASE LEGALE: Decreto-Lei n° 193/82, du 20 mai;  
Decreto-Lei n° 445/80 et Orientation du Fonds Social Euro-  
péen

\*\*\*\*\*

11. TITRE: AIDE À LA CREATION DE POSTES DE TRAVAIL EN DES COOPERATIVES

OBJECTIF/CONTENU: L'aide financière au secteur coopératif, ayant pour but la création et le maintien de postes de travail.

Les conditions de prêts ou de subventions pour compensation d'intérêts sont définies, les subventions destinées à la création de nouveaux postes de travail ne pouvant pas dépasser un minimum de cinq ans d'allocation chômage par poste de travail créé ou 75% du montant global d'investissement.

BASE LEGALE: Despacho Normativo du Secrétaire d'Etat pour la Population et l'Emploi, du 11 août 1975

\*\*\*\*\*

12. TITRE: ENCOURAGEMENT A L'EMPLOI DE JEUNES PAR REDUCTION DES CHARGES SOCIALES

OBJECTIF: Faciliter la création de conditions qui permettent d'augmenter les possibilités d'un premier emploi, en garantissant une intégration plus rapide dans le monde du travail. Cette aide à la création de nouveaux postes de travail aura lieu à travers une réduction, pendant une période temporaire, des charges sociales des entreprises concernant les contributions à la Sécurité Sociale et au Fundo de Desemprego (Fonds de Chômage). Il faut dire que cette mesure a des liaisons et interdépendances avec d'autres mesures prévues, tendant à la flexibilisation de la législation du travail.

CONTENU: Les employeurs sujets au régime général de la sécurité sociale qui ferment des contrats de travail, d'une durée indéterminée, avec des jeunes qui se trouvent en des situations de premier emploi et dont l'âge soit compris entre 16 et 25 ans, sont dispensés, pour un temps, du paiement des contributions dues par eux à la Sécurité Sociale et au Fundo de Desemprego. La période de de dispense du paiement des contributions est de 24 mois.

BASE LEGALE: Decreto-Lei n° 17-D/86, du 6 février

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

13. TITRE: AIDE A LA CREATION ET AU MAINTIEN DE POSTES DE TRAVAIL ET FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LE SECTEUR DE L'ARTISANAT

OBJECTIF: Cette mesure a pour but la création et/ou le maintien de postes de travail et la formation professionnelle dans le secteur de l'artisanat.

CONTENU: L'aide à l'artisanat peut prendre la forme d'aide financière, d'aide technique ou de prestation de services. Les conditions d'accès à cette aide sont définies. On considère en premier lieu les zones géographiques les plus en retard, et ayant des taux de chômage plus significatifs, en attribuant, dans ces priorités, les initiatives de jeunes candidats au premier emploi, de travailleurs au chômage, d'handicapés et de personnes en situation de sous-emploi ou de sous-occupation.

BASE LEGALE: Portaria n° 1099/80, du 29 décembre

\*\*\*\*\*

14. TITRE: SUBVENTION A LA CREATION D'EMPLOI PROPRE

OBJECTIF: Promotion de l'emploi indépendant

CONTENU: Le montant de l'allocation chômage peut être transformé en subvention à la création d'emploi propre, de la part de la personne subventionnée, pourvu que:

a) Le bénéficiaire le demande, en présentant un projet de création de son propre emploi

b) L'autorisation nécessaire soit accordée

La subvention à l'emploi sera d'un montant global de la prestation à laquelle a droit le bénéficiaire, et elle est destinée exclusivement au financement de la création de son propre emploi.

BASE LEGALE: Portaria n° 264/85 du 9 mai, do Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale;  
Decreto-Lei n° 20/85, du 17 janvier

\*\*\*\*\*

15. TITRE: ENCOURAGEMENT A L'EMPLOI D'HANDICAPES

OBJECTIF/CONTENU: En vue de faciliter l'intégration socio-professionnelle des handicapés, une aide financière pourra être accordée, à travers l'Instituto de Emprego e Formação Profissional, pour:

- a) Installation de personnes handicapées qui désirent exercer une activité indépendante.
- b) Compensation aux entreprises ou à d'autres entités admettant des handicapés en régime d'adaptation ou de réadaptation au travail.
- c) Adaptation de postes de travail et élimination de barrières architectoniques en des entreprises admettant des handicapés.

Les conditions d'accès à l'aide financière sont définies.

BASE LEGALE: Despacho Normativo nº 52/82, du 26 avril

\*\*\*\*\*

16. TITRE: AIDE FINANCIERE A LA CREATION D'ACTIVITES INDEPENDANTES EN FAVEUR DES JEUNES A LA RECHERCHE D'UN PREMIER EMPLOI ET DES CHÔMEURS DE LONGUE DUREE

OBJECTIF: Encourager l'aide à la création d'activités indépendantes qui ne soient pas des professions libérales

CONTENU: Les candidats devront occuper au moins 26 heures par semaine à l'exercice de l'activité subventionnée. L'aide à accorder prendra la forme d'une subvention non-remboursable, pendant une durée maximum de 12 mois. Son montant tient compte de ce qui a été fixé chaque année par la Commission des Communautés Européennes pour des aides similaires. Pendant la période concernée par le paiement de cette subvention, les personnes intéressées seront dispensées du paiement de contributions qui seront déduites du montant de la subvention.

BASE LEGALE: Despacho Normativo nº 13/86, du 14 février

\*\*\*\*\*

17. TITRE: PROGRAMMES D'OCCUPATION POUR LE CHOMAGE SAISONNIER

OBJECTIF: Minimiser les situations de carence économique de travailleurs au chômage, provenant d'activités de nature saisonnière, qui n'aient pas les conditions exigées à l'accès à des allocations chômage.

CONTENU: Les programmes d'occupation auront une durée maximum toujours inférieure à six mois et ils sont destinés à l'occupation de travailleurs au chômage, provenant d'activités saisonnières qui, dû à leur nature, bien que contribuant au Fundo de Desemprego, ne réunissent pas les conditions d'accès aux allocations chômage, les entités suivantes pouvant poser leur candidature en tant que promoteurs d'occupation:

- a) autarchies locales
- b) services publics
- c) entités de solidarité sociale ou d'utilité publique
- d) entreprises publiques, privées ou coopératives

Dans les cas mentionnés en a) à c), les travailleurs au chômage auront droit à une rémunération équivalente au salaire minimum plus frais de transports, plus un repas par jour, le IEFP ayant une participation de 70% de cette rémunération. Dans le cas de programmes développés par des entreprises, l'IEFP participera en 30% de la rémunération due par l'employeur aux travailleurs en accord avec les instruments de réglementation collective du travail.

BASE LEGALE: Le Despacho Normativo nº 86/85, du 9 septembre règle ces situations et prévoit la mise en marche de programmes d'occupation à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1986. Il y avait déjà quelques programmes pour chômeurs saisonniers dans le Sud du Pays, depuis 1980.

\*\*\*\*\*

18. TITRE: PROGRAMMES D'OCCUPATION POUR CHOMEURS RECEVANT DES ALLOCATIONS

OBJECTIF/CONTENU: Les chômeurs qui reçoivent des allocations chômage ou des allocations sociales chômage ont le devoir d'accepter la prestation de travail qui leur soit offerte dans le cadre de programmes d'occupation organisés par des entités sans but lucratif, au bénéfice de la collectivité, approuvés par l'IEFP. La non acceptation d'une occupation adéquate détermine la cessation du droit à l'allocation chômage. La prestation de travail convenable ne donne droit à aucune rémunération complémentaire, sans préjudice de compensations monétaires qui seraient accordées au bénéficiaire par les entités auxquelles les services sont rendus, pour frais de transports et d'alimentation.

BASE LEGALE: Portaria nº 24/85, du 2 mai, du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale  
Decreto-Lei nº 20/85, du 17 janvier

\*\*\*\*\*



\*\*\*\*\*

19. TITRE: PROGRAMME D'OCCUPATION DES LOISIRS

OBJECTIF: Participation des jeunes à des activités sociales et communautaires utiles

CONTENU: On veut que les jeunes établissent un contact avec des entreprises, des centres d'études et de recherche, de nouvelles technologies, et aussi qu'ils soient sensibilisés vers la nécessité de profiter et de défendre les ressources naturelles et du milieu ambiant, n'ayant pas d'interférence dans le marché du travail.

Les programmes peuvent être lancés dans les autarchies locales et dans les entreprises publiques et privées, coopératives, etc.

Ce programme a une durée de 6 semaines. L'horaire ne doit pas dépasser 5 heures par jour, mais le non accomplissement de cet horaire de la part de la jeune personne, ainsi que l'absence de trois jours consécutifs pourra déterminer l'interruption de sa participation au programme.

La compensation à attribuer est de 500\$00 par jour. Les critères de sélection des jeunes dont la priorité à ceux qui proviennent des familles qui sont les plus défavorisées, économiquement.

BASE LEGALE: Despacho Conjunto 21-A/83, du 23/5/83, et résolution du Conseil des Ministres n° 16/86; Despacho Conjuntp do MISS et du MPAT et de la Presidência do Conselho de Ministros (8/3/86).

\*\*\*\*\*

20. TITRE: PROGRAMME D'OCCUPATION TEMPORAIRE DES JEUNES

OBJECTIF: Occuper les jeunes à des activités qui peuvent satisfaire les besoins collectifs et qui se montrent comme de potentiels postes de travail.

CONTENU: Le programme aura lieu au cours du deuxième trimestre de 1986, étant lancé auprès des autarchies locales, des entreprises publiques ou privées et des coopératives. Il a une durée de 6 mois, les jeunes recevant 75% du salaire minimum pour l'industrie. L'horaire est de huit heures par jour, 5 jours par semaine. Le non accomplissement de cet horaire peut déterminer l'exclusion du programme.

Critères de préférence: recherche du premier emploi, candidats ayant un profil adéquat aux projets à développer, le fait d'appartenir à une famille plus défavorisée.

BASE LEGALE: Resolução do Conselho de Ministros nº 16/86, du 6 février

\*\*\*\*\*

21. TITRE: AIDE AUX CHOMEURS DE LONGUE DUREE

OBJECTIF: Ce programme a pour but de permettre aux chômeurs de longue durée une expérience de travail à travers une occupation en une activité collective, en accord avec les orientations de gestion du Fonds Social Européen.

CONTENU: Le programme fonctionnera pendant le deuxième semestre de 1986, ayant une durée de 6 mois par candidat.

Les candidats bénéficient d'une allocation mensuelle de 22 500\$00, devant travailler 8 heures par jour, 5 jours par semaine.

\*\*\*\*\*

22. TITRE: RETRAITE ANTICIPEE DE TRAVAILLEURS AGES AU CHOMAGE

OBJECTIF: Protection Sociale des chômeurs

CONTENU: Après avoir terminé la période de concession d'allocation chômage, le bénéficiaire qui aura 62 ans pourra demander sa pension de retraite par vieillesse, pourvu qu'il réponde à toutes les autres conditions exigées pour la concession de cette pension.

BASE LEGALE: Decreto-Lei nº 26/85, du 17 janvier, concernant l'assurance chômage et l'allocation sociale chômage.

\*\*\*\*\*

23. TITRE: TRAVAIL SUPPLEMENTAIRE

OBJECTIF: La prestation de travail en dehors de l'horaire normal ne sera permise que si l'admission de nouveaux travailleurs n'est pas justifiée, ou en des cas de force majeure, pour prévenir ou réparer des dommages graves pour l'entreprises, ou pour assurer sa viabilité.

L'objectif de cette mesure est, simultanément, celui de réduire le nombre d'heures pendant lesquelles le travail supplémentaire peut être rendu, et celui d'établir des mécanismes décourageants, destinés à mettre fin au recours abusif à ce type de travail.

CONTENU: On établit en quelles conditions peut être rendu le travail supplémentaire et on définit des limites pour ce travail:

- 160 heures de travail par an
- 2 heures par jour normal de travail
- nombre d'heures égal à la période normale de travail pendant les jours de repos hebdomadaire, et dans les jours fériés.

La prestation de travail dans les jours de repos, ou en cas de force majeure devra être communiquée à l'Inspection Générale du Travail dans un délai de 48 heures et les entreprises doivent envoyer à l'Inspection du Travail, pendant le premier mois de chaque trimestre, la relation de tous les travailleurs qui ont effectué du travail supplémentaire et le nombre d'heures respectif.

Tant les entreprises que les travailleurs doivent contribuer en 25% de la rémunération qui résulte de la prestation de travail supplémentaire au Gabinete de Gestão do Fundo de Desemprego.

Des sanctions sont établies pour le cas de non accomplissement de la Loi.

BASE LEGALE: Decreto-Lei nº 421/83, du 2 décembre

















**Programme de recherche et d'actions sur l'évolution du marché de l'emploi  
Le marché de l'emploi au Portugal**

*Document*

Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes

1987 – 313 p. – 21,0 x 29,7 cm

FR, PT

ISBN 92-825-7168-8

N° de catalogue : CB-48-87-993-FR-C

Prix publics au Luxembourg, TVA exclue

Écu 19,30      BFR 830      FF 134

0.2.2      cri : v/87

**Venta y suscripciones · Salg og abonnement · Verkauf und Abonnement · Πωλήσεις και συνδρομές  
Sales and subscriptions · Vente et abonnements · Vendita e abbonamenti  
Verkoop en abonnementen · Venda e assinaturas**

**BELGIQUE/BELGIË**

**Moniteur belge/Belgisch Staatsblad**  
Rue de Louvain 40-42/Leuvensestraat 40-42  
1000 Bruxelles/1000 Brussel  
Tél. 512 00 26  
CCP/Postrekening 000-2005502-27  
Sous-dépôts/Agentschappen  
**Librairie européenne/  
Europese Boekhandel**  
Rue de la Loi 244/Wetstraat 244  
1040 Bruxelles/1040 Brussel  
**CREDOC**  
Rue de la Montagne 34/Bergstraat 34  
Bte 11/Bus 11  
1000 Bruxelles/1000 Brussel

**DANMARK**

**Schultz EF-publikationer**  
Møntergade 19  
1116 København K  
Tlf (01) 14 11 95  
Girokonto 200 11 95

**BR DEUTSCHLAND**

**Bundesanzeiger Verlag**  
Breite Straße  
Postfach 10 80 06  
5000 Köln 1  
Tel. (02 21) 20 29 0  
Fernschreiber:  
ANZEIGER BONN 8 882 595  
Telecopierer  
20 29 278

**GREECE**

**G. C. Eleftheroudakis SA**  
International Bookstore  
4 Nikis Street  
105 63 Athens  
Tel. 322 22 55  
Telex 219410 ELEF

Sub-agent for Northern Greece:

**Molho's Bookstore**  
The Business Bookshop  
10 Tsimiski Street  
Thessaloniki  
Tel. 275 271  
Telex 412885 LIMO

**ESPAÑA**

**Boletín Oficial del Estado**  
Trafalgar 27  
E-28010 Madrid  
Tel. (91) 446 60 00

**Mundi-Prese Libros, S.A.**  
Castelló 37  
E-28001 Madrid  
Tel. (91) 431 33 99 (Libros)  
431 32 22 (Suscripciones)  
435 36 37 (Dirección)  
Teléx 49370-MPLI-E

**FRANCE**

**Service de vente en France des publications  
des Communautés européennes**  
**Journal officiel**  
26, rue Desaix  
75732 Paris Cedex 15  
Tél. (1) 45 78 61 39

**IRELAND**

**Government Publications Sales Office**  
Sun Alliance House  
Molesworth Street  
Dublin 2  
Tel. 71 03 09  
or by post  
**Stationery Office**  
St Martin's House  
Waterloo Road  
Dublin 4  
Tel. 68 90 66

**ITALIA**

**Licosa Spa**  
Via Lamarmora, 45  
Casella postale 552  
50 121 Firenze  
Tel. 57 97 51  
Telex 570466 LICOSA I  
CCP 343 509  
Subagenti  
**Libreria scientifica Lucio de Biasio - AEIOU**  
Via Meravigli, 16  
20 123 Milano  
Tel. 80 76 79  
**Libreria Tassi**  
Via A. Farnese, 28  
00 192 Roma  
Tel 31 05 90  
**Libreria giuridica**  
Via 12 Ottobre, 172/R  
16 121 Genova  
Tel 59 56 93

**GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

**Office des publications officielles  
des Communautés européennes**  
2, rue Mercier  
L-2985 Luxembourg  
Tél. 49 92 81  
Télex PUBOF LU 1324 b  
CCP 19190-81  
CC bancaire BIL 8-109/6003/200

**Messageries Paul Kraus**  
11, rue Christophe Plantin  
L-2339 Luxembourg  
Tél. 48 21 31  
Télex 2515  
CCP 49242-63

**NERDERLAND**

**Staatsdrukkerij- en uitgeverijbedrijf**  
Christoffel Plantijnstraat  
Postbus 20014  
2500 EA 's-Gravenhage  
Tel. (070) 78 99 11

**PORTUGAL**

**Imprensa Nacional**  
Av. Francisco Manuel de Melo 5  
P-1000 Lisboa  
Tel. 65 39 96  
**Distribuidora Livros Bertrand Lda**  
**Grupo Bertrand, SARL**  
Rua das Terras dos Vales 4-A  
Apart. 37  
P-2700 Amadora CODEX  
Tel. 493 90 50 - 494 87 88  
Telex 15798 BERDIS

**UNITED KINGDOM**

**HM Stationery Office**  
HM SO Publications Centre  
51 Nine Elms Lane  
London SW8 5DR  
Tel (01) 211 56 56  
Sub-agent:  
**Alan Armstrong & Associates Ltd**  
72 Park Road  
London NW1 4SH  
Tel (01) 723 39 02  
Telex 297635 AALTD G

**SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA**

**Librairie Payot**  
6, rue Grenus  
1211 Genève  
Tel. 31 89 50  
CCP 12 236

**UNITED STATES OF AMERICA**

**European Community Information  
Service**  
2100 M Street NW  
Suite 707  
Washington, DC 20037  
Tel. (202) 862 9500

**CANADA**

**Renouf Publishing Co., Ltd**  
61 Sparks Street  
Ottawa  
Ontario K1P 5R1  
Tel. Toll Free 1 (800) 267 4164  
Ottawa Region (613) 238 8985-6  
Telex 053-4936

**JAPAN**

**Kinokuniya Company Ltd**  
17-7 Shinjuku 3-Chome  
Shinjuku-ku  
Tokyo 160-91  
Tel. (03) 354 0131  
**Journal Department**  
PO Box 55 Chitose  
Tokyo 156  
Tel. (03) 439 0124

Prix publics au Luxembourg, TVA exclue :  
Écu 19,30 BFR 830 FF 134



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES  
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES  
L - 2985 Luxembourg

ISBN 92-825-7168-8



9 789282 571682